

Comité des obstacles techniques au commerce

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 9 AU 11 MARS 2022

PRÉSIDENTE: MME ELISA MARIA OLMEDA DE ALEJANDRO

Note du Secrétariat¹

| | |
|---|------------|
| 1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR..... | 1 |
| 2 MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD | 2 |
| 2.1 Préoccupations commerciales spécifiques | 2 |
| 2.1.1 Préoccupations ajoutées et retirées..... | 2 |
| 2.1.2 Nouvelles préoccupations commerciales spécifiques | 5 |
| 2.1.3 Préoccupations soulevées précédemment | 22 |
| 2.1.4 Notification des progrès concernant les PCS | 131 |
| 2.2 Échange de données d'expérience | 132 |
| 2.2.1 Transparence | 132 |
| 2.2.2 Procédures d'évaluation de la conformité | 134 |
| 2.2.3 Autres décisions et recommandations..... | 137 |
| 3 VINGT-SEPTIÈME EXAMEN ANNUEL | 138 |
| 4 ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE..... | 138 |
| 5 OBSERVATEURS | 138 |
| 5.1 Renseignements actualisés | 138 |
| 5.2 Demandes en attente..... | 139 |
| 6 ÉLECTION DU PRÉSIDENT | 139 |
| 7 AUTRES QUESTIONS..... | 139 |
| 8 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION | 140 |

1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

- 1.1. Le Comité a adopté l'ordre du jour figurant dans le document [WTO/AIR/TBT/22](#).

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

2 MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD

2.1 Préoccupations commerciales spécifiques

2.1.1 Préoccupations ajoutées et retirées

2.1. Le représentant du Costa Rica a ajouté la PCS n° 608² et la PCS n° 609.³

2.2. Le représentant de l'Australie a expliqué que son pays retirait la PCS n° 45 inscrite au projet d'ordre du jour annoté (annexe 2 du document JOB/TBT/441)⁴ car il choisissait de ne pas collaborer avec la Russie pour le moment. L'Australie condamnait l'attaque non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine. Elle déclarait que les actes commis par la Russie bafouaient le droit international, la Charte des Nations Unies ainsi que la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un État voisin. Elle soutenait l'Ukraine dans son opposition aux hostilités de la Russie. L'Australie demandait à la Russie de retirer ses troupes du territoire ukrainien et de rechercher une solution diplomatique. Elle soutenait également une action collective par la communauté internationale pour imposer des coûts et renforcer les moyens de pression sur la Russie et ceux à qui, en Russie, incombait la responsabilité. L'Australie était par ailleurs favorable à l'imposition de fortes sanctions économiques contre la Russie et le Bélarus, et elle continuerait de soutenir les mesures internationales sanctionnant le comportement de la Russie.

2.3. Le représentant de la Chine a fait état d'un échange bilatéral fructueux avec les États-Unis et a par conséquent demandé le retrait de la PCS n° 2 inscrite au projet d'ordre du jour annoté.⁵

2.4. Le représentant de l'Union européenne a exprimé la solidarité totale de l'UE et de ses États membres avec l'Ukraine et avec le peuple ukrainien. L'UE condamnait dans les termes les plus fermes l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine, qui constituait une atteinte grossière au droit international et à la Charte des Nations Unies, et qui menaçait la sécurité et la stabilité internationales.

2.5. Le représentant de la Fédération de Russie a soulevé une motion d'ordre en indiquant que l'intervention de l'UE sortait du cadre du Comité OTC.

2.6. La Présidente a demandé à l'UE de finir sa déclaration, après quoi la délégation russe prendrait la parole.

2.7. Le représentant de l'Union européenne a déploré cette interruption. L'UE demandait à la Russie de cesser immédiatement son intervention militaire, de retirer toutes ses troupes de l'intégralité du territoire de l'Ukraine et de respecter pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. L'UE soutenait résolument l'Ukraine dans son propre combat d'autodéfense et les forces armées ukrainiennes dans la défense de l'intégrité territoriale et de la population de l'Ukraine, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies. Elle déclarait qu'en tout temps, la Russie devait respecter ses obligations au titre du droit international humanitaire. La Russie devait par ailleurs mettre fin à ses campagnes de désinformation et à ses cyberattaques. En plus de sa déclaration, l'UE retirait toutes les PCS à l'encontre de la Russie.⁶

² Mexique – Projet de modification de la norme officielle mexicaine NOM-051-SCFI/SSA1-2010: Spécifications générales pour l'étiquetage des aliments et des boissons non alcooliques préemballés (ID 608).

³ Colombie – Teneur en sodium des aliments prioritaires, prescriptions en matière de certification (ID 609).

⁴ Fédération de Russie – Loi fédérale n° 468 sur la viniculture et la viticulture dans la Fédération de Russie (ID 650).

⁵ États-Unis – Règlement commercial relatif aux étiquettes indiquant le mode d'entretien des vêtements en matières textiles et de certains tissus vendus au mètre.

⁶ Fédération de Russie – Loi fédérale n° 468 sur la viniculture et la viticulture dans la Fédération de Russie (ID 650), Fédération de Russie – Projet de règlement technique sur la sécurité sanitaire des boissons alcooliques (publié le 24 octobre 2011) (ID 332), Fédération de Russie – Règles relatives à la certification du ciment (ID 497), et Fédération de Russie – Loi fédérale n° 487-FZ prévoyant un cadre pour l'utilisation globale d'un étiquetage spécial et la traçabilité des marchandises et Décision n° 792-r spécifiant les marchandises auxquelles l'étiquetage s'applique et les dates d'introduction de l'étiquetage obligatoire (ID 567).

2.8. Le représentant de la Fédération de Russie a appelé les Membres à s'abstenir d'intervenir au sujet de questions et d'événements qui sortaient du cadre du Comité OTC et de l'OMC elle-même, et dont s'occupaient d'autres organisations internationales et organismes diplomatiques.

2.9. Le représentant du Royaume-Uni a dit que l'offensive menée par la Russie contre l'Ukraine constituait une attaque non provoquée et préméditée contre un État démocratique souverain et un Membre de l'OMC. Le Royaume-Uni et ses partenaires internationaux étaient unanimes à condamner les actions répréhensibles du gouvernement russe, qui constituaient une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies. Le Royaume-Uni déclarait qu'en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, il incombait particulièrement à la Russie la responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales. Or, au contraire, la Russie violait les frontières d'un autre pays et ses actes engendraient de grandes souffrances. Le gouvernement russe avait montré qu'il n'avait jamais pris le processus diplomatique au sérieux et il s'employait délibérément à induire le monde en erreur afin de masquer son agression soigneusement planifiée. Le Royaume-Uni déclarait que la Russie devait sans délai opérer une désescalade et retirer ses troupes. Elle devait rendre des comptes et cesser de saper la démocratie, la stabilité mondiale et le droit international.

2.10. Le représentant des États-Unis a réitéré le soutien de son pays à l'Ukraine en ces temps incroyablement difficiles. Les États-Unis saluaient l'héroïsme du peuple ukrainien, de leurs forces armées et de leurs dirigeants. Ils remerciaient également les nombreux Membres du monde entier qui prenaient des mesures en coopération et en coordination avec les États-Unis. Leur importante action conjointe se poursuivait. Les États-Unis condamnaient l'attaque préméditée et non provoquée de la Russie contre l'Ukraine, et condamnaient tout autant le régime du Bélarus, qui aidait la Russie dans sa guerre d'agression. La guerre préméditée du Président Poutine avait provoqué des pertes et des souffrances humaines catastrophiques. La Russie était la seule responsable de la mort et de la destruction qu'elle semait, et elle devrait rendre des comptes au reste du monde. Les actes commis par la Russie constituaient une violation manifeste du paragraphe 4 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies, qui disposait que tous les États membres devaient s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État. Les États-Unis demandaient à la Russie de cesser immédiatement d'user de la force contre l'Ukraine et de s'abstenir de recourir illicitement à la menace ou à l'emploi de la force contre tout État membre de l'Organisation des Nations Unies. Ils étaient unis avec leurs alliés et partenaires dans leur engagement à faire en sorte que le gouvernement russe paie un prix économique et diplomatique très élevé s'il poursuivait l'invasion de l'Ukraine. Les travaux de l'OMC portaient principalement sur le commerce, mais l'Organisation ne saurait rester neutre dans ce combat. Elle avait été établie sur le fondement de plusieurs valeurs, notamment le principe selon lequel un ordre international juste et équitable est bâti sur des règles, non sur la puissance; sur la réciprocité, non sur la prédation; et sur la transparence, non sur la perfidie. Les États-Unis déclaraient que les actes de la Russie étaient incompatibles avec le système fondé sur des règles que nous avons bâti et que nous nous employons à améliorer. Ils ajoutaient qu'ils avaient eu l'intention de s'associer à la PCS n° 45 inscrite au projet d'ordre du jour annoté⁷, mais qu'ils retiraient toutes les PCS à l'encontre de la Russie.

2.11. Le représentant du Canada a fermement condamné l'invasion injustifiable et non provoquée lancée par la Russie contre l'Ukraine. Le Canada déclarait que ces attaques avaient de vastes conséquences humanitaires et entraînaient la mort insensée d'individus innocents. La communauté internationale devait être saisie de cette question. Il ne s'agissait pas seulement d'une attaque contre l'Ukraine. Il s'agissait d'une attaque contre le droit international, y compris la Charte des Nations Unies, ainsi que contre la démocratie, la liberté et les droits de l'homme. Le Canada retirait son soutien à la PCS n° 47 inscrite au projet d'ordre du jour annoté⁸ et soutenait à la place la PCS n° 53 inscrite au projet d'ordre du jour annoté.⁹

2.12. Le représentant du Japon a repris à son compte les déclarations précédentes concernant la situation en Ukraine. Le Japon était d'avis que cette question était tout à fait pertinente pour le

⁷ Fédération de Russie – Loi fédérale n° 468 sur la viniculture et la viticulture dans la Fédération de Russie (ID 650).

⁸ Indonésie – Règlement gouvernemental 28 de 2021 – Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois) (ID 724)

⁹ Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses règlements d'application (ID 502).

Comité et pour l'OMC, en termes de conformité au droit international. Il était sérieusement préoccupé au sujet des événements qui intervenaient en Ukraine et déclarait que ces derniers constituaient une atteinte au droit souverain et à l'intégrité territoriale de l'un des Membres de l'OMC, et une violation du droit international. Cette situation était totalement inacceptable et le Japon la condamnait fermement. Le Japon se joignait à la communauté internationale pour faire face à la situation tout en soutenant l'Ukraine et le peuple ukrainien.

2.13. Le représentant de l'Ukraine a pris note de la préoccupation et de la réaction d'un Membre. La Russie avait déclaré que l'OMC étant une organisation axée sur le commerce, l'Ukraine et les autres Membres de l'Organisation devraient s'abstenir de politiser cette institution et devraient plutôt engager un dialogue de fond de manière constructive. L'Ukraine était d'avis qu'en parlant de politisation indue, la Russie voulait éviter toute référence dans cette enceinte à l'invasion militaire et à la guerre agressive à grande échelle lancée contre l'Ukraine 14 jours auparavant. Elle voulait éviter que l'on parle des attaques qui compromettaient la capacité même de l'Ukraine à participer au dialogue de fond auquel la Russie faisait référence, alors que les infrastructures ukrainiennes subissaient des attaques constantes et que les experts ukrainiens cherchaient refuge dans des abris anti-bombes ou étaient contraints de fuir leurs foyers, comme deux millions d'autres Ukrainiens et les ressortissants étrangers présents sur le territoire ukrainien.

2.14. L'Ukraine remerciait les Membres qui s'étaient exprimés ce jour et à d'autres réunions de comités. Elle était très reconnaissante envers tous les Membres qui s'étaient tenus à ses côtés dans ces temps terrifiants et qui avaient adopté ou étaient en train d'adopter des sanctions économiques fermes contre la Fédération de Russie. L'Ukraine remerciait également le Groupe de coordination des pays développés, qui avait récemment exclu la Fédération de Russie de ses délibérations. Elle demandait aux autres Membres de l'OMC de ne pas rester indifférents face à l'agression illégale et sans précédent de la Fédération de Russie. Étant donné que la Fédération de Russie avait clairement violé les valeurs et principes fondamentaux dont le GATT et l'OMC avaient fait la promotion pendant près de 80 ans depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Ukraine exhortait les Membres à se demander si le fait que la Fédération de Russie continue de participer à l'OMC, y compris à cette réunion et à d'autres, serait compatible avec l'objet et le but de l'Organisation. L'Ukraine ne voyait pas comment les Membres pouvaient avoir des relations économiques ordinaires avec la Fédération de Russie au sein de l'OMC dans les circonstances atroces qui prévalaient.

2.15. Le représentant de la Suisse a repris à son compte les déclarations faites par les intervenants précédents au sujet de la situation en Ukraine. La Suisse condamnait l'attaque militaire de l'Ukraine par la Russie dans les termes les plus fermes. Cette attaque constituait une violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine, ainsi qu'une atteinte manifeste au droit international, en particulier à la Charte des Nations Unies. La Suisse demandait à la Russie de respecter ses obligations internationales et de mettre un terme à ses actes, de retirer ses troupes et de contribuer à la désescalade. Elle invitait tous les acteurs à respecter le droit international, y compris le droit international humanitaire.

2.16. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est associé aux autres Membres qui avaient fait des déclarations au sujet de l'Ukraine et de la Russie. La Nouvelle-Zélande exprimait son soutien sans réserve au représentant de l'Ukraine présent à la réunion. Il convenait de reconnaître que le commerce international avait été fortement touché par le conflit, et que cela n'était pas dénué de pertinence. La Nouvelle-Zélande condamnait fermement l'invasion injustifiable et non provoquée lancée par la Russie contre l'Ukraine. Les actes commis par la Russie bafouaient le droit international et la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un État voisin. La Nouvelle-Zélande soutenait résolument l'Ukraine dans son opposition à l'offensive russe. Ces attaques avaient de vastes conséquences humanitaires et entraînaient la mort insensée d'individus innocents. La Nouvelle-Zélande soutenait une action collective par la communauté internationale pour imposer des coûts à la Russie et à ceux à qui, en Russie, incombait la responsabilité.

2.17. Le représentant de la République de Corée a apporté son soutien aux déclarations faites par les intervenants précédents au sujet de la situation en Ukraine. Le gouvernement coréen condamnait fermement l'invasion armée lancée par la Russie contre l'Ukraine, qui constituait une violation des principes de la Charte des Nations Unies. L'usage de la force qui faisait des victimes innocentes ne pouvait en aucun cas se justifier. La souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique

de l'Ukraine devaient être respectées. Dans ce contexte, la Corée retirait son soutien aux PCS n° 10¹⁰ et n° 33 à l'encontre de la Russie inscrites au projet d'ordre du jour annoté.¹¹

2.18. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré qu'il était à son sens absurde et contre-productif de tenir des discussions sur les événements en Ukraine au sein du Comité OTC. En conséquence, la Russie s'abstenait de toute observation sur ce sujet. La Russie déclarait que sa position était exposée dans les déclarations publiques du gouvernement russe et du Ministre russe des affaires étrangères, ainsi que dans les déclarations faites par la Russie lors des réunions du Conseil de sécurité des Nations Unies, de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Haute commission indépendante des droits de l'homme, ainsi que dans d'autres instances internationales pertinentes. La Russie disait que dans de nombreuses plates-formes internationales, les Membres de l'OMC avaient maintes fois exprimé leur détermination à renforcer le multilatéralisme et à soutenir un système commercial multilatéral fondé sur des règles, non discriminatoire et transparent, avec l'OMC en son centre. Elle regrettait que les efforts déployés par certains Membres contribuent à la fragmentation du système commercial multilatéral plutôt qu'à l'instauration de manière constructive d'un dialogue de fond sur les questions clés du programme de travail sur le commerce mondial. Les Membres devaient au contraire conjuguer leurs efforts pour améliorer la position de l'OMC et démontrer que l'Organisation restait pertinente pour le commerce international.

2.19. Le représentant de la Turquie a déclaré qu'il estimait que l'offensive en cours contre l'Ukraine était inacceptable. La Turquie appelait à la cessation immédiate des opérations militaires et au retrait de toutes les forces du territoire ukrainien. Il fallait mettre fin immédiatement à cette crise humanitaire. La Turquie réitérait son appel à une réponse humanitaire urgente, au dialogue et à la diplomatie. Elle faisait savoir qu'elle continuerait de soutenir fermement l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

2.1.2 Nouvelles préoccupations commerciales spécifiques

2.1.2.1 Malaisie – Livret d'information concernant la Directive sur l'homologation des équipements électriques (Règlement sur l'électricité de 1994), édition 2018 (GP/ST/N0.14/2017), [G/TBT/N/MYS/90](#) (ID 729)¹²

2.20. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses observations au sujet du "Livret d'information concernant la Directive sur l'homologation des équipements électriques (Règlement sur l'électricité de 1994), édition 2018" de la Malaisie, notifié aux Membres de l'OMC le 11 juin 2019 sous la cote [G/TBT/N/MYS/90](#) et entré en vigueur le 1^{er} février 2021. La Corée respecte et soutient pleinement les efforts déployés par la Malaisie pour introduire une réglementation en matière d'efficacité énergétique afin d'assurer la sécurité de sa population et la protection de l'environnement. Par ailleurs, nous apprécions sincèrement la réponse officielle que vous avez apportée le 29 octobre 2021 à notre demande de renseignements concernant cette réglementation. Dans sa réponse, la Commission de l'énergie de la Malaisie a indiqué qu'il n'était pas nécessaire, en vertu de la réglementation actuelle, de renouveler chaque année le code QR apposé sur l'étiquette d'efficacité énergétique; toutefois, la situation est comprise comme étant différente au niveau local. Nous demandons par conséquent à la Malaisie de bien vouloir confirmer que la réglementation pertinente et son application effective sont en adéquation. La réglementation dispose que "les importateurs/fabricants doivent apposer un code QR sur l'étiquette d'efficacité énergétique (autocollant de classement par étoiles) afin que les consommateurs, lorsqu'ils le scannent, puissent consulter les renseignements relatifs à la certification du produit, y compris la date d'expiration du certificat d'homologation, sur le site Web de la Commission de l'énergie de la Malaisie". Le certificat d'homologation étant valable une année, il doit être renouvelé chaque année et le code QR correspondant au certificat renouvelé doit être apposé sur le produit.

2.21. À cet égard, le code QR est modifié lors de chaque renouvellement du certificat, ce qui pose problème puisqu'il est alors nécessaire de remplacer l'étiquette chaque année. Cela fait peser une charge supplémentaire sur le fabricant, du fait du coût et du temps nécessaires pour mettre au rebut les anciennes étiquettes et imprimer et apposer les nouvelles. Par ailleurs, lorsque les

¹⁰ Fédération de Russie – Procédure pour l'importation de marchandises soumises à l'évaluation obligatoire de la conformité sur le territoire douanier de l'UEE (Décision n° 130 de 2021).

¹¹ Fédération de Russie – Sur la sécurité des véhicules à roues (TR CU 018/2011) (ID 687).

¹² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 729](#).

consommateurs scannent un ancien code QR qui n'a pas été renouvelé, ils ont accès au certificat expiré du produit, ce qui peut créer chez eux une certaine confusion. Pour résoudre ces difficultés, la Corée a présenté le 10 mai de l'année dernière une requête pour demander à la Malaisie d'apporter des améliorations à sa réglementation. Nous avons reçu une réponse de la Malaisie dans laquelle il est précisé que "les importateurs ou fabricants ne sont pas tenus de changer le code QR apposé sur l'étiquette d'efficacité énergétique à chaque fois que le certificat d'homologation d'un appareil électroménager est renouvelé". Cependant, suite au renouvellement de la certification par une entreprise locale en Malaisie au début du mois de janvier de cette année, nous avons constaté ce qui suit: i) un nouveau code QR différent du précédent a été créé, et ii) le fait de scanner l'ancien code QR apposé sur l'étiquette existante redirige l'utilisateur vers le site Web de la Commission de l'énergie, sur lequel sont seulement indiqués les renseignements relatifs à l'ancien certificat d'homologation expiré. Par conséquent, la Corée demande une fois de plus à la Malaisie de confirmer à nouveau la réglementation pertinente et la procédure effective de renouvellement du certificat d'homologation. De nombreux pays tels que l'Union européenne, la Chine et les Émirats arabes unis n'exigent pas que les codes QR des étiquettes d'efficacité énergétique soient changés lors de chaque renouvellement de la certification. Conformément à cette pratique internationale, la Corée demande une nouvelle fois à la Malaisie de réviser sa réglementation afin que seule soit exigée la mise à jour des renseignements figurant sur le site Web accessible grâce au code QR, et non le changement du code QR, lors du renouvellement du certificat d'homologation.

2.22. En réponse, le représentant de la Malaisie a communiqué la déclaration suivante. Nous souhaitons remercier la République de Corée d'avoir présenté en mai et octobre de l'année dernière, par le biais de notre point d'information OMC sur les OTC, des demandes de renseignements au sujet de la réglementation en question, auxquelles la Malaisie a répondu. La Malaisie prend note de la préoccupation exprimée par la République de Corée au sujet de la mise en œuvre de la prescription relative au code QR conformément aux dispositions de la directive. À cet égard, la Malaisie souhaite réaffirmer que ces dispositions sont en vigueur. Nous menons actuellement des consultations étroites avec la Commission de l'énergie de la Malaisie, dans le but d'examiner les préoccupations soulevées par la République de Corée. Entre-temps, la Malaisie souhaite demander à la République de Corée de faire preuve de compréhension sur cette question et se réjouit de pouvoir dialoguer plus avant avec la République de Corée au niveau bilatéral pour répondre à ces préoccupations.

2.1.2.2 Mongolie – Projet de Loi sur le contrôle de la circulation des boissons alcooliques et lutte contre l'alcoolisme, [G/TBT/N/MNG/14](#) (ID 730¹³)

2.23. Le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie au projet de Loi sur le contrôle de la circulation des boissons alcooliques et lutte contre l'alcoolisme, notifié par le gouvernement mongol aux Membres de ce comité le 12 août 2021 dans le document [G/TBT/N/MNG/14](#). La mesure notifiée contient des dispositions qui préoccupent les exportateurs mexicains du secteur des boissons alcooliques, puisqu'elle interdit la vente de ces produits par voie électronique. Bien que le Mexique respecte l'objectif de la Mongolie, nous sommes d'avis que cette interdiction, loin de contribuer à réduire la consommation nocive d'alcool, limite la capacité de contrôle et de traçabilité des ventes licites de boissons alcooliques, favorisant ainsi les circuits de distribution illégaux et les produits suspects. En outre, il convient de souligner que cette interdiction intervient dans un contexte où, en raison de l'urgence sanitaire causée par la COVID-19, la vente en ligne constitue un autre moyen d'acheter et de vendre des produits, adapté à l'isolement et à la distanciation sociale. Une autre des dispositions préoccupantes du projet de loi concerne l'interdiction des boissons alcooliques d'une teneur en alcool supérieure à 35% en volume, qui aura une incidence directe sur les exportations mexicaines de boissons telles que le Mezcal et la Tequila, dont la teneur en alcool est supérieure à cette limite. Il convient de noter que si le projet de loi vise à réduire la consommation nocive d'alcool, l'interdiction frappant les boissons alcooliques ayant un titre alcoométrique volumique supérieur à 35% ne contribuera pas à la réalisation de cet objectif, puisque la consommation excessive de boissons ayant une faible teneur en alcool représente également une menace pour la santé des consommateurs.

2.24. D'autre part, les restrictions concernant l'identification de la marque préoccupent également les exportateurs mexicains, dans la mesure où cette identification constitue une pratique internationale destinée à informer le consommateur au sujet de la qualité des produits qu'il achète, de leur réputation et des conséquences potentielles de leur mauvaise utilisation. Compte tenu de ce qui précède, la délégation du Mexique demande à la délégation mongole, au vu des prescriptions

¹³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 730](#).

énoncées à l'article 2.2 et 2.4 de l'Accord OTC, de communiquer des renseignements au sujet des autres possibilités qui ont été étudiées avant de procéder à la détermination des prescriptions de la loi, ainsi que des renseignements permettant d'expliquer en quoi ces prescriptions constituent une solution de rechange moins restrictive pour le commerce compte tenu de l'objectif légitime recherché par la Mongolie. Nous souhaiterions également savoir quelles normes internationales ont servi de base à l'élaboration de cette mesure. Par ailleurs, nous demandons à la délégation de la Mongolie de communiquer des renseignements au sujet des étapes suivantes et de confirmer la date d'entrée en vigueur de la mesure. Si cette mesure est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2022, comme indiqué dans la notification distribuée aux Membres de l'OMC, cela témoignerait du non-respect par la Mongolie de l'engagement d'accorder un délai raisonnable d'au moins six mois, prévu au paragraphe 5.2 de la Décision ministérielle sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, adoptée par les Membres de l'OMC le 20 novembre 2001. La délégation mexicaine remercie la délégation mongole d'accorder son attention à cette déclaration et rappelle qu'elle est disposée à participer à des réunions bilatérales qui pourraient permettre de répondre à ses préoccupations sur cette question.

2.25. En réponse, le représentant de la Mongolie a communiqué la déclaration suivante. La Mongolie remercie le Mexique pour l'intérêt qu'il porte aux échanges commerciaux entre les deux pays. Nous avons pris note des questions soulevées par la délégation du Mexique. Nous les avons transmises à notre capitale et y répondrons dans le cadre de réunions bilatérales et de l'e-Agenda OTC.

2.1.2.3 États-Unis – Procédure d'essai applicable aux pompes de circulateur, G/TBT/N/USA/1815 (ID 731¹⁴)

2.26. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Premièrement, les États-Unis n'ont pas répondu à la question suivante posée par la Chine: "Les petites pompes de pipeline verticales incluent-elles les pompes monobloc à aspiration en bout (*end suction close coupled*, ESCC) pouvant être utilisées verticalement?". Une pompe monobloc à aspiration en bout répond également à la définition d'une petite pompe en ligne verticale donnée par le Groupe de travail sur les pompes de circulateur (*Circulator Pump Working Group*, CPWG) lorsqu'elle est utilisée verticalement. Des définitions imprécises des petites pompes en ligne verticales sont susceptibles de créer des obstacles non nécessaires au commerce. Il est recommandé aux États-Unis de répondre précisément à la question de savoir "si les petites pompes en ligne verticales comprennent ou non les pompes monobloc à aspiration en bout". Deuxièmement, la Chine propose que les États-Unis ajoutent des schémas de principe pour faciliter la compréhension des définitions des "pompes à accouplement mécanique" et des "pompes monobloc", afin d'éviter tout malentendu. Troisièmement, s'agissant des pompes de circulateur avec régulateur de pression, les États-Unis ont fourni une équation pour le PERCIRC (rendement énergétique de la pompe de circulateur), mais n'ont pas encore communiqué de preuves scientifiques pour les attributions de pondération PERCIRC, ce qui est susceptible de créer des obstacles non nécessaires au commerce. La Chine suggère aux États-Unis de fournir des preuves scientifiques pour les attributions de pondération PERCIRC aux pompes de circulateur avec régulateur de pression. Quatrièmement, une "pompe de conception intégrée" s'entend d'une pompe équipée de tuyaux et d'accessoires dont la pompe individuelle ne peut être séparée facilement. La Chine suggère aux États-Unis d'apporter des précisions au sujet de la méthode de contrôle de l'efficacité pour ce type de pompe.

2.27. En réponse, le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration ci-après. Je tiens simplement à faire observer que nous n'avons reçu aucune observation de la Chine par le biais du point d'information des États-Unis au sujet du document [G/TBT/N/USA/1815](#), et que nous entendons parler de ces préoccupations pour la première fois à la réunion en cours du Comité OTC. Nous encourageons vivement la Chine à soumettre ses observations à l'avance par l'intermédiaire du point d'information des États-Unis, en respectant le délai indiqué dans la notification, afin que nous puissions répondre à ses préoccupations d'ordre technique. Si vous soulevez vos préoccupations à la réunion sans avertissement préalable, nous ne sommes vraiment pas en mesure de répondre aux questions techniques ou de fournir des réponses approfondies. Je tiens pas conséquent à indiquer que le projet de règlement du Département de l'énergie a été notifié au Comité OTC dans le document [G/TBT/N/USA/1815](#) et que la période prévue pour la présentation des observations a pris fin le 18 février 2022. Nous n'avons reçu aucune observation de la part de la Chine ou d'une quelconque de ses parties prenantes. Les États-Unis tiendront compte de toutes les observations reçues durant la période ménagée pour la présentation d'observations et répondront à chaque

¹⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 731](#).

observation de fond dans le prochain texte réglementaire qui sera publié au sujet des procédures d'essai applicables aux pompes de circulateur.

2.1.2.4 Royaume d'Arabie saoudite – Norme concernant la consommation moyenne des modèles produits par un constructeur (norme CAFE), applicable à tous les véhicules légers, [G/TBT/N/SAU/1226](#) (ID 732¹⁵)

2.28. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. Il est recommandé d'ajouter la méthode de conversion pour le cycle d'essai WLTC. 2. Pour les véhicules utilisant des énergies nouvelles tels que les véhicules hybrides rechargeables (VHR) et les véhicules électriques à batterie (VEB), il est recommandé d'introduire le nouveau cycle européen de conduite (NEDC) et le cycle d'essai WLTC, d'ajouter des méthodes d'essai conformément aux règlements des Nations Unies pertinents, ainsi que de proposer des prescriptions ciblées en matière de consommation d'énergie. 3. Pour les dérogations accordées aux entreprises dont les ventes mondiales annuelles n'excèdent pas 10 000 véhicules, il est recommandé de modifier les prescriptions en matière de ventes comme suit: "entreprises dont le volume annuel de ventes en Arabie saoudite n'excède pas 10 000" (ou un nombre inférieur). 4. Pour atteindre pleinement l'objectif de la norme CAFE, il est proposé d'accélérer la construction d'infrastructures pour les énergies nouvelles, d'élaborer des politiques de subventions pour les véhicules utilisant des énergies nouvelles, d'encourager et de soutenir le développement rapide de l'industrie des véhicules utilisant des énergies nouvelles et de procéder à la mise en œuvre progressive de la troisième phase de la politique relative à la consommation de combustibles en fonction du développement des infrastructures pour les énergies nouvelles.

2.29. En réponse, le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a communiqué la déclaration suivante. Nous prenons note des préoccupations soulevées; nous les transmettrons à notre capitale et y répondrons en temps utile. Une déclaration technique a été distribuée à l'issue de la réunion.¹⁶

2.1.2.5 Afrique du Sud – Règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des vins et des spiritueux destinés à la vente en République sud-africaine, [G/TBT/N/ZAF/48/Rev.2/Add.1](#) (ID 733¹⁷)

2.30. Le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie au Règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des vins et des spiritueux destinés à la vente en République sud-africaine, notifié aux Membres de ce comité le 20 décembre 2021 dans le document [G/TBT/N/ZAF/48/Rev.2/Add.1](#). Nous souhaitons tout d'abord remercier le gouvernement sud-africain d'avoir donné la possibilité aux Membres de formuler des observations durant la période de consultation publique qui a pris fin le 12 février 2022. Tant la branche de production que le gouvernement mexicain ont pris part à ce processus pour exprimer leurs préoccupations au sujet de ce qui, selon nous, pourrait avoir une incidence sur les exportateurs mexicains de Tequila et de Mezcal, ainsi que sur les exportateurs potentiels de Raicilla et de Bacanora. Bien que l'Afrique du Sud ait déjà répondu aux observations présentées par la branche de production mexicaine, elle n'a pas encore répondu aux observations soumises par le gouvernement mexicain. La délégation de l'Afrique du Sud pourrait-elle nous indiquer la date de distribution probable de cette réponse? Par ailleurs, dans le but de donner suite à nos préoccupations en temps voulu, nous lui serions reconnaissants de bien vouloir nous indiquer un point de contact par l'intermédiaire duquel nous pourrions demander l'organisation d'une réunion bilatérale, le cas échéant. La délégation du Mexique remercie la délégation de l'Afrique du Sud de prêter attention à cette déclaration, et réitère ses remerciements pour la transparence qui entoure la modification de ce règlement.

2.31. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE remercie l'Afrique du Sud d'avoir notifié le 12 décembre 2021 les modifications qu'elle propose d'apporter à son règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des boissons alcooliques. L'UE a envoyé des observations écrites le 16 février. Nos principales préoccupations portent sur les catégories suivantes: apéritifs à base de spiritueux, gin et description de l'eau-de-vie de distillation et de l'eau-de-vie millésimée. Par ailleurs, nous avons proposé la création d'une nouvelle catégorie intitulée "boisson spiritueuse" pour les produits qui ne relèvent pas des autres catégories en raison

¹⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 732](#).

¹⁶ [G/TBT/W/771](#).

¹⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 733](#).

de leur teneur en alcool. Nous attendons avec intérêt de recevoir par écrit les réponses de l'Afrique du Sud à nos observations écrites détaillées.

2.32. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient l'Afrique du Sud d'avoir notifié le 12 décembre 2021 les modifications qu'elle propose d'apporter à son règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des boissons alcooliques. Ils se félicitent de la rapidité avec laquelle l'Afrique du Sud a répondu à leurs observations présentées le 11 février 2022. Les États-Unis encouragent l'Afrique du Sud à répondre à leurs préoccupations relatives à la manière dont les boissons spiritueuses aromatisées seront classées si elles ont une teneur en alcool supérieure à 30%, mais inférieure à la teneur requise pour être classées dans la catégorie spécifique des spiritueux, comme dans le cas du whisky dont le titre alcoométrique volumique est de 43%. Ils craignent que cette mesure ne restreigne inutilement les importations de certains spiritueux aromatisés des États-Unis ayant un titre alcoométrique volumique compris entre 30% et 43%. Nous nous réjouissons à l'idée de poursuivre ce dialogue avec l'Afrique du Sud afin de répondre à ces préoccupations et de faire en sorte que le commerce de spiritueux aromatisés des États-Unis ne soit pas inutilement perturbé.

2.33. En réponse, le représentant de l'Afrique du Sud a communiqué la déclaration suivante. L'Afrique du Sud remercie le Mexique de l'intérêt qu'il a manifesté et des questions/préoccupations qu'il lui a communiquées au sujet de la notification à l'OMC de la proposition de modification du Règlement relatif à la composition, à la production et à l'étiquetage des vins et des spiritueux destinés à la vente en République sud-africaine. Nous remercions également l'UE et les États-Unis pour leurs questions et observations à cet égard. La notification porte la cote [G/TBT/N/ZAF/48/Rev.2/Add.1](#) et a été distribuée le 17 décembre 2021. D'après nos données, l'Afrique du Sud n'a reçu qu'une série d'observations de la part du Mexique, par l'intermédiaire de notre point d'information national sur les OTC (le SABS), au sujet des possibles incidences que le projet de règlement pourrait avoir sur la commercialisation de la Tequila, du Mezcal, du Bacanora et de la Raicilla, des boissons entièrement à base d'agave. Ces observations portaient sur des éléments du projet de règlement liés aux obstacles techniques au commerce (OTC) et à la propriété intellectuelle (PI). L'Afrique du Sud a répondu à toutes les préoccupations soulevées par le Mexique dans une lettre officielle datée du 15 février 2022. Nous avons maintenant également pris note des déclarations faites par l'UE et les États-Unis à l'appui de la PCS soulevée par le Mexique. L'Afrique du Sud reste disposée à dialoguer avec les Membres pour apporter des éclaircissements supplémentaires et répondre à toute question ou préoccupation. Nous sommes d'avis que les questions soulevées pourraient être résolues dans le cadre d'un dialogue bilatéral. Les Membres concernés qui souhaitent demander la tenue d'une réunion bilatérale peuvent prendre contact avec la Mission permanente de l'Afrique du Sud à Genève, qui facilitera son organisation.

2.1.2.6 Union européenne – Procédures d'essai et prescriptions techniques spécifiques pour la réception par type des véhicules à moteur concernant leurs enregistreurs de données d'événement et pour la réception par type de ces systèmes en tant qu'entités techniques distinctes, [G/TBT/N/EU/838](#), [G/TBT/N/EU/871](#) (ID 734¹⁸)

2.34. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. Les articles 2 et 3 disposent que la réception par type des véhicules doit être conforme au règlement ONU n° 155 "énonçant des prescriptions uniformes relatives à l'homologation des véhicules en ce qui concerne la cybersécurité et de leurs systèmes de gestion de la cybersécurité", sans toutefois indiquer comment prouver cette conformité. Par conséquent, la Chine propose que cette partie soit révisée comme suit: "Les données relatives aux collisions que l'enregistreur de données d'événement enregistre et mémorise sont protégées contre toute manipulation, ce qui doit être attesté par le respect des dispositions du règlement ONU n° 155". Ceci signifie qu'un véhicule à moteur qui a été réceptionné par type en vertu du règlement ONU n° 155 sera réputé satisfaire aux prescriptions de l'article 3. 2. S'agissant de la période de transition, l'article 2 reprend les prescriptions techniques du paragraphe 5 du règlement ONU n° 160. Conformément aux dispositions du paragraphe 11.3 du règlement ONU n° 160, la période de transition pour la réception par type prend fin au 1^{er} juillet 2026, alors que l'UE appliquera le règlement ONU n° 160 le 6 juillet 2022. Nous recommandons que le règlement s'aligne sur la période de transition prévue au paragraphe 11.3 du règlement ONU n° 160. (Paragraphe 11.3 du règlement ONU n° 160: Jusqu'au 1^{er} juillet 2026, les Parties contractantes appliquant le présent règlement sont tenues d'accepter les homologations de

¹⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 734](#).

type délivrées pour la première fois avant le 1^{er} juillet 2024 au titre dudit règlement sous sa forme initiale.)

2.35. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite noter que le projet a été notifié sous la cote [G/TBT/N/EU/838](#) le 27 septembre 2021 conformément à l'Accord OTC, en prévoyant une période de 60 jours pour la présentation d'observations. La Chine a soumis des observations le 26 novembre 2021. L'UE a préparé la réponse suivante à ces observations. S'agissant de l'article 2 du projet notifié, les autorités chinoises ont recommandé que les fiches de renseignements et les marques d'homologation, y compris les entités techniques distinctes, soient ajoutées au projet notifié ou ajoutées au Règlement (UE) 2020/683. L'UE tient à préciser que le processus de révision du Règlement (UE) 2020/683 est en cours et que ces modifications seront adoptées avant la date à laquelle les prescriptions du projet notifié deviendront applicables (6 juillet 2022). Le processus de consultation dans le cadre de l'Accord OTC portant sur cette révision a été lancé le 8 février 2022 avec la présentation de la notification [G/TBT/N/EU/871](#), et la période réservée aux observations expirera le 9 avril 2022. En ce qui concerne l'article 3, la Chine recommande un libellé spécifique. La Chine explique qu'elle croit comprendre que cette disposition a pour objet de prévoir que le véhicule à moteur sera réputé satisfaire aux prescriptions de l'article 3 s'il a été réceptionné par type au titre du règlement ONU n° 155. Cependant, l'UE est d'avis que le texte actuel constitue la meilleure façon d'atteindre cet objectif. À cet égard, l'article 3 établit une présomption selon laquelle le respect matériel du règlement ONU n° 155 de l'ONU entraînera le respect de l'obligation de protéger les données contre toute manipulation.

2.36. Enfin, s'agissant des observations communiquées par la Chine au sujet de la série 01 d'amendements au Règlement ONU n° 160, l'UE souhaite préciser que seule la série 01 d'amendements satisfait aux prescriptions énoncées dans le Règlement (UE) 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil (règlement relatif à la sécurité générale), qui constitue le fondement législatif du projet sur les enregistreurs de données d'événement notifié. Le règlement relatif à la sécurité générale prévoit que les prescriptions techniques détaillées et les procédures d'essai pour les enregistreurs de données d'événement sont applicables à compter du 6 juillet 2022. Le projet notifié doit être conforme à ce règlement relatif à la sécurité générale, puisque c'est sur cette base qu'il est adopté. Il doit par conséquent prévoir l'application de la série 01 d'amendements à compter de la date susmentionnée. Le projet révisé tient compte des obligations qui incombent à l'UE et à ses États membres en vertu de l'Accord de 1958, et dispose ainsi que les homologations au titre du règlement ONU n° 160 délivrées en dehors de l'UE sont acceptées en lieu et place d'une homologation au titre de la série 01 d'amendements au règlement ONU n° 160, aux fins de l'octroi d'une réception UE par type, ainsi qu'aux fins de l'immatriculation, de la vente et de la mise en service, jusqu'au 1^{er} juillet 2024 et au 1^{er} juillet 2026, respectivement.

2.1.2.7 Canada – Règlement sur les produits antiparasitaires (dispositifs à rayonnement ultraviolet et générateurs d'ozone), [G/TBT/N/CAN/656](#) (ID 735¹⁹)

2.37. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine suggère que le Canada ajoute le libellé "pour ces produits, la certification du pays exportateur respectant les normes pertinentes peut être acceptée et reconnue" à ses modifications, ce qui non seulement assure la sécurité et la fiabilité des produits, mais procure également des avantages aux entreprises en évitant des obstacles techniques au commerce.

2.38. En réponse, le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Les dispositifs à rayonnement ultraviolet et générateurs d'ozone qui prétendent maîtriser ou tuer les bactéries et les virus sur les surfaces, les objets, dans l'eau et dans l'air sont de plus en plus nombreux à être vendus et leur vente est de plus en plus répandue au Canada depuis la pandémie. Santé Canada n'a pas encore reçu suffisamment de preuves pour démontrer que ces produits peuvent être utilisés en toute sécurité ou qu'ils fonctionnent comme on le prétend. Le 7 juin 2021, le Ministre canadien de la santé a promulgué un arrêté d'urgence en vertu de la Loi sur les produits antiparasitaires pour faire face aux risques importants que posent ces dispositifs pour la santé et la sécurité des personnes. Cet arrêté d'urgence expirant le 7 juin 2022, le Canada propose d'apporter des modifications au Règlement sur les produits antiparasitaires afin de pérenniser les mesures de protection en matière de santé et de sécurité établies par l'arrêté d'urgence, en leur apportant quelques modifications. Les modifications proposées assujettissent certains dispositifs à

¹⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 735](#).

rayonnement ultraviolet et générateurs d'ozone à la Loi sur les produits antiparasitaires et à ses règlements. En vertu de ladite loi, ces dispositifs doivent être homologués dans le cadre du processus d'examen des demandes existant du Canada, à moins qu'ils ne respectent certaines conditions, auquel cas leur importation, leur fabrication, leur vente et leur utilisation sont autorisées au Canada. Les conditions d'autorisation en question visent à protéger la santé et la sécurité des personnes. Une de ces conditions tient à la certification de la sécurité électrique par un organe agréé par le Conseil canadien des normes, qui permet de s'assurer que les dispositifs concernés ne présentent aucun danger, notamment en termes d'incendie ou de choc électrique. Ces dispositions rejoignent celles de lois fédérales et provinciales canadiennes similaires qui existent en matière de sécurité des dispositifs.

2.39. Le Canada est déterminé à respecter ses obligations en vertu de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce, y compris l'obligation de non-discrimination. Les modifications réglementaires proposées accordent le même traitement aux fournisseurs canadiens et aux fournisseurs d'autres Membres de l'OMC. Tout organisme d'un Membre de l'OMC qui se consacre à la certification de la sécurité électrique peut demander à être agréé par le Conseil canadien des normes. Les prescriptions relatives à l'accréditation et les normes auxquelles les organismes agréés certifient la conformité sont les mêmes quel que soit le pays d'origine. Les organismes agréés, y compris les organisations internationales, peuvent effectuer les travaux de certification dans les pays qui exportent leurs dispositifs vers le Canada. Nous croyons comprendre qu'un organisme nord-américain agréé au Canada dispose d'une filiale en Chine et pourrait satisfaire aux prescriptions en matière de certification proposées dans les modifications réglementaires. Le Canada serait heureux de transmettre le nom de cette organisation directement à la délégation chinoise.

2.1.2.8 Union européenne – Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle (législation sur l'intelligence artificielle) et modifiant certains actes législatifs de l'Union (ID 736²⁰)

2.40. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Nous soutenons le souhait de l'UE de réglementer l'intelligence artificielle mais, pour éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce, la Chine souhaite soulever les préoccupations suivantes. 1. Il est proposé de restreindre la définition du "système d'intelligence artificielle" en supprimant le b) et le c) de l'Annexe I ou en précisant davantage les technologies visées dans ces deux alinéas. En premier lieu, le champ de la définition d'un "système d'intelligence artificielle" tel qu'il est énoncé au 1) de l'article 3 et à l'annexe I est trop large. Le libellé de la définition recouvre un grand nombre d'applications logicielles et il serait déraisonnable de toutes les classer dans la catégorie de l'intelligence artificielle. Ensuite, l'élargissement du champ de la définition de l'IA aurait pour effet d'élargir le champ des entreprises d'IA présentant un risque élevé, d'où il résulterait que les entreprises visées par ce règlement dépasseraient de loin les 10% envisagés par la Commission européenne, alourdissant considérablement la charge pesant sur les entreprises et sur l'autorité de réglementation, ce qui serait incompatible avec l'objectif législatif de l'UE.

2.41. 2. Il est proposé d'établir des lignes directrices relatives à la classification de l'intelligence artificielle interdite visée au 1) de l'article 5. Le titre "Pratiques interdites en matière d'intelligence artificielle" recouvre des expressions vagues et subjectives telles que "techniques subliminales", "au-dessous du seuil de conscience d'une personne", "pour altérer substantiellement son comportement", etc. Pour les fournisseurs, le fait de devoir juger quelles applications et technologies constituent des "risques inacceptables" au sens de ces formules s'accompagnera de forts risques de non-conformité. Il est proposé de donner une définition plus précise ou une liste négative limitée. 3. Il est proposé de supprimer la prescription "exempts d'erreurs et complets" au 3 de l'article 10. Sinon, veuillez clarifier davantage cette définition. Les nouvelles données seront générées lors de la formation et des essais de l'IA, et les jeux de données seront enrichis une fois placés sur le marché. Peu de jeux de données pourront respecter le principe "exempts d'erreurs et complets", qui n'est pas compatible avec l'état actuel et l'évolution du secteur de l'IA. Le texte réglemente les systèmes d'IA sous l'angle de produits traditionnels sans tenir compte des caractéristiques dynamiques du cycle de vie lié au développement de systèmes d'apprentissage par les machines. Il est donc proposé de supprimer cette prescription. Sinon, veuillez clarifier davantage la définition.

²⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 736](#).

2.42. 4. Il est proposé de supprimer l'exigence imposant de fournir le code source qui figure au 2 de l'article 64 et au point 4.5 de l'Annexe VII. La règle énoncée à l'article 64 selon laquelle "les autorités de surveillance du marché ont accès au code source du système d'IA" n'est pas directement ni nécessairement liée à l'évaluation des exigences établies au chapitre 2 du titre III. Tout d'abord, l'IA explicable est encore à l'avant-garde de la recherche, car même les développeurs de systèmes d'IA ne peuvent pas "pleinement comprendre" les systèmes d'IA, ce qui signifie que fournir le code source ne permettra pas nécessairement aux départements chargés de la supervision du marché de déterminer si les systèmes d'IA sont conformes aux exigences. Ensuite, fournir le code source n'empêchera pas les erreurs dans les systèmes d'IA. L'évaluation du code source ne saurait remplacer la vérification systématique et les essais en tant que tels; ceux-ci sont plus directs et plus efficaces pour détecter ou corriger des résultats préjudiciables et vérifier si un système d'IA est conforme à son dessin. Enfin, la fourniture obligatoire du code source s'écarte des pratiques internationales courantes de protection du code source au titre du secret professionnel. 5. Il est proposé, pour protéger toutes les données et informations provenant des fournisseurs, d'insister à l'article 70 sur l'obligation de confidentialité faite à la Commission, aux États membres et à leurs autorités de surveillance du marché, aux organismes notifiés et aux autres organismes participants. Dans ce projet de règlement, les fournisseurs d'IA sont tenus de fournir un grand nombre de jeux de données et de documents techniques. L'UE doit donc renforcer à plusieurs titres les contrôles en matière de sécurité des données et des informations.

2.43. 6. Il est proposé que les sanctions prévues à l'article 71 restent compatibles avec le nouveau cadre législatif. Les sanctions prévues dans le nouveau cadre législatif sont généralement réglementées par les États membres, comme le prévoient par exemple les directives RED, LVD et EMC: "Il convient que les États membres arrêtent des règles relatives aux sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions du droit national adoptées au titre du présent Règlement". Si, dans ce Règlement, les sanctions ne sont pas réglementées par les États membres comme le prévoit la règle énoncée ci-dessus, alors il est proposé de réviser les mesures de calcul des sanctions prévues à l'article 71 et de réévaluer les amendes, afin de faire en sorte que les sanctions soient proportionnées à la performance. Par exemple, il est nécessaire d'envisager la modification des amendes dont le montant est calculé par rapport au "chiffre d'affaires annuel mondial" pour qu'elles soient établies par rapport au "chiffre d'affaires sur le marché de l'UE". En outre, cet article est trop strict au regard des dispositions relatives à la non-conformité (titre III, chapitre 2), et pourrait entraîner des amendes atteignant 4% du chiffre d'affaires mondial. Il est proposé de classer les amendes selon qu'elles relèvent d'exigences essentielles ou d'autres exigences administratives liées au nouveau cadre législatif. 7. Il est proposé d'ajouter au chapitre 2 une période de transition applicable pendant 48 mois. La présomption de conformité sera appliquée par le fournisseur après publication des normes harmonisées. Les organismes de normalisation ont généralement besoin de 36 mois pour établir de nouvelles normes, et il faut 12 mois supplémentaires pour adapter les produits et les systèmes, conduire les évaluations de conformité et préparer tous les documents requis.

2.44. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Nous préparons actuellement des réponses écrites aux observations que vous nous avez adressées par écrit. Permettez-moi de réagir à certains des principaux points que vous avez soulevés aujourd'hui. S'agissant de la définition de l'intelligence artificielle (IA), nous souhaitons adopter une définition aussi neutre que possible sur le plan technologique, afin qu'elle puisse s'appliquer durablement face à l'évolution de l'innovation et des marchés. La proposition s'inspire de la définition internationalement reconnue de l'OCDE, avec quelques ajustements mineurs, comme l'inclusion de la notion de "contenu" (systèmes d'IA générateurs) et l'ajout d'une annexe comprenant la liste des techniques et approches. L'annexe vise à procurer une sécurité juridique aux opérateurs et étaye le caractère dynamique de la définition d'ensemble, dans la mesure où la Commission européenne peut actualiser la liste et préciser sa portée si l'évolution des technologies et des marchés l'exige. Il est important de noter que pour que tel ou tel système soit classé comme IA dans le cadre de la législation sur l'IA, il ne suffit pas que l'une des techniques visées à l'Annexe I soit utilisée, encore faut-il que le système corresponde à la définition "fonctionnelle" du 1) de l'article 3. Si les interdictions prévues à l'article 5 prennent la forme de libellés abstraits pour couvrir une gamme de cas de pratiques préjudiciables, ces notions ne sont pas nouvelles dans le droit de l'Union et ont déjà été utilisées dans la jurisprudence de la Cour et dans d'autres actes législatifs de l'Union. Le cas échéant, la Commission européenne pourra publier des lignes directrices sur ces notions, y compris des exemples illustrant les pratiques susceptibles d'être couvertes.

2.45. S'agissant des jeux de données "exempts d'erreurs et complets", l'article 8 précise que toutes les exigences doivent être mises en œuvre à la lumière de la destination du système et de la gestion des risques, en tenant compte des risques acceptables et en se limitant à ce qui est faisable en fonction de l'état de la technique (points 3 et 4 de l'article 9). Pour lever tous les doutes, d'autres précisions pourraient être apportées dans le même sens à l'article 10 (le Conseil de l'Union européenne a déjà examiné ce point). La proposition protège clairement le code source au titre de la propriété intellectuelle (cf. 1 a) de l'article 70). Sur cette base, l'alinéa 2 de l'article 64 dispose que l'accès au code source dépend de deux conditions strictes et cumulatives: 1) l'autorité de surveillance du marché doit avoir formulé une demande motivée, et 2) l'accès doit être nécessaire pour évaluer la conformité du système d'IA à haut risque avec les exigences énoncées au titre III, chapitre 2 du Règlement sur l'IA. Il en résulte un équilibre entre la protection des droits de propriété intellectuelle et la protection de la sécurité afin de sauvegarder d'importants intérêts publics, conformément à nos accords et engagements internationaux. L'article 70 impose également aux autorités nationales compétentes et aux organismes notifiés associés à l'application du Règlement sur l'IA de respecter la confidentialité des informations et des données obtenues dans l'exécution de leurs tâches et activités. Cette règle est étendue aux autres autorités ou organismes publics nationaux qui supervisent ou font respecter les obligations au titre du droit de l'Union visant à protéger les droits fondamentaux, et qui pourraient avoir accès aux documents techniques (alinéa 6 de l'article 64). Le système de sanctions prévu dans la proposition de Règlement sur l'IA s'inspire du nouveau cadre législatif de l'UE mais aussi d'autres législations, comme le Règlement général sur la protection des données. De ce fait, les États membres demeurent responsables de l'établissement des règles relatives aux sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions du Règlement sur l'IA, y compris les amendes administratives. Toutefois, certains éléments d'harmonisation sont fournis, notamment le plafonnement des montants et les types d'infractions associées. Enfin, le choix d'une période de transition plus courte vise à permettre aux États membres de l'UE de fixer et d'adopter les règles pertinentes sur les sanctions avant la date d'entrée en vigueur du Règlement sur l'IA dans son ensemble.

2.1.2.9 États-Unis – Loi de 2021 sur la sécurité des équipements (ID 737²¹)

2.46. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. En vertu de La Loi de 2021 sur la sécurité des équipements, la Commission fédérale des communications (FCC) est tenue de réviser les règles d'autorisation des appareils et de refuser l'autorisation des appareils d'information et de communication qui "présentent une menace pour la sécurité nationale des États-Unis", y compris les téléphones portables, les tablettes, les stations de base, les routeurs sans fil, les caméras de surveillance et ainsi de suite. Un certain nombre d'entreprises chinoises fabriquant des équipements d'information et de communication sont donc concernées. L'autorisation de la FCC est une prescription obligatoire concernant l'accès des produits d'information et de communication au marché des États-Unis. La suspension de l'autorisation se traduit par d'importants obstacles au commerce. La Chine espère que les États-Unis cesseront d'appliquer cette loi, traiteront les équipements d'information et de communication de tous les Membres sur un pied d'égalité, respecteront le principe du traitement national et de la NPF et accorderont des possibilités d'accès au marché équitables.

2.47. En réponse, le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. La Commission fédérale des communications est chargée de publier les règlements d'exécution et, en l'occurrence, les règlements proposés doivent être élaborés et publiés avant le 22 novembre 2022, et seront notifiés au Comité OTC de l'OMC en conséquence; nous informerons donc la Chine lorsque cette notification sera communiquée et nous vous encourageons à formuler des observations.

2.1.2.10 Union européenne – Règlement affectant les épices (Règlement UE 2021/2246 du 15 décembre 2021) (ID 738²²)

2.48. Le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. La République de l'Inde est profondément préoccupée par les changements soudains apportés à la réglementation de l'UE et par leur entrée en vigueur sans que les exportateurs aient eu le temps d'appliquer les modifications. Les exportateurs indiens d'épices s'en sont trouvés affectés de manière préjudiciable. Le Règlement en question est préoccupant au titre de l'Accord OTC comme à celui de l'Accord SPS; il est donc abordé dans les deux comités. En vertu du Règlement (Règlement UE 2021/2246 du 15 décembre 2021),

²¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 737](#).

²² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 738](#).

les envois d'épices en provenance d'Inde doivent être accompagnés d'un certificat officiel (certificat sanitaire) attestant qu'ils sont conformes aux limites maximales applicables aux résidus de l'oxyde d'éthylène (somme de l'oxyde d'éthylène et du 2-chloro-éthanol exprimée en oxyde d'éthylène). Le Règlement s'applique à tous les produits relevant des codes NC allant de 0904 à 0910 et 2103, couvrant *de facto* toutes les épices et la plupart des produits à base d'épices. Le Règlement 2021/2046, que l'UE a adopté le 15 décembre 2021 pour une entrée en vigueur le 6 janvier 2022, n'a été notifié sur le site Web SPS de l'OMC que le 14 janvier 2022, sous forme de notification ordinaire, soit huit jours après la date d'entrée en vigueur. Le délai standard de consultation des Membres de 60 jours n'a pas été accordé. En outre, aucune disposition n'était prévue pour la formulation d'observations.

2.49. Du fait de ces modifications soudaines du règlement, de nombreux envois d'épices indiennes sont bloqués dans plusieurs ports de l'UE depuis décembre 2021, car les autorités portuaires demandent que les résidus d'oxyde d'éthylène soient contrôlés dans 100% des envois (pour les envois expédiés avant le 6 janvier 2022) et qu'un certificat officiel délivré par l'Inde soit présenté (pour les envois expédiés à partir du 6 janvier 2022). La culture et la récolte des épices peut prendre jusqu'à six mois. La graine de cumin, par exemple, est semée à la fin octobre/novembre 2021 pour une récolte en février/mars 2022, soit 90 jours de culture. Dès lors, la notification de LMR présentée le 15 décembre par l'UE n'est pas compatible avec le cycle de récolte en cours. Les règles et conditions spéciales prescrites par l'UE sont restrictives pour le commerce et se traduisent par des coûts élevés et des difficultés pour les exportateurs, d'où il résulte un obstacle au commerce pour l'exportation d'épices provenant d'Inde. Les obstacles au commerce imposés par l'UE présentent un risque de perturbation des exportations indiennes d'épices et d'autres produits alimentaires vers l'Union européenne. L'Inde demande donc à l'UE de prévoir une période de transition suffisante, de suspendre la mise en œuvre du Règlement UE 2021/2246 et d'envisager son application aux épices indiennes à partir du prochain cycle de récolte.

2.50. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. En 2021, plusieurs incidents relatifs à des produits alimentaires contaminés à l'oxyde d'éthylène ont conduit à l'adoption de mesures par les autorités compétentes des États membres de l'Union européenne afin de faire en sorte que seuls des produits sûrs demeurent sur le marché. L'oxyde d'éthylène est classé dans l'UE parmi les cancérogènes, mutagènes et désinfectants toxiques pour la reproduction, et n'est donc pas autorisé dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux dans l'Union. Conformément aux dispositions légales applicables aux produits contaminés à l'oxyde d'éthylène, aucun niveau d'exposition sûre pour les consommateurs ne peut être défini et par conséquent, tout niveau auquel les consommateurs pourraient être exposés présente un risque potentiel pour leur santé. L'UE est consciente que l'oxyde d'éthylène est couramment utilisé dans des pays tiers pour traiter certains produits alimentaires avant exportation, comme l'indique le nombre élevé de notifications au Système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF). En effet, plus de 50 notifications ont été adressées par l'intermédiaire du RASFF en 2021, ce qui témoigne de la contamination par l'oxyde d'éthylène d'un large éventail de produits, notamment plusieurs épices, la gomme guar, les graines de caroubes (y compris les mucilages et épaississants dérivés de ces graines), le carbonate de calcium et les compléments alimentaires contenant des produits botaniques provenant d'Inde. Il a été demandé aux autorités indiennes de prendre des mesures en conséquence; pourtant, des envois non conformes d'un grand nombre de produits ont continué d'arriver dans l'Union. Dès lors, l'Union européenne a décidé de prendre des mesures pour atténuer le risque possible pour la santé des consommateurs européens, car le problème semble aller au-delà des conclusions liées à la responsabilité de telle ou telle partie prenante s'agissant de la conformité de leurs exportations avec les règles de l'UE.

2.51. Le Règlement d'exécution (UE) 2019/1793 de la Commission²³ énumère dans son annexe II la liste des denrées alimentaires et des aliments pour animaux d'origine non animale et des aliments composés soumis à des conditions spéciales régissant leur entrée dans l'Union, ainsi qu'à un renforcement temporaire des contrôles officiels. Plusieurs produits de certains pays tiers, dont l'Inde,

²³ Règlement d'exécution (UE) 2019/1793 de la Commission du 22 octobre 2019 relatif au renforcement temporaire des contrôles officiels et aux mesures d'urgence régissant l'entrée dans l'Union de certains biens provenant de certains pays tiers, mettant en œuvre les règlements (UE) 2017/625 et (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 669/2009, (UE) n° 884/2014, (UE) 2015/175, (UE) 2017/186 et (UE) 2018/1660 de la Commission. (J.O. L.277, 29 octobre 2019, page 89).

ont été ajoutés à l'annexe II de ce Règlement, modifié par le Règlement (UE) 2021/2246²⁴, afin de renforcer la protection de la santé publique dans l'UE, au regard du risque grave et élevé de contamination par l'oxyde d'éthylène de nombreux produits exportés vers l'UE. Ainsi, chacun des envois de produits énumérés à l'annexe II doit être accompagné d'un certificat officiel attestant que les produits ont été contrôlés et analysés par échantillonnage pour vérifier la présence d'oxyde d'éthylène, et des résultats de l'échantillonnage et des analyses attestant de la conformité avec le Règlement (CE) n° 396/2005²⁵ concernant les limites maximales applicables aux résidus d'oxyde d'éthylène. De plus, les envois sont soumis à un niveau harmonisé de contrôle officiels à leur arrivée à la frontière de l'UE. Outre les épices, d'autres produits provenant d'Inde ont été énumérés à l'annexe II du Règlement (UE) 2019/1793 et sont donc soumis aux contrôles officiels et aux mesures d'urgence régissant leur entrée dans l'Union. Ces produits sont les graines de sésame, en raison du risque de contamination par l'oxyde d'éthylène (et par les salmonelles) et les caroubes, graines de caroubes et mucilages et épaississants, même modifiés, provenant de caroubes ou de graines de caroubes, la gomme guar et les sauces et préparations en dérivant, les condiments et assaisonnements composés, la farine de moutarde et la moutarde préparée, le carbonate de calcium et les compléments alimentaires contenant des substances botaniques, en raison du risque de contamination par l'oxyde d'éthylène.

2.52. Les autorités indiennes ont été informées des derniers amendements et modifications au Règlement (UE) 2019/1793 en décembre 2021. Elles connaissent les prescriptions relatives à la certification des produits concernés. L'UE souhaiterait préciser que les mesures en discussion ne sont pas des mesures OTC mais des mesures SPS qui ont été notifiées au titre de l'Accord SPS ([G/SPS/N/EU/538](#)). Dès lors, toute autre discussion sur ces mesures, si elle est jugée nécessaire, doit avoir lieu au Comité SPS. En réponse aux demandes de transition fluide et pour autoriser la poursuite du commerce sûr des produits concernés, compte tenu du risque grave de contamination par l'oxyde d'éthylène, un consensus sur des arrangements transitoires a été trouvé avec les États membres. Dans ce contexte, les États membres ont accepté d'autoriser l'entrée dans l'Union, jusqu'au 17 février 2022, des envois de produits ajoutés à l'annexe II du Règlement (UE) 2019/1793 en raison du risque de contamination par l'oxyde d'éthylène qui n'étaient pas accompagnés d'un certificat sanitaire, à condition que les envois en question soient expédiés vers l'Union avant le 6 janvier 2022 et que 100% d'entre eux soient soumis à des contrôles officiels, y compris l'analyse d'échantillons en laboratoire aux postes de contrôle des frontières. L'Union européenne tient à souligner que des mesures ont été prises depuis que des recherches ont conclu que certains importateurs semblent ne pas avoir respecté leur responsabilité principale de veiller à ce que les produits exportés vers l'Union européenne respectent les exigences de l'UE en matière de sécurité des produits.

2.1.2.11 Union européenne – Mise en œuvre du Règlement régissant l'accès au marché de l'UE pour les collagènes destinés à la consommation humaine (ID 739²⁶)

2.53. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. En vertu du Règlement d'exécution (UE) 2021/405, la Chine figure dans la liste des pays tiers en provenance desquels les envois de collagène sont autorisés à entrer dans l'UE (annexes IX, XII et XIII). L'UE devrait appliquer le Règlement susmentionné et supprimer l'avertissement qui figure sur la page d'enregistrement: "Le collagène ne figure pas dans la liste annexée à la Décision 2022/994/CE de la Commission. En vertu de l'article 2 de ladite Décision, le collagène provenant de Chine n'est pas autorisé à l'importation dans l'UE", car dans le cas contraire, il en résultera d'importants obstacles au commerce pour les produits chinois.

²⁴ Règlement d'exécution (UE) 2021/2246 de la Commission du 15 décembre 2021 modifiant le règlement d'exécution (UE) 2019/1793 relatif au renforcement temporaire des contrôles officiels et aux mesures d'urgence régissant l'entrée dans l'Union de certains biens provenant de certains pays tiers, mettant en œuvre les règlements (UE) 2017/625 et (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil. (J.O. L.453, 17 décembre 2021, page 5.)

²⁵ Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil (J.O. L.70, 16 mars 2005, page 1.)

²⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 739](#).

2.54. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. La Décision 2002/994/CE de la Commission²⁷, dans sa dernière version modifiée par la Décision d'exécution (UE) 2015/1068 de la Commission²⁸, s'applique à tous les produits d'origine animale importés de Chine et destinés à la consommation humaine ou à l'alimentation animale. La décision recense les produits alimentaires et aliments pour animaux autorisés à l'importation dans l'UE depuis la Chine. L'article 1 de cette décision s'applique à tous les produits d'origine animale importés de Chine et destinés à la consommation humaine ou à l'alimentation animale. Les articles 2 et 3 de cette décision prévoient de possibles dérogations aux dispositions de l'article 1, qui figurent dans les parties II et III de l'annexe de cette décision. Le collagène n'étant pas inclus dans les exceptions possibles (parties I et II de l'annexe), il n'est donc pas autorisé d'importer dans l'UE du collagène provenant de Chine.

2.1.2.12 Royaume-Uni – Marquage CE pour l'exportation des articles textiles de maison (ID 740²⁹)

2.55. Le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. La République de l'Inde est préoccupée par l'obstacle non tarifaire que constitue le marquage CE imposé par le Royaume-Uni pour les équipements de protection individuelle, et plus précisément par les marques devant être apposées sur deux articles textiles, à savoir les gants de cuisine et les maniques. Après le Brexit, le Royaume-Uni a adopté le Règlement (CE) n°765/2008 et la Décision n° 768/2008/CE concernant le marquage CE. Le marquage CE indique la conformité du produit avec la législation de l'Union s'appliquant au produit. Le champ de la prescription en vigueur concernant la certification comprend des renseignements spécifiques comme la taille, la couleur, le fourrage, le type de tissu, etc. Les fabricants et exportateurs indiens se heurtent entre autres aux difficultés suivantes: a) le dessin et la couleur du tissu varient selon les importateurs, mais le certificat CE ne reste valable que pour un seul dessin ou une seule couleur; b) l'obtention d'un certificat CE est chronophage. Il faut entre 12 et 16 semaines pour achever l'ensemble du processus de certification; c) les coûts de certification sont très élevés, entre 150 000 et 200 000 INR; d) le montant élevé des coûts de certification CE a des effets préjudiciables sur les plus petits envois; e) différents acheteurs au Royaume-Uni passent des commandes avec des couleurs et des dessins différents. Ces dessins peuvent varier pendant une même saison ou d'une saison à l'autre. Mais chacune de ces commandes doit donner lieu à un certificat distinct; f) en outre, les MPME emploient principalement des femmes pour fabriquer ces produits. Les obstacles imposés par ces règles portent préjudice aux MPME, à l'égalité entre les femmes et les hommes, et au commerce électronique. En somme, au lieu de faciliter les échanges, ce règlement érige des obstacles artificiels. Dès lors, afin de lever cet obstacle technique et de se conformer à l'article 2.2 de l'Accord OTC, il est demandé au Royaume-Uni d'autoriser les organismes de certification à délivrer des certificats génériques et/ou à permettre les modifications du dessin du tissu extérieur, de la couleur, de la longueur et de la largeur du produit. Outre que cela facilitera les échanges, ce sera bénéfique tout à la fois pour les exportateurs, les MPME, le commerce électronique et les clients.

2.56. En réponse, le représentant du Royaume-Uni a communiqué la déclaration suivante. N'ayant reçu par avance aucun renseignement de votre part sur cette question, nous sommes navrés de ne pas pouvoir commenter les détails de votre déclaration, mais nous transmettrons vos préoccupations à notre capitale et vous répondrons en temps voulu par l'intermédiaire de votre point d'information.

2.1.2.13 Union européenne – Décision d'exécution (UE) 2017/1357 de la Commission relative à la publication avec restriction de la référence de la norme EN 60335-2-9-2003 (modifiée par A 13-2010) (ID 741³⁰)

2.57. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine souhaiterait proposer ce qui suit. 1. La norme EN 60335-2-9-2003 modifiée par A13-2010 s'applique à la sécurité des appareils électrodomestiques mobiles ayant des fonctions de cuisson tels que la cuisson au four, à la rôtière ou au gril et dont la tension ne dépasse pas 250 volts. La friteuse à air est une

²⁷ Décision 2002/994/CE de la Commission du 20 décembre 2002 relative à certaines mesures de protection à l'égard des produits d'origine animale importés de Chine (J.O. L.348, 21 décembre 2002, page 154).

²⁸ Décision d'exécution (UE) 2015/1068 de la Commission du 1^{er} juillet 2015 modifiant la Décision 2002/994/CE relative à certaines mesures de protection à l'égard des produits d'origine animale importés de Chine (J.O. L.174, 3 juillet 2015, page 30).

²⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 740](#).

³⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 741](#).

catégorie d'appareil électrodomestique mobile qui repose sur la convection d'air chaud et exige une circulation interne et externe pour chauffer la nourriture, selon un principe fondamentalement différent de celui d'un four conventionnel. Si l'UE adopte la norme EN 60335-2-9:2003 modifiée par A13:2010 dans son intégralité pour le contrôle des exigences de sécurité des friteuses à air, il en résultera une discordance entre les dispositions relatives au contrôle et le produit lui-même, d'où des obstacles non nécessaires au commerce international. L'UE devrait réexaminer la classification des produits en tenant compte des principes de fonctionnement des friteuses à air et établir des exigences de sécurité et des méthodes de contrôle de la performance compatibles avec les produits.

2. La Commission européenne a ajouté une restriction selon laquelle "les hausses de température ne sont pas mesurées sur les surfaces situées à moins de 25 mm des ouvertures de ventilation" dans sa Décision d'exécution (UE) 2017/1357. Étant donné que la friteuse à air est un produit supposant la circulation interne et externe d'air chaud, les hausses de températures sur les surfaces situées à moins de 25 mm des ouvertures de ventilation sont élevées. La mise en œuvre des prescriptions relatives aux hausses de température prévues dans le tableau Z101 de la norme 60335-2-9:2003 modifiée par A13:2010 rendrait les friteuses à air non conformes aux prescriptions relatives à l'accès au marché de l'UE. Il est recommandé que l'UE réexamine les fondements scientifiques de cette restriction et qu'elle exempte les friteuses à air de la mesure des hausses de température.

2.58. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. La Décision d'exécution de la Commission fait suite à l'objection formelle de l'Allemagne, en juin 2014, et à celle de la Norvège en juillet 2014. Dans leurs objections formelles, l'Allemagne et la Norvège ont fait valoir que la section 11 "Échauffements" de la norme contient des dispositions insuffisantes concernant les limites de température applicables aux surfaces non fonctionnelles accessibles. La norme prévoit notamment plusieurs exceptions aux limites de température qui, en fonction de la taille, de la conception ou de la surface concernée de l'appareil, autorisent le fabricant à doubler ou à ne pas appliquer les valeurs limites de température, et exigent tout au plus une note ou une étiquette d'avertissement. À cet égard, la section 7.1 de la norme n'exige l'apposition de cet avertissement que sur la surface présentant la température la plus élevée parmi les parties dépassant les valeurs limites. La couleur utilisée peut différer des couleurs d'avertissement internationales, ce qui risque d'induire les utilisateurs en erreur. En outre, en raison de l'ambiguïté des exigences prévues par la norme, cette dernière peut être interprétée comme permettant de ne pas mesurer les hausses de température de certaines parties d'un produit donné, ce qui peut conduire à méconnaître ou à doubler les valeurs limites de températures prévues par la norme pour l'ensemble du produit.

2.59. En conséquence, le risque de brûlure pour les personnes et les animaux domestiques subsiste et la norme, selon sa forme actuelle, ne devrait pas conférer une présomption de conformité à la directive 2014/35/UE. Après examen de la norme EN 60335-2-9:2003 modifiée en dernier lieu par A13:2010 au sein du groupe de travail "Directive basse tension", réunissant des experts du secteur ainsi que les États membres et les parties prenantes, la Commission européenne, avec la majorité des experts des États membres, a accepté les arguments présentés par l'Allemagne et la Norvège. Il a donc été conclu que la norme ne satisfaisait pas aux objectifs de sécurité énoncés à l'annexe I, point 1 c), de la directive 2014/35/UE, en liaison avec le point 2 b) de ladite annexe. Compte tenu des aspects relatifs à la sécurité qui doivent être améliorés et dans l'attente d'une révision en bonne et due forme de la norme, la Décision d'exécution de la Commission prévoit la restriction pertinente dans son annexe I, à savoir que les parties visées par la restriction ne donnent pas lieu à une présomption de conformité. Depuis la présentation de l'objection formelle et la publication de la norme EN 60335-2-9 assortie de sa restriction, la Commission n'a cessé de s'efforcer, avec les parties prenantes et les organismes européens de normalisation, d'aboutir à une nouvelle version de la norme qui remplirait les objectifs de la directive "Basse tension" 2014/35/UE. L'UE tient à souligner que la norme concernée répond à la définition d'une norme telle qu'elle figure au point 2 de l'annexe 1 de l'Accord OTC, à savoir qu'il s'agit d'un "Document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits ou des procédés et des méthodes de production connexes, dont le respect n'est pas obligatoire".

2.1.2.14 Inde – Ordonnance de 2019 sur les modèles et fabricants agréés de modules solaires photovoltaïques (ID 742³¹)

2.60. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. L'ordonnance indienne de 2019 F.NO.283/54/2018-GRID SOLAR "sur les modèles et fabricants agréés de modules solaires photovoltaïques" établit une distinction entre les fabricants de produits importés et nationaux, et les usines et produits importés subissent un traitement défavorable. Les entreprises étrangères sont défavorisées en ce qui concerne les délais d'examen et de présentation des observations. Elles se trouvent dans une situation de concurrence moins favorable, alors que les fabricants indiens ont des avantages et sont protégés. Ce n'est pas compatible avec le traitement national au titre du GATT et des articles 2.1, 5.1 et 5.2 de l'Accord OTC. La Chine suggère que le Ministère indien des énergies nouvelles et renouvelables (MNRE) et l'Institut national de l'énergie solaire (NISE) ajustent les mesures, traitent les entreprises indiennes et étrangères sur un pied d'égalité, mais aussi qu'ils publient le processus et les délais d'audit afin d'améliorer l'efficacité de la certification. 2. Dans les documents et le processus de contrôle sur place du NISE, les normes et règles relatives au processus de certification ne sont pas claires, il manque des lignes directrices pour les fabricants, le processus de demande d'audit au titre de l'ordonnance de 2019 ne prévoit aucun mécanisme efficace de présentation d'observations et de communication. C'est contraire au principe de transparence du GATT et des articles 5.1, 5.2 et 5.6 de l'Accord OTC. Il convient de publier des normes de certification claires ainsi qu'un processus d'audit.

2.61. 3. Après que les entreprises chinoises ont dû acquitter des frais élevés de contrôle et de demande d'audit au titre de l'ordonnance de 2019, les inspections et audits sur place ont été reportés en raison de l'épidémie de COVID-19. Étant donné la persistance de l'épidémie mondiale et les politiques de restriction des voyages à prévoir, il n'est évidemment pas possible de conduire des inspections sur place des fabricants étrangers. Il convient d'envisager des solutions alternatives, par exemple en confiant à un organisme chinois de certification la conduite des inspections sur place, à l'appui de la nécessaire inspection vidéo à distance. En outre, nous demandons à la partie indienne de reporter la mise en œuvre de l'ordonnance de 2019 jusqu'à huit mois après l'achèvement de l'inspection sur place. 4. Les redevances exigées pour la certification ALMM sont déraisonnables. Actuellement, elles sont évaluées et fixées en fonction de la capacité totale de production du fabricant, qui est nettement plus élevée que le contingent réel de la capacité de production pouvant être exporté vers le marché indien. Cette mesure est donc contraire à l'obligation de limiter les redevances prévues au a) de l'article 8.1 du GATT, et de ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce en vertu de l'Accord OTC. Il est recommandé que la partie indienne respecte l'Accord et fixe une norme de prix raisonnable. 5. Quant à la nécessité du libellé de l'ordonnance (ordonnance de 2019 sur les modèles et fabricants agréés de modules solaires photovoltaïques, ALMM, prescriptions relatives à l'enregistrement obligatoire), l'obligation d'une certification par le BIS peut *de facto* pleinement remplir l'objectif d'assurer la qualité des modules photovoltaïques, et la liste de certification supplémentaire de l'ALMM n'est pas nécessaire, est astreignante et pourrait devenir un obstacle au commerce. L'ordonnance ALMM de 2019 restreint le commerce sans pour autant apporter une quelconque contribution à la réalisation d'objectifs légitimes, et elle est contraire à l'article 2.2 de l'Accord OTC. La Chine suggère à l'Inde de retirer l'ordonnance ALMM.

2.62. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde n'a reçu aucun renseignement par avance sur cette question; nous ne sommes pas en mesure de commenter une quelconque déclaration qui serait téléchargée aujourd'hui ou demain. En revanche, nous transmettrons cette déclaration à la capitale pour qu'une réponse lui soit apportée ultérieurement.

2.1.2.15 Union européenne – Règlement (UE) 2022/30 relatif à la protection du réseau, à la protection des données à caractère personnel et de la vie privée et à la protection contre la fraude [G/TBT/N/EU/823](#) (ID 743³²)

2.63. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. L'UE clarifie le calendrier réglementaire du nouveau règlement, et précise s'il vaut pour les produits nouvellement lancés ou pour tous les produits en vente; 2. L'UE publie les normes d'essai pertinentes et les documents d'orientation relatifs à l'évaluation de conformité dès que possible, pour que les fabricants puissent conduire les analyses de conformité réglementaire des produits en avance et qu'ils modifient le dessin des produits à temps pour respecter les prescriptions réglementaires; 3. L'UE prend en

³¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 742](#).

³² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 743](#).

considération l'état actuel de préparation des entreprises concernées pendant l'élaboration de cette norme. Il s'agit de veiller à ce qu'il y ait, avant la mise en œuvre du règlement, suffisamment de laboratoires d'essai et d'organismes de certification bénéficiant des conditions et des ressources requises pour les essais, et capables d'évaluer précisément la conformité des produits. Tout cela permettra d'assurer la mise en œuvre efficace du règlement.

2.64. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Le Règlement délégué 2022/30 de la Commission a été notifié le 23 juillet 2021, sous la cote [G/TBT/N/EU/823](#), avec une période de présentation des observations de 60 jours. La Chine a transmis ses observations le 18 septembre 2021, et l'UE y a répondu le 4 novembre 2021. Dans ses observations, la Chine a soulevé plusieurs questions, dont celle consistant à recommander la prolongation de 30 mois de la période de transition. À cet égard, l'UE a indiqué dans sa réponse que la période de transition proposée était le fruit d'un équilibre entre différents intérêts et préoccupations en jeu. D'un côté, l'intérêt général exige de renforcer rapidement le niveau de protection offert par certains équipements radioélectriques placés sur le marché de l'UE. D'un autre côté, les parties prenantes ont besoin de temps pour s'adapter. La Chine a aussi recommandé à l'UE d'envisager la faisabilité de classer les produits selon leurs différents risques, ce à quoi l'UE a répondu que la mesure a pour effet que certaines des prescriptions essentielles énoncées au point 3) de l'article 3 de la directive 2014/53/UE s'appliquent à certaines catégories ou classes d'équipements radioélectriques. Le choix des catégories ou classes spécifiques d'équipements radioélectriques devant être couvertes a été guidé par l'existence de risques particuliers associés à ces types d'équipements. Les organisations européennes de normalisation devront également conduire une analyse des risques pendant le processus d'élaboration des normes concernées. Le Règlement délégué 2022/30 de la Commission a été adopté le 29 octobre 2021.

2.1.2.16 République de Corée – Règlement sur le soutien de la production de modules solaires à faibles émissions de carbone (ID 744³³)

2.65. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. La République de Corée n'a pas reconnu le rapport d'analyse du cycle de vie (ACV) présenté par les entreprises chinoises conformément à la norme ISO 14040, alors que le rapport fondé sur la même méthode de calcul a été reconnu par les États membres de l'UE. La Chine espère que la partie coréenne pourra expliquer clairement ses critères d'application concernant l'examen du rapport d'ACV. Avant de formuler/publier les critères d'application de l'examen du rapport d'ACV, les rapports présentés doivent être examinés conformément aux normes ISO et à d'autres normes internationales, et le processus et les exigences de l'examen des rapports doivent être rendus publics. 2. La partie coréenne devrait publier la liste des établissements tiers qualifiés pour la certification, afin que les entreprises puissent en choisir un. 3. Le délai d'examen du rapport doit tenir compte des pratiques des autres Membres, à savoir que l'approbation doit être finalisée dans les 30 jours qui suivent l'acceptation, afin d'améliorer l'efficacité. 4. Trop de données relevant du secret commercial et de renseignements sensibles pour la branche de production sont présentées, ce qui est à la fois non nécessaire et déraisonnable; la partie coréenne devrait fixer raisonnablement le champ des données à communiquer conformément à la pratique internationale.

2.66. En réponse, le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. Nous n'avons reçu aucun renseignement concernant vos préoccupations spécifiques avant vos observations. Nous n'avons donc pas pu préparer de réponse circonstanciée pour aujourd'hui. Néanmoins, nous transmettrons scrupuleusement vos observations à notre autorité de réglementation compétente pour qu'elles soient examinées en interne et que soit fournie la réponse appropriée. Et à cet égard, si la Chine nous adresse ses observations par écrit, l'autorité responsable pourra répondre par écrit à son tour.

2.1.2.17 Union européenne – Règlement (UE) 2019/320 relatif à la localisation de l'appelant dans les communications d'urgence provenant d'appareils mobiles, [G/TBT/N/EU/589](#) (ID 745³⁴)

2.67. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. La Chine recommande qu'à l'avenir, l'UE examine de manière exhaustive si la branche de production s'est préparée ou non lorsqu'elle met au point des règlements et des procédures d'évaluation de la conformité, avant

³³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 744](#).

³⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 745](#).

l'entrée en vigueur des règles, afin de vérifier par des recherches si l'état de préparation relatif aux conditions d'essai et les ressources consacrées aux essais satisfont aux prescriptions de la réglementation dans la branche de production, et que les produits puissent être intégralement évalués pour faire en sorte que la réglementation soit appliquée de manière plus efficace. 2. La Chine recommande à l'UE de tenir compte de l'applicabilité de la réglementation et de reporter la date d'entrée en vigueur obligatoire de plus de six mois (c'est-à-dire après le 17 septembre 2022), ou d'introduire une clause d'exemption pertinente, afin que les fabricants soient autorisés à démontrer que leurs produits respectent les prescriptions par une autodéclaration avant le 17 septembre 2022.

2.68. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Le Règlement délégué (UE) 2019/320 de la Commission a été notifié le 24 juillet 2018, sous la cote [G/TBT/N/EU/589](#), avec une période de présentation des observations de 60 jours. Aucune observation n'a été reçue pendant la période en question. Le Règlement délégué vise à faire en sorte que les téléphones portables possédant des capacités informatiques avancées (généralement dénommés "smartphones") garantissent l'accès aux services d'urgence. Pour ce faire, il faut exiger des producteurs d'appareils mobiles qu'ils prévoient des solutions techniques permettant la réception et le traitement de données de localisation provenant d'un signal Wi-Fi et de données provenant du système mondial de navigation par satellite (GNSS), qui est compatible et interopérable au moins avec le système Galileo (Galileo est le système mondial de navigation par satellite établi en vertu du Règlement (UE) 1285/2013) afin de rendre les communications d'urgence plus efficaces. Dans la description de son objectif, l'UE a déjà prévu que les répercussions sur les fabricants d'appareils mobiles seraient minimales, car elles visent les téléphones portables qui sont déjà compatibles avec le GNSS. Presque tous les nouveaux smartphones actuellement sur le marché disposent de cette capacité. Le Règlement délégué ne ferait que renforcer les tendances actuelles du marché en ajoutant de la sécurité juridique. Le Règlement délégué 2019/230 de la Commission a été adopté le 12 décembre 2018.

2.1.2.18 Indonésie – Audit d'usine à distance pour les climatiseurs (ID 746³⁵)

2.69. Le représentant de la Thaïlande a communiqué la déclaration suivante. La Thaïlande remercie l'Indonésie des clarifications qu'elle a apportées par l'intermédiaire de notre point d'information OTC et lors d'une réunion bilatérale en novembre 2021 au sujet des audits d'usine visant à délivrer ou renouveler les certificats SNI pour les climatiseurs. Nous demeurons néanmoins préoccupés par les audits d'usine sur place. Compte tenu des restrictions de déplacements internationaux en raison de la COVID-19, les entreprises ont des difficultés à obtenir ou à renouveler leurs certificats SNI car l'Indonésie n'autorise pas les audits d'usine à distance. La Thaïlande encourage donc l'Indonésie à autoriser ce type d'audits pour les climatiseurs afin de faciliter les échanges et de réduire autant que possible, à l'avenir, les obstacles techniques au commerce. La Thaïlande et l'Indonésie étant l'une et l'autre membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), nous souhaiterions que l'Indonésie examine les possibilités d'utiliser le Système de réglementation harmonisé de l'ASEAN relatif au matériel électrique et électronique (AHEEER) pour améliorer les flux commerciaux entre les deux pays. La Thaïlande remercie par avance l'Indonésie de tenir compte de ses préoccupations et espère que la collaboration bilatérale sera fructueuse.

2.70. En réponse, le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie tient à réitérer sa réponse faite par l'intermédiaire du point d'information, qui était fondée sur la lettre circulaire du Directeur de l'Agence de recherche et de développement industriels n° 202/BPPI/IND/VIII/2020 du 10 août 2020, prévoyant que le processus de certification de la norme SNI obligatoire dans le secteur industriel est conduit conformément aux dispositions énoncées dans le règlement ministériel. Elle comprend la prescription relative aux visites sur place dans les usines nationales comme étrangères. Dès lors, tous les fabricants, indonésiens et étrangers, doivent faire l'objet de visites/inspections d'usine sur place dans le cadre des procédures d'évaluation de la conformité. La procédure d'évaluation de la conformité est menée sur la base du mécanisme d'évaluation de la conformité indiqué dans le règlement correspondant. Pour les fabricants étrangers, l'inspection sur place et/ou les visites d'usine peuvent toujours être effectuées tant que les pays de destination ouvrent leurs frontières aux représentants de l'organisme indonésien d'évaluation de la conformité pour qu'ils effectuent l'inspection sur place. Le Ministère de l'industrie n'a pas le pouvoir d'empêcher l'organisme d'évaluation de la conformité de conduire une inspection sur place dans tel ou tel pays du fait de la situation liée à la COVID-19. D'autre part, l'Indonésie souhaite informer la

³⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 746](#).

Thaïlande que selon le rapport relatif à la certification SNI, plusieurs produits ont fait l'objet d'une inspection fructueuse sur place, en Thaïlande, par l'organisme indonésien de certification. Quant à l'acceptation de l'évaluation de la conformité au moyen des mécanismes de l'AHEEER, la question sera examinée dans les enceintes de l'ASEAN.

2.1.2.19 Japon – Système d'inspection pour les articles de sport et les jouets, et refus d'accepter les rapports d'essais établis par des laboratoires d'essai indiens (ID 747³⁶)

2.71. Le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. La République de l'Inde est préoccupée par les obstacles au commerce auxquels se heurtent les exportateurs indiens d'articles de sport et de jouets vers le Japon. Le problème est double: les essais en laboratoire et la certification de jouets exportés d'Inde vers le Japon et l'inspection de 100% des envois qui arrivent au Japon, au lieu d'un contrôle d'échantillons. Conformément à la Loi japonaise sur l'hygiène des produits alimentaires (JFSL, Loi n° 233, 1947), la conformité aux sections IV et V de la JFSL, vérifiée en laboratoire, est obligatoire pour les produits pour enfants concernés avant qu'ils puissent entrer sur le marché japonais. En outre, les programmes relatifs à la sécurité et à la marque de sécurité des jouets sont établis par l'Association japonaise des jouets (JTA) afin de couvrir la dimension juridique de la JFSL. Pour distribuer et vendre des jouets au Japon, les fabricants doivent apporter la preuve qu'ils se conforment à la Loi sur l'hygiène des produits alimentaires et/ou à la norme japonaise de sécurité des jouets. De plus, tous les jouets conformes à la norme de sécurité doivent comporter une marque de sécurité des jouets. L'Association japonaise des jouets, organisme reconnu par le gouvernement, a désigné des agences pour conduire des essais et certifier les jouets destinés au marché japonais. Malheureusement, aucune agence ni aucun laboratoire en Inde n'a été désigné ou accrédité pour conduire ces essais. Lors de précédents échanges entre les organismes des deux pays, le Japon a promis de communiquer une liste des agences hors du Japon, y compris les laboratoires situés en Inde, que la JTA a désignés pour conduire les essais et certifier les jouets. Mais ce renseignement n'est toujours pas disponible à ce stade.

2.72. De surcroît, bien que les laboratoires d'essai de l'Inde soient agréés par l'ILAC, les autorités japonaises n'acceptent pas leurs certificats. Actuellement, les fabricants de jouets envoient des échantillons au Japon pour obtenir une certification. Ces obstacles obligent les fabricants indiens à envoyer les produits à des laboratoires d'essai au Japon, d'où des coûts élevés qui pourraient être évités. Toutefois, nous croyons comprendre que le Japon accepte les certifications délivrées par plusieurs autres pays, mais pas l'Inde. Enfin, aucune inspection par échantillonnage des envois n'est effectuée pour les envois qui arrivent au Japon. Au lieu de cela, ce sont les envois entiers d'articles de sport et de jouets qui sont inspectés, ce qui entraîne des retards et des coûts supplémentaires pour les exportateurs. Le fait que les certificats doivent obligatoirement être délivrés par des laboratoires japonais et que 100% des articles de sport et des jouets importés d'Inde doivent être inspectés est incompatible avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC. L'Inde demande donc au Japon: a) de communiquer la liste des laboratoires situés hors du Japon et agréés par l'ILAC qui peuvent conduire des essais et certifier les articles de sport et les jouets; b) d'élargir la liste des laboratoires accrédités en Inde; c) d'accepter les certificats délivrés par les laboratoires d'essai indiens agréés par l'ILAC et d'élargir la liste des laboratoires indiens accrédités; d) l'Inde demande également au Japon de ne plus conduire des essais sur 100% des articles de sport et des jouets importés de l'Inde vers le Japon.

2.73. En réponse, le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Je tiens à remercier l'Inde de son intérêt constant pour le commerce bilatéral avec le Japon. Toutefois, il est regrettable qu'elle n'ait pas eu d'échanges avec nous, car nous avons contacté la partie indienne par l'intermédiaire du point d'information et de la Mission permanente à Genève le mois dernier, afin de comprendre la préoccupation de l'Inde. Au reste, le Japon a même demandé des renseignements sur cette question en juin l'année dernière, mais l'Inde n'a pas répondu et a retiré la question de l'ordre du jour de la réunion du Comité OTC qui s'est tenue à l'époque. Ce n'est qu'aujourd'hui que l'Inde a fourni les renseignements pertinents, sous la forme de la déclaration PCS faite à l'instant, que le Gouvernement du Japon examinera naturellement avant de revenir vers vous en conséquence.

³⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 747](#).

2.1.2.20 Inde – Politique d'importation des climatiseurs contenant des fluides frigorigènes (ID 748³⁷)

2.74. Le représentant de la Thaïlande a communiqué la déclaration suivante. La Thaïlande souhaite remercier l'Inde de lui avoir offert la possibilité de faire part de ses préoccupations au sujet de la politique d'importation des climatiseurs contenant des fluides frigorigènes lors d'une réunion bilatérale en novembre 2021. Toutefois, les entreprises thaïlandaises continuent de rencontrer des difficultés pour exporter des climatiseurs contenant des fluides frigorigènes vers l'Inde, et nous souhaiterions soulever les préoccupations suivantes: la Thaïlande note que la notification n° 41/2015 du 15 octobre 2020, publiée par le Ministère indien du commerce et de l'industrie, qui interdit l'importation en Inde de climatiseurs contenant des fluides frigorigènes, n'a pas été notifiée à l'OMC. Cette mesure ne repose sur aucune preuve scientifique permettant d'établir si l'importation de climatiseurs présente des avantages, des inconvénients ou des différences selon qu'ils contiennent ou non des fluides frigorigènes. La Thaïlande souhaite signaler que par rapport aux entreprises indiennes, les entreprises thaïlandaises doivent se soumettre à davantage de processus qui nuisent à leurs possibilités de placer des climatiseurs sur les marchés. Dès lors, cette mesure n'accorde pas le même traitement aux climatiseurs nationaux et importés, mais elle crée des obstacles non nécessaires au commerce international. En outre, ajouter des fluides frigorigènes après l'importation pourrait affecter la qualité des produits. La Thaïlande tient à réaffirmer que cette mesure est contraire aux principes de non-discrimination de l'Accord OTC. Conformément à l'article 2.1 de l'Accord, il doit être accordé "aux produits importés en provenance du territoire de tout Membre un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale et aux produits similaires originaires de tout autre pays". La Thaïlande demande donc fermement à l'Inde de réexaminer cette mesure en tenant compte des principes de non-discrimination, et d'envisager d'autoriser l'importation de climatiseurs contenant des fluides frigorigènes afin d'éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce international.

2.75. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde souhaite remercier la Thaïlande de sa déclaration et de son intérêt pour cette question, ainsi que pour le dialogue bilatéral qui s'est tenu précédemment. La mesure en question était nécessaire à l'application de normes afin de réduire les risques pour la vie et la santé humaines et animales et pour la préservation des végétaux. La mesure est également compatible avec les engagements de l'Inde dans le cadre du Protocole de Montréal. En outre, conformément aux règles de 2014 portant modification du Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (réglementation et contrôle), l'importation de climatiseurs contenant des substances du groupe VI (hydrofluorocarbures) est interdite depuis le 1^{er} juillet 2015.

2.1.3 Préoccupations soulevées précédemment

2.1.3.1 Chine – Prescriptions applicables aux produits de sécurité de l'information, y compris, entre autres, le Règlement de 1999 sur les produits de cryptage commercial de l'Office national de cryptographie commerciale (OSCCA) et sa révision en cours et le dispositif de protection à niveaux multiples (ID 294³⁸)

2.76. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS), l'UE voudrait rappeler les observations qu'elle a formulées lors des précédentes réunions du Comité OTC, notamment les préoccupations soulevées concernant i) la nature de l'examen par des experts qui est prescrit par les "Lignes directrices pour la classification de la protection en matière de cybersécurité"; ii) le manque de clarté de certaines définitions et iii) les restrictions importantes et injustifiées à attendre en matière d'accès aux marchés. L'UE demande d'améliorer la proportionnalité et la transparence dans la mise en œuvre du dispositif de protection à niveaux multiples en matière de cybersécurité.

2.77. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé par le "Règlement sur les produits de cryptage commercial" et le "Dispositif de protection à niveaux multiples de la cybersécurité" de la Chine et renvoie à la déclaration qu'il a prononcée lors de la dernière réunion du Comité OTC de novembre 2021. Il demande à la Chine de fournir des informations pertinentes sur l'actuel processus de révision à la fois du "Règlement sur les produits de cryptage commercial", pour lequel la consultation publique devait être terminée le

³⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 748](#).

³⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 294](#).

19 septembre 2020, et du Dispositif de protection à niveaux multiples de la cybersécurité, que la Chine a expliqué lors de la dernière réunion du Comité OTC, ainsi que de faire en sorte que ces règlements soient appliqués de manière transparente.

2.78. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne la gestion des produits de cryptage commerciaux, la Chine a, à partir du 1^{er} janvier 2020, annulé l'approbation des variétés et des modèles de produits de cryptage commerciaux conformément à la loi, et établi un système de certification national unifié pour la cryptographie commerciale. Le système de gestion des produits de cryptage commercial respecte pleinement les principes de non-discrimination et de concurrence loyale. Il traite les produits ainsi que les entreprises nationaux et étrangers sur un pied d'égalité. La Chine met en place l'obligation de mener des essais et d'obtenir une certification pour les produits de cryptage commercial liés à la sécurité nationale, à l'économie nationale, aux sources de revenus de la population et à l'intérêt général, et établit des essais et une certification à titre volontaire pour les autres produits de cryptage commercial. En ce qui concerne le dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) relatif à la sécurité de l'information évoqué par les deux Membres, compte tenu du développement technologique et de la situation de plus en plus complexe dans le domaine de la cybersécurité, ce dispositif doit être amélioré. Sur la base de l'expérience acquise au cours des années précédentes et pour répondre à l'évolution récente, la Loi sur la cybersécurité dispose que la Chine mettra en œuvre le MLPS relatif à la cybersécurité, qui est fondé sur le MLPS relatif à la sécurité de l'information. Pour satisfaire aux exigences de la Loi sur la cybersécurité, le règlement sur le MLPS relatif à la cybersécurité est en cours d'élaboration. Il a été publié pour observations et il remplacera les anciennes mesures administratives sur le MLPS relatif à la sécurité de l'information.

2.1.3.2 Chine – Administration chinoise du cyberspace – Projet de mesures d'application de l'examen de la cybersécurité des produits et services de réseaux (ID 533³⁹)

2.79. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE a soulevé à plusieurs reprises auprès du Comité la question de l'examen de sécurité des produits et services de réseau, y compris les mesures d'examen de la cybersécurité, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} juin 2020, puis ont été modifiées en janvier 2022, avec une entrée en vigueur le 15 février 2022. Elle reste préoccupée par le fait que les mesures sont assez générales et que de très grands pouvoirs discrétionnaires sont laissés aux autorités chargées de l'examen de sécurité, ce qui provoque l'inquiétude des opérateurs des TIC étrangers. Les mesures modifiées contiennent peu d'explications sur les questions que nous avons soulevées auparavant et de nouvelles questions sont apparues depuis. L'UE regrette que les mesures aient été adoptées sans un délai de grâce plus long, d'au moins 12 mois, afin que les entreprises aient suffisamment de temps pour se préparer à assurer la conformité avec les mesures modifiées. Celles-ci ont considérablement élargi le champ d'application et de nombreuses entreprises de transformation ont besoin de temps pour comprendre leurs obligations de conformité et l'incidence commerciale qui en découle et y faire face.

2.80. Les mesures étendent leur champ d'application pour passer de l'achat de produits et services de réseaux par les opérateurs d'infrastructures d'information essentielles à l'achat de tels produits et services par toutes les entreprises exerçant des activités de traitement de données. Ce champ d'application élargi est très vaste. Pour toutes les autres entreprises de traitement de données qui ne sont pas des exploitants d'infrastructures d'information essentielles et qui n'ont pas à recourir une introduction en bourse, de grandes incertitudes demeurent quant à la question de savoir si l'examen est nécessaire ou non et si les entreprises de traitement de données doivent se soumettre à un examen de l'organisme de réglementation. La différence entre un "opérateur d'infrastructures d'information" et "une entreprise de traitement de données" n'est pas claire. Il conviendrait de définir le périmètre d'intervention d'une telle entreprise, dans la mesure où cela détermine si et quand une demande doit être déposée. L'UE invite instamment la Chine à préciser si le terme "entreprise de traitement de données" désigne uniquement une entreprise de traitement de données enregistrée en Chine et traitant des données en Chine, sans viser les entreprises de traitement de données étrangères qui traitent des données en dehors de la Chine.

2.81. L'UE voudrait avoir des éclaircissements sur les points suivants. 1. L'utilisation continue de l'expression "inscription à la cote dans un pays étranger" signale-t-elle l'intention réglementaire de dispenser les opérateurs cotés à Hong Kong de l'obligation d'examen de la cybersécurité? 2. Par

³⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 533](#).

rapport au projet précédent, les entités soumises aux examens de cybersécurité ne sont plus des "entreprises de traitement de données" mais des "opérateurs de plate-formes en ligne". Les Mesures finales ne définissent pas les "opérateurs de plate-formes en ligne", mais le projet de Règlement les définit comme "les entreprises de traitement de données qui fournissent des services de plate-forme internet tels que la publication d'informations, les réseaux sociaux, les services de transaction ou de paiement ou les services audiovisuels". L'UE demande instamment à la Chine de préciser si le périmètre d'intervention des "opérateurs de plate-formes en ligne" est plus étroit que celui des "entreprises de traitement de données", qui était celui pris en compte précédemment et dans lequel n'entrent pas les services de commerce électronique autogéré des entreprises spécialisées dans les biens de consommation à rotation rapide qui ne fournissent pas de services de plate-forme en ligne. Du fait de son imprécision, l'expression "opérateurs de plate-formes en ligne" laisse le champ libre à l'interprétation des régulateurs. 3. Ni les "données essentielles" ni les "données importantes" ne sont clairement définies. Les Mesures couvrent les produits de télécommunication importants comme un type de "produits et services de réseau". Mais elles ne définissent toujours pas la portée spécifique des "produits et services de réseau". De ce fait, la définition de "produit de communication important" reste floue. L'UE invite donc la Chine à préciser ces termes dans les meilleurs délais. Elle lui demande instamment de veiller à la clarté, à la transparence et à l'objectivité de l'examen de la sécurité afin que les Mesures ne deviennent pas un obstacle à l'accès aux marchés.

2.82. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon est intéressé et préoccupé par l'examen de la cybersécurité et souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a faite précédemment lors de la réunion du Comité OTC de novembre 2021. Les modifications des mesures d'examen de la cybersécurité sont entrées en vigueur en Chine en février 2022. Il n'est pas clair si la définition et le portée du terme "exploitants d'infrastructures d'information essentielles" sont les mêmes que ceux indiqués pour l'"infrastructure d'information essentielle" dans le "Règlement relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles", et il n'y a pas de définition de l'"opérateur de plate-formes en ligne". Par conséquent, il est difficile de savoir quel type d'entreprise pourrait être soumis à l'examen de la cybersécurité en vertu des Mesures. La prévisibilité étant indispensable à l'exercice d'activités dans de bonnes conditions, le Japon demande à la Chine d'appliquer la réglementation de manière transparente afin de garantir une prévisibilité appropriée, de sorte que la réglementation ne devienne pas un obstacle aux activités des entreprises.

2.83. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Ces dernières années, avec le développement des technologies de l'information en réseau et la poursuite de l'ouverture du cyberspace en Chine, de plus en plus de produits et services de réseau ont fait leur entrée dans les secteurs essentiels de l'infrastructure de l'information. Tout en tirant parti des conditions favorables à la fourniture de produits et de services, certains fournisseurs de produits et de services de réseau accèdent illégalement aux données importantes des utilisateurs, interfèrent avec le fonctionnement de l'infrastructure d'information essentielle et en prennent le contrôle et interrompent la fourniture de leurs technologies, produits et services pour des raisons non techniques ou commerciales, ce qui génère de graves risques et problèmes pour la cybersécurité nationale de la Chine, en particulier la sécurité de la chaîne d'approvisionnement de l'infrastructure d'information essentielle. S'inspirant de pratiques internationales courantes, la Chine a formulé en 2017 le projet de mesures d'exécution pour l'examen de la cybersécurité des produits et services de réseau. En juin 2020, les Mesures pour l'examen de la cybersécurité sont entrées en vigueur, tandis que le projet de mesures d'exécution pour l'examen de la cybersécurité des produits et services de réseau (mis en œuvre à titre d'essai) a été aboli simultanément. À compter du 15 février 2022, les Mesures révisées pour l'examen de la cybersécurité sont entrées en vigueur.

2.84. La mise en place d'un système d'examen de la cybersécurité vise à détecter et à éviter les risques et dangers qui pèsent sur l'infrastructure d'information essentielle en achetant dès que possible les produits et services, en assurant la sécurité de la chaîne d'approvisionnement et en préservant la sécurité nationale grâce à l'examen de la cybersécurité. Conformément aux lois et règlements, l'autorité chinoise administre l'Internet et renforce la gestion de la cybersécurité et de la sécurité des données, ce qui est nécessaire non seulement pour sauvegarder la sécurité des informations personnelles et la sécurité nationale, mais aussi les pratiques courantes des autres Membres. L'examen de la sécurité ne constitue pas une discrimination à l'égard des technologies et des produits étrangers et ne restreint pas l'entrée de ces produits sur le marché chinois. La Chine ouvrira, comme toujours, son marché aux produits et services étrangers, à condition qu'ils soient conformes aux lois et règlements.

2.1.3.3 Inde – Ordonnances sur le contrôle de la qualité des substances chimiques et pétrochimiques, [G/TBT/N/IND/116](#), [G/TBT/N/IND/121](#), [G/TBT/N/IND/122](#),
[G/TBT/N/IND/123](#), [G/TBT/N/IND/124](#), [G/TBT/N/IND/125](#), [G/TBT/N/IND/126](#),
[G/TBT/N/IND/127](#), [G/TBT/N/IND/128](#), [G/TBT/N/IND/129](#), [G/TBT/N/IND/130](#),
[G/TBT/N/IND/132](#), [G/TBT/N/IND/133](#), [G/TBT/N/IND/134](#), [G/TBT/N/IND/135](#),
[G/TBT/N/IND/136](#), [G/TBT/N/IND/137](#), [G/TBT/N/IND/138](#), [G/TBT/N/IND/139](#),
[G/TBT/N/IND/140](#), [G/TBT/N/IND/141](#), [G/TBT/N/IND/142](#), [G/TBT/N/IND/144](#),
[G/TBT/N/IND/150](#), [G/TBT/N/IND/151](#), [G/TBT/N/IND/152](#), [G/TBT/N/IND/153](#),
[G/TBT/N/IND/154](#), [G/TBT/N/IND/175](#), [G/TBT/N/IND/176](#), [G/TBT/N/IND/177](#),
[G/TBT/N/IND/186](#), [G/TBT/N/IND/187](#), [G/TBT/N/IND/191](#), [G/TBT/N/IND/193](#),
[G/TBT/N/IND/199](#), [G/TBT/N/IND/201](#), [G/TBT/N/IND/202](#), [G/TBT/N/IND/203](#),
[G/TBT/N/IND/204](#), [G/TBT/N/IND/205](#), [G/TBT/N/IND/206](#), [G/TBT/N/IND/208](#)
(ID 630⁴⁰)

2.85. Le représentant de la Thaïlande a communiqué la déclaration suivante. La Thaïlande souhaite une fois de plus remercier l'Inde d'avoir offert l'occasion de débattre des incidences que les ordonnances sur le contrôle de la qualité des substances chimiques et pétrochimiques ont sur les exportateurs thaïlandais lors de la réunion bilatérale tenue en novembre l'an dernier. À cette réunion, l'Inde a pu préciser la procédure d'octroi de licences pour les produits importés, qui dure habituellement 3 à 5 mois et comprend des audits d'usine sur site. Cependant, compte tenu de la pandémie de COVID-19 et des restrictions de voyage internationales, l'Inde a suspendu les audits d'usine sur site sans proposer de solution de rechange qui aurait permis de faciliter la procédure de demande de licences. Cette situation retarde l'octroi de licences et nuit directement aux fabricants étrangers qui ne peuvent pas exporter leurs produits en Inde. Afin de réduire les répercussions de ces mesures face à la poursuite de la pandémie, la Thaïlande souhaite réitérer la demande qu'elle a faite à l'Inde d'envisager la mise en place de mesures de substitution. Elle comprend qu'il est difficile de procéder à des audits d'usine réguliers sur site pendant la pandémie et suggère donc à l'Inde de mettre en place des audits d'usine à distance. Dans le cas où les audits d'usine à distance ne peuvent pas être menés, la Thaïlande demande à l'Inde de prolonger la date de mise en œuvre des mesures de 360 jours.

2.86. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne voudrait rappeler ses déclarations précédentes sur cette question. Elle reste préoccupée par la tendance visible à l'adoption en Inde de normes nationales obligatoires qui s'écartent des normes internationales dans un nombre croissant de secteurs. En l'occurrence, elles concernent toute une série de produits chimiques relevant des chapitres 28 et 29 du SH. L'UE a pris note des récentes notifications par l'Inde des ordonnances de contrôle de la qualité relatives à des substances chimiques et pétrochimiques prises ces deux dernières années. L'UE tient à rappeler que certaines de ces notifications ne comportent pas de date d'entrée en vigueur déterminée. Concrètement, la date d'entrée en vigueur dépend de la date d'adoption, qui n'est pas indiquée dans la notification. L'Inde peut-elle fournir des informations précises concernant la date prévue d'adoption de ces mesures? D'autre part, l'UE a remarqué qu'un nombre croissant d'ordonnances indiennes de contrôle de la qualité des substances chimiques et pétrochimiques faisant l'objet de notifications OTC ne sont pas mises en œuvre. L'Union européenne souhaiterait que l'Inde explique les raisons pour lesquelles la mise en œuvre des mesures notifiées dans ce secteur a été plusieurs fois reportée. Compte tenu de la confusion qui résulte de cette situation, l'Inde peut-elle fournir une liste des substances chimiques et pétrochimiques pour lesquelles des mesures ont déjà été mises en œuvre, ainsi que les copies des ordonnances correspondantes?

2.87. L'Union européenne souhaite rappeler la demande qu'elle fait à l'Inde de préciser les raisons pour lesquelles elle établit des ordonnances spécifiques de contrôle de la qualité alors que les produits chimiques et pétrochimiques visés sont déjà conformes aux normes internationalement reconnues. Elle tient à signaler aux autorités indiennes que, conformément à l'Accord OTC, les normes sont considérées comme facultatives et que, lorsqu'elles sont obligatoires, il s'agit de règlements techniques. Par ailleurs, aux termes de l'article 2.2 de l'Accord OTC, les Membres doivent faire en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. L'UE voudrait également encourager l'Inde à aligner les normes du Bureau indien de normalisation (BIS) sur les approches internationales.

⁴⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 630](#).

2.88. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. En novembre 2021, le Ministère indien des produits chimiques et des engrais avait notifié 44 ordonnances de contrôle de la qualité au Comité OTC de l'OMC. Chacune de ces ordonnances semble s'appliquer à des substances qui correspondent directement ou indirectement aux 72 produits chimiques et pétrochimiques que l'Inde a désignés comme devant être conformes aux normes établies par le Bureau indien de normalisation (BIS). Nous continuons à souligner les préoccupations des industriels des États-Unis concernant l'Ordonnance de 2020 sur le polyéthylène pour moulage et extrusion (contrôle de la qualité), notifiée dans le document [G/TBT/N/IND/191](#), qui impose le marquage du plus petit emballage unitaire de produit en polyéthylène livré au client avec des "codes de désignation" contenant une série d'informations techniques (par exemple, le point de fusion du produit, sa densité, sa méthode de traitement et son application). Il serait utile que l'Inde explique l'objectif visé par ce marquage et les personnes à qui il est censé fournir des informations. Nous réitérons les observations des industriels des États-Unis, qui constatent que de telles exigences n'ont pas été appliquées aux produits de polyéthylène sur d'autres marchés et que les informations en question ne paraissent pas nécessaires, étant donné les connaissances techniques des clients participant à la transaction commerciale. Nous voudrions toujours savoir comment l'Inde a pris en compte les observations des parties prenantes sur la façon dont les industriels peuvent se conformer au mieux aux nouvelles mesures relatives aux codes de désignation.

2.89. Nous avons fait part des préoccupations que suscite chez les industriels des États-Unis le fait que, telle qu'envisagée, l'obligation de marquage et d'apposition d'informations imprimées, avec un code alphanumérique unique à l'Inde, soit sur le sac du produit en polyéthylène, soit sur son plus petit emballage unitaire livré au client, imposera des charges administratives entraînant des inefficacités, des retards et des coûts supplémentaires pour les exportateurs. Nous sommes préoccupés par la confusion que pourrait créer la nécessité de déchiffrer le code chez le client indien intervenant aux différentes étapes de la chaîne de contrôle ainsi que chez tout client d'un pays tiers vers lequel les produits ayant fait l'objet d'un tel marquage pourraient être exportés depuis l'Inde. Compte tenu de la dépendance de l'Inde à l'égard des importations, notamment des résines de qualité spéciale, cette obligation de marquage pourrait perturber les importations indiennes et l'accès aux matériaux essentiels utilisés par les secteurs indiens des soins de santé et de la pharmacie et d'autres secteurs indiens fabriquant des produits à haute valeur pour l'exportation. Nous recommandons que l'Inde communique les liens des sites Web et/ou les copies complètes des normes proposées par le BIS ainsi que de toutes les normes mentionnées dans les ordonnances de contrôle de la qualité notifiées et dans toute notification future de ce type. En ce qui concerne les ordonnances de contrôle de la qualité déjà notifiées, nous recommandons que ces liens vers les sites Web ou ces copies soient notifiés en tant qu'addenda. Sans accès aux normes du BIS, les Membres et industriels pourraient ne pas être en mesure de comprendre les ordonnances en question ou de formuler des observations dignes d'intérêt.

2.90. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Le Territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu tient à faire part de ses préoccupations concernant l'ordonnance du Ministère indien des produits chimiques et des engrais sur l'anhydride phthalique, l'acrylate de n-butyle et l'acide téréphthalique, qui a été notifiée dans les documents [G/TBT/N/IND/116](#), [G/TBT/N/IND/123](#) et [G/TBT/N/IND/124](#). Tout d'abord, nous tenons à remercier l'Inde d'avoir reporté la date d'application de l'ordonnance sur les produits concernés au 22 juin 2022. Deuxièmement, étant donné que la pandémie ne prendra probablement pas fin à court terme et qu'il est toujours difficile de mener des inspections sur place dans la situation actuelle, nous aimerions demander instamment à l'Inde de reporter à nouveau l'application pour les produits mentionnés ci-dessus. En outre, nous suggérons une fois encore à l'Inde de prendre pendant la pandémie des mesures de substitution pour tous les produits visés, par exemple en autorisant les laboratoires d'essais et les organismes d'inspection d'autres Membres de l'OMC à participer aux procédures d'évaluation de la conformité et en acceptant leurs rapports ou l'inspection d'usines à distance, afin de remédier aux difficultés rencontrées pour procéder à des inspections physiques du fait des restrictions des voyages internationaux.

2.91. Le représentant de Singapour a communiqué la déclaration suivante. Singapour se fait l'écho des préoccupations exprimées par d'autres Membres et souhaite réitérer les inquiétudes qu'elle a formulées lors des précédentes réunions. Nous restons préoccupés par les nombreux problèmes opérationnels que nous avons précédemment exposés concernant les prescriptions relatives au marquage des matériaux en polyéthylène utilisés pour le moulage et l'extrusion. Nous demandons à l'Inde de bien vouloir considérer positivement les autres solutions proposées par le secteur pour répondre aux besoins de renseignements prévus par l'Ordonnance de contrôle de la qualité des

produits en polyéthylène et éviter que les prescriptions de marquage obligatoire ne soient trop onéreuses et difficiles à respecter pour les fabricants. Nous comprenons également que l'Inde envisage d'autoriser les inspections virtuelles dans le cadre de la procédure de certification. Nous restons intéressés et attendons avec impatience de pouvoir collaborer pour lancer ces inspections, qu'elles soient virtuelles ou en personne, dès que possible, afin de faciliter l'avancée de la procédure de certification pour les industriels. En ce qui concerne les nouvelles ordonnances de contrôle de la qualité, Singapour demande à nouveau à l'Inde de bien vouloir communiquer les liens spécifiques vers des sites Web et/ou des copies des normes du BIS proposées, et de les notifier à l'OMC en temps opportun, afin de permettre aux parties intéressées de se familiariser avec les nouvelles exigences et de formuler à l'intention de l'Inde des observations dignes d'intérêt. Enfin, nous invitons respectueusement à l'Inde, conformément aux obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord OTC, d'harmoniser les normes des ordonnances de contrôle de la qualité avec les normes internationales existantes, de réduire les coûts de mise en conformité pour l'industrie et de veiller à ce que les mesures imposées ne soient pas plus restrictives pour le commerce que nécessaire.

2.92. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Selon ce qui est prévu dans l'Ordonnance de contrôle de la qualité, les produits visés doivent porter un label de conformité attestant de la délivrance d'une licence valide par le BIS, conformément au système I du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité). Dans le cadre de ce système, l'inspection de l'usine est obligatoire pour obtenir la licence. L'autorisation d'utiliser un label de conformité sur un produit est accordée après évaluation des capacités de fabrication et d'essai au moyen d'une inspection sur site des locaux de fabrication. Au cours de cette visite, la conformité du produit aux exigences de la norme indienne pertinente est également établie par des essais réalisés dans l'usine ou dans un laboratoire d'essais extérieur ou une combinaison des deux. Pour le moment, aucune disposition du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité) ne permet de remplacer l'inspection sur site par une inspection virtuelle pour évaluer la conformité. Les inspections d'usine sont en suspens en raison des restrictions imposées aux voyages internationaux durant la pandémie de COVID-19. Cependant, il est envisagé de nommer des agents du BIS pour effectuer les inspections d'usine nécessaires pour répondre aux demandes reçues de fabricants étrangers, principalement lorsque le pays à visiter facilite la visite d'agents du BIS entièrement vaccinés et porteurs de certificats de test RT-PCR négatifs, sans aucune restriction comme la quarantaine et le test RT-PCR à l'arrivée.

2.93. Conformément au Code de pratique de l'Accord OTC de l'OMC, le BIS a pour politique d'aligner dans toute la mesure du possible les normes indiennes sur les normes internationales de l'ISO et de la CEI, lorsqu'elles sont disponibles et également, pour autant que faire se peut, de tenir compte des conditions climatiques/environnementales particulières et du développement technologique du pays. Environ 80% des normes indiennes, pour lesquelles les normes correspondantes sont disponibles, sont harmonisées avec leurs homologues ISO/CEI. En réponse à la déclaration des États-Unis et de Singapour, on peut trouver des précisions sur les ordonnances de contrôle de la qualité et les normes correspondantes sur le site Web du BIS.⁴¹ En ce qui concerne le point soulevé par l'UE, selon lequel les normes sont considérées comme facultatives et que, lorsqu'elles sont obligatoires, il s'agit de règlements techniques, l'Inde demande à l'UE de se référer à la réponse qu'elle a apportée dans ses déclarations précédentes à des réunions du Comité OTC.

2.1.3.4 Bangladesh – Règles relatives à la gestion des déchets dangereux (déchets électroniques), 2019, [G/TBT/N/BGD/3](#), [G/TBT/N/BGD/3/Add.1](#) (ID 620⁴²)

2.94. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Le 10 juin 2021, le Bangladesh a publié un projet actualisé de ses Règles de 2021 relatives à la gestion des déchets dangereux (règles relatives aux déchets électroniques). En septembre 2021, les producteurs des États-Unis ont adressé leurs dernières observations sur le projet révisé au Ministère de l'environnement, des forêts et des changements climatiques et ils ont réitéré leurs préoccupations en janvier 2022. Sur la base d'une traduction non officielle du projet de Règles et des rapports des producteurs, les États-Unis comprennent que, dans la version mise à jour du projet de Règles sur les déchets électroniques, les seuils limites pour plusieurs substances ont été éliminés, ce qui répondait à une demande que les producteurs et les autorités des États-Unis avaient formulée comme suite à la notification initiale, [G/TBT/N/BGD/3](#). S'il faut se féliciter de cette modification, le

⁴¹ <https://standardsbis.bsbedge.com/> et <https://www.bis.gov.in/index.php/product-certification/products-under-compulsory-certification/scheme-i-mark-scheme/>.

⁴² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 620](#).

projet de Règles relatives aux déchets électroniques présenté en juin 2021 ne comporte pas certaines exemptions couramment accordées par les organismes de réglementation d'autres pays en ce qui concerne les substances restantes. Par exemple, bien que le plomb soit généralement classé comme dangereux, des exemptions sont généralement prévues pour certaines de ses utilisations, notamment dans la soudure de certains appareils électroniques exposés à des températures élevées et basses et dans le blindage des appareils à rayons X et IRM. L'absence de telles exemptions risque de perturber la fourniture d'importants produits électriques et électroniques au Bangladesh. Les États-Unis encouragent donc ce pays à accorder les exemptions couramment accordées par les organismes de réglementation d'autres marchés, comme le soulignent les parties prenantes dans leurs observations.

2.95. En outre, des éclaircissements restent nécessaires sur la manière dont le Bangladesh prévoit de mettre en œuvre les Règles relatives aux déchets électroniques. Plus précisément, on semble manquer d'informations sur les délais de mise en œuvre, les modalités de déclaration des produits (en particulier si les produits relèvent de plus d'une catégorie), les délais d'enregistrement, les informations permettant de concevoir un système efficace de gestion des déchets électroniques et les points de contact au sein des autorités publiques bangladaises auxquelles les producteurs peuvent adresser des demandes de clarification. Les États-Unis invitent instamment le Bangladesh à mettre ces informations à la disposition du public, afin que les producteurs puissent échanger avec les régulateurs et se conformer aux règles sur les déchets électroniques. Ils demandent également au Bangladesh de faire savoir s'il a bien l'intention de publier un guide explicatif plus détaillé des Règles sur les déchets électroniques. Compte tenu de la vaste portée de ces Règles, ils encouragent le Bangladesh à prévoir une période de transition raisonnable, d'au moins un an, pour permettre aux industriels d'adapter leurs produits ou leurs méthodes de production aux nouvelles exigences. En outre, le Bangladesh a-t-il pris en compte le temps nécessaire à l'élaboration, à l'établissement et à la certification des systèmes de gestion des déchets électroniques, y compris les critères de référence utilisés par les opérateurs certifiés? Enfin, les États-Unis demandent au Bangladesh de notifier la dernière version révisée des Règles relatives aux déchets électroniques au Comité OTC de l'OMC, de prévoir une période d'au moins 60 jours pour les observations et de prendre en compte les observations reçues avant de finaliser la réglementation.

2.96. En réponse, le représentant du Bangladesh a communiqué la déclaration suivante. Le Bangladesh remercie les États-Unis pour leur intérêt et leur préoccupation continus concernant les Règles de 2021 relatives à la gestion des déchets électroniques (initialement, il s'agissait d'un texte de 2019 qui a été remanié). À cet égard, il souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a faite lors de la dernière réunion du Comité OTC ainsi qu'à la présentation qui figure dans le document [G/TBT/W/759](#) en date du 22 juin 2021. Il souhaiterait également débattre de façon bilatérale avec les États-Unis au sujet de leurs préoccupations, de sa présentation et de sa réponse.

2.1.3.5 Inde – Normes indiennes et restrictions à l'importation dans le secteur automobile (Ordonnances de contrôle de la qualité): jantes, vitrages de sécurité, casques, [G/TBT/N/IND/118](#), [G/TBT/N/IND/147](#), [G/TBT/N/IND/167](#) (ID 649⁴³)

2.97. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Inde a défini et introduit des normes spécifiques et des exigences de certification pour un certain nombre de produits dans des secteurs pour lesquels des audits sur site et en personne sont requis. C'est le cas de ce qu'il est convenu d'appeler les ordonnances de contrôle de la qualité, qui prescrivent un audit physique par un contrôleur du Bureau indien de normalisation (BIS) pour que les produits fabriqués dans des pays tiers puissent recevoir l'approbation de leur exportation en Inde. Toutefois, depuis presque deux ans, les contrôleurs indiens ne sont pas en mesure de conduire des audits internationaux en raison du contexte lié à la COVID-19. Malheureusement, l'Inde a refusé d'envisager des solutions alternatives constructives, comme des audits virtuels ou des audits effectués par des agences/entités tierces reconnues. En conséquence, les entreprises de l'Union européenne, bien qu'elles aient fait tout ce qu'il fallait pour se conformer aux prescriptions indiennes, ne peuvent pas obtenir la certification ou le marquage indien requis. De ce fait, tandis que les entreprises de l'UE et les autres entreprises étrangères ne peuvent pas accéder au marché indien en raison de l'absence de solutions de rechange aux audits physiques du côté indien, les contrôleurs indiens conduisent des audits en Inde, qui permettent aux entreprises nationales de recevoir la certification ou le marquage et de placer leurs produits sur le marché.

⁴³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 649](#).

2.98. C'est un cas manifeste de discrimination à l'égard des entreprises de l'UE et d'autres entreprises étrangères. Dans ce contexte, l'UE se félicite des mesures prises par le BIS pour permettre à ses contrôleurs de mener des audits dans des usines de fabrication étrangères. Cependant, selon les industriels de l'UE, de tels audits n'ont pas encore été possibles, alors même que plusieurs ambassades de l'UE ont confirmé que les fonctionnaires du BIS entièrement vaccinés n'avaient pas à effectuer une quarantaine à l'entrée de l'UE. En fait, certains des fabricants étrangers avaient même versé les droits relatifs aux licences. Ce retard des audits physiques perpétue la situation difficile actuelle des importateurs de l'UE, prolongeant la discrimination entre les entreprises locales et étrangères. L'UE accueillerait favorablement toute actualisation par l'Inde de la date de reprise des audits à l'étranger. Elle tient à rappeler que les ordonnances de contrôle de la qualité ont une orientation protectionniste et que leur nombre sans cesse croissant envoie des signaux inquiétants aux industriels, aux investisseurs et aux États membres de l'UE. Une fois en vigueur, ces mesures feront peser un coût économique et une charge supplémentaires sur les producteurs de l'UE qui devront se soumettre à des procédures fastidieuses afin d'obtenir les permissions et/ou licences nécessaires pour des produits déjà certifiés dans le cadre des normes internationales établies. Dans ces conditions, les ordonnances de contrôle de la qualité présenteraient peu d'utilité pour les consommateurs indiens, ôtant toute justification à leur introduction.

2.99. En outre, l'application des ordonnances de contrôle de la qualité applicables aux entreprises étrangères disposant d'installations de production en dehors de l'Inde restera probablement difficile en raison des restrictions frappant actuellement les voyages internationaux dans le contexte de la pandémie de COVID-19. En outre, lorsque les voyages internationaux reprendront, le BIS devra faire face à un important arriéré de demandes dont l'UE espère qu'elles seront traitées de manière transparente et non discriminatoire. De plus, nous aimerions que l'Inde précise la durée de validité de ces audits physiques, qui, si nous comprenons bien, est limitée à deux ans seulement, et qu'elle donne des indications sur la procédure de renouvellement de l'autorisation, qui n'est pas claire. La procédure actuelle est déjà excessivement lourde et coûteuse et exiger un renouvellement tous les deux ans ajoutera à la difficulté de faire des affaires et d'assurer le fonctionnement continu de la chaîne d'approvisionnement dans une situation d'incertitude. À l'heure où les entreprises du monde entier ont été lourdement touchées par la pandémie de COVID-19, il serait important de faciliter les échanges. C'est pourquoi l'UE souhaite exprimer une nouvelle fois ses préoccupations concernant les ordonnances de contrôle de la qualité relatives aux vitrages de sécurité automobiles et aux jantes.

2.100. L'UE se félicite du nouveau report, jusqu'au 1^{er} avril 2023, de l'ordonnance de contrôle de la qualité relative aux vitrages de sécurité. L'entrée en vigueur prévue de l'ordonnance de contrôle de la qualité relative aux jantes, fixée au 21 septembre 2022, est préoccupante, étant donné que la poursuite de la pandémie de COVID-19 et les restrictions sur les voyages internationaux pourraient ne pas permettre son application effective. Il convient de noter que le cycle de la chaîne d'approvisionnement, depuis l'audit physique jusqu'à l'importation de jantes en Inde, dure entre quatre et six mois, compte tenu de la production et du temps de déplacement. Une date d'application fixée au 21 septembre 2022 signifie que les audits doivent être réalisés immédiatement, sans plus attendre, faute de quoi le risque est que le 21 septembre 2022, date d'application de l'ordonnance sur les jantes, les chaînes de production ne soient paralysées en raison du manque d'approvisionnement en jantes conformes aux normes du BIS. Une telle situation aurait des répercussions négatives sur les activités de construction automobile des entreprises de l'UE en Inde, ce qui aurait sans aucun doute aussi une incidence négative sur l'économie et les consommateurs indiens. Par conséquent, l'UE souhaiterait suggérer à l'Inde d'envisager un nouveau report, d'au moins six mois, de l'entrée en vigueur de l'ordonnance de contrôle de la qualité relative aux jantes, afin d'assurer la continuité des importations de ce produit en Inde.

2.101. L'UE souhaiterait également inviter instamment l'Inde à envisager des audits virtuels ou des audits réalisés par des experts en certification tiers reconnus par le BIS sur le site des usines de fabrication. En l'absence de telles options de flexibilité et compte tenu des restrictions persistantes dues à la COVID-19, l'Inde devrait envisager des délais plus longs pour la mise en œuvre des normes du BIS (12 mois par exemple). L'UE souhaite également rappeler que les vitrages de sécurité et les jantes fabriqués dans l'UE sont soumis à un processus de certification rigoureux, conforme aux normes internationales établies, qui ne sont pas très différentes des normes indiennes, introduites par les ordonnances en question. Elle souhaite donc réitérer sa suggestion de maintenir le marquage BIS comme optionnel pour les composants qui sont déjà conformes aux règles de marquage de l'ONU. Elle voudrait demander à l'Inde si elle est prête à accepter provisoirement les certificats et

les marquages ONU. Elle invite donc l'Inde à réexaminer l'introduction des ordonnances de contrôle de la qualité relatives aux vitrages de sécurité et aux jantes automobiles. En outre, elle souhaite rappeler sa suggestion consistant à conserver le marquage du BIS à titre facultatif pour les composants, qui sont déjà conformes aux prescriptions actuelles en matière de marquage.

2.102. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Comme l'UE l'a indiqué, l'Inde a déjà reporté l'entrée en vigueur des ordonnances en question. Les produits faisant l'objet d'une certification obligatoire sont notifiés par les ministères compétents (régulateurs) du gouvernement indien au moyen de l'émission d'ordonnances de contrôle de la qualité. Selon ce qui est prévu dans l'ordonnance, les produits visés doivent porter un label de conformité attestant de la délivrance d'une licence valide par le BIS, conformément au système I du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité). Dans le cadre de ce système, l'inspection de l'usine est obligatoire pour obtenir la licence. L'autorisation d'utiliser un label de conformité sur un produit est accordée après évaluation des capacités de fabrication et d'essai au moyen d'une inspection sur site des locaux de fabrication. Au cours de cette visite, la conformité du produit aux exigences de la norme indienne pertinente est également établie par des essais réalisés dans l'usine ou dans un laboratoire d'essais extérieur ou une combinaison des deux. Pour le moment, aucune disposition du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité) ne permet de remplacer l'inspection sur site par une inspection virtuelle pour évaluer la conformité. Les inspections d'usine sont en suspens en raison des restrictions imposées aux voyages internationaux durant la pandémie de COVID-19. Cependant, il est envisagé de nommer des agents du BIS pour effectuer les inspections d'usine nécessaires pour répondre aux demandes reçues de fabricants étrangers, principalement lorsque le pays à visiter facilite la visite d'agents du BIS entièrement vaccinés et porteurs de certificats de test RT-PCR négatifs, sans aucune restriction comme la quarantaine et le test RT-PCR à l'arrivée.

2.1.3.6 Chine – Règlement administratif sur le cryptage commercial (ID 644⁴⁴)

2.103. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE est préoccupée par cette mesure d'application de la loi sur la cryptographie et a communiqué des observations à l'Administration nationale de la cryptographie de la République populaire de Chine en septembre 2020. Les préoccupations concernent plus particulièrement i) le champ d'application de la loi; ii) le manque de clarté des concepts et de précision des procédures; iii) la protection de la propriété intellectuelle; iv) l'imposition de contrôles avant la mise sur le marché et à l'exportation; v) les prescriptions en matière d'essais et de certification; vi) l'imposition d'"examens aux fins de la sécurité nationale" supplémentaires; et vii) l'utilisation de normes nationales, combinée à l'absence de véritable accès aux organismes chinois de normalisation compétents. L'UE exhorte l'Administration nationale de la cryptographie à répondre à ces préoccupations dans les prochaines étapes de l'élaboration du projet de règlement afin de veiller à ce que les prescriptions légales et réglementaires soient appliquées d'une manière non discriminatoire, qu'elles ne favorisent pas une technologie en particulier, qu'elles ne limitent pas l'accès au marché et qu'elles ne conduisent pas à un transfert forcé de propriété intellectuelle. En outre, elle l'encourage à ouvrir, en pratique, le Comité technique de normalisation dans le secteur de la cryptographie aux entreprises à participation étrangère établies en Chine. L'UE apprécierait que ses observations soient prises en compte et invite la Chine à notifier le projet de règlement à l'OMC.

2.104. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le règlement révisé sur l'administration du cryptage commercial est inscrit dans le Plan législatif. La révision du règlement suivra des principes démocratiques, scientifiques et fondés sur le droit. En outre, elle sera ouverte, transparente, fondée sur des bases scientifiques.

2.1.3.7 Mexique – Procédure d'évaluation de la conformité à la Norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018, "Fromages – Dénomination, spécifications, information commerciale et méthodes d'essai", publiée le 31 janvier 2019, G/TBT/N/MEX/465, G/TBT/N/MEX/465/Rev.1 (ID 678⁴⁵)

2.105. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis souhaitent se référer à la déclaration qu'ils ont faite lors de la réunion du Comité OTC de novembre 2021 sur cette préoccupation commerciale spécifique. Le Mexique pourrait-il faire le point sur le statut de cette mesure maintenant qu'il en a notifié une révision au Comité OTC? Comment

⁴⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 644](#).

⁴⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 678](#).

harmonisera-t-il la mise à jour de 2019 de la norme s'appliquant au fromage (NOM-223) avec les versions de cette norme issue de la procédure d'évaluation de la conformité (PEC) qui ont été élaborées en 2020-2021 et avec une mise à jour prévue en 2022? Une fois finalisée, l'application de la norme PEC sur le fromage se fera-t-elle sur la base de la loi mexicaine sur les infrastructures de qualité ou sur celle de la loi qu'elle a remplacée, la Loi fédérale sur la métrologie et la normalisation? Les États-Unis demandent instamment au Mexique de ne pas finaliser la mesure et d'envisager des solutions de rechange moins restrictives pour le commerce, comme cela a été proposé précédemment par les autorités américaines, d'autres Membres de l'OMC et les parties prenantes du secteur.

2.106. Le représentant de l'Australie a fait la déclaration suivante. L'Australie souhaite réitérer ses préoccupations liées au fait que la mesure notifiée par le Mexique sous la cote [G/TBT/N/MEX/465](#) semble discriminatoire et plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. L'Australie reconnaît les objectifs initiaux des mesures proposées et se félicite de la révision de la procédure à la lumière des engagements internationaux du Mexique et attend avec impatience de recevoir la réponse de ce pays aux observations qu'elle a faites sur sa notification. Elle souhaiterait avoir une actualisation de la date de publication de la nouvelle version de la procédure en vue d'une consultation publique.

2.107. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaiterait s'associer à cette préoccupation commerciale, notamment aux inquiétudes exprimées concernant le texte révisé notifié par le Mexique le 8 février, qui est actuellement en cours d'analyse. Selon des informations émanant des producteurs du secteur dans les pays de l'UE, certains aspects de la procédure d'évaluation de la conformité (PEC) sur laquelle est fondée la norme officielle mexicaine NOM-223-SCFI/SAGARPA-2018 sur le fromage poseraient des difficultés aux exportateurs de ces pays. L'UE souhaite s'enquérir de l'état d'avancement de la révision en cours de cette mesure.

2.108. En réponse, le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. Le 8 février, le Mexique a notifié une nouvelle version de la procédure d'évaluation de la conformité dans le document [G/TBT/N/MEX/465/Rev.1](#), avec une date limite pour la présentation des observations fixée au 9 avril. Nous invitons donc les Membres à participer à ce nouveau processus de consultation publique.

2.1.3.8 Union européenne – Projet de règlement de l'UE relatif aux batteries (mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe), [G/TBT/N/EU/775](#) (ID 685⁴⁶)

2.109. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. En ce qui concerne l'article 7 et l'annexe 2, l'UE devrait réglementer l'empreinte carbone après que la méthode de calcul de l'empreinte carbone des produits de batteries a été unifiée et devrait fixer un seuil scientifique et raisonnable pour l'empreinte carbone en fonction des objectifs des différents Membres concernant le pic des émissions de carbone et la neutralité carbone. Elle devrait rendre publiques les avancées de la méthode de calcul de l'empreinte carbone afin que les autres Membres puissent participer à la discussion sur ce sujet. Disposant de données complètes et d'une chaîne d'approvisionnement de bout en bout dans le secteur des batteries, la Chine est disposée à participer à l'élaboration de la méthode de calcul de l'empreinte carbone. 2. En ce qui concerne l'article 8, il est suggéré qu'au stade actuel l'expression "proportion minimale de contenu recyclé" soit éliminée et que cette disposition soit réexaminée après que la méthode de calcul et de vérification sera définie. Le règlement établit une proportion minimale de cobalt, de plomb, de lithium ou de nickel recyclé dans les matières actives des batteries industrielles, des batteries de véhicules électriques et des batteries automobiles pour 2030 et 2035, mais la méthode de calcul et de vérification des matières recyclées ne sera pas définie avant la fin de l'année 2025. La Chine considère qu'il n'est pas raisonnable de fixer la part minimale du contenu recyclé avant de préciser la méthode scientifique. En outre, les entreprises chinoises considèrent que la proportion de cobalt recyclé est relativement élevée. Pour simplifier le processus, il faudrait remplacer "chaque lot de batteries par unité de fabrication" par "chaque modèle de batterie" s'agissant des informations relatives à la quantité des matières présentes. 3. L'UE devrait réévaluer les indicateurs de performance des batteries en termes de performance électrochimique et de durabilité, de durée moyenne minimale, d'état de santé et de

⁴⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 685](#).

durée de vie, et fixer des exigences scientifiquement raisonnables en matière d'indicateurs de performance en fonction des différentes conditions d'utilisation des produits.

2.110. 4. L'UE devrait pouvoir annuler la divulgation de documents techniques contenant des secrets commerciaux sous réserve que l'objectif de la réglementation soit atteint. Certaines dispositions de l'article 7, de l'article 8 et de l'annexe 2 prévoient la fourniture d'informations techniques, mais les informations techniques sur le contenu des batteries, les matériaux et le traitement touchent certains secrets d'affaires essentiels, comme le contenu en cobalt, nickel et lithium des batteries, et supposent la communication de données sur les émissions de carbone de matériaux comme l'électrolyte et la membrane d'isolation dans le processus de production, qui augmente le risque de fuite de secrets commerciaux. 5. En ce qui concerne l'article 13 et l'annexe, il est suggéré de clarifier la forme et la position des marquages et des codes QR. Il est difficile de comprendre si les marquages et les codes QR visés dans le règlement doivent être apposés sur les cellules, les modules ou les packs. Le marquage électronique (code QR) devrait être utilisé au lieu d'exiger, comme à l'article 13, un marquage physique et un code QR en même temps. Le marquage électronique est aujourd'hui courant dans le monde, notamment aux États-Unis, au Canada, en Chine, à Singapour et dans de nombreux autres pays Membres, qui autorisent tous son utilisation. L'exigence en matière de marquage qui est mentionnée à la partie A de l'annexe VI et selon laquelle doit figurer sur la batterie la "date de mise sur le marché" devrait être supprimée. En effet, lors de la fabrication de la batterie, les fabricants ne connaissent généralement pas la date exacte de mise sur le marché de celle-ci. Il leur est donc très difficile de fournir cette information.

2.111. 6. En ce qui concerne l'article 39, il est suggéré d'étendre la période de transition de 12 à 24 mois. Le contenu du règlement étant exhaustif et le système de gestion étant chronophage, une longue période de transition doit être prévue pour l'exercice du devoir de diligence. 7. Le règlement établi, à l'article 72 du chapitre 10, un mécanisme de devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement. Si elle peut officiellement autoriser une telle enquête pour assurer l'exercice du devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement sur d'autres marchés, il est recommandé que l'UE consulte les autorités de réglementation du marché concerné des autres parties avant de donner cette autorisation, l'enquête ne pouvant être réalisée que si les deux parties en conviennent. 8. Le projet de règlement exige que les batteries de tous les produits puissent être démontées et remplacées par les utilisateurs finaux ou des opérateurs indépendants, ce qui devrait avoir une grande incidence sur la conception des produits électroniques portables (tels que les téléphones mobiles, les tablettes, etc.) et accroître les risques associés à l'installation des batteries. Compte tenu de la situation actuelle du marché, l'UE devrait ajouter le point suivant en matière de conformité réglementaire: si les batteries des produits électroniques portables sont conçues pour être démontées et remplacées par un prestataire de services professionnel formé ou autorisé par le fabricant, elles seront considérées comme répondant aux exigences réglementaires. 9. Étant donné que la date officielle d'entrée en vigueur est incertaine, qu'il faut beaucoup de temps pour mener à bien le processus législatif général dans l'UE, que les exigences de marquage spécifiées dans le règlement impliquent des changements dans l'équipement matériel et que la documentation technique connexe est également longue à préparer et représente une lourde charge pour les fabricants, il est recommandé que l'UE accorde à ceux-ci une période de transition d'au moins 12 mois.

2.112. Le représentant de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. La Fédération de Russie réitère les déclarations qu'elle a faites lors des précédentes réunions du Comité OTC en ce qui concerne la mesure proposée. Elle apprécie les efforts menés par l'UE dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques et de la protection de l'environnement. Cependant, elle reste préoccupée par l'absence de données scientifiques et de normes internationales pouvant justifier les conditions proposées pour l'accès au marché de l'UE ainsi que les objectifs de récupération des matériaux des piles usagées. Elle exhorte l'UE à mener ses efforts de conciliation de la politique climatique et de la politique commerciale en conformité avec les règles de l'OMC et les accords pertinents sur le climat, sans créer d'obstacles au commerce et en préservant un niveau de concurrence suffisant entre les importations et la production manufacturière intérieure.

2.113. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite rappeler que le projet de Règlement relatif aux batteries a été présenté le 10 décembre 2020 et notifié à l'OMC le 26 janvier 2021, avec une période de 90 jours prévue pour la formulation d'observations. Pendant cette période, l'UE a reçu des observations écrites de la part de la Chine, du Japon et du Canada, auxquelles elle a répondu le 18 octobre 2021. En ce qui concerne certaines des questions générales soulevées par la délégation chinoise, elle tient à rappeler que les

batteries sont une importante source d'énergie et l'un des principaux facteurs du développement durable, de la mobilité verte, de l'énergie propre et de la neutralité climatique. Pour que les politiques de l'UE concernant les produits contribuent à la réalisation de ces objectifs, il convient de veiller à ce que les batteries commercialisées et vendues dans l'UE soient obtenues et fabriquées de manière durable. L'introduction de teneurs minimales de cobalt, de plomb, de lithium et de nickel recyclés dans les batteries s'inscrit dans le cadre des efforts déployés au niveau européen pour encourager l'économie circulaire et pour assurer le fonctionnement efficace des marchés de matières premières secondaires. L'UE a estimé la disponibilité en 2030 et en 2035 de ces matières récupérées à partir de déchets sur la base des meilleurs renseignements et données disponibles. Elle a prévu la possibilité d'ajuster les objectifs en 2027 au cas où l'évolution de la disponibilité diffère sensiblement de ces estimations. Elle a pris bonne note du point soulevé par la Chine concernant la divulgation de documents techniques contenant des informations commercialement sensibles et évaluera cette question au cas par cas pour les différentes dispositions du projet de règlement. En outre, elle tient à rassurer sur le fait que suffisamment de temps sera prévu pour examiner les réactions reçues sur le projet notifié avant son adoption. Les actes d'exécution et les actes délégués pris dans le cadre du projet notifié impliqueront une consultation des parties prenantes, bien que la manière exacte dont celle-ci aura lieu doive être déterminée au cas par cas. Les projets de ces actes d'exécution et actes délégués seront notifiés à l'OMC conformément à l'Accord OTC.

2.114. Les dates d'application de certaines des dispositions du projet notifié sont en effet relativement rapprochées, ce qui s'explique par le fait que d'importantes évolutions interviendront dans le secteur des batteries dans un avenir proche. Toutefois, l'UE souhaite préciser que les dates d'application indiquées sont provisoires, car elles dépendront de la durée du processus réglementaire nécessaire pour adopter le projet notifié. Dans les faits, il est clair qu'au moins certaines de ces dates doivent être réévaluées, car le processus réglementaire est toujours en cours. Le Parlement européen votera cette semaine (semaine 10), et le Conseil devrait arrêter sa position la semaine prochaine (semaine 11). Les deux institutions se réuniront ensuite pour décider du règlement final. Ce processus devrait s'achever au second semestre de cette année. En conclusion, l'UE souligne que le projet notifié doit favoriser la réalisation d'objectifs multiples et interdépendants, notamment la protection de l'environnement, la santé humaine et la sécurité, qui sont tous des objectifs politiques légitimes en vertu de l'article 2.2 de l'Accord OTC. Pour les raisons précisées ci-dessus, l'UE considère que le projet notifié n'est pas plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre ces objectifs, compte tenu des risques que l'absence de dispositions de ce type entraînerait. S'agissant de l'article 2.1 de l'Accord OTC, l'UE ne considère pas que la mesure notifiée donne lieu à un risque de discrimination au sens de cette disposition. Le projet notifié est donc pleinement conforme aux dispositions de l'Accord.

2.1.3.9 Union européenne – Retrait de l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine, [G/TBT/N/EU/770](#) (ID 694⁴⁷)

2.115. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil voudrait faire part de ses préoccupations concernant la notification [G/TBT/N/EU/770](#) relative à la proposition de Règlement d'exécution de la Commission, qui suspend l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine. L'alpha-cyperméthrine est enregistrée au Brésil comme un insecticide contre des parasites nuisibles qui portent atteinte à diverses cultures, y compris le soja, le coton, le maïs, les agrumes, les pastèques, les arachides et le café, entre autres produits exportés vers l'Union européenne. Si l'enregistrement de cette substance est suspendu et si les limites maximales de résidus (LMR) sont automatiquement réduites, les revenus des agriculteurs brésiliens, en particulier les producteurs d'agrumes, seraient très compromis. Cette substance est essentielle pour lutter contre le verdissement, une maladie qui affecte les vergers d'agrumes du monde entier. Le verdissement a été reconnu par l'Autorité européenne de sécurité des aliments elle-même comme un parasite dont le contrôle est prioritaire, conformément au Règlement délégué de la Commission (UE) 2019/1702. Le secteur brésilien des agrumes joue un rôle important dans la création d'emplois dans les campagnes. L'exportation de jus d'orange vers le marché européen a représenté près de 1 milliard de dollars pendant la campagne de commercialisation 2019/20. L'alpha-cyperméthrine est aussi un élément important pour la gestion intégrée des parasites, à condition qu'elle puisse être combinée avec d'autres insecticides pour contribuer à prolonger leur vie utile, afin d'assurer un contrôle efficace des parasites et de maintenir la durabilité de la production végétale. Compte tenu

⁴⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 694](#).

de ce qui précède, le Brésil encourage l'UE à adopter pour les produits importés des LMR conformes aux limites fixées par le Codex Alimentarius.

2.116. Le représentant du Paraguay a exprimé son soutien et sa solidarité avec le peuple ukrainien, en particulier avec les collègues et amis de la représentation de ce pays auprès de l'OMC et leurs familles, alors qu'ils traversent cette période difficile. L'OMC est une organisation fondée sur le respect du droit international et, à ce titre, elle ne peut que défendre la stricte observation de celui-ci. Le système commercial multilatéral est, et doit continuer d'être, un outil de paix et de stabilité. À cet égard, le représentant a rappelé que la République du Paraguay condamnait les attaques contre le peuple ukrainien, qui étaient une atteinte aux principes de souveraineté et au droit international, et a réitéré la nécessité de trouver une solution pacifique mutuellement acceptable et durable.

2.117. Le Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Nous remercions le Brésil d'avoir fait part de sa préoccupation concernant le retrait de l'approbation de la substance active alpha-cyperméthrine par l'Union européenne avant la réduction potentielle de ses limites maximales de résidus (LMR). Le Paraguay souhaite réitérer l'importance de cette substance dans la lutte contre les parasites qui s'attaquent à des cultures d'une grande valeur économique pour le pays, comme le maïs, le soja, le tournesol et le coton. À cet égard, il demande une fois de plus que, lors de la révision des LMR de cette substance, l'Union européenne prenne en considération les informations sur les pesticides fournies par les institutions spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius, et qu'elle reconsidère son approche et fonde ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et une pondération des risques réels, conformément aux normes et principes internationaux.

2.118. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme il a été expliqué à la réunion du Comité OTC de novembre dernier, l'approbation de l'alpha-cyperméthrine a dû être suspendue car le Règlement d'exécution de la Commission renouvelant son approbation en 2019 conditionnait ce renouvellement à la présentation par le demandeur des informations confirmatives concernant le profil toxicologique de certains métabolites d'ici au 30 octobre 2020. En outre, des informations confirmatives avaient été demandées concernant trois autres points sous des délais différents. Or, en octobre 2020, le demandeur a informé la Commission qu'il ne communiquerait aucune donnée confirmative. En conséquence, étant donné que les informations requises au titre de l'article 6 f) du Règlement (CE) n° 1107/2009 sur les produits phytopharmaceutiques n'ont pas été communiquées et que le demandeur a clairement indiqué qu'il ne respecterait pas ses obligations réglementaires, l'approbation de l'alpha-cyperméthrine a dû être retirée en application de l'article 21:3 du Règlement en question. En ce qui concerne les LMR, l'Autorité européenne de sécurité des aliments procède actuellement à une révision de l'ensemble du groupe des cyperméthrines. Les limites maximales de résidus du Codex et les tolérances d'importation existantes seront prises en compte dans cette révision. L'Autorité a l'intention de finaliser cet examen au cours du second semestre de 2022. Après quoi, l'UE analysera les résultats et leur donnera suite, le cas échéant. Si une mesure spécifique sur les LMR se révélait nécessaire, elle serait notifiée au Comité SPS de l'OMC. Au cas où le Brésil et d'autres Membres jugeraient nécessaire de maintenir ou de fixer à des niveaux plus élevés ou différents les LMR de l'UE pour l'alpha-cyperméthrine sur les cultures concernées, qui étaient fondées sur des utilisations antérieures et désormais obsolètes, ils pourraient souhaiter présenter une demande tendant à ce que des tolérances à l'importation soient fixées conformément à l'article 6 du Règlement (CE) n° 396/2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale. L'UE souhaite inviter le Brésil à prendre contact avec les autorités compétentes de la Belgique, l'État Membre rapporteur, et à veiller à ce que les informations nécessaires soient disponibles en temps utile pour l'évaluation par l'État Membre rapporteur et l'Autorité européenne de sécurité des aliments.

2.1.3.10 Union européenne – Stratégie relative aux produits chimiques pour la durabilité (mise en œuvre du pacte vert) (ID 690⁴⁸)

2.119. Le représentant de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. La Fédération de Russie est toujours préoccupée par la stratégie élaborée par l'UE, qui implique une restriction potentielle, voire l'interdiction, des matériaux classés comme dangereux, que cette mesure soit ou non justifiée scientifiquement. Nous notons que l'instrument juridique fondamental

⁴⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 690](#).

pour la classification des produits chimiques et des substances de l'UE est le Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage. Actuellement, ce règlement permet de prendre des décisions de classification strictes sans que soient fournies des données scientifiques suffisantes, comme l'exigerait le principe de précaution. Un exemple récent de cette pratique est la classification du cobalt dans le cadre de la quatorzième adaptation au progrès technique du Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage de l'UE. Une telle approche peut conduire à l'interdiction injustifiée de matériaux. Nous demandons instamment à l'UE de mettre en œuvre cette stratégie dans le plein respect des règles et principes de l'OMC.

2.1.3.11 Inde – Ordonnances de 2020 (contrôle de la qualité) sur les fibres et fils chimiques suivants: fils de polyester filés, fils industriels, fils complètement étirés, fils partiellement orientés, fibres discontinues de polyester et microfibres synthétiques pour utilisation dans les matrices à base de ciment, 2020, [G/TBT/N/IND/185](#), [G/TBT/N/IND/188](#), [G/TBT/N/IND/189](#), [G/TBT/N/IND/190](#), [G/TBT/N/IND/192](#), [G/TBT/N/IND/194](#) (ID 717⁴⁹)

2.120. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. S'agissant des six ordonnances de l'Inde en matière de contrôle de la qualité pour les fibres et fils chimiques suivants⁵⁰: fils de polyester filés, fils industriels, fils complètement étirés, fils partiellement orientés, fibres discontinues de polyester et microfibres synthétiques, notifiées à l'OMC en février 2021 sous les cotes [G/TBT/N/IND/185](#), [G/TBT/N/IND/188](#), [G/TBT/N/IND/189](#), [G/TBT/N/IND/190](#), [G/TBT/N/IND/192](#) et [G/TBT/N/IND/194](#), la Corée a présenté deux fois, en août 2021 et novembre 2021, des observations au sujet des dates d'application et de l'amélioration des règlements. Elle se félicite que l'Inde ait accordé une période de grâce supplémentaire jusqu'en avril 2022 en réponse à ses observations afin que certaines des difficultés rencontrées par les entreprises coréennes puissent être résolues. La Corée souhaite réitérer plusieurs préoccupations qui restent toujours présentes en ce qui concerne les six ordonnances de contrôle de la qualité de l'Inde.

2.121. Premièrement, malgré la suspension ponctuelle de l'application de la loi par le gouvernement indien, il est encore problématique de nommer un agent local indien et de mener des inspections sur site en raison de la pandémie de COVID-19. Nous demandons donc à l'Inde d'accorder une période de grâce supplémentaire d'au moins six mois. Deuxièmement, aucune information n'est pour le moment publiée sur les procédures de test détaillées et sur l'endroit où apposer le marquage ISI, ce qui rend difficile de se conformer à la réglementation. Nous demandons donc à l'Inde de fournir les informations détaillées nécessaires à la mise en œuvre. Troisièmement, les réglementations du Bureau indien de normalisation (BIS) qui ont été notifiées s'écartent des pratiques internationales. Des pays comme les États-Unis et l'Allemagne ont des systèmes de délivrance unifiés dans lesquels les certificats sont délivrés à l'issue d'essais dans les laboratoires locaux, alors que les réglementations de l'Inde exigent que les produits subissent deux essais, à savoir une inspection sur site et des essais dans un laboratoire désigné, ce qui accroît la charge liée à la certification pour la branche de production. Par conséquent, nous demandons à l'Inde d'unifier les procédures d'essai des produits applicables pour ne garder que les essais menés par les agences de certification du BIS et ne plus exiger les inspections sur site.

2.122. Quatrièmement, parmi les articles réglementés, les fils partiellement orientés, les fils complètement étirés et les fils industriels partagent les mêmes propriétés et la même composition en matière première, seuls leurs procédés de fabrication respectifs sont différents. Néanmoins, ils sont classés comme des articles réglementés distincts, ce qui alourdit la charge de la certification. La République de Corée demande à l'Inde de reclasser ces trois types d'articles afin qu'ils puissent être réglementés comme un seul article de filament de polyester. Enfin, après la certification du BIS, des procédures administratives redondantes s'appliquent au processus d'apposition du marquage ISI, ce qui donne lieu à des coûts de certification excessifs⁵¹ par rapport aux autres certifications de manière générale. Par conséquent, nous demandons à l'Inde d'assouplir les procédures concernées

⁴⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 717](#).

⁵⁰ Sans objet en français.

⁵¹ Coût de certification par article (24 000 USD) + coût de renouvellement annuel (1 540 USD + coût de marquage) requis, Coût total de certification par article d'au moins 30 millions de KRW.

en reconnaissant les numéros de certification du BIS déclarés dans les documents d'envoi au lieu de demander l'apposition du marquage ISI.⁵² Votre réponse à ce sujet serait très appréciée.

2.123. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite apporter son soutien à cette préoccupation commerciale soulevée par la République de Corée. En vertu des mesures proposées, les produits doivent être testés deux fois, notamment sur site et dans un laboratoire désigné, ce qui représente une charge supplémentaire pour les producteurs de l'UE, qui doivent procéder à l'enregistrement, obtenir la garantie bancaire et demander la certification. Le contrôle effectué par le Bureau indien de normalisation (BIS) est considéré comme disproportionné car les produits ne présentent pas de risque pour la santé et la sécurité, étant donné qu'ils sont soumis à des tests détaillés de sécurité et de contrôle de la qualité dans l'UE avant d'être exportés. En outre, les mesures notifiées s'écartent des normes internationales. L'industrie européenne s'inquiète également de l'obligation de soumettre des informations confidentielles telles que la marque et le numéro d'identification des machines, le nom des fournisseurs de matières premières, etc. Il serait très apprécié que le champ d'application des ordonnances de contrôle de la qualité soit limité aux informations relatives aux normes.

2.124. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Comme il est souligné dans la déclaration de la Corée, la question a déjà été largement traitée, mais, étant donné qu'elle est soulevée à nouveau, elle a été renvoyée aux autorités dans la capitale. La Corée sera informée de la réponse dès réception.

2.1.3.12 États-Unis – Protection contre les menaces de sécurité nationale concernant la chaîne logistique des communications au moyen du Programme d'autorisation des appareils et du Programme d'appel d'offres, [G/TBT/N/USA/1771](#) (ID 714⁵³)

2.125. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine ne pouvait que soulever à nouveau cette préoccupation car le projet ne vise que cinq entreprises chinoises et désigne les produits chinois comme des menaces à la sécurité sans mentionner de normes techniques et d'indices de mesure, ce qui constitue une violation des principes de non-discrimination et de transparence de l'OMC. Elle aimerait suggérer que les États-Unis rendent public l'état d'avancement de la préparation de ces règles dès que possible. À ce sujet, nous exprimons les préoccupations suivantes. 1. La Chine suggère d'abroger la nouvelle disposition 47 CFR 2.903, qui interdit l'autorisation de certains équipements et services de télécommunications au titre de la disposition 47 CFR 1.50002, alors que celle-ci ne liste que cinq entreprises chinoises, ce qui viole les principes de non-discrimination de l'Accord OTC. 2. Pour ce qui est de la section III.A du projet de réglementation, il est recommandé de mentionner les normes techniques qui caractérisent les menaces à la sécurité nationale et de demander à la Commission fédérale des communications (FCC) d'autoriser les produits conformes aux normes techniques en matière de sécurité. Le projet de réglementation interdit l'autorisation de certains équipements et services de télécommunications au titre de la disposition 47 CFR 1.50002, pour cause de menaces à la sécurité nationale. Étant donné que ni la norme technique ni l'indice de mesure ne sont rendus publics, les principes de transparence de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce ne sont pas respectés. Il est recommandé de communiquer des normes techniques et un indice de mesure, de les notifier à l'OMC et de prévoir un délai d'au moins 60 jours afin de donner aux autres Membres la possibilité de présenter des observations. 3. La section III.A.3 du projet de réglementation vise à susciter des observations sur la question de savoir s'il y a lieu de retirer les autorisations qui ont été accordées par le passé pour les équipements "visés" figurant dans la Liste des produits visés (47 CFR 1.50002). Il est proposé de ne pas retirer ces autorisations. À l'heure actuelle, les autorisations d'équipements qui ont été délivrées par le passé sont rigoureusement conformes aux réglementations en vigueur, certifiées par un organisme de certification en télécommunications conformément aux exigences de la FCC ou dans le cadre du processus de déclaration de conformité des fournisseurs prescrit par la FCC. Il n'y a pas de violation des situations mentionnées dans la disposition 2.939 de la section III.A.3.

2.126. En réponse, le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis ont notifié la règle proposée, "Protection contre les menaces de sécurité nationale concernant la chaîne logistique des communications au moyen du Programme d'autorisation des

⁵² Actuellement, Oeko-Tex, REACH, etc. incluent des copies de leurs certificats dans les documents d'envoi ou adressent de façon séparée ces copies aux consommateurs.

⁵³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 714](#).

appareils et du Programme d'appel d'offres", à l'OMC le 3 septembre 2021. Cette mesure est un avis de proposition de réglementation (ET Docket n° 21-232) de la FCC adopté le 17 juin 2021 dans lequel la Commission propose de réviser les règles liées à ses procédures d'autorisation des appareils afin d'interdire l'autorisation de tout appareil "concerné" figurant dans la Liste des produits visés récemment établie et incluse dans la Loi générale 116-124 de 2019 sur des réseaux de communications sûrs et fiables, promulguée par le Congrès des États-Unis le 12 mars 2020. La FCC a accepté les observations formelles au sujet de la notification jusqu'au 18 octobre 2021 et les observations de la Chine ont été présentées le 18 septembre 2021. Au total, la FCC a reçu près de 250 observations, y compris de la part de la Chine. Toutes les observations sont à la disposition du public et peuvent être consultées sur le site Web de la Commission. Les États-Unis remercient la Chine pour ses observations. La règle finale contiendra des renseignements au sujet de toutes les observations de fond reçues et de la manière dont celles-ci ont été prises en compte. Tout changement de la règle sera notifié à l'OMC sous la forme d'un addendum à la notification initiale.

2.1.3.13 Chine – Norme nationale de la République populaire de Chine. Piles et accumulateurs au lithium-ion utilisés dans des équipements électroniques portatifs – Spécifications techniques en matière de sécurité, [G/TBT/N/CHN/1576](#) (ID 706⁵⁴)

2.127. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée souhaite exprimer sa sincère gratitude à la Chine pour l'aimable réponse qu'elle a apportée à la déclaration de préoccupation commerciale spécifique qu'elle a présentée en novembre 2021 à la dernière réunion du Comité OTC de l'OMC à propos du projet d'amendement de la Chine à la "Norme nationale de la République populaire de Chine. Piles et accumulateurs au lithium-ion utilisés dans des équipements électroniques portatifs – Spécifications techniques en matière de sécurité" (GB 31241-20XX). Elle comprend parfaitement la position de la Chine selon laquelle la suppression de la clause d'exception, qui permet de déroger aux exigences de marquage de la pile en cas d'accord entre les fabricants, était une révision nécessaire pour garantir la traçabilité, l'identification et la sécurité des produits, car des piles sans marquage d'identification approprié ont semé la confusion dans la réglementation du marché en Chine ces dernières années. Cependant, si le projet d'amendement est mis en œuvre tel quel, il aura un impact négatif important sur l'industrie coréenne des produits électriques et électroniques, et nous souhaitons donc réitérer nos commentaires une fois de plus.

2.128. Les piles ne sont que des composants, et leurs destinations d'exportation ne sont déterminées que lorsqu'elles sont finalement assemblées en blocs de batteries ou en produits finis, et la plupart des pays, tels que les pays de l'Union européenne, les États-Unis et le Japon, fixent des dispositions d'exception pour le marquage de la pile conformément à la norme internationale IEC 61960-3. Il est donc difficile de prévoir une procédure de marquage des piles distincte uniquement pour les produits destinés à être exportés vers la Chine. Pour se conformer aux exigences de la Chine en matière de marquage des piles, il faudrait remplacer les installations de production et de retravailler les produits existants, ce qui serait assez coûteux et long et ferait peser une charge excessive sur les fabricants concernés. La Corée demande à la Chine, si elle maintient les exceptions concernant les exigences de marquage des piles, de tenir compte des difficultés que cela implique pour les fabricants. Si l'amendement doit de façon inévitable être mis en œuvre sans modification, nous demandons qu'une période de grâce suffisante de plus d'un an soit accordée, eu égard au temps nécessaire au secteur pour s'adapter à la nouvelle réglementation.

2.129. En réponse, le représentant de la Chine a fait la déclaration suivante. L'identification est très importante pour l'utilisation sûre des piles et accumulateurs. En tant que composant important d'un accumulateur, les piles ne peuvent pas faire l'objet d'un traçage et d'une identification efficaces sans le marquage nécessaire à des fins d'identification. Des piles dépourvues d'un marquage d'identification convenable ont créé des confusions au niveau de la régulation du marché ces dernières années. C'est pourquoi, à l'issue d'une enquête et d'une consultation approfondie lors de sa formulation, le GB 31241-20xx a introduit des exigences pertinentes pour l'identification des piles. La Chine n'envisage pas de retirer la décision consistant à supprimer les exceptions.

⁵⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 706](#).

2.1.3.14 Union européenne – Règlement (CE) n° 1272/2008 (relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage), [G/TBT/N/EU/629](#), [G/TBT/N/EU/826](#) (ID 539⁵⁵)

2.130. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. En août, l'Union européenne a notifié un projet de règlement proposant d'apporter des modifications à la partie 3 de l'annexe VI du Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, qui prévoient une classification plus stricte de l'acide 2-éthylhexanoïque (2-EHA) en termes de toxicité pour la reproduction, qui passerait de la catégorie Repr. 2 à la catégorie Repr. 1B. Le processus de réévaluation a été entamé en 2014, lorsque l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) a demandé que de nouvelles études soient réalisées, plus précisément une étude étendue de toxicité pour la reproduction sur une génération. Un processus d'évaluation des substances a ensuite été mené par l'Espagne, à l'issue duquel il a été recommandé de maintenir la classification antérieure au titre de la toxicité pour la reproduction (Repr.2, H361d). À l'époque, la seule modification qui avait été suggérée était d'ajouter une note explicative précisant les fondements de la classification en question. Les autorités compétentes ont ensuite ouvert un délai pour la présentation d'observations par le public sur le dossier constitué à partir du processus d'évaluation des substances et de renseignements complémentaires fournis par les autorités d'autres États membres et de représentants du secteur privé. Au cours de cette période, l'Allemagne et la France ont présenté une proposition de reclassification dans la catégorie Repr. 1B, sur le fondement d'une analyse par analogie (également appelée méthode "des références croisées") avec l'acide valproïque.

2.131. L'utilisation de la méthode des références croisées repose sur l'hypothèse selon laquelle, du fait d'aspects chimiques similaires, les substances en question ont des effets similaires lorsqu'elles sont soumises aux mêmes essais et manifestent la même toxicité. Le secteur privé brésilien estime que cela ne semble pas être le cas. Les études de toxicité pour la reproduction axées expressément sur la substance 2-EHA, qui contredisent l'applicabilité de la méthode des références croisées à l'acide valproïque, contiennent les meilleurs renseignements techniques dont on dispose en faveur de la classification selon la toxicité pour la reproduction, étant donné qu'elles analysent directement la substance sans s'appuyer sur des hypothèses de similitude. Ces études montrent que la catégorie Repr. 2 serait la classification la plus appropriée. L'UE a affirmé avoir pris en compte dans son analyse les études axées expressément sur la substance 2-EHA et pas seulement les études utilisant la méthode des références croisées. Le Brésil reste toutefois préoccupé par le fait que la classification plus restrictive adoptée par l'UE n'est pas justifiée. Il souhaiterait également noter que, selon l'UE, la reclassification du produit dans la catégorie 1B n'entraînerait pas de coûts plus élevés liés au processus d'enregistrement des produits chimiques. Néanmoins, la reclassification aura toujours un impact négatif sur les préférences des importateurs de la substance, qui auront une indication erronée de son niveau réel de risque. Le Brésil estime donc que ces changements de réglementation seraient plus restrictifs pour le commerce que nécessaire pour atteindre les objectifs légitimes de l'UE en matière de protection de la santé. Il remercie l'UE pour sa déclaration lors de la dernière réunion du Comité, dans laquelle elle a clarifié les aspects procéduraux de sa législation, et apprécie également la réponse écrite aux observations du secteur privé lors de la consultation publique. Il aimerait en outre demander à l'UE de communiquer une mise à jour de l'état d'avancement de la proposition, concernant les étapes actuelles et suivantes du processus jusqu'à l'adoption et l'entrée en vigueur.

2.132. Le représentant de la Fédération de Russie n'a pas communiqué de déclaration au cours de la réunion. Une déclaration technique a été distribuée après la réunion.⁵⁶

2.133. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à remercier le Brésil d'avoir soulevé cette question et de lui avoir fait parvenir des observations écrites concernant la classification de l'acide 2-éthylhexanoïque (2-EHA) dans la 18^e adaptation au progrès technique et scientifique (ATP) du règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage (CLP).⁵⁷ L'UE indique que la réponse écrite aux observations du Brésil a été envoyée peu après la dernière réunion du Comité OTC, le

⁵⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 539](#).

⁵⁶ [G/TBT/W/769](#).

⁵⁷ Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les Directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le Règlement (CE) n° 1907/2006 (J.O. L 353, 31.12.2008, page 1). Version consolidée disponible à l'adresse suivante: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A02008R1272-20211001>.

25 novembre 2022. Elle souhaite donc réitérer les principaux points et soumettre à nouveau la réponse écrite pour plus de précisions. L'UE voudrait souligner que le projet de 18^e adaptation au progrès technique et scientifique (ATP) du règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage (CLP) a été présenté pour consultation à la réunion des autorités compétentes pour les règlements REACH et CLP (CARACAL), tenue le 19 octobre 2021. Sur la base de cette consultation, ainsi que de toutes les observations reçues précédemment, y compris celles des Membres de l'OMC, l'UE a conclu que la classification proposée de la substance acide 2-éthylhexanoïque (2-EHA) est appropriée et la 18^e ATP a été adoptée par la Commission le 16 février. La période d'objection de deux mois prévue pour le Parlement européen et le Conseil est en cours et s'il n'y a pas d'objections, la mesure devrait être publiée au Journal officiel de l'UE dans la seconde moitié d'avril.

2.134. La classification proposée pour la substance 2-EHA est fondée sur l'avis scientifique indépendant du Comité d'évaluation des risques (CER) de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), qui tient compte de tous les renseignements scientifiques disponibles. En juin 2020, le CER a conclu que la substance 2-EHA devait être classée comme toxique pour la reproduction (catégorie 1B). Le CER est parvenu à ses conclusions en appliquant les critères de classification de l'annexe I du règlement CLP (classification et étiquetage des produits), qui sont entièrement alignés sur les critères de classification correspondants à la toxicité pour la reproduction dans le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques de l'ONU (SGH). Ces critères prévoient également qu'une évaluation des substances ayant une liaison chimique avec le matériau étudié peut également être établie. La section pertinente de l'avis du CER présente les preuves disponibles provenant d'études réalisées avec la substance 2-EHA elle-même, complétées par des informations sur l'acide valproïque. Le CER a considéré l'acide valproïque comme une substance en liaison avec le 2-EHA, non seulement en raison de sa similarité structurelle, mais aussi en raison d'un profil similaire de toxicité en matière de reproduction dans les études sur les animaux. L'UE ne peut donc pas souscrire à l'argument figurant dans les observations du Brésil selon lequel le CER a fondé sa conclusion uniquement sur une référence croisée avec l'acide valproïque sans prendre en compte les informations sur le 2-EHA lui-même et elle considère que l'évaluation effectuée par le CER et les conclusions qui ont été tirées sont entièrement conformes aux critères de classification du règlement CLP et du SGH. Elle espère que ces réponses apportent suffisamment de précisions sur les points soulevés.

2.1.3.15 Union européenne – Périodes de transition pour les LMR et les consultations internationales (ID 580⁵⁸)

2.135. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie rappelle sa sérieuse préoccupation concernant les procédures de consultation internationale adoptées par l'Union européenne et les périodes de transition accordées avant l'entrée en vigueur des dispositions en vertu desquelles l'UE cesse d'approuver la commercialisation de certaines substances phytopharmaceutiques et modifie les limites maximales de résidus (LMR). Ces préoccupations sont réitérées parce que l'UE n'a jusqu'à présent répondu à aucune des demandes visant à accorder des périodes de transition plus longues ni pris en considération les observations formulées pendant les périodes de consultation internationale. La Colombie souligne à nouveau qu'il n'existe pas d'autre solution permettant de résoudre les difficultés et l'incertitude engendrées par de courtes périodes de transition, qui créent des difficultés pour les pays producteurs de fruits et légumes. Les mesures envisagées engendrent des charges supplémentaires pour les producteurs agricoles, qui doivent prendre des décisions sur l'utilisation des produits phytosanitaires un an ou plus avant l'arrivée du produit final sur le marché européen. Cette situation est particulièrement complexe pour les produits dont les cycles de production et de récolte sont longs ainsi que pour les aliments transformés et congelés.

2.136. En outre, la Colombie maintient que la notification à l'OMC du non-renouvellement, des LMR à appliquer et des périodes de transition ne devrait pas être effectuée par l'UE comme une simple formalité à l'occasion du processus réglementaire. Il convient de rappeler que la notification doit être présentée dans un délai permettant aux Membres concernés de présenter des observations et des remarques qui seront réellement prises en compte par quiconque est chargé d'élaborer le règlement technique. Dans le cadre du Comité, il n'est pas acceptable que l'Union européenne déclare que, dès que la recommandation de l'Autorité européenne de sécurité des aliments est connue, les pays devraient pouvoir "mettre en œuvre les ajustements appropriés", étant donné que cette information doit d'abord être notifiée à l'OMC et que la période de consultation publique doit

⁵⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 580](#).

avoir lieu. La Colombie saisit cette occasion pour poser quelques questions spécifiques à l'UE. Comment sont prises en compte les observations présentées par les pays? Quelle est la procédure d'analyse des informations techniques et scientifiques soumises pendant la période de consultation publique? Dans quels cas des changements ou des modifications ont-ils été apportés aux normes européennes sur les LMR sur la base des observations formulées lors des consultations publiques? Elle invite l'UE à suivre les recommandations concernant les bonnes pratiques réglementaires, selon lesquelles les normes doivent être fondées sur des informations claires et objectives et sur la promotion d'un dialogue ouvert avec les parties prenantes.

2.137. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis continuent à exprimer leurs préoccupations au sujet des mesures de transition établies par l'UE sur les limites maximales de résidus (LMR) pour les pesticides. Ils demandent de nouveau à l'UE de prolonger les périodes de transition afin de laisser suffisamment de temps à leurs producteurs et à ceux des pays tiers pour modifier leurs programmes de lutte intégrée contre les organismes nuisibles et permettre à leurs produits de passer par les circuits commerciaux, y compris les produits à longue durée de conservation. Ils rappellent les préoccupations exprimées depuis longtemps à propos du fait que les partenaires commerciaux ne connaissent pas avec certitude l'incidence des décisions de non-renouvellement concernant les substances actives sur les futures LMR. Ils souhaitent obtenir la confirmation que l'UE autorisera des périodes de transition plus longues et plus raisonnables pour les LMR lorsqu'elle n'a pas mis en évidence de risque pour les consommateurs sur la base de l'exposition alimentaire. Ils nourriraient de graves préoccupations commerciales si les LMR et les tolérances à l'importation étaient abaissées ou retirées, comme suite à une décision de non-approbation ou d'approbation restreinte d'une substance active, qui soit disproportionnée par rapport au niveau de risque pour la santé humaine et qui semble plus restrictive pour le commerce que nécessaire.

2.138. En outre, les États-Unis réitèrent leur préoccupation concernant l'examen par l'UE des demandes de tolérance à l'importation. Leur expérience passée indique que les données supplémentaires ne sont souvent examinées qu'après que l'UE eut notifié son intention d'émettre un avis de non-renouvellement. Une fois de plus, ils demandent à l'UE de conserver les niveaux de LMR existants pendant que les tolérances à l'importation sont en cours d'examen et de mener à bien des évaluations des risques fondées sur la science avant de fixer de nouvelles LMR. La politique de l'UE consistant à appliquer les LMR au moment de l'importation des produits et non au moment de la production, comme c'est le cas pour les produits nationaux, est une incohérence qui provoque des perturbations dans le commerce des produits destinés au marché de l'UE. Les partenaires commerciaux se sont trouvés dans l'obligation d'accélérer le passage des contrôles douaniers par les produits expédiés afin d'éviter les rejets ou le renvoi des commandes parce qu'un produit conforme à une norme LMR européenne existante au moment de la production pourrait n'être plus jugé conforme aux frontières de l'UE. Les producteurs de l'UE n'ont pas à faire face aux mêmes calendriers dans le cadre des dispositions réglementaires actuelles. Les États-Unis demandent donc à nouveau que les LMR des produits importés prises en compte sur le marché de l'UE soient celles applicables au moment de la production, de la même manière que pour les produits européens.

2.139. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Compte tenu des périodes de récolte, des phases d'application des produits phytopharmaceutiques et du temps nécessaire à la mise au point et à l'enregistrement de substances de remplacement, dans la pratique, les périodes de transition accordées par l'Union européenne dans les dispositions modifiant les LMR de substances actives ne laissent pas suffisamment de temps pour procéder aux ajustements nécessaires de la production et pour assurer la conformité des produits agricoles aux nouvelles LMR, plus basses, particulièrement dans le cas des produits transformés ou congelés. Comme d'autres Membres, l'Uruguay ne considère pas que six mois constituent une période suffisante à cet égard et estime que tout changement doit être progressif et qu'un délai raisonnable, d'au moins deux ans ou deux récoltes, doit être accordé pour sensibiliser le secteur de la production et les conseillers techniques et pour s'assurer que des substituts efficaces des ingrédients actifs pour lesquels une réduction des LMR est demandée sont disponibles sur le marché. Il ne convient pas de changer radicalement les règles au milieu d'une saison de récolte, étant donné l'impact que cela peut avoir sur la commercialisation internationale et nationale. La délégation de l'Uruguay demande une nouvelle fois aux Membres d'adopter des décisions de réglementation qui soient fondées sur des normes internationalement reconnues ou de fournir des preuves scientifiques concluantes lorsqu'il leur est strictement nécessaire de s'écarter de ces normes pour atteindre leurs objectifs légitimes, conformément aux Accords de l'OMC applicables. Même dans les cas où l'Union européenne décide, sur la base d'une évaluation complète des risques, qu'il est nécessaire de réduire les LMR pour les

substances actives utilisées dans la production agricole des autres Membres, l'Uruguay l'encourage à prendre en considération la nécessité d'accorder des périodes de transition suffisamment longues pour procéder aux ajustements requis.

2.140. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil partage les questions soulevées au sujet de la PCS 580 et voudrait renvoyer aux déclarations qu'il a faites précédemment au titre de ce point de l'ordre du jour. Nous attirons respectueusement l'attention de l'UE sur ses obligations au titre de l'article 2.12 de l'Accord OTC, qui ont trait à l'instauration d'un intervalle raisonnable entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur, sauf en cas de problèmes urgents concernant la sécurité, la santé, la protection de l'environnement ou la sécurité nationale. Il est primordial que l'UE prévoie des périodes adéquates de transition, surtout dans les cas où les avis scientifiques de l'Autorité européenne de sécurité des aliments sur la toxicité des substances sont "non concluants" ou n'indiquent que l'existence d'une "suspicion de risque". Ces périodes de transition doivent en outre être compatibles avec les processus de production, de manière à permettre aux producteurs – et notamment aux petits agriculteurs – de s'adapter aux nouveaux règlements.

2.141. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada tient à exprimer de nouveau les préoccupations que lui inspire l'approche suivie par l'UE en matière de périodes de transition pour les limites maximales de résidus. Selon lui, la suppression soudaine des LMR et des tolérances à l'importation semble disproportionnée par rapport au niveau de risque pour la santé humaine et est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Le Canada rappelle à l'UE la réalité des chaînes d'approvisionnement agricoles, notamment l'existence de stocks pluriannuels et la longue durée de conservation des produits. Du fait des périodes de transition actuelles, il est très difficile aux exportateurs de s'adapter aux nouvelles exigences étant donné la distance parcourue depuis le lieu d'origine. Des périodes de transition d'un an, en particulier lorsqu'il n'y a pas de risques alimentaires préoccupants, permettent au commerce de se poursuivre sans interruption, tout en laissant suffisamment de temps aux producteurs et aux exportateurs pour s'adapter aux nouvelles exigences européennes. L'UE a trouvé un moyen de répondre aux besoins de ses parties prenantes nationales, soucieuses d'assurer la sécurité alimentaire et de minimiser le gaspillage alimentaire, en recourant à des autorisations d'urgence. Notant le rôle important du commerce dans la réalisation de ces objectifs, le Canada exhorte l'UE à prolonger les périodes de transition pour les LMR sur les produits importés afin de donner aux chaînes d'approvisionnement agricoles le temps de s'adapter aux nouvelles exigences.

2.142. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Comme lors des réunions précédentes, nous renouvelons notre soutien aux préoccupations exprimées et souscrivons à la demande de prolongation de la période de mise en conformité avec les nouvelles tolérances qui sont établies pour diverses substances, compte tenu de l'importante incidence qu'elles ont sur la production agricole dans nos pays. S'agissant du processus de révision des tolérances de l'Union européenne pour différentes substances utilisées dans la production agricole, il est impossible pour les producteurs agricoles du Costa Rica de s'adapter aux nouvelles exigences ou tolérances dans le délai fixé, alors que l'enregistrement de nouvelles molécules implique à lui seul un processus d'évaluation complexe de plus de six mois. Dans le contexte historique actuel dans lequel se trouve la communauté internationale en raison de la crise liée à la COVID-19, la mise en œuvre de mesures plus restrictives ou d'une charge supplémentaire pour le commerce international des produits agricoles constitue un défi qui entrave les efforts de relance économique à l'échelle mondiale, en particulier dans les pays en développement. À cet égard, nous souhaiterions rappeler à l'UE la demande formulée dans les documents [G/SPS/GEN/1778](#) et [G/TBT/GEN/296](#) – Demande de suspension des processus et de l'entrée en vigueur des réductions des limites maximales de résidus (LMR) pour les produits phytosanitaires à la lumière de la pandémie de COVID-19

2.143. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Comme c'est le cas pour d'autres préoccupations similaires, nous craignons que l'approche de l'Union européenne en matière de limitation de l'utilisation des substances ne soit plus restrictive pour le commerce que nécessaire pour atteindre ses objectifs légitimes dans le cadre de l'Accord OTC. De même, la réduction des LMR, fondée sur l'argument selon lequel il est impossible de déterminer si l'utilisation de nombre de substances est sans danger ainsi que l'absence de preuves scientifiques concluantes, même dans les cas où le Codex Alimentarius a identifié certaines substances comme étant sans danger, ne sont pas conformes aux obligations des Membres au titre de l'Accord SPS. La poursuite de telles politiques aura pour effet de causer des dommages commerciaux importants aux économies des pays en développement et de compromettre leur aptitude à atteindre les objectifs de développement

durable, y compris ceux qui sont liés à la sécurité alimentaire. Nous demandons instamment à l'UE de réévaluer son approche; de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations du risque réel, conformément aux normes et principes internationaux pertinents; de garantir des tolérances à l'importation; et, le cas échéant, de prévoir des périodes de transition adéquates, qui tiennent compte des réalités des processus de production et de la localisation géographique, y compris l'éloignement, de ses partenaires commerciaux, car la période de six mois est insuffisante pour adapter les systèmes de production.

2.144. Le représentant de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur est extrêmement préoccupé par les "périodes de transition" accordées par l'UE pour la mise en œuvre de ses décisions de non-renouvellement de l'utilisation des substances et de réduction des tolérances. Pour établir des périodes de transition raisonnables, les périodes de récolte et les moments où les produits agrochimiques sont appliqués doivent être pris en considération. Les agriculteurs de tous les pays, et en particulier des pays en développement, ont besoin de plus de temps pour s'adapter aux prescriptions en matière de LMR, car il faut en moyenne 36 mois pour mettre au point ou enregistrer un nouveau produit phytosanitaire de lutte contre les parasites. L'Équateur sait que l'UE permet à ses agriculteurs de demander des autorisations d'urgence afin que, dans certaines situations particulières, ils puissent utiliser des substances actives qui ont déjà été interdites sur le marché européen. Il considère qu'il est important de savoir si, lorsque des autorisations d'urgence sont délivrées en vue de l'utilisation de ces substances, les pays membres de l'UE ont notifié et justifié l'application de LMR qui diffèrent de celles établies dans la réglementation européenne existante. Nous aimerions également savoir comment l'UE s'assure que l'État membre qui a reçu une autorisation d'urgence pour l'utilisation de substances prohibées respecte la réglementation existante sur les LMR et comment elle garantit, en cas de non-respect de celle-ci, que les produits contenant les substances prohibées n'ont pas été commercialisés dans d'autres États membres de l'UE.

2.145. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. L'importance d'établir des périodes de transition qui suivent de près les étapes de la production végétale a été réitérée à la suite des réductions des limites maximales de résidus (LMR) notifiées par l'Union européenne. En particulier, les agriculteurs des pays tropicaux ont besoin de plus de temps pour s'adapter et, en particulier, pour trouver des substances de remplacement. Dans certains cas, il faut ainsi attendre des cycles de production appropriés pour commencer à appliquer et tester. La période de six mois que l'Union européenne considère comme le temps nécessaire pour apporter des changements techniques à l'agriculture n'est donc pas suffisante. Nous sommes encore au regret de constater que nos idées de discussions ciblées pour trouver des solutions n'ont pas été entendues et acceptées. Nous souscrivons aux questions soulevées par la Colombie et attendons avec impatience les réponses de l'Union européenne.

2.146. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Chili a le plaisir de s'associer aux préoccupations commerciales spécifiques récemment formulées en relation avec les tolérances fixées par l'UE pour différentes substances phytosanitaires, qui influent sur le commerce extérieur des produits agricoles chiliens.

2.147. Le représentant du Panama a communiqué la déclaration suivante. À l'instar des délégations qui ont pris la parole avant nous, nous exprimons notre profonde préoccupation concernant les périodes transitoires pour les LMR. Nous demandons instamment à l'UE de prévoir une période transitoire raisonnable pour permettre au secteur de s'adapter à ces changements.

2.148. En réponse, le représentant de l'Union européenne a présenté la déclaration suivante. L'UE a donné des renseignements détaillés sur les périodes de transition pour les limites maximales de résidus (LMR) lors de précédentes réunions du Comité, en particulier celle de mai 2020. Elle estime que les préoccupations relatives à l'établissement des LMR pour les pesticides – et tous les détails afférents à leur mise en œuvre – sont des questions dont il convient de discuter au Comité SPS et non au Comité OTC. En revanche, toutes les mesures relatives au non-renouvellement ou à la restriction des substances actives utilisées dans l'UE pour la fabrication des produits phytopharmaceutiques sont notifiées au Comité OTC. Ces mesures n'ont pas de conséquences directes sur les questions sanitaires et phytosanitaires. Toutefois, dans un souci de transparence et à la suite des demandes de certains Membres, lorsqu'elle notifie ces mesures par le biais du système de notification OTC de l'OMC, l'UE en informe également le Comité SPS. Dans la pratique, ces deux comités sont informés des projets de mesures relatives à la non-approbation ou à la restriction de l'approbation d'une substance active dans l'UE. Les observations devraient cependant être

présentées uniquement via le système de notification OTC. L'Union européenne tient à souligner à cet égard que les délais pour la présentation des observations sont toujours respectés et que les observations reçues avant leur expiration sont dûment prises en compte dans le processus décisionnel de l'UE.

2.149. Dans l'intérêt de l'efficacité des travaux des deux Comités, et conformément aux accords correspondants, les questions relatives à l'approbation des substances actives devraient être examinées exclusivement au Comité OTC, tandis que les questions relatives à la fixation des LMR pour les pesticides devraient l'être exclusivement au Comité SPS. L'UE invite donc aimablement les Membres à ne pas soulever de questions concernant les périodes transitoires pour les LMR au Comité OTC. En ce qui concerne la demande conjointe de suspension des procédures de réduction des limites maximales de résidus (LMR) de produits phytosanitaires et de l'entrée en vigueur des réductions de ces LMR compte tenu de la pandémie de COVID-19 présentée dans les documents [G/SPS/GEN/1778](#) et [G/TBT/GEN/296](#) et les révisions ultérieures, la position de l'UE est indiquée dans le document du 28 mai 2021 publié sous la double cote [G/SPS/GEN/1814/Rev.2](#) et [G/TBT/GEN/315](#) qui a été distribué aux deux Comités.

2.1.3.16 Chine – Projet de mesures administratives pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés, [G/TBT/N/CHN/1522](#) (ID 611⁵⁹)

2.150. Le représentant du [Canada](#) a communiqué la déclaration suivante. Le Canada reste préoccupé par le fait que la Chine a récemment mis en œuvre des mesures administratives concernant l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires importés. Au fil des ans, le Canada et la Chine ont mis en œuvre de nombreux arrangements bilatéraux qui ont permis de maintenir la sécurité du commerce des produits alimentaires entre nos deux pays. Toutefois, le Canada reste préoccupé par le fait que les mesures administratives appliquées par la Chine sont trop contraignantes et injustifiées. Elles ont une portée large et générale et auront une incidence notable sur les exportations canadiennes vers la Chine. Le Canada reste déçu que le Décret n° 248 ait été adopté et publié par l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (douanes chinoises) immédiatement après la date limite pour la présentation d'observations par les Membres de l'OMC, sans tenir suffisamment compte de leurs observations et préoccupations. En outre, le Canada regrette que la Chine ait décidé d'appliquer le Décret n° 248 à partir du 1^{er} janvier 2022 et qu'elle n'ait pas tenu compte des demandes de nombreux Membres de l'OMC visant à en reporter la mise en œuvre de 18 mois afin de donner assez de temps aux autorités compétentes et à la branche de production pour étudier les nouvelles prescriptions et se mettre en conformité avec elles. Avec la mise en œuvre récente du Décret n° 248 et le lancement du système chinois d'enregistrement des entreprises de produits alimentaires importés (CIFER), le Canada est profondément préoccupé par les graves obstacles au commerce que créent ces mesures, y compris de fortes incidences financières et en matière de ressources tant pour la branche de production que pour les autorités compétentes étrangères.

2.151. Le Canada tient à souligner que les partenaires commerciaux ne s'attendaient pas à la mise en œuvre du système CIFER, qui ne figurait pas dans la mesure proposée et notifiée par la Chine sous la cote [G/TBT/N/CHN/1522](#). Le Canada est donc déçu que la Chine n'ait pas informé ses partenaires commerciaux et qu'elle n'ait pas échangé avec eux avant la mise en œuvre du CIFER, et qu'elle n'ait pas non plus fourni une période raisonnable de transition aux autorités compétentes et aux parties prenantes du secteur pour qu'elles s'adaptent à ce nouveau système. Des échanges préalables auraient permis de limiter les perturbations du commerce et de répondre aux préoccupations actuellement soulevées par les autorités compétentes et les parties prenantes du secteur. Malgré les demandes répétées des partenaires commerciaux, les douanes chinoises communiquent peu et donnent peu de renseignements et de lignes directrices sur la mise en œuvre du système CIFER, d'où une incertitude persistante et des préoccupations croissantes. En outre, la branche de production fait face à des retards de dédouanement des envois en raison de ce nouveau système. Le Canada note par exemple que les renseignements et lignes directrices qu'a fournis la Chine sont insuffisants pour entreprendre et finaliser le processus d'enregistrement des établissements à risque moyen qui ont manqué par inadvertance la date limite d'octobre 2021. Le processus d'enregistrement est excessivement détaillé et confus, et il manque aux autorités compétentes comme à la branche de production un déroulement du processus étape par étape ainsi que des calendriers définis. Tout cela crée des obstacles non nécessaires au commerce et aggrave

⁵⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 611](#).

la pression qui pèse sur les exportations de produits destinés à accéder au marché chinois alors qu'ils étaient précédemment autorisés à être exportés.

2.152. En conséquence, le Canada demande immédiatement à la Chine de fournir sans délai injustifié une période de grâce de 18 mois pour les produits présentant un niveau de risque moyen, pendant laquelle les autorités frontalières chinoises n'utiliseront pas les renseignements relatifs à l'établissement qui figurent dans le CIFER pour déterminer l'éligibilité des exportations. Cette période de grâce sera prolongée jusqu'au 1^{er} juillet 2023 et s'appliquera: i) à toutes les entreprises autorisées à exporter vers la Chine au 31 décembre 2021, et ii) aux entreprises actuellement enregistrées dans le CIFER. Le Canada souligne que cette période de grâce est nécessaire afin de donner aux entreprises assez de temps pour s'enregistrer et/ou modifier leur enregistrement. En outre, le Canada fait observer que nous continuons d'attendre de la Chine qu'elle ajoute au système CIFER, sans délai injustifié, tous les produits et établissements canadiens agréés qui sont autorisés à exporter ou à être exportés vers la Chine. Étant donné que la branche de production et les autorités compétentes ont encore de nombreuses questions concernant le processus d'enregistrement, le Canada prie instamment la Chine de désigner un point de contact pour toutes les demandes émanant des entreprises et des autorités compétentes. Si ce n'est pas possible, alors le Canada demande à la Chine de travailler directement avec les entreprises afin de finaliser leur enregistrement. Le Canada souligne que les perturbations du commerce se poursuivront si des lignes directrices détaillées ne sont pas dûment fournies et si tous les calendriers connexes ne sont pas clairement expliqués et définis. Le Canada exhorte résolument la Chine à présenter tous les calendriers de manière transparente et à rédiger des documents d'orientation clairs pour répondre aux questions et préoccupations du secteur et des autorités compétentes. En conclusion, le Canada reste profondément préoccupé par les incidences que ces mesures ont sur le commerce. Elles ont eu pour effet d'accroître la pression sur les ressources et la confusion parmi les autorités compétentes et dans la branche de production à cause de l'absence de détails et de transparence de la part de la Chine concernant la mise en œuvre de ces nouvelles prescriptions.

2.153. Le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie remercie la Chine de ses réponses rapides et du mécanisme appliqué dans le cadre du processus d'enregistrement de l'Indonésie afin de permettre aux acteurs économiques de continuer de distribuer leurs produits en Chine. L'Indonésie respecte pleinement le droit de l'autorité chinoise de protéger la santé et la sécurité de sa population en garantissant l'innocuité des produits alimentaires consommés sur le marché chinois. L'Indonésie joue un rôle important dans l'approvisionnement alimentaire de la Chine, en lui fournissant notamment des matières premières alimentaires nécessaires au marché chinois, et elle est déterminée à continuer de le faire. C'est pourquoi elle espère que cette politique ne perturbera pas le processus d'exportations de l'Indonésie vers la Chine. L'Indonésie reconnaît qu'un processus d'enregistrement est nécessaire pour garantir la supervision des produits circulant en Chine et le respect de la protection de la sécurité, de la santé et de l'environnement. Toutefois, la mise en œuvre de cette politique a inévitablement créé des obstacles pour notre secteur. Nous demandons donc des précisions supplémentaires sur les questions suivantes pour rationaliser le processus d'enregistrement des produits alimentaires. L'Indonésie demande des explications et des lignes directrices au sujet de la compatibilité du code du Système harmonisé (SH) avec le code CIQ, étant donné que celui-ci est propre à la Chine tandis que le code SH est déjà disponible et fait office de système commun pour le commerce international. L'Indonésie demande à la Chine de fournir des lignes directrices complètes d'utilisation du site Web <https://cifer.singlewindow.cn/>. En outre, nous espérons que les autorités chinoises apporteront des améliorations au site Web afin de lever les difficultés que rencontrent les acteurs économiques sur les points suivants: la page de demande d'enregistrement sur le site Web ne présente systématiquement chaque champ qu'avec une case vide, notamment sur la page d'accueil du menu d'information principal, les renseignements liés à la production, la liste de vérification et la déclaration, et les renseignements en pièce jointe ne permettent pas d'importer des données et des documents. Cela vaut pour l'auto-enregistrement comme pour l'enregistrement par une autorité compétente. Des menus/fonctions sont ajoutés sur le site Web des douanes chinoises sans notification et ne peuvent pas être utilisés aux fins initiales qui sont les leurs.

2.154. L'Indonésie demande à la Chine de clarifier les dates et le calendrier du processus d'enregistrement. Elle lui demande de désigner un point/une personne de contact capable de fournir une réponse rapide concernant le traitement du processus d'enregistrement. L'Indonésie espère que la Chine envisagera d'assouplir la mise en œuvre de l'enregistrement afin d'éviter aux acteurs économiques exportant vers la Chine d'accuser des pertes importantes, comme c'est actuellement le cas de plusieurs acteurs économiques indonésiens qui ont été affectés par les frais d'entreposage.

La Chine a été un partenaire commercial apprécié et stratégique pour l'Indonésie en ce qui concerne un large éventail de produits, y compris les produits alimentaires et les boissons. L'Indonésie souhaite continuer de devenir un partenaire commercial stratégique pour la Chine et espère vivement que la Chine examinera de nouveau le calendrier de mise en œuvre de cette mesure. Elle attend avec intérêt la réponse de la Chine et espère une discussion bilatérale fructueuse sur ce sujet important.

2.155. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Étant donné que cette mesure a ou aura une incidence sur un large éventail de nos industries alimentaires, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a suivi sa mise en œuvre de très près. De nombreuses préoccupations demeurent concernant cette mesure, bien qu'elle soit entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Tout d'abord, l'insuffisance des renseignements concernant les prescriptions relatives à l'enregistrement et l'absence de lignes directrices opérationnelles sur la manière de respecter les prescriptions figurent parmi les principales difficultés que nous rencontrons. Ce problème est encore plus grave pour les établissements qui doivent remplir la demande eux-mêmes. Sans orientations suffisantes, les établissements ne parviennent pas à finaliser leur enregistrement, et le commerce peut s'en trouver perturbé. Pour éviter toute perturbation des échanges, nous prions instamment la Chine de désigner un point d'information susceptible de fournir une aide effective et rapide aux établissements afin qu'ils fassent directement part de leurs préoccupations concernant le système d'enregistrement en ligne. D'autre part, nous exhortons la Chine à organiser une séance d'information à l'OMC afin que ses partenaires commerciaux en apprennent davantage sur la mise en œuvre de la mesure par l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC). Deuxièmement, l'examen et la procédure d'approbation de la mesure suscitent aussi des préoccupations. Les périodes de traitement ordinaire ou anticipé des demandes ne sont pas connues, pas plus que l'état d'avancement des demandes. En outre, certains de nos établissements se sont vu opposer un refus par la GACC sans autre forme d'explication, tandis que d'autres ne peuvent pas corriger leur demande dans le système d'enregistrement.

2.156. En vertu de l'article 5.2.2 de l'Accord OTC, les Membres doivent faire en sorte que la période ordinaire de traitement de chaque procédure d'évaluation de la conformité soit communiquée au requérant et que celui-ci, à sa demande, soit informé de l'avancement de la procédure. Nous demandons à la GACC de respecter les prescriptions énoncées dans l'Accord OTC, y compris la prescription relative à la transparence, et d'informer précisément et complètement les requérants de toutes les erreurs pour leur permettre de prendre des mesures correctives. Troisièmement, l'ambiguïté de la catégorisation du code SH et la portée des produits soumis à cette mesure figurent parmi les autres difficultés que nous rencontrons. Certains de nos établissements ont indiqué que le dédouanement de leurs produits a été suspendu sans raison. Depuis que la Chine a présenté sa notification à l'OMC en 2020, nous avons fait part de nos préoccupations et demandé des éclaircissements à la Chine à plusieurs reprises, au niveau bilatéral comme dans cette enceinte; pourtant, nous n'avons pas encore reçu de réponse assez détaillée de la Chine. Nous exhortons donc une fois de plus la Chine à fournir des lignes directrices suffisantes et détaillées et à désigner un point d'information. D'autre part, étant donné que toute mesure de cette ampleur nécessite beaucoup plus de temps pour que les industries la mettent en œuvre, nous prions instamment la Chine de prévoir une période de grâce plus longue pour la mise en œuvre, afin d'éviter de graves perturbations du commerce. Nous suggérons également à la Chine d'autoriser à titre temporaire l'entrée de tous les produits provenant des établissements enregistrés. Ce délai supplémentaire permettra aux établissements d'entrer ou d'actualiser avec exactitude les renseignements relatifs à leurs produits dans leur enregistrement en ligne.

2.157. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie respecte le droit des Membres de l'OMC de traiter l'innocuité et la qualité des produits alimentaires importés de manière conforme à l'Accord OTC et sans restreindre inutilement le commerce. L'Australie salue la récente mise en œuvre de mesures par la Chine au titre de son Règlement sur l'enregistrement et l'administration des fabricants étrangers de produits alimentaires importés (Décret n° 248). Il faut s'attendre à ce que sa mise en œuvre présente quelques difficultés, mais l'Australie reste préoccupée par plusieurs questions et par les retards entourant l'enregistrement des producteurs alimentaires au sein des systèmes d'enregistrement de la Chine. En particulier, l'Australie a fourni de bonne foi des renseignements pour l'enregistrement d'établissements qui n'ont pas été pris en compte avec exactitude dans le système d'enregistrement chinois. Il en résulte de profondes préoccupations dans la branche de production, ainsi que des restrictions au commerce de certains produits. De même, les difficultés que les entreprises et l'autorité compétente australiennes rencontrent pour mettre en

œuvre les modifications de l'enregistrement des établissements australiens dans le système CIFER (plate-forme gouvernementale en ligne concernant l'origine des importations de la Chine) provoquent des retards dans le dédouanement des produits au point d'entrée. Compte tenu de ce qui précède, l'Australie demande respectueusement à la Chine d'adopter une approche flexible de la mise en œuvre du Règlement jusqu'au 1^{er} juillet 2023, période pendant laquelle elle autorisera l'entrée de produits conformes au commerce passé, en sus de l'entrée au titre du nouveau système chinois d'enregistrement, en attendant la finalisation des demandes en suspens, et les corrections et les actualisations des enregistrements en ligne.

2.158. L'Australie fait observer que la Chine gère encore la transition vers les nouvelles mesures et que ses systèmes d'enregistrement sont occasionnellement actualisés. L'Australie souhaite demander à la Chine de respecter ses obligations de fournir aux Membres des calendriers transparents des actualisations et des lignes directrices appropriées pour réduire autant que possible les perturbations du commerce et la confusion à la frontière. L'Australie estime qu'il serait utile que la Chine fournisse des renseignements aux partenaires commerciaux, par exemple à l'occasion d'une séance d'information, et directement aux établissements enregistrés par l'intermédiaire des points de contact désignés de la GACC (Administration générale des douanes de la Chine) pour aider à résoudre les problèmes en suspens. L'Australie rappelle à la Chine que ses règlements ne doivent pas être utilisés pour discriminer les produits importés, et que tout retard dans le traitement des renouvellements et des nouvelles demandes d'enregistrement provenant de fabricants étrangers de produits alimentaires peut se traduire par un traitement moins favorable des produits importés par rapport aux produits chinois. L'Australie souhaite que la Chine fasse preuve de transparence concernant les calendriers de traitement de ces demandes, conformément à ses obligations. L'Australie prie instamment la Chine de résoudre rapidement ces problèmes, et elle reste disposée à travailler avec la Chine pour réduire autant que possible les perturbations du commerce.

2.159. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil souhaite une nouvelle fois soulever la PCS n° 611 concernant les nouvelles prescriptions pour l'enregistrement des producteurs étrangers d'aliments importés. Jusqu'à présent, tant au niveau bilatéral que dans le cadre du Comité OTC, le gouvernement chinois n'a pas été en mesure de clarifier l'analyse des risques qui a motivé des exigences si disproportionnées pour un large éventail de produits alimentaires. À notre sens, ces exigences constituent des obstacles non nécessaires, non seulement pour notre secteur privé mais aussi pour nos organismes de réglementation, lesquels doivent agir en tant qu'autorité nationale compétente pour un éventail de produits beaucoup plus large. En avril 2021, l'Administration générale des douanes de la Chine (GACC) publie les Décrets n° 248 et 249, qui portent respectivement sur l'administration de l'enregistrement des établissements étrangers et sur la gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés et exportés. L'article 7 du Décret n° 248 définit les produits dont l'enregistrement exige la recommandation des autorités nationales compétentes. La partie chinoise peut-elle préciser les numéros de code du Système harmonisé (SH) correspondant aux produits alimentaires visés par cet article?

2.160. L'article 5 du Décret n° 248 dispose que le système de gestion de l'innocuité des produits alimentaires du pays où se trouve le producteur doit avoir fait l'objet d'une évaluation ou d'un examen de l'équivalence effectué par la GACC. La Chine pourrait-elle expliquer comment et quand elle entend procéder à ces évaluations? Pourrait-elle indiquer les critères et procédures utilisés pour établir cette équivalence, en particulier pour les organismes de réglementation qui réglementent les aliments transformés et les "aliments diététiques"? En outre, le secteur privé brésilien s'est déclaré préoccupé par les prescriptions en matière d'emballage énoncées à l'article 15 du Décret n° 248. La Chine pourrait-elle préciser si une période d'adaptation plus longue sera prévue en ce qui concerne les prescriptions en matière d'étiquetage? En cas de retard dans la délivrance du numéro d'enregistrement par la GACC, le gouvernement chinois autorisera-t-il l'importation de produits ne portant pas mention du numéro d'enregistrement? Compte tenu de la nécessité de concevoir et d'imprimer des étiquettes, le gouvernement chinois publiera-t-il à l'avance des prescriptions supplémentaires en matière d'étiquetage, notamment sur la taille et la couleur des caractères, le format, la visibilité, l'emplacement et l'utilisation des autocollants? Enfin, alors que les décrets n° 248 et 249 sont entrés en vigueur au début de cette année, nous tenons à souligner que notre autorité sanitaire nationale a rencontré des difficultés pour utiliser le système afin de formuler ses recommandations en tant qu'autorité nationale compétente. Serait-il possible d'accorder une période d'adaptation plus longue?

2.161. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite faire part de ses préoccupations concernant la mise en œuvre du Décret n° 248 de l'Administration

des douanes de la Chine, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022. L'UE ne conteste pas le droit de la Chine de s'assurer que les produits alimentaires importés soient de provenance légitime; nous partageons et soutenons cet objectif. Toutefois, des problèmes persistent concernant l'enregistrement des entreprises exportatrices. L'UE prie instamment la Chine: d'autoriser les établissements enregistrés à exporter tout produit associé pendant une période de 18 mois, qu'il soit ou non enregistré pour le code SH concerné; de maintenir un dialogue ouvert afin de résoudre les problèmes de mise en œuvre de façon pragmatique; de faciliter les nouveaux enregistrements en fournissant des documents d'information et d'orientation en anglais; et de faciliter les modifications/corrections des enregistrements existants. L'UE tient à remercier la Chine des dialogues constructifs qui ont eu lieu sur le Décret n° 248 mais souligne l'importance de résoudre les problèmes de mise en œuvre afin de réduire les perturbations du commerce.

2.162. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis notent que la Chine a mis en œuvre cette mesure, publiée sous la forme du Décret n° 248, le 1^{er} janvier 2022. Nous restons préoccupés par un règlement ayant une telle incidence sur le commerce, qui ne semble pas apporter de bénéfices clairs en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de santé publique, et nous nous demandons si ces bénéfices sont fondés sur la science ou sur les risques. En particulier, nous sommes très préoccupés par le fait que cette mesure exige désormais que nos autorités compétentes exercent des fonctions administratives pour aider certains établissements des États-Unis à s'enregistrer par l'intermédiaire du portail à guichet unique en ligne de la Chine, et qu'elles aient à gérer leur accès à ce portail. De telles mesures administratives relèvent de la responsabilité fondamentale des organismes chinois de réglementation de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Plus précisément, il n'appartient pas aux autorités compétentes des États-Unis d'administrer le nouveau système chinois d'enregistrement en ligne. Nous demandons donc aux autorités compétentes chinoises de communiquer directement avec les établissements exportateurs ou de les autoriser à s'enregistrer eux-mêmes en passant par le portail à guichet unique en ligne de la Chine, comme de nombreuses autres catégories d'établissements sont autorisées à le faire.

2.163. En outre, nous notons qu'il reste plusieurs questions et points à clarifier qui sont sans réponse concernant le Décret n° 248. La Chine n'a fourni que des lignes directrices limitées, et il en faut bien davantage. Les lignes directrices insuffisantes de la Chine et sa mise en œuvre erratique du Décret n° 248 perturbent le commerce et entraînent une confusion considérable parmi les fabricants et les autorités compétentes des États-Unis. Ainsi, notre branche de production a indiqué que des envois sont retenus dans les ports en Chine en raison de renseignements erronés ou manquants dans le système en ligne chinois, ces renseignements ne pouvant pas être rapidement ajoutés ou révisés. Plus précisément, ces préoccupations portent sur des codes du Système harmonisé (SH) erronés ou manquants dans le système, des doublons dans l'enregistrement des établissements, et bien d'autres préoccupations. Aucun de ces problèmes administratifs ne peut être résolu par les autorités du gouvernement des États-Unis; ils doivent l'être par les autorités chinoises pertinentes. Pendant ce temps, les entreprises des États-Unis voient s'accumuler les frais d'entreposage et autres redevances portuaires en attendant que les autorités chinoises prennent des mesures pour libérer les envois. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, toute mesure de cette ampleur exige une période significative de mise en œuvre pour les producteurs, les exportateurs et les autorités compétentes. Nous demandons donc à la Chine de permettre au commerce de se poursuivre sans être affecté par cette mesure pendant une période de 18 mois, afin que les autorités chinoises puissent fournir les lignes directrices suffisantes et qu'elles répondent aux préoccupations et questions des pays exportateurs. Nous demandons également à la Chine d'administrer son nouveau système d'enregistrement sans exiger des autorités compétentes étrangères qu'elles fassent office d'intermédiaires entre la Chine et les exportateurs; et nous demandons qu'il soit donné du temps aux entreprises afin qu'elles s'enregistrent correctement par le guichet unique de la Chine et qu'elles apportent les corrections nécessaires aux renseignements les concernant dans le système.

2.164. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon partage les préoccupations des autres Membres au sujet du règlement de la Chine qui figure dans le Décret n° 248. Toutefois, la période précédant l'entrée en vigueur a semblé trop courte et la portée et la procédure de l'enregistrement ont souvent changé, ce qui a provoqué de la confusion et une absence de transparence pour les fabricants qui exportent leurs produits vers la Chine. Concrètement, tout d'abord, le type de renseignements requis pour l'enregistrement n'est pas clair. Par exemple, bien que l'article 10 énumère les renseignements requis pour l'enregistrement, le système CIFER de la GACC exige le code SH et le code CIQ pour l'enregistrement, or ils ne figurent

pas à l'article 10. Ensuite, la portée du Décret n° 248 n'est pas claire. La GACC modifie fréquemment la liste des produits pour lesquels il faut produire l'enregistrement de l'établissement. Cela signifie que la frontière entre le champ de l'enregistrement à l'article 7, qui concerne l'enregistrement par le gouvernement, et celui de l'enregistrement à l'article 9, qui concerne l'enregistrement par les entités privées, est souvent mouvante. En outre, s'agissant du premier problème, le code SH et le code CIQ sont parfois supprimés sans notification dans le système CIFER lorsque la demande faite au titre de l'article 7 est transcrite au titre de l'article 10 ou vice-versa. Là encore, ces problèmes créent des obstacles non nécessaires au commerce. Nous entendons dire que lorsque chaque produit est exporté vers la Chine, le Bureau des douanes ne vérifie pas seulement si le produit en question provient bien de l'établissement enregistré mais aussi s'il correspond au code SH et au code CIQ chinois qui ont été entrés au moment de l'enregistrement.

2.165. Le problème tient au fait que le système CIFER actuel n'accepte pas la demande d'ajout ou de modification du code SH et du code CIQ à l'établissement déjà enregistré. De ce fait, lorsqu'un produit relève du champ du Décret n° 248 en raison d'une modification de portée après l'enregistrement de l'établissement, l'exportateur n'a aucun moyen d'exporter son produit conformément au Décret n° 248 car il n'y a pas de processus de renouvellement de l'enregistrement initial. Autre cas illustrant cette absence de transparence: bien que l'article 2 du Décret n° 248 dispose que la portée du Décret concerne l'enregistrement des établissements qui fabriquent, transforment ou entreposent des produits alimentaires, la GACC a récemment exigé d'un exportateur qu'il enregistre un navire de pêche qui ne disposait d'équipement ni de transformation ni d'entreposage. L'absence de transparence crée de l'imprévisibilité dans les échanges commerciaux avec la Chine. Nous suggérons à la Chine de tenir compte des observations et préoccupations des Membres de l'OMC. Le Japon demande également à la Chine d'autoriser les importations d'établissements enregistrés indépendamment des produits enregistrés jusqu'au 1^{er} juillet 2023, cette période de grâce devant permettre au système CIFER de fonctionner de manière assez fluide pour que les fabricants achèvent leur enregistrement sans tension ni confusion. Le Japon suggère que la Chine établisse des points de contact pour que les exportateurs puissent communiquer directement avec la GACC et corriger eux-mêmes les renseignements déjà enregistrés.

2.166. Le représentant de la Turquie a communiqué la déclaration suivante. La Turquie réaffirme son soutien aux Membres qui ont demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour. Bien que les prescriptions exigées de nos autorités compétentes concernant l'application du projet de mesures administratives relatives à l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires importés en Chine aient déjà été appliquées, ce règlement impose une lourde charge tant aux exportateurs qu'aux autorités compétentes des pays exportateurs, surtout compte tenu de la complexité du nouveau système d'enregistrement. Nous considérons que le Décret n° 248 couvre un large éventail de produits alimentaires, et que la mise en œuvre du Décret doit être clarifiée davantage. Nous pensons qu'en réalité, cette pratique, selon laquelle les produits ne sont pas classés en fonction d'une évaluation des risques, ne répond pas pleinement aux préoccupations de santé publique visées par cette législation. La Turquie estime que le Règlement susmentionné restreint le commerce plus qu'il n'est nécessaire. Elle souhaite donc demander à la Chine de réexaminer cette législation du point de vue des risques et de rétrécir le champ des produits couverts, en plus de prolonger la période d'adoption du règlement.

2.167. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. Comme lors des précédentes réunions du Comité OTC, la République de Corée continue de partager la préoccupation soulevée par les délégations des États-Unis d'Amérique, du Taipei chinois, de l'Union européenne, du Brésil, de l'Australie, de l'Indonésie et du Canada concernant les mesures administratives de la Chine relatives à l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires. La Corée respecte le droit de la Chine à garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires et respecte ses efforts visant à répondre aux préoccupations soulevées par les États Membres avant l'entrée en vigueur de la mesure administrative cette année. Toutefois, la Corée reste préoccupée car la Chine n'a pas apporté de réponse adéquate à nos demandes, que nous devons donc réitérer. Tout d'abord, nous demandons à la Chine d'expliquer les raisons justifiant la mesure administrative, en particulier l'article 7 du Décret n° 248 qui en étend le champ aux produits à faible risque. En outre, la Corée souhaite demander à la Chine de communiquer les données scientifiques ou les analyses de risques utilisées pour déterminer les 14 catégories de produits dont les autorités compétentes sont tenues de confirmer la conformité. La Corée estime que la sécurité sanitaire des produits alimentaires est un objectif légitime au titre de l'Accord OTC, mais les mesures d'application ne doivent pas être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

2.168. Ensuite, les autorités compétentes sont déjà soumises à une forte charge administrative, car elles doivent examiner les demandes d'enregistrement des producteurs étrangers et confirmer que ceux-ci sont toujours en conformité avec les règles et normes chinoises après leur enregistrement. De plus, le nouveau système d'enregistrement en ligne de la Chine n'est pas pleinement opérationnel, ce qui s'est traduit par plusieurs confusions – renseignements incorrects, produits mal assortis, etc. Nous recommandons donc à la Chine de travailler directement avec les établissements étrangers concernant le processus de demande, plutôt que d'impliquer les autorités compétentes. Nous demandons aussi à la Chine de désigner un point de contact permettant d'avoir des échanges efficaces et de corriger les renseignements dans les demandes d'enregistrement. À cet égard, la Corée souhaite demander à la Chine de fournir un calendrier de l'ensemble du processus d'enregistrement et de mise en conformité pour fournir plus de certitude et de prévisibilité. La Chine étant un partenaire commercial très important pour la Corée, car elle est le deuxième marché pour les produits alimentaires coréens, les modifications apportées à la réglementation chinoise auront une incidence considérable sur le commerce bilatéral. En conséquence, la Corée demande à la Chine de tenir compte de ses préoccupations et attendra sa réponse.

2.169. Le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie au Décret n° 248, notifié aux Membres du Comité le 16 novembre 2020 sous la cote G/TBT/N/CHN/1522, et entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Le gouvernement mexicain a mis sur pied des mécanismes coordonnés afin de faire en sorte que l'enregistrement des entreprises mexicaines qui exportent vers la Chine se déroule de manière satisfaisante pour éviter les retards dans les processus d'exportation, mais nous jugeons très important que les autorités pertinentes en Chine s'engagent à veiller à ce que ce nouveau système ne se traduise pas par des retards pour les produits qui respectent pleinement les prescriptions régissant l'importation vers ce pays. La délégation du Mexique remercie la délégation de la Chine d'accorder son attention à cette déclaration et rappelle l'importance de faire en sorte que les mesures adoptées par les Membres du Comité soient conformes aux engagements internationaux et qu'elles n'aient pas pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

2.170. Le représentant de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse partage – et soutient – les préoccupations exprimées par les autres Membres concernant les deux décrets n° 248 et 249 publiés par l'Administration générale des douanes de la République populaire de Chine (GACC). La Suisse comprend et soutient l'objectif de la Chine de garantir que seuls des produits alimentaires sûrs soient importés. Nous regrettons que ces mesures continuent d'englober toutes les catégories de produits alimentaires, indépendamment de leur profil de risque, et semblent être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour garantir l'innocuité des produits alimentaires importés. Nous réitérons donc nos préoccupations déjà soulevées lors de réunions antérieures. La Suisse encourage la Chine à communiquer à tous les Membres de l'OMC intéressés des lignes directrices détaillées, des règles d'application et des formulaires types le plus tôt possible. Il est important que nous ayons tous accès aux mêmes renseignements, qui pourront ensuite être transmis aux autorités compétentes et à la branche de production. La Suisse encourage également la Chine à autoriser l'entrée de tous les produits provenant d'établissements enregistrés jusqu'au 1^{er} juillet 2023. Cette période supplémentaire permettrait aux établissements d'entrer ou d'actualiser correctement les renseignements relatifs aux produits dans leur enregistrement en ligne.

2.171. Le représentant de l'Inde a apporté son soutien aux préoccupations soulevées au titre de cette PCS.

2.172. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Chili remercie la Présidente de l'occasion qui est offerte de soutenir la préoccupation commerciale soulevée par les États-Unis, le Canada, l'Australie, l'Union européenne, le Brésil, le Japon, l'Indonésie et le Taipei chinois, et appuyée dans la salle par les délégations qui ont déjà pris la parole. La mesure notifiée par la Chine, sur laquelle le Chili a formulé des observations en temps voulu, est entrée en vigueur et a créé des complications pour les entreprises exportatrices de produits alimentaires et pour les autorités compétentes du Chili. La délégation du Chili reconnaît que la sécurité sanitaire des produits alimentaires est un objectif légitime à poursuivre, mais cela ne doit pas se faire en adoptant des mesures qui restreignent le commerce international plus que nécessaire. Ma délégation est préoccupée par la mise en œuvre des règlements notifiés, car le système d'enregistrement présente des défauts qui rendent difficile voire impossible l'enregistrement d'établissements de production qui exportent régulièrement leurs produits vers la Chine. Dans certains cas, il en est résulté des retards non nécessaires dans l'expédition de produits qui respectent les prescriptions sanitaires relatives à l'entrée en Chine. S'agissant de cette mesure, la délégation du Chili demande que la prescription

relative à l'enregistrement obligatoire soit reportée afin de ne pas interrompre le flux d'échanges actuel. Plusieurs processus de demandes d'enregistrement du Chili sont suspendus en raison de dysfonctionnements du système de TI géré par la GACC; aucun calendrier précis n'est donné pour la résolution de ces problèmes, ce qui crée de l'incertitude et provoque des retards d'expédition d'envois qui ont déjà été promis.

2.173. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. La révision du projet de mesure administrative concernant l'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires importés respecte les principes d'ouverture et de transparence ainsi que les règles internationales et les pratiques communes. Pour assurer la bonne application de la Loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de ses règlements d'application, les douanes chinoises ont révisé la mesure administrative susmentionnée concernant l'enregistrement, et la version révisée, publiée le 12 avril 2021, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Nous avons notifié la mesure à l'OMC et adopté les observations raisonnables. En outre, la période de transition est conforme aux prescriptions figurant dans l'Accord OTC/SPS. 2. Cette mesure, tout en renforçant la supervision de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, tient pleinement compte de la facilitation des échanges. Toutes les catégories de produits alimentaires visés dans la Loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires sont inclus, dont 18 pour lesquelles un "enregistrement officiel sur recommandation" est prescrit pour les entreprises de production étrangères, tandis que pour les autres catégories, c'est un "auto-enregistrement par les entreprises" qui a été adopté pour les entreprises de production étrangères, avec des procédures relativement simplifiées.

2.174. 3. Travaux préparatoires conduits avant la mise en œuvre du règlement. Pour assurer une mise en œuvre sans heurt, la GACC a publié une interprétation des règles, le guide des demandes d'enregistrement, des documents d'information et les formulaires de demandes d'enregistrement, ainsi que le manuel de fonctionnement du système d'information de l'enregistrement. En septembre 2021, la GACC a contacté les Membres qui exportent des produits alimentaires vers la Chine, les a informés des prescriptions et procédures pertinentes concernant l'enregistrement d'entreprises étrangères, et a effectué des arrangements raisonnables pour accélérer le processus d'audit. À la fin 2021, la GACC avait organisé des conférences par vidéo avec 114 Membres, conduit des formations pour plus de 2 000 entreprises étrangères et répondu à diverses questions soulevées par les Membres. 4. Depuis la mise en œuvre du règlement et au 25 février 2022, plus de 100 Membres ont fourni la liste des entreprises dont l'enregistrement est recommandé, et un total de 64 036 fabricants étrangers dont les produits alimentaires relèvent de 31 catégories sont enregistrés. Jusqu'à présent, la mise en œuvre de cette mesure se passe bien.

2.1.3.17 Pérou – Décret suprême n° 015-2019-SA modifiant le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA (ID 618⁶⁰)

2.175. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie remercie le Pérou de prêter attention à la préoccupation concernant l'utilisation d'adhésifs contenant des messages d'avertissement au titre du paragraphe 8.3 de l'article 8 du Manuel sur les messages d'avertissement, approuvé par le Décret suprême n° 012-2018-SA. Toutefois, nous soulevons une nouvelle fois cette PCS compte tenu du fait que le Décret suprême n° 018-2021-SA ne fait que prolonger le délai d'utilisation des étiquettes adhésives jusqu'au 31 mars 2022; sa date d'expiration étant très proche, il en résulte une forte incertitude pour les propriétaires d'entreprises et les opérateurs commerciaux. La Colombie considère que la possibilité d'utiliser des étiquettes adhésives devrait être autorisée à titre permanent et que le délai ne devrait pas continuer à être prolongé pour des périodes supplémentaires. En outre, la Colombie réaffirme que la politique au titre de laquelle cette norme est adoptée, bien que visant à promouvoir et à protéger la santé publique, ce qui est tout à fait compréhensible, devrait être mise en œuvre d'une manière qui ne soit pas plus restrictive qu'il n'est nécessaire et qui ne crée pas par la suite un obstacle non nécessaire au commerce. La Colombie considère également que le fait d'autoriser l'utilisation d'étiquettes adhésives ne fausse pas l'objectif de la norme péruvienne, étant donné que les messages d'avertissement, qu'ils soient inclus sur les étiquettes adhésives ou imprimés directement sur l'emballage des produits, restent clairs, lisibles, mis en évidence et compréhensibles, comme le prescrit la réglementation.

2.176. Cette mesure technique relative à l'étiquetage, qui est si spécifique à un pays donné, qui doit être mise en œuvre dans le pays d'origine du produit mais qui ne permet pas l'utilisation d'étiquettes adhésives comportant les renseignements requis, constitue un obstacle technique au

⁶⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 618](#).

commerce; elle est aussi un obstacle majeur à l'accès aux marchés, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. De surcroît, pour autant que le sache la Colombie, il ne semble pas y avoir eu, au cours de la période de mise en œuvre de la norme autorisant l'utilisation d'étiquettes adhésives, de quelconque cas conduisant au non-respect des normes relatives à l'information des consommateurs. Nous nous réjouissons des échanges bilatéraux qui ont eu lieu à différents niveaux et des progrès enregistrés. Nous demandons au Pérou de tenir compte de ces considérations et, lors de son examen de la réglementation, d'autoriser l'utilisation d'étiquettes adhésives à titre permanent.

2.177. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil regrette de devoir une nouvelle fois faire part de ses préoccupations au sujet des prescriptions en matière d'étiquetage figurant dans le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA (notifié sous la cote [G/TBT/N/PER/97/Add.1](#)) et modifié par le Décret suprême n° 015-2019-SA (non notifié). L'utilisation d'autocollants est une pratique largement répandue au niveau international, car elle n'entrave pas la communication de renseignements fiables aux consommateurs. Les articles 8.1.1 et 8.2.1 de la norme du Codex relative aux produits préemballés (CODEX STAN 1-1985) prévoient expressément la possibilité d'utiliser des étiquettes ou autocollants supplémentaires, à condition qu'ils soient fixés sur l'emballage et si la langue de l'étiquette originale n'est pas nécessairement celle du consommateur à qui le produit est destiné. Le Brésil partage l'effort du Pérou afin de garantir les normes sanitaires les plus exigeantes par des règlements techniques qui contribuent à mieux informer les consommateurs. Malgré les préoccupations légitimes du Pérou à l'égard des pratiques déloyales, les progrès enregistrés par les technologies en matière d'étiquetage permettent désormais d'apposer les étiquettes en toute sécurité. Nous reconnaissons que conformément au Décret suprême n° 018-2021-SA, l'entrée en vigueur de l'interdiction des autocollants a été reportée au 21 mars 2022. Toutefois, le Brésil souhaite demander respectueusement au Pérou d'harmoniser à titre permanent ses prescriptions relatives à l'étiquetage avec les normes internationales actuellement établies au titre du Codex et de retirer l'interdiction des autocollants pour les produits visés par le Manuel sur les messages d'avertissement. Le Brésil considère qu'un tel report est une solution provisoire et continuera de soulever cette PCS jusqu'à ce que le Pérou supprime définitivement ses prescriptions astreignantes en matière d'étiquetage. Si une solution permanente ne peut pas être adoptée avant la fin du mois, le Brésil souhaiterait au moins demander au Pérou un nouveau report de l'entrée en vigueur de la mesure.

2.178. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne (UE) remercie le Pérou d'avoir prolongé la possibilité d'utiliser sur les produits importés des autocollants pour se conformer aux prescriptions en matière d'étiquetage des aliments transformés jusqu'au 31 mars 2022. Toutefois, l'UE souhaite réitérer une fois de plus l'invitation qu'elle adresse urgemment au Pérou afin qu'il fournisse une possibilité permanente d'utiliser les autocollants sur les produits importés. Alors que la date limite du 31 mars approche, le commerce est déjà gravement affecté parce que les détaillants du marché péruvien ont cessé d'acheter des produits comportant des autocollants. Une telle perturbation est similaire à ce qui s'est passé dans les mois qui ont précédé la date limite du 30 juin de l'an dernier, et entraîne des pertes importantes pour les importateurs et les producteurs, ainsi qu'une perturbation des flux commerciaux et l'indisponibilité des produits affectés sur le marché péruvien. L'UE reconnaît que la fourniture de renseignements fiables au consommateur péruvien et la protection de la santé publique sont des objectifs légitimes. Néanmoins, l'obligation d'imprimer des renseignements sur l'emballage du produit restreint le commerce plus qu'il n'est nécessaire et représente une charge disproportionnée pour les producteurs étrangers, en particulier les PME. Dans l'UE et la plupart des pays du monde, les autocollants sont autorisés pour les produits alimentaires, pour autant que les renseignements soient exacts et que les autocollants ne se détachent pas facilement. Nous invitons une fois de plus le Pérou à travailler au niveau bilatéral avec l'UE sur cette question.

2.179. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica tient à réitérer sa préoccupation commerciale concernant les progrès réalisés dans le processus de mise en œuvre du projet de règlement établi au titre du Décret suprême n° 015-2019-SA, qui modifie le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé au moyen du Décret suprême n° 012-2018-SA du Pérou. La Mission permanente du Pérou à Genève a fait rapidement savoir à notre délégation que l'entrée en vigueur de cette norme était reportée jusqu'au 31 mars de cette année. Même si ce report a laissé quelque répit à nos exportateurs, nous souhaitons tout de même rappeler notre préoccupation et prier respectueusement les autorités péruviennes d'envisager d'autoriser l'utilisation des étiquettes adhésives sur une base réciproque, étant donné que ces étiquettes

peuvent être utilisées sur les produits alimentaires péruviens destinés à être commercialisés en Amérique centrale. Le secteur alimentaire nous a informés des répercussions négatives qu'aurait pour le commerce une éventuelle interruption de l'utilisation des étiquettes adhésives. Il convient de noter que l'utilisation de ces étiquettes est largement acceptée au niveau international, celles-ci permettant d'atteindre les mêmes objectifs de protection de la santé publique et d'information des consommateurs que les étiquettes permanentes. Au niveau du CODEX par exemple, les articles 8.1.1 et 8.2.1 de la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CODEX STAN 1-1985) permettent l'utilisation d'étiquettes supplémentaires ou adhésives, à condition qu'il soit garanti qu'elles ne se détacheront pas du récipient ou si la langue employée sur l'étiquette originale n'est pas acceptable par le consommateur auquel le produit est destiné.

2.180. En outre, nous notons que les pays dont les systèmes d'étiquetage exigent un avertissement concernant la teneur en matières grasses, en sodium ou en sucre, comme celui du Pérou, ont envisagé un étiquetage supplémentaire au moyen d'autocollants, qui non seulement assure le niveau de protection requis, mais permet aussi aux exportateurs de se conformer plus facilement aux prescriptions internationales non harmonisées. Au niveau national, les produits alimentaires péruviens commercialisés sur le marché du Costa Rica peuvent être adaptés aux prescriptions du pays en matière d'étiquetage par l'utilisation d'étiquettes adhésives supplémentaires, ce qui évite de devoir apposer des étiquettes permanentes dans le pays d'origine exclusivement pour le marché costaricien. Cela favorise incontestablement le commerce et est adapté au niveau de protection recherché. Nous demandons donc la réciprocité de traitement. Par ailleurs, nous constatons que d'autres instruments du Pérou, comme le Décret suprême n° 007-98-SA portant approbation du Règlement sur la surveillance et le contrôle sanitaire des produits alimentaires et des boissons, permettent l'utilisation d'autocollants pour se conformer aux prescriptions en matière d'étiquetage, étant donné qu'il s'agit d'un moyen approprié pour atteindre les objectifs légitimes proposés. Le fait que la législation péruvienne, dans le cadre d'autres instruments, autorise l'utilisation d'une étiquette adhésive ou d'une étiquette supplémentaire constitue la preuve manifeste de l'existence de mesures moins restrictives pour le commerce qui permettent d'atteindre les objectifs légitimes proposés tout en respectant les obligations relatives aux obstacles techniques au commerce prévues par l'accord pertinent de l'Organisation mondiale du Commerce et l'accord existant entre nos pays. Le Costa Rica tient à souligner une fois de plus, comme il l'a déjà fait devant le Comité, qui, compte tenu de la situation mondiale actuelle et de la relance économique après la COVID-19, la coopération internationale dans tous les domaines est essentielle pour surmonter la crise et jeter les bases d'une reprise économique rapide après la pandémie en favorisant les mesures qui facilitent les échanges, par opposition aux mesures susceptibles de créer des obstacles techniques au commerce et d'entraver la relance de l'économie. Compte tenu de ce qui précède, nous prions les autorités péruviennes de supprimer la proposition d'interdire l'utilisation d'autocollants et de maintenir la possibilité d'autoriser leur utilisation permanente.

2.181. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation chilienne tient à faire observer que les règles établies dans le Décret suprême n° 015-2019-SA, qui modifie le Manuel sur les messages d'avertissement approuvé par le Pérou, ont suscité des préoccupations parmi les entreprises et associations professionnelles exportatrices de produits alimentaires vers ce pays, car l'étiquetage adhésif ne sera accepté qu'à titre temporaire. Le Chili serait reconnaissant au Pérou de réexaminer le calendrier qui a été fixé, et qui expire à la fin de ce mois.

2.182. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Nous réitérons notre reconnaissance du droit du Pérou à protéger la santé de sa population et à fournir des renseignements sur les produits alimentaires aux consommateurs. Toutefois, nous sommes préoccupés par l'expiration au 31 mars 2022 de la prolongation de l'utilisation d'étiquettes adhésives, qui laisse les exportateurs sans aucune certitude juridique. Comme indiqué lors de précédentes réunions, les normes internationales pertinentes, lorsqu'elles existent, doivent être utilisées pour éviter tout obstacle non nécessaire au commerce. La norme générale CXS 1-1985 du Codex relative à l'étiquetage des produits alimentaires préemballés prévoit qu'une étiquette supplémentaire peut être utilisée sur les produits importés qui ne respectent pas la réglementation péruvienne, et qu'elle doit refléter avec exactitude les renseignements figurant sur l'étiquette originale. Une fois de plus, nous demandons au Pérou d'envisager l'utilisation permanente d'étiquettes adhésives supplémentaires, car plusieurs partenaires commerciaux l'ont déjà fait, comme cela a déjà été évoqué au sein du Comité. L'utilisation de cette étiquette adhésive est largement reconnue sur le plan international, car elle atteint les mêmes objectifs de protection de la santé publique et d'information des consommateurs que ceux que le Pérou s'emploie à réaliser.

2.183. En réponse, le représentant du Pérou a communiqué la déclaration suivante. Le Pérou réaffirme qu'il est déterminé à œuvrer pour protéger la santé de ses citoyens et de ses groupes vulnérables, tels que les enfants et les adolescents, grâce à des politiques publiques conçues pour atteindre cet objectif et conformément à ses engagements commerciaux internationaux dans ce domaine. À cet égard, il s'efforce de veiller à ce que les informations contenues dans le Manuel sur les messages d'avertissement (MAP) parviennent aux consommateurs de manière claire et efficace, afin qu'ils puissent faire des choix éclairés. En réponse aux préoccupations exprimées par certains Membres, le Pérou a, par le Décret suprême n° 018-2021-SA, prorogé une nouvelle fois, jusqu'au 31 mars 2022, la période pendant laquelle l'utilisation d'étiquettes adhésives d'avertissement est autorisée, telle que la prévoit le paragraphe 8.3 de l'article 8 du Décret suprême n° 012-2018-SA portant approbation du MAP en vertu de la Loi n° 30021 sur la promotion d'une alimentation saine chez les enfants et les adolescents. Enfin, nous répétons que le Pérou souhaite honorer ses engagements dans le cadre de l'OMC et, à cet égard, réaffirme sa détermination à ne pas élaborer, adopter ou appliquer des règlements techniques susceptibles de créer des obstacles non nécessaires au commerce, comme le prévoit l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

2.1.3.18 Union européenne – Non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, [G/TBT/N/EU/712](#) (ID 627⁶¹)

2.184. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie fait de nouveau part de sa préoccupation concernant la mesure notifiée par l'Union européenne (UE) dans le document [G/TBT/N/EU/712](#) d'avril 2020, qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe. Comme nous l'avons déjà expliqué, l'UE a adopté des mesures qui conduisent à la non-approbation de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, ce qui affecte les exportations de la Colombie. Des mesures relatives à la suspension ou à la non-approbation de la commercialisation de nombreuses substances actives, ainsi qu'à la réduction ultérieure des LMR y relatives au niveau minimum de détection, sont prises sans fondement scientifique solide et sans qu'il soit démontré que ces mesures constituent effectivement le moyen le moins restrictif pour le commerce d'assurer un niveau approprié de protection. Aujourd'hui, nous souhaitons de nouveau poser des questions à l'UE au sujet de la relation entre la notification portant la cote [G/TBT/N/EU/712](#) sur le mancozèbe et la notification contenue dans le document [G/TBT/N/EU/797](#) au sujet du règlement REACH, pour ce qui est des substances cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction. Nous tenons également à rappeler que, dans ce cas et à d'autres occasions, nous avons demandé à l'UE de fournir des renseignements quant au délai pour l'adoption de la norme et à l'application des limites maximales de résidus, mais elle n'a pas répondu à ces demandes. Nous lui demandons de bien vouloir répondre à ces préoccupations.

2.185. Nous rappelons que l'article 2.12 de l'Accord OTC prévoit que les Membres ménageront un délai raisonnable entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur, afin de laisser aux producteurs dans les Membres exportateurs, en particulier dans les pays en développement Membres, le temps d'adapter leurs produits ou leurs méthodes de production. Dans ce contexte, les données disponibles indiquent que l'EFSA a entrepris une procédure en vue de réviser les LMR pour le mancozèbe. À cet égard, nous demandons à l'UE comment nous pouvons, en tant que partenaires commerciaux intéressés, participer à ce processus, comment nos observations seront prises en compte et dans quels délais l'EFSA envisage de rendre une décision. Enfin, nous invitons de nouveau l'UE à suivre les recommandations relatives aux bonnes pratiques réglementaires, selon lesquelles les normes doivent être fondées sur des données claires et objectives, et qui favorisent le dialogue ouvert avec les parties prenantes, la transparence et la réduction au minimum des distorsions du marché.

2.186. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Cette préoccupation et le non-renouvellement de l'autorisation des substances restantes ont déjà fait l'objet de longues discussions dans le cadre du présent comité et du Comité SPS en raison de la réduction des LMR en résultant. Le Paraguay renvoie donc à ses précédentes déclarations et réitère sa préoccupation transversale à l'égard de la décision de l'UE de ne pas renouveler l'autorisation de ces substances sans procéder à une analyse des risques convenable et sans respecter les principes scientifiques. Le Paraguay partage les objectifs que l'UE cherche à atteindre avec ces politiques, mais pas la méthode adoptée pour y parvenir. En effet, celle-ci n'est pas fondée sur des preuves scientifiques concluantes et ne tient pas compte des options moins restrictives pour le commerce ou de solutions de remplacement valables pour contrôler des dangers dont nous pouvons présumer que l'UE convient

⁶¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 627](#).

qu'ils n'existent pas dans ce cas, au vu des exigences qu'elle applique en matière d'autorisations d'urgence et du nombre d'autorisations de ce type qu'elle accorde pour le mancozèbe, y compris dans le contexte de ses conditions climatiques. Cette situation est exacerbée dans des pays comme le Paraguay, dont les conditions climatiques et les niveaux de pression liée aux parasites sont très différents de ceux de l'Union européenne et qui peuvent être contrôlés de façon sûre et efficace par des substances telles que le mancozèbe. Nous reprenons à notre compte la question de la Colombie qui voulait savoir comment les Membres préoccupés par le processus pouvaient participer à l'analyse menée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) sur les LMR pour le mancozèbe et comment les observations présentées par les Membres seront prises en compte.

2.187. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit de l'Union européenne (UE) de réglementer la fabrication et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques en agriculture pour faire face aux risques qui lui sont propres. Toutefois, elle réitère ses préoccupations relatives à la proposition de non-renouvellement du mancozèbe et à son incidence potentielle sur les limites maximales de résidus (LMR) ainsi qu'à ses effets éventuels sur le commerce, y compris sur les exportations de vin à destination de l'UE. Elle aimerait savoir précisément si les stocks placés sur le marché avant la période prévue pour l'entrée en vigueur de ce règlement continueront de pouvoir être vendus dans l'UE. Cette question a été soulevée lors de la précédente réunion du Comité, mais l'Australie ne connaît pas la position de l'UE. L'Australie note aussi que l'UE a récemment pris des décisions de non-renouvellement des autorisations pour des produits phytopharmaceutiques et apporté des modifications ultérieures aux LMR pertinentes qui ont une incidence sur le commerce de l'Australie avec l'Europe. Elle aimerait en savoir plus sur l'incidence que cette décision aura sur les futures décisions relatives aux LMR. Elle souligne en outre que son autorité nationale compétente ainsi que le Codex ont fixé des LMR pour les dithiocarbamates qui garantissent la protection continue de la santé des personnes et des animaux, ainsi que de l'environnement, tout en permettant la poursuite des échanges.

2.188. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil voudrait faire part une fois de plus de ses préoccupations concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, d'après la notification OTC de l'UE portant la cote [G/TBT/N/EU/712](#). Le mancozèbe est une substance dont l'utilisation est approuvée par l'Agence brésilienne de surveillance sanitaire pour un grand nombre de cultures différentes, y compris le soja. Les LMR pour les fèves de soja au Brésil sont fixées à 0,3 mg/kg. Environ 11% du soja produit dans le pays est exporté vers l'UE. Par conséquent, les restrictions concernant le mancozèbe auront une incidence notable sur les revenus des agriculteurs brésiliens. La disponibilité d'un substitut au mancozèbe à court et à moyen terme est également limitée par le fait que d'autres substances à usage similaire, comme le chlorothalonil, ont déjà été interdites sur le marché européen. Le mancozèbe est une substance importante dans la gestion de la résistance aux fongicides pour lutter contre la rouille du soja. Il est utilisé en tant qu'additif pour la protection des cultures, en vue d'accroître l'efficacité d'autres fongicides, en réduisant au minimum la résistance et en prolongeant le cycle de vie d'autres molécules. Au vu de la période de transition insuffisante accordée par l'UE, les traitements utilisés pour ces cultures ne peuvent être modifiés à temps pour l'exportation vers le marché de l'UE avant l'entrée en vigueur du Règlement. Le Brésil exhorte les autorités européennes à envisager d'établir des périodes de transition adaptées au cycle de production des cultures affectées. Il demande aussi à l'UE de bien vouloir aligner les LMR sur les limites établies dans le cadre du Codex Alimentarius, d'envisager d'autres solutions moins restrictives pour le commerce qui lui permettraient de maintenir son objectif politique légitime et d'accorder aux agriculteurs brésiliens un traitement non moins favorable que celui accordé aux agriculteurs européens.

2.189. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica souhaite exprimer son soutien à la préoccupation soulevée par le Paraguay, le Brésil, l'Australie et la Colombie au sujet du projet de règlement d'exécution notifié par l'Union européenne, en vertu duquel l'approbation de l'utilisation du mancozèbe ne serait pas renouvelée. Nous souscrivons aux déclarations des délégations qui ont déjà pris la parole. Le Costa Rica reconnaît que les Membres ont le droit de déterminer le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux et préserver les végétaux, ainsi que d'établir des mesures à cet effet. Nous rappelons aux Membres que ces mesures doivent être fondées sur la science et ne devraient pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce, en particulier à un moment où la pandémie continue à peser sur la reprise économique des marchés internationaux. Pour évaluer à quel point le mancozèbe est fondamental pour la production agricole costaricienne, il suffit de noter que cette substance est actuellement utilisée dans plus de 20 cultures destinées à l'exportation et à la consommation intérieure; elle est donc essentielle pour garantir

l'approvisionnement alimentaire. Le mancozèbe est également utilisé pour lutter contre les parasites ayant une importance économique, en particulier dans le secteur de la production de bananes.

2.190. Le Costa Rica est le deuxième exportateur mondial de bananes et le premier pays à avoir obtenu une indication géographique pour ce produit. La principale destination des exportations est l'Union européenne, vers laquelle sont expédiés plus de 50% des fruits produits au Costa Rica. Actuellement, il n'existe pas dans le pays de produits phytopharmaceutiques autorisés pouvant être considérés comme des substituts ou des produits similaires au mancozèbe. Cela illustre les conséquences qu'auraient l'interdiction de l'utilisation du mancozèbe et la réduction ultérieure des LMR (limites maximales de résidus) pour cette substance dans les bananes. Malgré nos nombreuses réserves concernant les motivations à l'origine du règlement de l'UE, le secteur costaricien de la banane continue de chercher des substituts au mancozèbe. Toutefois, un délai sera nécessaire pour achever les procédures d'approbation et les essais pertinents pour les produits de remplacement identifiés. Par conséquent, le Costa Rica demande de nouveau à l'UE de reporter le processus de non-renouvellement et la réduction ultérieure des LMR pour le mancozèbe, de façon à accorder un délai raisonnable aux autorités sanitaires et phytosanitaires nationales pour répondre aux nombreux défis liés à la pandémie de COVID-19 et à une reprise économique ultérieure et trouver une substance de remplacement afin que les agriculteurs costariciens puissent continuer à produire des bananes et à exporter les volumes nécessaires pour répondre à la demande du marché de l'UE.

2.191. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Chili salue les déclarations antérieures relatives au non-renouvellement par l'UE de l'approbation de la substance active mancozèbe et reprend à son compte la préoccupation commerciale soulevée au cours de la présente réunion et des réunions précédentes du Comité.

2.192. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Le Guatemala maintient sa position en ce qui concerne cette préoccupation au sujet des mesures relatives à la suspension ou à la non-commercialisation des substances actives et à la réduction des LMR dans le cadre de ce processus, pour lesquelles il n'existe aucune donnée scientifique prouvant les effets nocifs sur la santé humaine qui pourraient découler de la consommation de fruits et légumes, en particulier ceux produits en Amérique latine. Le mancozèbe est essentiel pour la production de différentes cultures agricoles stratégiques qui sont exportées vers l'Union européenne telles que les fruits et les légumes, ce qui affecterait aussi les pays tropicaux. S'agissant des autres types de produits agrochimiques, très peu de solutions de remplacement présentant des propriétés multisites sont disponibles sur le marché pour lutter contre les champignons. Cela signifie que le mancozèbe, en tant que fongicide multisite, attaque différentes parties du champignon et ne crée aucune résistance. Dans le cas des bananes plantains et des bananes, il est indispensable puisqu'il n'existe pas d'autre substance offrant la même efficacité. La cercosporiose noire est causée par le champignon *Mycosphaerella fijiensis*, qui envahit et nécrose les tissus foliaires, provoquant la mort des feuilles dans les cultures pérennes de bananes et de bananes plantains. La cercosporiose noire est la maladie ayant la plus forte incidence économique sur les cultures de bananes et de bananes plantains dans le monde, et seul le mancozèbe la maîtrise efficacement. L'interdiction de l'utilisation de cette substance aura une incidence sociale et économique négative sur le pays, étant donné qu'un certain nombre de cultures constituent une importante source d'emplois, de devises et d'aliments pour les familles qui dépendent de ces cultures.

2.193. Le représentant de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur fait à nouveau part de sa préoccupation concernant le non-renouvellement de la substance mancozèbe. Le mancozèbe est un fongicide utilisé dans le monde entier sur un grand nombre de cultures stratégiques, dont une grande partie est produite en Équateur. Ces cultures sont par exemple les bananes, le cacao, le brocoli, l'ananas, la pitahaya, la mangue et le coqueret du Pérou. Le composé en question est important pour la lutte contre les parasites dans les pays au climat tropical, comme l'Équateur, dans lesquels le comportement des parasites suit des schémas très différents de celui constaté dans les pays ayant quatre saisons; à ce titre, les pesticides chimiques à usage agricole contenant le principe actif mancozèbe sont essentiels pour la production agricole. Interdire l'utilisation du mancozèbe sans disposer de solution de remplacement efficace pourrait avoir de très graves conséquences économiques pour les petits, moyens et grands producteurs équatoriens ainsi que pour les consommateurs de l'Union européenne (UE), car cela affecterait l'offre de nos produits. Je me dois de préciser que, dans la production de bananes, l'utilisation du mancozèbe est la méthode de contrôle phytosanitaire la plus efficace et respectueuse de l'environnement pour lutter contre la cercosporiose noire. Cette dernière est considérée comme la maladie foliaire la plus destructrice pour les cultures de bananes et de bananes plantains; on pense que c'est elle qui constitue le plus

grand risque économique pour ces cultures et qu'elle peut provoquer des pertes allant jusqu'à 50%. Il est préoccupant de constater qu'il n'existe actuellement aucune solution de rechange approuvée et dûment enregistrée à cette substance qui soit aussi efficace que le mancozèbe.

2.194. L'Équateur invite instamment l'UE à prendre en considération les données scientifiques pertinentes émanant des organismes internationaux spécialisés reconnus par l'OMC, comme le Codex Alimentarius, qui dispose de renseignements sur cette substance. Nous souhaitons rappeler que l'Équateur fait partie d'un groupe de 39 Membres de l'OMC qui, en 2020, a appelé l'UE à suspendre temporairement les processus relatifs à l'examen des autorisations de commercialisation et de l'utilisation des substances phytopharmaceutiques ainsi que leur entrée en vigueur, dans le contexte de la COVID-19. C'est pourquoi l'Équateur appelle l'UE à envisager d'autres mesures moins restrictives pour le commerce, à identifier d'autres substances qui permettraient aux échanges existants de se poursuivre, à fonder ses mesures sur des études concluantes et non pas seulement sur le principe de précaution, et à établir des périodes de transition d'au moins 36 mois pour l'enregistrement de substances de remplacement, compte tenu de la pénurie actuelle d'outils disponibles pour lutter contre les parasites.

2.195. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Le mancozèbe est une substance active autorisée et largement utilisée de manière sûre dans de nombreux pays, y compris l'Uruguay, pour lutter contre les maladies et parasites touchant divers produits du secteur national des fruits et légumes, notamment les pommes, les poires et les agrumes. Il est particulièrement important pour lutter contre la tavelure de la pomme et de la poire, qui est la principale maladie touchant la production de ces deux fruits, et qui est causée par un champignon du genre *Venturia spp.* À cet égard, nous soutenons les préoccupations et les demandes formulées par d'autres délégations, particulièrement en ce qui concerne la possibilité que, à l'issue du processus d'examen en cours, l'Union européenne réduise notablement les LMR correspondantes, même en les abaissant à la limite de détermination, sans disposer de preuves scientifiques concluantes qui étayent une telle décision conformément à l'Accord SPS de l'OMC. Dans ce contexte, l'Uruguay rappelle, comme d'autres Membres, l'importance de tenir dûment compte des normes, directives et recommandations internationales ainsi que des données scientifiques produites par les organismes internationaux de normalisation reconnus à l'OMC, tels que le Codex Alimentarius.

2.196. Le représentant du Panama a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Panama fait à nouveau part de sa préoccupation concernant le non-renouvellement de la substance active mancozèbe. Le mancozèbe revêt une importance vitale pour les principales cultures du pays, en particulier les bananes. À l'heure actuelle, il n'existe pas d'autres principes actifs pouvant remplacer le mancozèbe, ce qui laisse l'industrie sans outils phytosanitaires, avec de lourdes conséquences pour les exportations du Panama vers l'Union européenne. Le Panama reconnaît le droit des Membres de déterminer le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux et préserver les végétaux, mais cette détermination doit être fondée sur la science et ne devrait pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce. Compte tenu de ce qui précède, le Panama demande de nouveau à l'Union européenne de suivre les recommandations en matière de bonnes pratiques, et nous nous associons à la demande des autres Membres au sujet de la manière dont l'Union européenne tiendra compte des observations formulées par les Membres.

2.197. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Nous avons fourni des explications détaillées sur cette question lors de précédentes réunions du Comité OTC. Le 17 avril 2020, l'Union européenne a notifié au Comité OTC un projet de règlement d'exécution de la Commission concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active mancozèbe, conformément au Règlement (CE) n° 1107/2009 concernant la mise en marché des produits phytopharmaceutiques. Le Règlement d'exécution (UE) 2087/2020 est entré en vigueur le 4 janvier 2021. Le non-renouvellement était fondé sur une évaluation scientifique réalisée au titre du Règlement (CE) n° 1107/2009 par des experts des États membres de l'UE et l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'EFSA ayant conclu que le mancozèbe ne satisfaisait pas aux critères d'approbation énoncés à l'article 4 du Règlement (CE) n° 1107/2009, l'approbation de cette substance n'a pas été renouvelée. Les États membres de l'UE devaient retirer les autorisations existantes accordées pour les produits phytopharmaceutiques contenant du mancozèbe dans un délai maximal de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du règlement d'exécution (d'ici au 4 juillet 2021). Conformément à l'article 46 du Règlement n° 1107/2009, les éventuels délais de carence accordés par les États membres de l'UE sont arrivés à leur terme, au plus tard le 4 janvier 2022, 12 mois à partir de l'entrée en vigueur du règlement d'exécution. L'UE

aimerait informer les Membres que l'EFSA a récemment entrepris un examen des limites maximales de résidus (LMR) existantes pour les dithiocarbamates (groupe dont le mancozèbe fait partie). Nous avons informé les Membres lors de la dernière réunion du Comité OTC que les parties intéressées avaient été invitées à contribuer activement à l'examen des LMR en apportant des renseignements pertinents par l'intermédiaire du principal titulaire d'une autorisation, comme cela est indiqué dans le document [G/SPS/GEN/1494/Rev.1](#).⁶² L'avis scientifique de l'EFSA sur les dithiocarbamates devrait être publié au cours du premier semestre de 2022. Pour obtenir des conseils sur les solutions de remplacement au mancozèbe, la base de données⁶³ de l'UE sur les pesticides est à la disposition du public et contient des renseignements au sujet de toutes les substances actives, l'état de leur approbation et leur principal but (par exemple fongicide, insecticide ou herbicide). S'agissant de la Demande conjointe de suspension des processus de réduction des limites maximales de résidus (LMR) de produits phytopharmaceutiques et de l'entrée en vigueur des réductions de ces LMR compte tenu de la pandémie de COVID-19, figurant dans les documents [G/SPS/GEN/1778](#) et [G/TBT/GEN/296](#) et leurs révisions ultérieures, la position de l'UE figure dans le document du 28 mai 2021 portant la double cote [G/SPS/GEN/1814/Rev.2](#) et [G/TBT/GEN/315](#) distribué dans les deux Comités.

2.1.3.19 Inde – Projet de règlement modificatif de 2020 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation), [G/TBT/N/IND/180](#) (ID 667)⁶⁴

2.198. Le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie au projet de règlement modificatif concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires, que le gouvernement indien a notifié aux Membres du présent comité le 25 novembre 2020 dans le document [G/TBT/N/IND/180](#). Étant donné que cette question a été soulevée à plusieurs reprises devant le présent comité lors des trois réunions qu'il a tenues en 2021, nous faisons appel à la délégation indienne pour qu'elle use de ses bons offices pour y répondre le plus rapidement possible. En réponse à la déclaration que nous avons faite devant le présent comité en novembre 2021, la délégation indienne a expliqué que les observations reçues des tierces parties intéressées continuaient d'être analysées. Nous lui serions donc reconnaissants de nous faire part de tout renseignement actualisé à cet égard. Comme nous l'avons mentionné, cette mesure revêt une grande importance pour les branches de production et le gouvernement du Mexique et nous souhaitons donc vivement pouvoir y revenir en temps opportun. La délégation du Mexique remercie la délégation indienne de prêter attention à cette déclaration.

2.199. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite renvoyer à ses déclarations antérieures sur cette question. Tout d'abord, l'Union européenne rappelle qu'elle a envoyé des observations écrites et qu'elle attend toujours une réponse écrite. Nous demandons une fois de plus à l'Inde de fournir une réponse écrite. Nous croyons comprendre que la FSSAI a adopté et publié, le 10 novembre 2021, une version révisée et définitive de la mesure qui entrera en vigueur en juin 2022. Cependant, de nombreuses questions posées par des fabricants étrangers de produits alimentaires (et de boissons) et les autorités compétentes restent sans réponse, ce qui tend à créer un environnement commercial imprévisible. La mesure semble être beaucoup plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs affichés en matière de sécurité sanitaire des aliments. L'Union européenne souhaite réitérer les préoccupations qu'elle a déjà exprimées. Le champ d'application de la mesure reste flou: la mesure révisée, désormais définitive et adoptée, prévoit une obligation d'enregistrement. Même s'il est prévu que cette obligation s'applique aux produits alimentaires (et boissons) présentant un risque spécifique, les règles elles-mêmes ne contiennent aucune liste des produits en question. À moins de six mois de l'entrée en application, il est désormais urgent que l'Inde clarifie le champ d'application prévu de ces nouvelles règles. L'inclusion sur la liste de produits à faible risque, en particulier les vins et les spiritueux en raison de leur nature stable intrinsèque, serait disproportionnée. Par conséquent, l'Union européenne apprécierait que l'Inde précise si les produits qui sont intrinsèquement stables et qui ne présentent pas de risques sanitaires, comme les vins et les spiritueux, seront exclus du champ de ces nouvelles obligations. La mesure prévoit l'enregistrement et l'inspection des établissements étrangers de fabrication de produits alimentaires (et de boissons). Toutefois, il convient de clarifier davantage la définition des "établissements" et

⁶² https://ec.europa.eu/food/sites/food/files/plant/docs/pesticides_mrl_guidelines_mrl-review_en.pdf

⁶³ https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-db_en.

⁶⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 667](#).

les modalités relatives aux inspections (et aux vérifications) de ces établissements. Enfin et surtout, la période de transition initialement prévue n'est pas suffisante et devrait être portée à 24 mois.

2.200. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent préoccupés par le projet de mesure de l'Inde, qui a été notifié au Comité OTC de l'OMC sous la cote [G/TBT/N/IND/180](#). Ce projet de règlement laisse de nombreuses questions sans réponse pour les établissements étrangers de fabrication d'aliments, les autorités compétentes et les autres parties prenantes. Les États-Unis ont soulevé cette question à des réunions antérieures du Comité OTC, et l'Inde a répondu qu'elle était en train d'examiner les observations reçues. Les États-Unis souhaitent réitérer leurs principales préoccupations et demandent à l'Inde de fournir une réponse plus détaillée ainsi que de faire le point sur l'état d'avancement du règlement proposé. Le projet de règlement dispose que l'Inde peut identifier des catégories de "risque" pour les produits alimentaires "de temps à autre ... pour lesquelles l'inspection ou la vérification des établissements étrangers de fabrication d'aliments qui fabriquent ces catégories d'aliments sera obligatoire". Nous sommes préoccupés par le peu de renseignements détaillés disponibles à propos du champ d'application de ce projet de règlement technique et par les renseignements scientifiques et techniques que l'Inde utilisera pour déterminer le "risque" spécifique pour les catégories de produits alimentaires. Nous demandons une fois de plus à l'Inde de fournir davantage de renseignements sur cette mesure et sur son plan de mise en œuvre.

2.201. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon partage les préoccupations des autres Membres au sujet du projet de règlement modificatif concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires de l'Inde. Le règlement imposerait des charges supplémentaires aux opérateurs qui prévoient d'exporter vers l'Inde. Cependant, de nombreux points peu clairs doivent encore être expliqués par l'Inde, notamment la notion d'"établissement de fabrication de produits alimentaires", l'éventail des "produits alimentaires" visés par le règlement et la procédure d'enregistrement pour l'inspection et la vérification des établissements. Le Japon demande à l'Inde de présenter des notifications OTC et SPS et de donner aux Membres de l'OMC la possibilité de formuler des observations sur certains points de détails du règlement tels que l'éventail des produits alimentaires visés et la procédure d'enregistrement des établissements. En outre, il souligne l'importance de ménager une période de transition suffisamment longue avant la mise en œuvre des nouvelles règles. Il considère que la période de transition de 180 jours à compter de la publication au Journal officiel n'est toujours pas suffisante. Il recommande qu'elle soit prolongée au-delà de 18 mois. Il demande à l'Inde de répondre sincèrement aux préoccupations et aux observations formulées par les Membres afin que la nouvelle réglementation proposée ne crée pas d'obstacles non nécessaires au commerce.

2.202. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reconnaît le droit du gouvernement indien de prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique. Elle remercie l'Inde pour les échanges sur cette question entre l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) et le Département de l'agriculture, de l'eau et de l'environnement lors d'une discussion qui a eu lieu à la fin de 2021. La FSSAI a indiqué à ce moment-là que les règlements proposés ne s'appliqueraient pas à tous les établissements du secteur alimentaire. L'Australie souhaiterait recevoir une confirmation écrite de cet avis de la FSSAI. Elle recommande aussi de modifier le règlement afin de clarifier les catégories de produits alimentaires couvertes. Les mesures proposées devraient être liées aux risques que présentent les produits alimentaires importés. L'Australie se réjouit de travailler avec l'Inde pour favoriser une approche de la sécurité sanitaire des produits alimentaires qui soit davantage fondée sur les risques.

2.203. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite réitérer les préoccupations soulevées aux réunions du Comité OTC de février, juin et novembre 2021 au sujet du projet d'amendement du Règlement modificatif concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation) de l'Inde s'agissant de l'enregistrement, de l'inspection et/ou de la vérification des établissements étrangers de fabrication d'aliments qui fabriquent des aliments destinés à l'Inde. Tout en reconnaissant le droit du pays de prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé et la sécurité publiques, le Canada estime qu'un certain nombre d'éléments contenus dans les propositions de modifications de l'Inde demeurent ambigus. Comme il a été indiqué précédemment, on ne voit pas clairement quels critères seraient utilisés pour déterminer le niveau de risque que peuvent présenter les produits alimentaires importés en Inde, quelles circonstances donneraient lieu à une vérification ou à une inspection d'un établissement de fabrication étranger ou comment de telles mesures seront prises compte tenu des

restrictions de voyage actuelles résultant de la pandémie. En outre, le Canada reste préoccupé par les produits visés, les pays sources, le plan de mise en œuvre, les taux de vérification, les mesures de mise en conformité et les appels prévus par la mesure. Nous estimons que l'approche adoptée par l'Inde dans ces domaines risque de créer des obstacles non nécessaires au commerce. Le Canada note que l'Inde n'a pas encore répondu aux observations adressées à son point d'information le 21 janvier 2021. Nous apprécierions qu'elle indique quand elle prévoit de fournir les détails demandés. Enfin, le Canada réitère sa demande à l'Inde de notifier ces modifications au Comité SPS car le règlement proposé par l'Inde couvre des mesures de sécurité sanitaire des produits alimentaires qui sont destinées à protéger la santé et la sécurité publiques.

2.204. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Le Règlement modificatif de 2021 concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Importation) (Première modification) établit le cadre juridique pour l'enregistrement et l'inspection des établissements étrangers de fabrication d'aliments destinés à l'exportation vers l'Inde. Tel que prescrit, l'enregistrement et l'inspection de ces établissements peuvent être fondés sur les risques associés à la catégorie de produits alimentaires, telle que spécifiée par l'Autorité chargée des produits alimentaires. Des lignes directrices détaillées à ce sujet peuvent être publiées séparément, y compris les procédures opérationnelles normalisées (SOP), les renseignements sur la procédure à suivre et les directives à l'intention des fabricants étrangers de produits alimentaires pour qu'ils se conforment auxdits règlements. Il convient de noter qu'un délai suffisant doit être ménagé pour la mise en conformité.

2.1.3.20 Égypte – Mesure relative à la certification halal, fondée sur la norme égyptienne ES 4249/2014 (Prescriptions générales applicables aux aliments halal conformément à la charia), [G/TBT/N/EGY/313](#), [G/TBT/N/EGY/313/Add.1](#) (ID 718⁶⁵)

2.205. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada s'associe aux États-Unis, à l'Union européenne et aux autres Membres qui sont intervenus pour exprimer ses préoccupations persistantes à l'égard des nouvelles prescriptions en matière de certification halal pour tous les produits alimentaires et boissons importés, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} octobre 2021. Le Canada comprend l'objectif de l'Égypte consistant à assurer que les consommateurs égyptiens soient certains d'acheter et de consommer des produits certifiés halal, conformément à la charia, mais il estime aussi que de telles mesures ne doivent pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce international ou être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre cet objectif. Le Canada remercie l'Égypte d'avoir notifié cette mesure au Comité OTC de l'OMC en décembre 2021, mais elle ne l'a pas fait avant la date de mise en œuvre du 1^{er} octobre 2021. Comme il est indiqué à l'article 2.9 de l'Accord OTC, les Membres ont l'obligation de ménager un délai suffisant à ses partenaires commerciaux pour qu'ils présentent des observations sur une mesure donnée afin que celles-ci puissent être prises en considération avant la finalisation de la mesure. Un délai raisonnable, interprété comme une période d'au moins six (6) mois, doit être ménagé entre la publication d'un règlement et son entrée en vigueur, afin de laisser à la branche de production et aux Membres le temps d'examiner et de mettre en œuvre les nouvelles prescriptions. À l'évidence, ce n'était pas le cas pour cette mesure.

2.206. Le Canada est également préoccupé par le manque de détails, de documents et de précisions sur la façon dont ces prescriptions seront mises en œuvre et sur la façon dont les produits spécifiques seront touchés. Par exemple, le nouveau régime proposé n'indique qu'un organisme de certification égyptien qui sera habilité à certifier les produits halal à destination du marché égyptien et, d'après ce que nous comprenons, les frais de certification halal qui devront être assumés par les exportateurs de produits halal vers l'Égypte ont déjà été considérablement haussés en conséquence. La nouvelle mesure pourrait conduire à un processus de certification trop contraignant et coûteux et plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif déclaré de l'Égypte. Le Canada encourage vivement l'Égypte à avoir des discussions ouvertes et transparentes avec ses partenaires commerciaux afin de communiquer des renseignements, de préciser les prescriptions prévues par cette nouvelle mesure et de réfléchir aux conséquences que celle-ci pourrait avoir sur les échanges. D'ici là, nous demandons à l'Égypte de bien vouloir suspendre la mise en œuvre de la mesure.

2.207. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne aimerait exprimer ses préoccupations à l'égard des prescriptions relatives à la

⁶⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 718](#).

certification halal mises en place à compter du 1^{er} octobre 2021 et fondées sur la norme halal égyptienne 4249/2014. La branche de production de l'UE s'inquiète de l'incidence négative que cette mesure aurait sur les importations de produits alimentaires et de boissons vers l'Égypte. L'UE déplore que l'Égypte n'ait notifié au Comité OTC les prescriptions relatives à l'importation de viande, de volaille et de leurs produits et de lait et de produits laitiers que le 1^{er} décembre 2021, après leur entrée en vigueur en octobre, et que la notification ne contienne pas le texte de la mesure. Elle rappelle que, conformément à l'article 2.9.4 de l'Accord OTC de l'OMC, les Membres ménageront aux autres Membres un délai raisonnable (au moins 60 jours) pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit sur leurs projets de mesures, afin que ces observations puissent être prises en compte. En tout état de cause, l'UE a présenté des observations écrites le 26 janvier 2022 et souhaiterait recevoir une réponse des autorités égyptiennes.

2.208. L'UE tient à remercier l'Égypte pour leurs discussions bilatérales fructueuses. Elle se félicite de certaines des mesures envisagées pour atténuer l'incidence négative des mesures, telles que le délai de grâce accordé jusqu'au 15 décembre 2021, qui ménage une période pendant laquelle la certification par "IS EG Halal" était volontaire et gratuite. Nous sommes aussi reconnaissants que les importations de lait et de produits laitiers non certifiés halal aient été acceptées jusqu'au 28 février 2022 et que le lait cru ait été exclu de la certification halal, ces deux mesures ayant été notifiées dans l'addendum 1 du 7 janvier 2022. Néanmoins, certaines de ces mesures de facilitation n'étaient que temporaires, et les entreprises n'auraient pas suffisamment de temps pour s'adapter aux nouvelles prescriptions en matière de certification et d'étiquetage. C'est pourquoi l'UE encourage l'Égypte à reporter la mise en œuvre de la mesure en question et à fournir une période d'adaptation raisonnable d'au moins un an, conformément à l'article 2.12 de l'Accord OTC. L'UE aimerait aussi inviter l'Égypte à revoir la décision d'accorder à une seule entreprise, IS EG Halal, le droit de certifier le respect des prescriptions halal, et à fournir un système de certification halal qui reconnaîtrait plusieurs entités de certification bien établies, conformément aux meilleures pratiques internationales. La recertification par IS EG Halal de produits issus d'établissements déjà certifiés par d'autres entreprises allongerait les délais de mise sur le marché et augmenterait les coûts pour les consommateurs, alors que l'Égypte connaît des problèmes de sécurité alimentaire, aggravés par la pandémie de coronavirus. L'UE souhaiterait obtenir des éclaircissements sur la question de savoir si plusieurs entités de certification halal, y compris celles de pays tiers, continueraient à être autorisées à traiter les importations, comme il ressort du point 6 du formulaire de notification OTC. Elle aimerait aussi demander à l'Égypte d'envisager de maintenir le caractère volontaire de la certification et de l'étiquetage halal, afin de remplir l'objectif légitime consistant à garantir des renseignements fiables sans entraver indûment les flux commerciaux. Les consommateurs devraient être en mesure de décider s'ils souhaitent ou non acheter des produits alimentaires certifiés halal en s'appuyant sur un étiquetage clair.

2.209. L'UE serait reconnaissante à l'Égypte si elle pouvait envisager d'autres mesures de facilitation des échanges, par exemple, exiger une certification halal pour le produit et non par contenant, ainsi que des coûts proportionnels de la certification halal qui tiennent compte de la pratique internationale et qui correspondent au coût des services rendus. Elle croit comprendre que les nouvelles prescriptions relatives à la certification halal certifieront le respect de la norme égyptienne ES 4249/2014 relative aux prescriptions générales applicables aux produits alimentaires halal conformément aux dispositions de la charia. Selon les renseignements disponibles dans le formulaire de notification OTC [G/TBT/N/EGY/313](#), cette norme est actuellement en cours de révision et sera notifiée au Comité OTC de l'OMC. L'UE souhaiterait s'enquérir de l'état d'avancement de la révision et du calendrier de la notification OTC. Enfin, elle souhaite demander à l'Égypte quelles sont les étapes concrètes envisagées pour fournir aux parties prenantes des renseignements complets sur les nouvelles mesures et des orientations écrites claires et accessibles au public, y compris une description détaillée de la procédure de certification, de sa durée, de ses coûts et des documents requis, ainsi que du processus d'enregistrement des fournisseurs et des produits visés (avec les codes du SH). Elle souhaiterait également savoir si des certificats halal seront exigés pour les produits qui ne sont pas du lait à 100%, mais qui contiennent du lait ou des ingrédients du lait, entre autres. Elle est prête à travailler avec l'Égypte pour trouver des solutions qui permettraient d'éviter les conséquences négatives de cette mesure sur les importations de produits alimentaires et de boissons vers l'Égypte.

2.210. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis continuent de reconnaître le droit de l'Égypte de fournir à ses consommateurs des assurances en ce qui concerne le caractère halal de certains produits. Nous nous félicitons de la notification par l'Égypte du document [G/TBT/N/EGY/313](#) au Comité OTC de l'OMC le 1^{er} décembre 2021, et d'un

addendum le 7 janvier 2022. Les États-Unis ont présenté des observations au point d'information sur les OTC de l'Égypte le 28 janvier 2022 et le 24 février 2022. Nous attendons avec intérêt de recevoir une réponse. Notre objectif est de faire en sorte que les exportateurs des États-Unis puissent se conformer à toute la réglementation égyptienne des importations. Pour que nos exportateurs puissent effectivement se conformer, il est primordial que l'Égypte fasse preuve de transparence au sujet de ses prescriptions. Cela est particulièrement important compte tenu de la nécessité actuelle de prévoir les flux commerciaux dans un environnement difficile causé par la pandémie. Nous croyons comprendre que l'Égypte révisé actuellement les prescriptions énoncées dans le document [G/TBT/N/EGY/313](#) concernant la certification halal obligatoire et est notamment en train de modifier la gamme des produits qui seraient visés par la future mesure. L'Égypte pourrait-elle indiquer si nous avons bien compris et indiquer un délai dans lequel nous pouvons nous attendre à ce que soit communiquée une notification au Comité OTC? L'Égypte fournira-t-elle une liste complète des lignes du SH visées par la future mesure? Les États-Unis sont préoccupés par le manque de transparence en ce qui concerne la mise en œuvre par l'Égypte des prescriptions actuelles relatives à la certification halal. Ils invitent l'Égypte à fournir des renseignements sur les barèmes de frais, les procédures de vérification, les prescriptions en matière d'étiquetage, les prescriptions en matière d'enregistrement des exportations, etc.

2.211. Dans le document [G/TBT/N/EGY/313](#), l'Égypte a indiqué qu'elle devait approuver les organismes de certification. Toutefois, on ne voit pas très bien comment l'Égypte approuve actuellement les autorités de certification et si ce processus est en train de changer. Depuis de nombreuses années, des organismes de certification du monde entier certifient avec succès les produits halal destinés à l'exportation vers l'Égypte. Cela fait presque trois ans que l'Égypte a retiré de la liste un certain nombre d'organismes de certification halal des États-Unis qui avaient déjà été autorisés à certifier les exportations de viande et de volaille vers l'Égypte. L'Égypte pourrait-elle indiquer les raisons du retrait de ces organismes de certification de la liste et expliquer comment ces derniers peuvent être réinscrits sur la liste? Les États-Unis invitent l'Égypte à publier et à notifier à l'OMC des renseignements sur le processus et les normes utilisés pour approuver ou retirer de la liste les organismes de certification, ainsi que toute modification proposée. Ils notent qu'il est important d'avoir une diversité d'organismes de certification qui sont disponibles pour mener à bien les procédures de certification halal afin de garantir que les services halal restent ouverts et compétitifs. Lorsque l'Égypte a limité le nombre d'organismes de certification halal pour les produits du bœuf et de la volaille des États-Unis à un seul en 2019, les frais de certification ont augmenté de 1 000%, ce qui a entraîné une hausse des prix pour les consommateurs égyptiens. Les États-Unis demandent à l'Égypte de fournir des renseignements sur la manière dont elle s'assure que les frais de certification sont proportionnels aux services rendus. Ils remercient l'Égypte d'avoir communiqué le document intitulé Annexe I: Documents généraux nécessaires à la certification halal des établissements. Toutefois, le document n'indique pas s'il s'agit d'une réglementation égyptienne officielle obligatoire ou d'une ligne directrice volontaire. Nous craignons que ce document ne fasse un amalgame entre les prescriptions en matière de sécurité alimentaire et les prescriptions halal (par exemple, la "fiche de données de sécurité", l'"analyse concernant les métaux lourds et les résidus de pesticides", etc.)

2.212. Nous demandons à l'Égypte d'identifier la source de l'Annexe I et de la notifier au Comité OTC de l'OMC. Nous lui demandons aussi de séparer ces prescriptions en matière de sécurité alimentaire de ses prescriptions halal. Les États-Unis demandent instamment à l'Égypte de suspendre et de repousser immédiatement la mise en œuvre de toute nouvelle prescription en matière de certification halal jusqu'à ce que toutes les préoccupations aient été prises en compte, y compris celles relatives aux modifications concernant les organismes de certification halal. Nous demandons aussi une période de mise en œuvre d'au moins six mois avant l'application des prescriptions afin de ménager aux exportateurs et aux organismes de certification halal un délai raisonnable pour qu'ils puissent modifier leurs activités afin de respecter toute nouvelle prescription en matière de certification halal. Pour conclure, les États-Unis reconnaissent le droit de l'Égypte d'exiger une certification halal appropriée, mais nous attendons de l'Égypte qu'elle respecte pleinement ses obligations dans le cadre de l'OMC lorsqu'elle met en œuvre de nouvelles prescriptions qui sont susceptibles de perturber le commerce.

2.213. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie l'Égypte pour les communications et les discussions bilatérales en cours sur la mise en œuvre de nouvelles prescriptions en matière de certification halal pour IS EG Halal. Nous nous félicitons de la notification par l'Égypte des détails concernant ces nouvelles prescriptions au Comité OTC le 1^{er} décembre 2021, au moyen du document [G/TBT/N/EGY/313](#). L'Australie apprécie les

renseignements fournis selon lesquels les importations de viande, de volaille, de lait et de produits laitiers doivent être accompagnées d'un certificat halal délivré par un organisme de certification du pays exportateur désigné par l'Organisation générale des services vétérinaires de l'Égypte. Nous nous réjouissons aussi de la communication du projet de norme révisée, ES 4249/2014 – Prescriptions générales applicables aux produits alimentaires halal conformément aux dispositions de la charia – en particulier l'annexe supplémentaire – Documents généraux nécessaires à la certification halal de l'établissement – dont l'inclusion est envisagée. Nous nous félicitons aussi des renseignements reçus par voie bilatérale selon lesquels l'Égypte a l'intention de notifier d'autres modifications apportées aux produits visés pour respecter les prescriptions en matière de certification IS EG Halal et selon lesquels la mise en œuvre ne sera faite qu'après que les Membres auront eu l'occasion de présenter des observations et que ces observations auront été prises en compte. En outre, l'Australie demande que soient communiquées une autre notification précisant la désignation des organismes de certification halal par l'Organisation générale des services vétérinaires de l'Égypte et la raison d'être des documents demandés au titre de l'annexe supplémentaire proposée de l'ES 4249/2014. Elle remercie aussi l'Égypte de notifier toute proposition de modification des modifications qu'il est prévu d'apporter à ces normes complémentaires de la norme égyptienne ES 4249/2014. Elle se félicite des discussions en cours sur la mise en œuvre par l'Égypte de nouvelles mesures en matière de certification halal pour s'assurer qu'elles répondent aux objectifs politiques de l'Égypte tout en veillant à ce qu'elles ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

2.214. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande saisit l'occasion pour appuyer les préoccupations soulevées par l'Union européenne, la Canada et les États-Unis. Nous remercions l'Égypte pour son engagement bilatéral sur cette question jusqu'à présent. Comme il a été indiqué lors de la dernière réunion du Comité OTC, la Nouvelle-Zélande croit comprendre que l'Égypte met en œuvre des modifications au titre du Décret du Premier ministre (n° 35/2020) en vue d'exiger que la certification de la ou des norme(s) halal pertinentes soit assumée uniquement par IS EG Halal. La certification par d'autres organismes garantissant les produits halal ne sera pas acceptée pour les produits importés en Égypte. La Nouvelle-Zélande croit aussi comprendre que les mesures peuvent s'appliquer à un large éventail de produits alimentaires et de boissons importés en Égypte, qu'un étiquetage halal ait été apposé sur ces produits ou non, et même si ces produits étaient considérés comme halal par le passé. Par exemple, dans le cas des fruits frais, des légumes, du lait et d'autres produits laitiers, qui ne contiennent aucun autre ingrédient ou additif. La Nouvelle-Zélande est toujours gravement préoccupée par ces mesures. Elle aimerait attirer l'attention de l'Égypte sur ses obligations dans le cadre de l'OMC, notamment ses obligations au titre de l'Accord OTC en matière d'utilisation des évaluations de la conformité, y compris les articles 5 et 6 et la prescription selon laquelle les mesures ne devraient pas être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Elle souhaiterait mieux comprendre dans quelle mesure l'Égypte a envisagé d'autres solutions moins restrictives pour le commerce.

2.215. Nous aimerions également savoir quels facteurs ont poussé l'Égypte à introduire une mesure qui n'autorise qu'un seul organe commercial à déterminer la conformité avec la ou les norme(s) halal pertinentes et qui exige la certification halal pour des produits qui étaient habituellement considérés comme tels. Nous partageons aussi les préoccupations mentionnées par les États-Unis, selon lesquelles si des mesures SPS sont imposées aux fabricants et que des renseignements sanitaires additionnels sont exigés pour l'enregistrement auprès d'IS EG Halal, ces renseignements devraient rester en dehors du champ d'application de la certification halal et être traités au moyen de la certification sanitaire délivrée par les autorités compétentes pour les questions SPS et de la gestion sanitaire effectuée par ces autorités compétentes. La Nouvelle-Zélande tient à remercier l'Égypte pour la notification à l'OMC [G/TBT/N/EGY/313](#) datée du 1^{er} décembre 2021, mais nous tenons à noter qu'une norme halal 4929-2014 actualisée de l'Égypte doit encore être présentée et notifiée au Comité OTC conformément à l'article 5.6.2 de l'Accord OTC. La Nouvelle-Zélande souhaite aussi remercier l'Égypte pour la prorogation des prescriptions en matière de certification de produits laitiers jusqu'au 28 février 2022. La Nouvelle-Zélande souhaite aussi remercier l'Égypte pour la prolongation des prescriptions en matière de certification de produits laitiers jusqu'au 28 février 2022. Nous demandons la suspension des nouvelles mesures jusqu'à ce que toutes les obligations contractées dans le cadre de l'OMC, y compris la certification halal des produits laitiers, dont celles qui exigent la tenue de consultations avec les autres Membres, aient été remplies.

2.216. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay partage le souci de l'Égypte d'apporter aux consommateurs une certitude quant à l'achat et à la consommation

de produits certifiés halal; toutefois, en tant qu'exportateur de produits alimentaires vers l'Égypte, il continue de suivre de près la mise en œuvre de cette mesure et les renseignements que le pays peut lui fournir à ce sujet. En particulier, nous ne disposons toujours pas de renseignements spécifiques concernant les produits qui seraient visés par cette mesure, les procédures de certification, les coûts ou les prescriptions en matière d'étiquetage, ainsi que d'autres renseignements nécessaires pour évaluer l'adaptation des opérateurs. S'agissant de l'obligation en matière de certification et d'étiquetage, même pour les produits qui ne sont pas déclarés halal, nous demandons à l'Égypte de confirmer cette prescription et d'envisager de maintenir le caractère volontaire de la certification afin de répondre à l'exigence légitime consistant à fournir des renseignements précis aux consommateurs sans imposer une restriction au commerce. Le Paraguay demande à l'Égypte de retarder la mise en œuvre des nouvelles prescriptions en matière de certification halal jusqu'à ce que les Membres disposent de tous les renseignements demandés et que les opérateurs commerciaux aient eu suffisamment de temps pour s'adapter afin de s'assurer de leur conformité.

2.217. Le représentant de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse suit cette question avec intérêt et partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres en ce qui concerne les prescriptions relatives à la certification halal fondées sur la norme halal égyptienne 4249/2014. Nous sommes préoccupés par l'incidence négative potentielle de ces mesures sur le commerce bilatéral. La Suisse reconnaît l'objectif légitime de l'Égypte consistant à fournir aux consommateurs des renseignements fiables sur l'intégrité halal de certains produits, mais elle s'attend de l'Égypte qu'elle respecte pleinement ses obligations dans le cadre de l'OMC. Il apparaît que les mesures sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour veiller à ce que les objectifs légitimes soient atteints. À cet égard, nous demandons à l'Égypte de faire preuve de souplesse pour continuer de reconnaître les organismes de certification halal étrangers et d'accepter les certificats halal étrangers. En outre, nous sommes préoccupés par le fait que l'extension des certificats halal à des produits autres que le bétail et la volaille pourrait engendrer des coûts supplémentaires pour les entreprises et faire augmenter les prix pour les consommateurs, ce qui aurait une incidence négative sur le commerce bilatéral. La Suisse invite l'Égypte à se conformer aux obligations de notification prévues par l'Accord OTC et à fournir des renseignements détaillés sur la nouvelle mesure, y compris une description détaillée de la procédure de certification, de sa durée et de son coût, ainsi que des produits visés.

2.218. Le représentant de l'Argentine a dit qu'il était très préoccupé par la situation actuelle en Ukraine et qu'il la déplorait profondément. Comme le Ministre des affaires étrangères, M. Cafiero, l'a dit dans la déclaration qu'il a faite lors de la réunion de haut niveau du Conseil des droits de l'homme, l'Argentine a de nouveau appelé la Fédération de Russie à cesser immédiatement l'usage de la force et a condamné l'invasion de l'Ukraine et les opérations militaires sur son territoire.

2.219. L'Argentine a communiqué la déclaration suivante. Elle fait de nouveau part de sa préoccupation concernant cette mesure, qui rejoint celles exprimées lors de la précédente réunion du Comité. Elle remercie l'Égypte pour la notification qu'elle a présentée au sujet de la modification de la nouvelle réglementation halal. En ce qui concerne cette notification, l'Argentine souhaite souligner que des doutes subsistent quant au champ d'application de la réglementation, aux produits inclus et aux mécanismes de mise en œuvre, compte tenu du fait que les définitions figurant dans les documents présentés ne sont pas tout à fait claires ou précises; demander à l'Égypte de présenter officiellement la documentation complète indiquant les détails inclus dans la réglementation proposée; souligner qu'elle partage l'avis d'autres pays sur la nécessité d'obtenir des renseignements détaillés sur les délais, les procédures et l'étiquetage; et demander à l'Égypte d'envisager de reporter l'entrée en vigueur de cette réglementation jusqu'à ce que ces questions soient suffisamment claires. Enfin, nous souhaitons indiquer que l'Argentine a communiqué des observations par l'intermédiaire du point de contact pour l'OMC, lorsque la notification a été présentée par l'Égypte concernant la certification halal en janvier dernier, et nous espérons que l'Égypte en tiendra compte dans la législation correspondante.

2.220. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. Le Chili soutient la PCS récemment mentionnée par le Canada, les États-Unis et l'Union européenne. Il est préoccupé par l'absence de solution de remplacement pour la certification des produits, tels que des accords entre IS EG Halal et des organismes de certification dans les pays tiers, le Chili abritant des centres de certification reconnus à l'échelle internationale qui pourraient être reconnus par l'Égypte; cela éviterait la création d'obstacles non nécessaires au commerce.

2.221. Le représentant de l'Ukraine a remercié les Membres d'avoir continué à exprimer leur soutien à l'Ukraine au cours de cette réunion.

2.222. L'Ukraine a communiqué la déclaration suivante. Nous tenons à remercier l'Égypte pour la notification qu'elle a présentée et les renseignements qu'elle a fournis jusqu'ici à notre point d'information. Pour les raisons exposées hier, je n'ai pas d'autres détails spécifiques à communiquer aujourd'hui, mais je tiens à indiquer que nous continuons de porter de l'intérêt à cette question.

2.223. En réponse, le représentant de l'Égypte a communiqué la déclaration suivante. L'Égypte remercie le Canada, l'Union européenne, les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, la Suisse, l'Argentine, le Chili et l'Ukraine, qui reconnaissent son droit de déterminer les prescriptions appropriées en matière de certification halal, d'avoir soulevé cette question et de poursuivre leur dialogue à ce sujet. L'Égypte prend note des questions qui ont été soulevées lors de la réunion d'aujourd'hui et des réunions précédentes en ce qui concerne ses prescriptions en matière de certification halal qui sont applicables à la viande, à la volaille et à leurs produits, ainsi qu'au lait et aux produits laitiers (à l'exception du lait cru). Depuis la dernière réunion du Comité des OTC qui a eu lieu en novembre 2021, l'Égypte a présenté au Comité deux notifications, les documents [G/TBT/N/EGY/313](#) et [G/TBT/N/EGY/313/Add.1](#), dans lesquelles les produits visés et le calendrier établi pour l'entrée en vigueur ont été précisés. Toute modification concernant les produits visés doit être dûment notifiée. En outre, l'Égypte, par l'intermédiaire de son point d'information sur les OTC, a répondu aux questions reçues de ses partenaires commerciaux concernant la mesure en question, et elle est actuellement en train de répondre aux questions reçues récemment et aux questions complémentaires reçues le 31 janvier 2022.

2.224. Compte tenu des questions et des préoccupations soulevées par les pays Membres, l'Égypte a pris un certain nombre de mesures de facilitation, notamment en autorisant les importations de lait et de produits laitiers qui ne sont pas accompagnées d'un certificat halal à entrer en Égypte jusqu'au 28 février 2022. Il est important de noter que, depuis l'adoption de cette mesure, aucune importation de lait et de produits laitiers ne s'est vu refuser l'entrée en Égypte. On estime donc que les entreprises se sont vu accorder un délai approprié pour leur permettre de s'adapter aux prescriptions établies. En outre, l'Égypte envisage actuellement de prendre d'autres mesures de facilitation sur la base des observations reçues des Membres de l'OMC, qui doivent être dûment notifiées une fois adoptées. En ce qui concerne la viande, la volaille et leurs produits, les prescriptions en matière de certification halal sont en place depuis de nombreuses années et ne constituent pas une mesure récemment adoptée. Les certificats halal délivrés par les organismes de certification du pays exportateur sont acceptés à condition que l'autorité de réglementation égyptienne compétente (l'Organisation générale des services vétérinaires (GOVS) dans ce cas-ci) approuve et reconnaisse cet organisme.

2.225. L'autorité compétente a reconnu les sociétés IS EG Halal des différents pays comme étant les organismes de certification chargés de délivrer ce certificat. Nous notons que ces organismes de certification sont établis et exercent leurs activités conformément aux lois pertinentes du pays dans lequel ils sont établis, notamment aux États-Unis d'Amérique, en Uruguay, en Inde, en Nouvelle-Zélande et en Allemagne. Il convient aussi de mentionner que les sociétés qui délivraient auparavant les certificats halal n'ont pas respecté les exigences fixées par les autorités égyptiennes compétentes. Le processus de certification commence par l'enregistrement auprès de l'organisme de certification reconnu, qui se fait de la façon suivante: i) le fournisseur s'inscrit sur le site Web d'IS EG HALAL, puis remplit le formulaire de demande et les documents requis. Une date est ensuite fixée pour une visite de vérification (sur place ou virtuelle) de l'établissement ou de l'usine afin de vérifier l'application des exigences halal; ii) une fois l'établissement approuvé, IS EG mettra à disposition un superviseur qui continuera de surveiller l'établissement. Ce superviseur offrira la tranquillité d'esprit que tous les produits sont halal; iii) lorsque les produits sont approuvés par un superviseur d'IS EG, ils seront certifiés halal et les certificats seront délivrés; iv) le fournisseur obtient alors un compte enregistré dans le système électronique d'IS EG HALAL et, après avoir vérifié et envoyé les expéditions, il télécharge les documents d'expédition dans son compte électronique. Il convient de mentionner qu'il n'y a pas de frais d'authentification qui sont associés au certificat halal; v) il n'y a pas de frais liés à l'approbation de l'établissement. Toutefois, le coût de délivrance des certificats par contenant dépend du type de produit et de la quantité; et vi) le processus prend en moyenne sept jours ouvrables. Enfin, j'aimerais exprimer la volonté de l'Égypte de poursuivre ses échanges bilatéraux à ce sujet avec tous les partenaires commerciaux intéressés.

2.1.3.21 Chine – Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et Règlement sur la notification de cosmétiques non spéciaux, [G/TBT/N/CHN/1310](#), [G/TBT/N/CHN/1311](#), [G/TBT/N/CHN/1331](#), [G/TBT/N/CHN/1453](#), [G/TBT/N/CHN/1454](#), [G/TBT/N/CHN/1459](#), [G/TBT/N/CHN/1460](#), [G/TBT/N/CHN/1515](#), [G/TBT/N/CHN/1524](#), [G/TBT/N/CHN/1525](#), [G/TBT/N/CHN/1526](#), [G/TBT/N/CHN/1527](#), [G/TBT/N/CHN/1539](#), [G/TBT/N/CHN/1615](#), [G/TBT/N/CHN/1626](#) (ID 576⁶⁶)

2.226. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée apprécie la coopération étroite à laquelle la Chine a pris part dans un cadre bilatéral et la remercie d'avoir répondu à ses observations sur les spécifications et les réglementations visées par la présente PCS. Toutefois, ses préoccupations demeurent car la réponse de la Chine n'a pas résolu l'interrogation de la Corée, se contentant d'apporter une explication générale au sujet de la mise en œuvre des mesures sans répondre dûment aux préoccupations de la Corée relatives aux spécifications et aux réglementations finalisées. Premièrement, les exportateurs vers la Chine sont tenus de spécifier dans leurs demandes d'agrément les données relatives aux sources et à la qualité de tous les ingrédients, ce qui revient à exiger plus de renseignements que d'autres pays. La Corée aimerait demander à la Chine de justifier ses mesures par une explication fondée sur des éléments de preuve, car ces renseignements peuvent comprendre un certain nombre de secrets commerciaux qui sont essentiels pour les entreprises, et les prescriptions de la Chine sont plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour atteindre les objectifs visant à garantir la sécurité des produits et la conformité avec les normes de son marché intérieur. En outre, selon les appendices 12 à 14, les entreprises sont tenues de divulguer des renseignements sur l'innocuité des ingrédients, ce qui est préoccupant dans la mesure où la propriété intellectuelle des entreprises et les renseignements sensibles sur le plan commercial pourraient ne pas être protégés. À la réunion du Comité OTC de juin 2021, la Chine a répondu que ces renseignements ne sont pas mis à la disposition du public et que des dispositions juridiques protégeant les renseignements confidentiels seront ajoutées aux spécifications et réglementations concernant les cosmétiques. À cet égard, la Corée aimerait demander à la Chine d'expliquer en détail les dispositions.

2.227. Deuxièmement, le Règlement de la Chine prévoit que les rapports d'essai requis pour l'enregistrement des produits cosmétiques doivent être délivrés par les laboratoires d'essai qui ont obtenu l'accréditation de la Chine en métrologie (CMA). Au cours de la réunion précédente, la Chine a répondu qu'un certain nombre de laboratoires étrangers dans le pays ont obtenu cette accréditation. Toutefois, la Corée demande à la Chine de faire preuve de souplesse en reconnaissant les rapports d'essai issus de laboratoires non chinois situés à l'étranger ou de laboratoires reconnus au niveau international qui respectent les normes internationales telles que les bonnes pratiques cliniques ou les bonnes pratiques de laboratoire. Troisièmement, en vertu de l'article 13 du Règlement concernant l'autorisation et l'enregistrement de nouveaux ingrédients cosmétiques, les exportateurs qui emploient d'autres méthodes d'essai sont tenus de démontrer que les résultats qu'ils livrent sont équivalents aux résultats obtenus par la méthode d'essai de la toxicité *in vivo* ou par des essais sur les animaux. La Corée souhaite demander à la Chine de reconnaître les autres méthodes d'essai approuvées par l'OCDE ou d'autres organisations internationales sans exiger la présentation d'éléments de preuve équivalents. Quatrièmement, s'agissant des mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques, la Corée demande à la Chine de veiller à ce que les prescriptions en matière d'étiquetage soient conformes aux pratiques reconnues sur le plan international. En particulier, elle la prie de maintenir sa réglementation actuelle imposant la mention, sur les étiquettes, des ingrédients présents dans les produits cosmétiques. Dans la plupart des pays, les ingrédients de produits cosmétiques sont soumis à déclaration lorsque la concentration des substances est égale ou supérieure à 1%. Pourtant, le Règlement proposé par la Chine exige que les substances dont la concentration est égale ou supérieure à 0,1% soient déclarées et que les substances dont la concentration est inférieure à 0,1% soient déclarées sous la mention "autres ingrédients présents en faibles quantités". À cet égard, la Corée demande à la Chine d'aligner son règlement sur les pratiques internationales afin de ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce. Cinquièmement, en vertu des spécifications pour l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques, la Chine exige que le résumé des preuves scientifiques de l'efficacité annoncée des produits cosmétiques soit divulgué sur les sites Web désignés par la NMPA. La Corée demande toutefois à la Chine de réduire le nombre de renseignements qu'elle exige, car ceux-ci pourraient contenir des secrets commerciaux ou des renseignements non divulgués cruciaux pour les entreprises. Au cours de la précédente réunion, la Chine a répondu que les lois relatives à la

⁶⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 576](#).

protection des secrets commerciaux seront scrupuleusement appliquées dans le cadre de l'enregistrement et de l'agrément des produits cosmétiques. Dans ce contexte, la Corée aimerait demander à la Chine d'expliquer concrètement les mesures prises pour appliquer ces lois.

2.228. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie respecte le droit des Membres de mettre en œuvre des mesures techniques pour réaliser des objectifs politiques légitimes conformément aux obligations au titre de l'Accord OTC. L'Australie continue de craindre que les mesures prévues par le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques de la Chine et ses divers règlements d'application, qui sont entrés en vigueur le 1^{er} mai 2021, ne soient plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour assurer la sécurité et la qualité des produits cosmétiques importés. Nous remercions la Chine pour sa réponse aux observations que nous avons présentées en janvier de l'année en cours au sujet de la notification [G/TBT/N/CHN/1626](#) sur les bonnes pratiques de fabrication. Toutefois, l'Australie reste préoccupée par le fait que la date d'entrée en vigueur pour ce Règlement a été fixée par la Chine au 1^{er} janvier 2022. Elle note que ce projet de règlement a été notifié à l'OMC seulement en septembre 2021, pour la présentation d'observations au sujet de cette notification jusqu'au 19 novembre 2021. Elle demande à la Chine de fournir une période de transition allant au moins jusqu'en janvier 2023, pour que les fabricants de cosmétiques puissent examiner les prescriptions contenues dans le Règlement et y adapter leurs processus.

2.229. L'Australie remercie aussi la Chine pour sa réponse relative à la notification [G/TBT/N/CHN/1615](#) au sujet des dispositions concernant la surveillance et la gestion de produits cosmétiques pour enfants. Elle reste préoccupée par le fait que la Chine ait maintenu sa prescription imposant des essais obligatoires sur les animaux pour les produits cosmétiques destinés à être utilisés sur des enfants, quel que soit le niveau de risque que présente chaque produit. L'Australie est un fournisseur fiable de produits cosmétiques sûrs et de grande qualité, tant sur son propre territoire que sur les marchés internationaux. Comme il a déjà été indiqué précédemment, le gouvernement australien est prêt à collaborer avec la Chine et à discuter du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques, y compris des règlements d'application tels que ceux qui portent sur les produits cosmétiques pour enfants. L'Australie aimerait travailler avec la Chine pour que les entreprises obtiennent des précisions et des certitudes ainsi que pour veiller à ce que le commerce des produits cosmétiques puisse se dérouler dans des conditions transparentes, fondées sur la science et non discriminatoires. Elle se réjouit de pouvoir échanger des renseignements et promouvoir une meilleure compréhension des systèmes réglementaires respectifs des pays en matière de cosmétiques.

2.230. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Il est regrettable que les préoccupations commerciales considérables présentées par les États-Unis au sujet des mesures d'application du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques subsistent. Telles que publiées, ces mesures créent des risques importants pour la propriété intellectuelle des entreprises et ne sont pas proportionnées au faible risque que présentent les cosmétiques par rapport aux produits médicaux; nous craignons fortement qu'elles entraînent un traitement inéquitable des importations. Premièrement, nous sommes très préoccupés par le fait que le seul moyen offert par la Chine aux importateurs pour établir leur conformité aux bonnes pratiques de fabrication, si leurs gouvernements respectifs ne délivrent pas de certificats d'exportation relatifs à la fabrication ou aux bonnes pratiques de fabrication, exige des essais sur les animaux. Nous contestons la récusation par la Chine des observations de plusieurs Membres de l'OMC, dans le cadre de laquelle celle-ci affirme que ses prescriptions relatives aux produits importés et aux produits nationaux sont équivalentes. Les États-Unis demandent de nouveau à la Chine d'envisager les divers moyens perturbant moins les échanges précédemment suggérés pour permettre aux importateurs de prouver qu'ils sont en conformité avec les prescriptions de la Chine. Par exemple, il serait bien plus efficace de donner les moyens d'établir la conformité avec ISO 22716, la norme ISO relative aux bonnes pratiques de fabrication des produits cosmétiques, pour assurer le respect par les entreprises des éléments de bonnes pratiques de fabrication au lieu de demander des essais sur les animaux. Deuxièmement, nous croyons comprendre que la version finale des bonnes pratiques de fabrication (BPF) pour les produits cosmétiques, dont un projet a été notifié sous la cote [G/TBT/N/CHN/1626](#), a récemment été publiée par la Chine. Nous demandons à la Chine de confirmer qu'aux fins des inspections à l'étranger, les fabricants étrangers seront considérés comme se conformant aux BPF chinoises pour autant que leurs pratiques en matière de BPF soient conformes aux normes internationales en la matière.

2.231. Troisièmement, les États-Unis restent préoccupés par le fait que le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et ses mesures d'application exigent des renseignements exagérément détaillés pour évaluer la conformité des produits et ingrédients au regard des prescriptions réglementaires de la Chine. Nous sommes déçus que la Chine n'ait pas réduit ces prescriptions très contraignantes. Quatrièmement, nous considérons que la Chine n'a pas répondu aux préoccupations des États-Unis et des détenteurs de droits de propriété intellectuelle sur des produits cosmétiques, notamment à la demande de fourniture par la NMPA d'un mécanisme juridiquement exécutoire destiné à surveiller et protéger les secrets commerciaux et les renseignements commerciaux confidentiels dans les agréments de cosmétiques, tels qu'identifiés par les entreprises, en Chine. Cinquièmement, nous regrettons que la Chine continue d'exiger fréquemment des essais redondants dans le pays afin d'évaluer les allégations concernant les produits sans tenir compte des méthodes ou données validées à l'échelle internationale et des essais effectués dans les laboratoires internationaux accrédités pour les bonnes pratiques de laboratoire ou les bonnes pratiques cliniques. Permettre aux laboratoires étrangers dotés d'installations en Chine de réaliser ces essais ne remédie pas à cette pratique contraignante. Sixièmement, les États-Unis restent préoccupés par les nouvelles prescriptions relatives à l'étiquetage des produits cosmétiques et demandent des précisions supplémentaires. Nous saluons la clarification apportée par la Chine, selon laquelle seul le contenu des allégations en matière de sécurité et d'efficacité du produit étranger doit correspondre à l'étiquette chinoise, mais nous serions extrêmement reconnaissants au pays de bien vouloir confirmer qu'il n'exigera pas que l'étiquette étrangère corresponde exactement à l'étiquette chinoise. Notre branche de production aimerait aussi que les exportateurs des États-Unis disposent d'un moyen d'échanger avec la NMPA sur les questions liées à la mise en œuvre du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques, y compris en ce qui concerne les nouvelles prescriptions et l'utilisation des nouvelles plate-formes en ligne de la NMPA pour l'agrément des produits et ingrédients. Nous demandons à la Chine de continuer de réfléchir à la manière dont ces préoccupations commerciales exprimées par les États-Unis et de nombreux autres Membres de l'OMC pourraient être résolues dans l'application du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques, de manière à soutenir sa bonne mise en œuvre.

2.232. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. En ce qui concerne le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et ses règlements d'application, le Japon tient à exprimer de nouveau les préoccupations suivantes. 1. "Les Règles de gestion des essais exigés pour procéder à l'enregistrement des produits cosmétiques et les notifier", qui ont été promulguées le 10 septembre 2019, prévoient que les essais microbiologiques, physiques, chimiques et toxicologiques ainsi que les essais d'évaluation de la sécurité et de l'efficacité pour l'homme pertinents pour l'enregistrement et l'agrément des produits cosmétiques doivent être réalisés par les laboratoires d'essais en Chine qui ont obtenu une approbation obligatoire de laboratoire délivrée par l'Organe d'inspection chinois. Le Japon croit comprendre que les laboratoires d'essai à capital étranger installés en Chine peuvent obtenir cette approbation. En revanche, les laboratoires d'essai situés dans les pays étrangers ne peuvent pas la recevoir. Le Japon souhaite demander l'établissement d'un cadre plus souple dans lequel seraient acceptés les résultats des essais obtenus par des laboratoires étrangers ayant des qualifications et des capacités équivalentes à celles des laboratoires d'essais chinois. En outre, en ce qui concerne les méthodes d'essai, les règlements d'application du Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques prévoient que ces méthodes, y compris les critères d'essai autres que ceux qui sont mentionnés ci-dessus, peuvent être appliquées conformément à la norme nationale chinoise ou aux règlements pertinents, et que diverses restrictions et conditions sont imposées en cas d'application d'une méthode d'essai qui n'est pas spécifiée dans les règlements. Le Japon comprend que les mêmes restrictions et conditions sont imposées aux produits importés et nationaux. Toutefois, il souhaiterait demander à la Chine d'accepter les méthodes reconnues sur le plan international, telles que les autres méthodes d'essai établies par l'OCDE ou l'ISO, de manière à ne pas imposer de mesures plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour assurer la sécurité et l'efficacité.

2.233. 2. Les certificats de vente prouvant que les produits ont été vendus sur le marché du pays de production sont imposés uniquement pour les cosmétiques importés. Le Japon demande que la Chine accorde aux produits importés un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits fabriqués en Chine. En outre, s'agissant des mesures administratives relatives à l'étiquetage des produits cosmétiques, promulguées le 3 juin 2021, le Japon souhaiterait exprimer les trois préoccupations suivantes. 3. L'article 5 prévoit que le contenu des étiquettes supplémentaires en chinois, notamment les renseignements relatifs à l'innocuité et à l'efficacité des produits, doit concorder avec celui des étiquettes originales. Nous craignons que le fait que les caractères chinois sont également utilisés en japonais puisse causer des problèmes. Par exemple,

les réglementations japonaises imposent l'apposition d'une étiquette pour indiquer qu'un ingrédient a certains effets mais n'appartient pas à la catégorie des médicaments; le caractère chinois pour "médicament" est alors utilisé sur l'étiquette. Toutefois, certains éléments qui ne font pas partie des médicaments contiennent un caractère qui signifie "médicament" dans la langue chinoise, de sorte qu'ils pourraient être considérés comme des "produits pharmaceutiques" et comme non conformes aux réglementations chinoises. Aux termes de l'ancienne réglementation, il était permis d'expliquer, sur l'étiquette chinoise, que le caractère chinois "produit parapharmaceutique" sur l'étiquette originale en japonais ne signifie pas qu'il s'agit d'un produit pharmaceutique. Le Japon aimerait s'assurer que cette correspondance continuera d'être acceptée à l'avenir. Au vu de ce qui précède, il aimerait demander à la Chine de confirmer que l'étiquetage prévu par la réglementation du pays d'origine ne doit pas correspondre au contenu de l'étiquette chinoise, y compris pour ce qui est de l'innocuité et de l'efficacité du produit.

2.234. 4. En ce qui concerne l'article 6, le Japon craint que la multiplicité de noms et d'adresses d'entreprises indiqués sur l'étiquette n'occasionne des malentendus chez les consommateurs au lieu de servir les objectifs de cet article, qui sont d'informer les consommateurs au sujet des personnes responsables de la qualité et de l'efficacité du produit. Pour éviter toute confusion chez les consommateurs, il aimerait demander à la Chine que l'étiquette indique un seul responsable ("déclarant ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques" ou, dans le cas de produits importés, "personne responsable en Chine"); il considère en outre que les prescriptions en matière d'étiquetage concernant les producteurs ne sont pas nécessaires. 5. Quant aux règles relatives à la mention de tous les ingrédients sur les étiquettes de cosmétiques, il existe une pratique internationalement reconnue en matière d'établissement de listes, en vertu de laquelle les ingrédients qui forment 1% ou moins de la composition du produit peuvent figurer dans la liste sans ordre particulier. Pourtant, l'article 12 prévoit que tous les ingrédients composant 0,1% du produit ou moins doivent figurer séparément sur l'étiquette sous la rubrique "autres ingrédients résiduels" et peuvent être cités sans ordre particulier. De nombreux ingrédients des cosmétiques peuvent accomplir l'effet désiré même dans une quantité égale ou inférieure à 0,1%. Le Japon aimerait demander à la Chine de faire en sorte que les règles en matière d'étiquetage suivent les pratiques reconnues sur le plan international, de manière à ne pas être plus restrictives pour le commerce que nécessaire. En outre, les dispositions relatives à l'enregistrement des cosmétiques prévoient que les inspections à l'étranger doivent être menées conformément à la réglementation applicable en la matière.

2.235. S'agissant des "mesures intérimaires relatives à l'administration des inspections des produits cosmétiques à l'étranger", le Japon souhaiterait continuer d'exprimer ses préoccupations au sujet des trois points suivants. 6. Il aimerait demander à la Chine d'indiquer les lois et règlements qui sont appliqués pour attester la conformité des inspections à l'étranger et de préciser la raison d'être de ces dernières. Le Japon demande également à la Chine de s'assurer que les inspections ne seront pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire, et ainsi de garantir la réalisation des objectifs légitimes de l'Accord OTC. 7. La portée de l'inspection, qui comprend le stade de recherche-développement concernant le produit, est plus vaste que nécessaire et impose une charge inutile aux entreprises. Le principal objectif de l'inspection semble être de garantir l'innocuité des produits, mais les renseignements sur la recherche-développement ne sont pas nécessairement essentiels à cette fin. Il s'agit des informations les plus confidentielles pour les entreprises. Les services de R-D des entreprises ne devraient donc pas faire l'objet d'inspections à l'étranger. De plus, les inspections menées auprès entreprises nationales chinoises visent seulement les sites de production. Le Japon aimerait demander à la Chine de traiter de manière égale les entreprises nationales et les entreprises étrangères.

2.236. 8. Le Japon prie la Chine de garantir que les renseignements confidentiels seront uniquement divulgués aux personnes qui en ont besoin dans le cadre de l'objectif légitime de l'inspection, étant donné que les sites de production contiennent également un grand nombre de renseignements confidentiels des entreprises. En outre, il tient à exprimer les préoccupations suivantes au sujet d'autres règlements mis en œuvre. 9. Les "Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément" de nouveaux ingrédients cosmétiques contiennent des prescriptions spécifiques sur les nano-ingrédients, lesquels sont définis à l'annexe 5. L'article 29 des "Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques" énonce la règle relative à la mention des nano-ingrédients présents dans les préparations de produits aux fins de l'enregistrement ou de la demande d'agrément, et l'article 27 des "Normes relatives au dossier d'informations pour la notification du dentifrice (projet présenté aux fins d'observations)" énonce de même la règle relative à la mention des nano-ingrédients dans le tableau de préparation des

produits. Le Japon considère qu'une norme plus détaillée et plus concrète est nécessaire pour déterminer quels ingrédients entrent dans la définition des nano-ingrédients. En outre, il aimerait demander que la norme soit formulée de manière à tenir compte des tendances internationales et des observations de toutes les parties prenantes. 10. En ce qui concerne l'article 33 II) (Exemption de l'obligation de présenter des documents relatifs aux essais toxicologiques) des "Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques", étant donné que le système juridique et le système d'application des règles pour les cosmétiques diffèrent selon les pays ou les régions, certains pays pourraient ne pas disposer de l'autorité nécessaire. Par conséquent, le Japon souhaiterait que la Chine accepte un document de certification de la qualification du système de gestion de la qualité ou des bonnes pratiques de fabrication délivré par une organisation internationale autorisée ou par une association professionnelle autorisée à délivrer les certifications par les organismes gouvernementaux du pays ou de la région où se trouve la société qui demande l'enregistrement ou l'agrément du produit, au lieu d'une institution nationale.

2.237. 11. En ce qui concerne les essais pour les produits antitaches/blanchissants, le Japon souhaiterait demander à la Chine d'adopter la méthode des références croisées qui était prévue à l'article 16 (référence croisée de l'effet antitaches/blanchissant) des "Spécifications concernant l'évaluation des allégations relatives à l'efficacité des cosmétiques" (projet présenté aux fins d'observations) en septembre dernier. L'effet antitaches/blanchissant est obtenu par des ingrédients actifs contenus dans les cosmétiques, et la méthode des références croisées permettra de raccourcir le processus, depuis le dépôt de la demande jusqu'à l'agrément. 12. Le Japon souhaiterait demander des précisions sur le fait que les personnes ayant présenté une demande d'agrément pour le dentifrice ne pourront utiliser de nouveaux ingrédients dans les dentifrices que lorsque les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément auront confirmé préalablement leur utilisation, au cours de la période de contrôle de l'innocuité de trois ans suivant la présentation de la demande d'enregistrement ou d'agrément de nouveaux ingrédients, de la même manière que celle qui est énoncée à l'article 29 des "Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques", qui traite de la manipulation des nouveaux ingrédients cosmétiques. 13. L'article 32 des "Normes relatives au dossier d'informations pour la notification du dentifrice (projet présenté aux fins d'observations)" indique que le résumé du rapport d'évaluation de l'efficacité du produit doit être présenté au cours de la procédure d'agrément. Le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques dispose que "les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques" sont responsables de l'efficacité des produits cosmétiques, mais les règlements d'application de ce texte ne prescrivent pas la présentation du résumé du rapport d'évaluation de l'efficacité. Le Japon souhaiterait connaître la raison d'être de l'obligation de présenter le résumé d'un rapport d'évaluation de l'efficacité pour le dentifrice. 14. L'article 36 des "Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques" exige désormais que les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément conservent des échantillons de chaque lot de cosmétiques produits en vue d'une inspection future. Il prévoit également que le nombre d'échantillons conservés doit permettre de répondre aux prescriptions relatives aux essais devant être réalisés en vue de l'enregistrement et de l'agrément. En outre, l'article 31 des "Dispositions concernant la surveillance et l'administration de la production et de la distribution des produits cosmétiques" dispose que les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément de produits cosmétiques doivent conserver des échantillons et les registres des cosmétiques expédiés conformément à la réglementation. L'Avis public (n° 140 de 2021) traitant de questions relatives aux dispositions concernant la surveillance et l'administration de la production et de la distribution des produits cosmétiques, promulgué le 26 novembre 2021, exige que les responsables en Chine de produits importés auprès de déclarants étrangers ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément doivent conserver des échantillons de chaque lot de cosmétiques. Les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément sont responsables des cosmétiques. Le Japon aimerait demander à la Chine d'accepter que des échantillons ne soient pas systématiquement conservés sur son territoire pour autant que le système d'essai puisse fonctionner immédiatement en cas de problème avec les cosmétiques importés.

2.238. 15. Les "Mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques" disposent qu'à compter du 1^{er} mai 2022, les demandes d'enregistrement ou d'agrément des produits doivent être adaptées à la réglementation. Elles prévoient également que les produits qui ont fait l'objet d'une telle demande avant le 1^{er} mai 2022 doivent être adaptés à la réglementation au plus tard le 1^{er} mai 2023. Les déclarants qui ont présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément ont besoin de règles et de lignes directrices détaillées pour s'adapter au nouveau système d'étiquetage des cosmétiques. Le Japon souhaiterait demander à la Chine de ménager un délai de grâce

approprié, d'au moins un an, après la promulgation de tous les règlements concernés. 16. L'article 29 des "Spécifications concernant l'enregistrement et la demande d'agrément des produits cosmétiques" exige la "présentation des renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques" publiés par un fabricant d'ingrédients cosmétiques; ces renseignements doivent être combinés aux renseignements sur les matières premières utilisées dans les produits cosmétiques par les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément. Par conséquent, lorsque les déclarants ayant présenté une demande d'enregistrement ou d'agrément changent de fabricant d'ingrédients cosmétiques, ils doivent présenter un nouveau document, même s'ils confirment que la qualité et la sécurité de ces ingrédients sont comparables. Cela impose une charge inutile à ces déclarants. Ceux-ci procèdent à une évaluation de la sécurité du produit final en s'appuyant sur la norme de qualité des matières qu'ils ont eux-mêmes fixée et présentent le document au moment de l'enregistrement ou de la demande d'agrément. Il est excessif d'exiger la présentation des renseignements relatifs à la sécurité des ingrédients cosmétiques fournis par les fabricants d'ingrédients cosmétiques. Par conséquent, comme dans la pratique internationale, le Japon considère que les renseignements sur les ingrédients devraient être présentés lorsque la NMPA en fait la demande après le lancement des produits, et non au moment de l'enregistrement ou de la demande d'agrément. Le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques et les "Dispositions concernant l'enregistrement des produits cosmétiques" prescrivent que les renseignements pertinents sur la gestion de l'enregistrement et de la notification des cosmétiques et des nouveaux ingrédients cosmétiques soient communiqués au public. Le Japon est conscient qu'au cours de la réunion officielle du Comité OTC de novembre dernier, la Chine a affirmé que les renseignements confidentiels des entreprises ne seraient pas divulgués. Il reconnaît que les renseignements liés à l'achat d'ingrédients cosmétiques contenus dans les préparations de produits cosmétiques, tels que le nom de chaque ingrédient et ses fournisseurs, constituent des renseignements confidentiels des entreprises. Le Japon souhaite demander à la Chine de clarifier que les renseignements relatifs à l'achat d'ingrédients cosmétiques sont protégés comme des renseignements confidentiels des entreprises et ne seront pas communiqués au public.

2.239. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande reconnaît et soutient les mesures qui privilégient des objectifs légitimes, y compris la protection de la santé et de la sécurité des personnes. Nous appuyons les préoccupations soulevées par les Membres devant ce comité et encourageons la Chine à faire en sorte que la facilitation des échanges soit prise en compte dans la mise en œuvre du système réglementaire pour les cosmétiques; nous renvoyons le pays à la déclaration présentée par la Nouvelle-Zélande au sujet de cette préoccupation commerciale lors de la réunion de novembre 2021 du Comité OTC, outre celles qui la précèdent. Nous aimerions que la Chine apporte une réponse aux préoccupations exprimées par la Nouvelle-Zélande et d'autres Membres, dans le cadre du Comité ou dans d'autres enceintes.

2.240. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE aimerait appuyer les délégations de l'Australie, des États-Unis, de la Corée, du Japon et de la Nouvelle-Zélande. Elle souhaite renvoyer à ses déclarations antérieures sur ce sujet, en particulier à la déclaration faite à la réunion de juin du Comité OTC, étant donné que les préoccupations qu'elle avait alors exposées restent inchangées. Le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques a pour principal objectif d'assurer la sécurité des consommateurs. L'Union européenne est favorable à cet objectif, mais est toutefois très préoccupée par l'obligation de transmettre des renseignements confidentiels sur les nouveaux produits et leurs ingrédients aux autorités chinoises. La divulgation obligatoire de renseignements commercialement sensibles requise dans le cadre du processus de notification et d'enregistrement, qui touche aux droits de propriété intellectuelle (DPI) des entreprises concernées, demeure la plus grande préoccupation de l'UE. Celle-ci estime que les prescriptions du Règlement vont au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer la sécurité des consommateurs et la traçabilité des ingrédients utilisés dans les cosmétiques. Elles s'éloignent aussi de la pratique internationale, puisque des renseignements aussi détaillés ne sont requis nulle part ailleurs dans le monde à des fins de notification et d'enregistrement.

2.241. Les autres préoccupations importantes de l'UE sont les suivantes. *S'agissant de l'enregistrement des produits*: les entreprises doivent fournir une liste complète des matières premières utilisées dans le produit fini. Les fournisseurs de matières premières doivent communiquer des renseignements détaillés sur ces dernières, y compris sur le processus de production. *En ce qui concerne la notification des nouveaux ingrédients*: la quantité de renseignements à présenter dans le cadre du nouveau système de notification et les problèmes potentiels liés à la divulgation de ces renseignements après un certain temps suscitent des inquiétudes. *Pour ce qui est des allégations*

relatives à l'efficacité: les fabricants sont tenus de rendre public un résumé détaillé de l'évaluation de l'efficacité, ce qui peut donner lieu à la divulgation de renseignements commerciaux sensibles. Pour certaines allégations relatives à l'efficacité (écran solaire, blanchissement de la peau/élimination des taches et produits contre la perte de cheveux), il est obligatoire d'utiliser les méthodes d'essai chinoises spécifiées. Les essais en question doivent être réalisés par des institutions d'essais spécifiques en Chine. Pour les nouvelles efficacités, si les méthodes utilisées ne sont pas encore reconnues en Chine, elles doivent être validées par au moins deux institutions d'essais qualifiées dans le pays afin d'être utilisées pour étayer une allégation d'efficacité en Chine. L'extrapolation des résultats d'essais entre formules très similaires n'est autorisée que dans des circonstances exceptionnelles (par exemple pour les différences de couleur d'un cosmétique décoratif, l'essai d'efficacité doit seulement être réalisé pour une nuance sur cinq). Les multiples prescriptions propres à la Chine pour les essais d'efficacité exigeront de réaliser un nombre considérable de nouveaux essais sur des produits dont l'efficacité a déjà été établie dans un pays tiers. Elles affectent aussi des milliers de produits qui ont déjà été placés sur le marché en Chine et pour lesquels la justification des allégations devait être finalisée au plus tard en mai 2022. Il était important qu'une période de transition plus longue soit ménagée pour les produits déjà placés sur le marché avant mai 2022 afin de permettre d'obtenir les nouveaux renseignements exigés.

2.242. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. 1. Le fait d'exiger des renseignements ayant trait à l'innocuité des produits est une pratique courante chez les Membres dans le cadre de l'examen de la sécurité des produits liés à la santé. Les renseignements requis tels que la description succincte du processus de production et du processus de production des matières premières ne feront pas l'objet d'une divulgation d'informations gouvernementales. D'après la réglementation sur la divulgation d'informations gouvernementales, les autorités ne doivent pas rendre publics de renseignements contenant des secrets commerciaux ni de données relevant de la sphère privée dont la publication pourrait porter atteinte aux droits et intérêts légitimes des tierces parties. Par conséquent, il ne sera porté atteinte ni aux secrets commerciaux ni aux droits de propriété intellectuelle en la matière. La Chine attache une grande importance à la protection des secrets de fabrication. Les réglementations relatives aux cosmétiques exigent également que les organismes de réglementation protègent les secrets commerciaux à la fois au cours de la procédure d'examen et lors de la publication des renseignements liés à la supervision. Les autorités ne sont pas autorisées à divulguer des secrets commerciaux, des renseignements non divulgués et d'autres renseignements commerciaux confidentiels. Quant aux renseignements relatifs à l'évaluation de l'efficacité, seul un résumé est requis, et non le texte intégral des éléments à l'appui. Les documents techniques exigés pour les nouvelles matières premières ne comprennent que les aspects fondamentaux, et non les renseignements complets. De plus, les autorités protégeront strictement les secrets commerciaux en procédant à l'enregistrement des cosmétiques.

2.243. 2. S'agissant du problème de l'étiquetage. En réalité, les mesures administratives concernant l'étiquetage des cosmétiques n'exigent pas que le contenu de l'étiquette en chinois corresponde exactement au contenu de l'étiquette originale, mais requièrent seulement que la teneur des allégations relatives à la sécurité et à l'efficacité du produit figurant sur l'étiquette en chinois corresponde à ce qui est indiqué sur l'étiquette originale. L'efficacité déclarée des produits est étroitement liée à l'efficacité des ingrédients cosmétiques. Afin d'empêcher la pratique d'"ajout conceptuel", qui est commune dans l'industrie, les mesures relatives à l'administration des étiquettes de produits cosmétiques prévoient que les ingrédients dont le pourcentage du poids n'excède pas 0,1% (en poids) devraient être indiqués sur l'étiquette sous la mention "autres ingrédients résiduels". Cette expression n'est pas nécessairement équivalente à l'expression "ingrédients inefficaces". Elle désigne les ingrédients présents en très faible quantité qui ont néanmoins certains effets. Ces ingrédients peuvent être déclarés sur l'étiquette du produit pour autant qu'ils respectent les prescriptions applicables relatives aux allégations en matière d'efficacité. Quant à la question du lieu d'implantation du fabricant, il est important que les renseignements pertinents soient communiqués. Le Règlement sur la supervision et l'administration des produits cosmétiques énonce explicitement que les demandeurs sont responsables de la qualité et de la sécurité des produits cosmétiques. Les mesures relatives à l'administration des étiquettes de produits cosmétiques prescrivent également que les renseignements relatifs à l'entreprise devraient être indiqués dans la langue correspondante, afin d'éviter toute confusion pour le consommateur.

2.244. 3. La méthode d'inspection de la Chine pour les cosmétiques est approuvée scientifiquement et utilisée à l'échelle internationale. Elle est améliorée en permanence pour les versions actualisées. Les évaluations de la sécurité toxicologique constituent un moyen important d'examiner l'innocuité des nouvelles matières premières, nécessaire à la protection des droits et intérêts légitimes des

consommateurs, afin d'assurer la qualité et la sécurité des produits. La Chine n'exige pas que l'évaluation de la sécurité toxicologique soit réalisée exclusivement au moyen d'essais sur les animaux. D'autres méthodes sont autorisées. 4. La prescription relative aux rapports d'inspection émis par des organismes d'inspection agréés vise à protéger les droits et intérêts légitimes des consommateurs. Les cosmétiques utilisés pour le blanchissement, la protection solaire et la prévention de la perte de cheveux sont classés comme cosmétiques spéciaux en Chine. Le rapport d'évaluation de l'efficacité de ces produits devrait être présenté au moment de l'enregistrement du produit. Par conséquent, un essai d'évaluation de l'efficacité devrait être mené par les organismes d'inspection aux fins de l'enregistrement et de l'agrément des cosmétiques. Ces organismes doivent recevoir l'accréditation CMA. Les organismes d'inspection peuvent être financés par des capitaux étrangers. À l'heure actuelle, de nombreux laboratoires appartenant à des organismes d'inspection étrangers installés en Chine disposent de la certification CMA pour les cosmétiques.

2.245. 5. Conformément au principe de non-discrimination de l'OMC, les Dispositions régissant l'administration des données pour l'enregistrement et l'agrément des cosmétiques établissent exactement les mêmes prescriptions pour les cosmétiques ordinaires importés et nationaux s'agissant des programmes pouvant remplacer les essais sur les animaux aux fins de l'évaluation de la sécurité. Pour les cosmétiques ordinaires nationaux et importés, l'essai toxicologique peut être remplacé par une évaluation des risques en matière de sécurité une fois qu'une certification des systèmes de gestion de la qualité a été délivrée par les autorités gouvernementales. S'agissant des cosmétiques pour enfants, la structure cutanée et la fonction de système immunitaire des nourrissons et enfants n'étant pas parfaites, une simple évaluation de la sécurité pourrait actuellement laisser passer des risques inconnus. En outre, les données relatives aux évaluations de la sécurité disponibles concernent principalement les cosmétiques ordinaires. Les données concernant les cosmétiques pour enfants sont rares. Par conséquent, la Chine estime que l'évaluation de la sécurité des produits devrait, dans le cas des cosmétiques pour enfants, être composée à la fois d'une évaluation de la sécurité et des essais toxicologiques nécessaires. 6. Les principes et prescriptions de base énoncés dans les Bonnes pratiques pour la gestion de la qualité de la production des cosmétiques sont conformes à la norme ISO 22716 et aux prescriptions adoptées à l'échelle internationale, et visent à harmoniser la gestion de la qualité de la production des cosmétiques en Chine ainsi qu'à garantir l'innocuité des cosmétiques.

2.1.3.22 Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relatif aux limitations et aux restrictions concernant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, [G/TBT/N/SAU/1166](#) (ID 666⁶⁷)

2.246. Le représentant du Royaume-Uni a communiqué la déclaration suivante. Le Royaume-Uni remercie l'Arabie saoudite pour son engagement continu au sujet de la notification reproduite dans le document [G/TBT/N/SAU/1166](#), qui établit les exigences techniques concernant la restriction de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques. Nous aimerions tout d'abord répéter que nous encourageons l'Arabie saoudite à accepter l'autodéclaration comme moyen de démontrer la conformité des produits, et nous renvoyons à notre déclaration de novembre 2021 à ce sujet. Le Royaume-Uni remercie l'Arabie saoudite d'avoir présenté au Comité OTC, le 10 février 2022, un addendum à sa notification, lequel contenait des lignes directrices ainsi que des renseignements sur les nouvelles dates de mise en œuvre progressive. Nous remercions également l'Arabie saoudite d'avoir reporté la date de mise en œuvre la plus proche qui était fixée au 4 juillet 2022 et saluons les lignes directrices qui ont été élaborées afin d'aider la branche de production à se conformer à la mesure. Nous croyons comprendre que les produits qui sont déjà ou qui doivent être placés sur le marché pourront circuler jusqu'au 31 décembre 2023; l'Arabie saoudite peut-elle confirmer que cela est correct? Dans l'affirmative, quelles mesures l'Arabie saoudite prendra-t-elle pour appliquer cette mesure et en assurer le respect? La branche de production du Royaume-Uni a demandé des précisions sur la manière dont l'Arabie saoudite compte distinguer les produits placés sur le marché avant et après l'entrée en vigueur des nouvelles règles. Nous aimerions encourager l'Arabie saoudite à envisager d'autoriser l'écoulement des produits placés sur le marché avant le 31 décembre 2023. Le Royaume-Uni se félicite du dialogue constructif qui a eu lieu jusqu'à présent et attend avec intérêt de poursuivre ses échanges productifs avec l'Arabie saoudite sur ce sujet.

2.247. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE remercie l'Arabie saoudite pour la réunion bilatérale tenue et les renseignements qui y ont été communiqués.

⁶⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 666](#).

Elle voudrait à nouveau faire part de ses préoccupations au sujet du projet de Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses (Règlement RoHS), notifié par l'Arabie saoudite le 1^{er} décembre 2020 et adopté en juillet 2021. L'UE souhaite renvoyer pour plus de détails aux observations qu'elle a présentées en novembre 2021 et aux comptes rendus des réunions précédentes du Comité OTC. En particulier, elle souhaite de nouveau inviter l'Arabie saoudite à réexaminer la prescription relative à la certification de la conformité par une tierce partie, qui s'écarte de la pratique internationale courante fondée sur la déclaration de conformité de la première partie. L'UE tient à remercier l'Arabie saoudite d'avoir récemment confirmé, par un addendum ([G/TBT/N/SAU/1166/Add.1](#)), que la mise en œuvre du Règlement RoHS est repoussée de six mois (au 5 juillet 2022) et d'avoir adopté de nouvelles dates de mise en œuvre échelonnées par catégorie de produit. Elle insiste sur l'importance d'accorder des périodes de transition suffisamment longues, qui garantiraient une mise en œuvre et une adaptation sans heurts pour les opérateurs économiques. L'UE apprécie les renseignements relatifs aux lignes directrices pour la branche de production publiées récemment, qui devront faire l'objet d'un examen. Nous serions reconnaissants à l'Arabie saoudite de communiquer le lien vers les lignes directrices ou de fournir une copie de celles-ci. L'UE salue la confirmation du fait que, au titre du Règlement RoHS, les organismes d'évaluation de la conformité non établis en Arabie saoudite peuvent être approuvés par la SASO pour délivrer des certificats. Tout autre renseignement relatif aux conditions liées à cette approbation serait apprécié.

2.248. L'UE souligne à quel point il importe de promouvoir les prescriptions harmonisées du CCG et leur application uniforme, ainsi que la reconnaissance mutuelle des résultats des évaluations de la conformité dans la région, plutôt que la prolifération de règlements RoHS nationaux distincts. Elle invite l'Arabie saoudite à la tenir informée du calendrier pour la procédure d'adoption du projet de Règlement technique du CCG relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, qui a été notifié au Comité OTC en mars 2018 ([G/TBT/N/SAU/1048](#)). L'Union européenne est favorable à tout atelier ou séance d'information qui pourrait être organisé avec les parties prenantes et se tient à disposition pour échanger davantage sur cette question avec l'Arabie saoudite dans un cadre bilatéral.

2.249. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient l'Arabie saoudite d'avoir reporté de six mois la date de mise en œuvre du Règlement technique relatif aux restrictions concernant les substances dangereuses (RoHS), du 5 janvier 2022 au 4 juillet 2022, avec une mise en œuvre progressive en fonction de la catégorie de produits. Par ailleurs, bien que nous apprécions la volonté dont a fait preuve la SASO jusqu'à présent de dialoguer avec nous et d'autres parties prenantes au sujet de ce règlement ainsi que de repousser la date de mise en œuvre, une grande confusion demeure en ce qui concerne plusieurs détails relatifs à la mesure. Nous notons que la SASO a récemment fourni un document d'orientation officiel destiné à clarifier le processus de mise en conformité, qui a causé une confusion importante au sein de la branche de production. Nous n'avons pas fini d'examiner ce document et nous attendons avec intérêt de poursuivre les discussions avec l'Arabie saoudite au sujet de toute clarification nécessaire; par exemple, la liste de codes SH triés par catégorie contenue dans les lignes directrices prévaut-elle sur la liste figurant dans la législation, étant donné que ces deux listes présentent des différences. Nous aimerions également souligner que la branche de production a aussi présenté récemment des préoccupations au sujet du fait qu'il sera exigé, dans le cadre des prescriptions à respecter pour prouver la conformité, de fournir les plans ainsi que des données confidentielles et exclusives au sujet de leurs produits, qui sont considérés comme faisant partie de leur propriété intellectuelle de valeur. De fait, au vu de la liste des actifs de propriété intellectuelle, figurant à l'annexe 3 2/1(E), qui doivent apparemment être divulgués, certaines entreprises des États-Unis tentent actuellement de décider si elles continueront de vendre leurs produits en Arabie saoudite ou si elles abandonneront complètement le marché. Nous aimerions obtenir des orientations de la SASO sur ce point, en particulier pour comprendre comment le pays compte veiller à ce que les exigences en matière de renseignements soient strictement limitées à ce qui est nécessaire pour évaluer la conformité, et à ce que tout renseignement confidentiel présenté soit protégé des divulgations non autorisées.

2.250. En outre, l'Arabie saoudite n'a pas encore fourni d'éclaircissements dans un certain nombre de domaines. Premièrement, nous demandons au pays de communiquer des orientations au sujet de cette mesure et d'indiquer comment elle envisage de dialoguer avec ses partenaires commerciaux et les parties prenantes du secteur privé pour faire en sorte que ces lignes directrices soient aussi claires que possible pour ceux qui doivent se conformer aux règles et les faire respecter, éventuellement sous la forme de foire aux questions (FAQ), comme cela a été fait dans le cadre des régimes RoHS d'autres Membres de l'OMC. Nous demandons aussi à l'Arabie saoudite de fournir à la branche de production et aux organes d'évaluation de la conformité un contact qui répondra à

toute autre question relative au processus. Deuxièmement, nous avons continué de l'exhorter à fournir des éclaircissements sur le champ d'application précis du règlement. Le nouveau document d'orientation publié énumère les codes du SH dans les six catégories de produits. La SASO peut-elle confirmer que cette liste est complète et que seuls les codes du SH mentionnés dans le document d'orientation sont soumis à la prescription en matière d'évaluation de la conformité? La liste de codes du SH figurant dans les lignes directrices semble contenir des catégories qui ne sont pas citées dans le règlement publié et certains codes du SH contenus dans le règlement ne figurent pas dans les lignes directrices. Veuillez indiquer quel document contient la liste de codes du SH qui devrait être suivie pour ce qui est du champ d'application de la mesure en question. Par exemple, certains des codes du SH figurant dans l'annexe correspondent à des produits, comme les piles, les semi-conducteurs et autres pièces de composants électroniques, qui ne relèvent pas des catégories visées par le règlement final. Par ailleurs, la définition des substances dangereuses fait référence aux substances radioactives, alors qu'aucune des substances réglementées n'est radioactive. Pouvez-vous clarifier la définition de "substance dangereuse" (par opposition à "radioactive")? Il manque également des exemptions pour certaines utilisations nécessaires des substances réglementées dans le cas des produits relevant de la catégorie des équipements de surveillance et de contrôle. Pouvez-vous aussi préciser quand cette information sera fournie?

2.251. Troisièmement, nous demandons des indications supplémentaires sur le processus d'essai de l'équipement tout entier et/ou des composants essentiels d'un produit. Nous croyons comprendre qu'en général, les autres Membres de l'OMC ne demandent pas à la branche de production de fournir des rapports d'essai sur les composants essentiels car ces essais nécessitent le démantèlement du produit et la destruction de ses pièces. L'Arabie saoudite propose une approche qui entraîne des coûts supplémentaires et des retards dans la mise des produits sur le marché et qui peut être plus stricte qu'il n'est nécessaire pour lui donner une assurance suffisante de la conformité des produits. Nous lui demandons de mettre en place un processus permettant aux fabricants de satisfaire aux prescriptions RoHS sans fournir de rapports d'essai sur les composants essentiels. Quatrièmement, nous demandons que l'obligation pour les fournisseurs de joindre à leurs produits l'ensemble du dossier technique de pièces justificatives prouvant la conformité soit modifiée et que soit à la place exigée une copie du certificat de conformité délivré par l'organisme d'évaluation de la conformité, étant donné que les consommateurs ne seront pas en mesure de discerner la conformité à partir d'un dossier technique et que ce dernier contiendra probablement des renseignements commerciaux exclusifs. Les États-Unis se réjouissent à la perspective de la poursuite du dialogue avec l'Arabie saoudite et de la présentation de renseignements additionnels dans les cas où cela sera nécessaire pour travailler sur les domaines qui nécessitent que des lignes directrices supplémentaires soient fournies afin de réduire au minimum les effets de restriction des échanges sur l'industrie.

2.252. Le représentant de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse souhaite appuyer les déclarations des intervenants précédents à propos du Règlement technique relatif aux limitations et aux restrictions concernant les substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques du Royaume d'Arabie saoudite. Nous réitérons les préoccupations dont nous avons fait part lors des précédentes réunions du Comité OTC de l'OMC et continuons de craindre que ces prescriptions puissent avoir une incidence négative sur le commerce d'une large gamme de produits. Nous comprenons l'objectif légitime du Royaume d'Arabie saoudite qui est de protéger l'environnement ainsi que la santé et la sécurité publiques. Toutefois, ces prescriptions semblent créer des obstacles non nécessaires aux échanges: les prescriptions en matière d'essais et de certification s'écartent des pratiques internationales courantes, parmi lesquelles figure l'établissement de la déclaration de conformité du fournisseur et de documents techniques conformes à la norme internationale pertinente appropriée. En outre, la mise en œuvre des prescriptions crée des incertitudes pour les fabricants et les organismes d'évaluation de la conformité, notamment en ce qui concerne le champ d'application ou le processus relatif aux essais pour les produits ou les composants essentiels. Nous encourageons le Royaume d'Arabie saoudite à envisager des options moins restrictives pour le commerce et à tenir compte des meilleures pratiques internationales. Enfin, nous encourageons le Royaume d'Arabie saoudite à appliquer des lignes directrices claires et transparentes afin de soutenir la mise en œuvre de ces prescriptions.

2.253. En réponse, le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a communiqué la déclaration suivante. Nous répondrons en téléchargeant nos réponses dans eAgenda d'ici à vendredi. Une déclaration technique a été distribuée à l'issue de la réunion.⁶⁸

⁶⁸ [G/TBT/W/768](#).

2.1.3.23 Indonésie – Règlement gouvernemental 28 de 2021 – Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois) (ID 724⁶⁹)

2.254. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne est préoccupée par le Règlement n° 28 de 2021 et les nouvelles prescriptions en matière de certification relative aux normes nationales indonésiennes (SNI). En février 2021, le gouvernement indonésien a publié le Règlement gouvernemental n° 28/2021. Ce règlement est l'un des règlements d'application de la Loi générale sur la création d'emplois (Loi n° 11 de 2020) adoptée l'année dernière. Le Règlement gouvernemental n° 28/2021 vise à accroître la compétitivité de la branche de production nationale indonésienne et énonce principalement des mesures relatives aux matières premières. Il établit également de nouvelles prescriptions en ce qui concerne les organismes de certification des produits (LSpro). Nous croyons comprendre que celles-ci affectent en principe tous les produits soumis à la certification SNI, et l'exportation vers l'Indonésie reste très complexe. Certains secteurs semblent être particulièrement concernés. En ce qui concerne le secteur des jouets, les articles 38 et 39 engendrent des difficultés considérables. L'article 38 interdit aux LSpro d'utiliser des installations d'essai tierces. L'article 39 établit que les organismes de certification des produits (LSpro) doivent être des entités indonésiennes et employer des citoyens indonésiens résidant en Indonésie pour pouvoir évaluer la conformité des produits aux normes nationales indonésiennes. Les organismes de réglementation donnent à présent à cet article une interprétation littérale trop stricte, selon laquelle chaque étape de la certification SNI doit être menée par des nationaux indonésiens résidant en Indonésie, etc. Nous croyons comprendre que cela est exigé à la fois pour le dispositif n° 1 (essais par lot et inspection avant expédition) et le dispositif n° 5 (certification d'usine).

2.255. Cette nouvelle approche semble être mise en œuvre malgré l'absence de règlement ministériel d'application, normalement exigé dans le processus réglementaire indonésien pour mettre en œuvre une réglementation gouvernementale. En termes d'incidence, cela signifie que pour les essais par lot et les inspections avant expédition, les échantillons doivent être prélevés par un employé du LSpro/résident indonésien. En raison des restrictions liées à la COVID-19, il était et il continue d'être très difficile pour les LSpro d'envoyer du personnel à l'étranger afin de prélever des échantillons de produits ou d'effectuer des audits d'usine. En conséquence, tous les LSpro ont soit arrêté l'échantillonnage à l'étranger, soit arrêté complètement la certification à l'étranger. En outre, même lorsqu'il sera plus facile de voyager à l'étranger, les nouvelles prescriptions entraîneront malgré tout des coûts et des retards importants. L'industrie des pneumatiques est également confrontée à des problèmes majeurs. D'après les renseignements dont nous disposons, l'Indonésie applique un système de certification obligatoire pour certaines pièces détachées (originales et non originales), notamment les pneus, les vitrages de sécurité, les jantes, les batteries de piles et les composants audio et vidéo. Cela suppose l'audit de l'usine dans laquelle les pièces de rechange sont produites (conformément à la norme ISO 9001) ainsi qu'une analyse des produits effectuée par un laboratoire d'essai indonésien. S'ensuivent des contrôles de conformité de la production programmés.

2.256. Actuellement, le laboratoire d'essai indonésien a suspendu à la fois les audits des usines permettant d'obtenir les nouvelles certifications et les inspections d'évaluation de la conformité. Il en résulte que les produits nécessitant de nouvelles certifications ne peuvent pas être importés en Indonésie et que les produits déjà certifiés seront également interdits en Indonésie lorsque leurs certifications respectives expireront. L'Union européenne souhaiterait comprendre quelles mesures l'Indonésie met en place pour garantir que les pièces de rechange de l'UE puissent être importées sans difficulté en Indonésie. En outre, nous aimerions souligner que les produits de l'UE certifiés conformément aux règlements des Nations Unies dans le cadre de l'Accord de 1958 donnent des résultats en matière de sécurité routière et de protection de l'environnement similaires ou supérieurs à ceux des produits certifiés conformément aux règlements indonésiens. Par conséquent, l'Union européenne souhaite inviter l'Indonésie à accepter ses pièces de rechange portant un marquage des Nations Unies ou étant accompagnées d'un certificat des Nations Unies. Elle aimerait également proposer de prolonger la validité des certificats indonésiens délivrés jusqu'à ce que l'Indonésie puisse rétablir la conformité des activités de production. De plus, le pays est encouragé à envisager d'autoriser l'importation de pièces d'origine de l'UE, étant donné que les pièces d'origine ont déjà prouvé qu'elles étaient performantes sur les véhicules utilisés en Indonésie. L'UE note que l'absence de mise en œuvre des recommandations qui précèdent pourrait exclure du marché

⁶⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 724](#).

indonésien des produits parfaitement sûrs et aller au-delà des exigences indonésiennes en matière de sécurité. Enfin, nous voudrions souligner que les nouvelles prescriptions des normes SNI ont également une incidence négative sur la branche de production des machines de l'UE. Celle-ci invite l'Indonésie à notifier à l'OMC le règlement d'application du Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 avant de procéder à sa mise en œuvre et à fournir un délai approprié pour la consultation de la branche de production au sujet des changements radicaux en question. Nous restons disposés à discuter de cette question également dans un cadre bilatéral.

2.257. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis restent préoccupés, comme ils l'ont indiqué lors de la réunion précédente, par le Règlement gouvernemental n° 28 de 2021 de l'Indonésie, qui est le Règlement d'application (pour le secteur manufacturier et l'industrie) de la Loi n° 11 de 2020 (Loi sur la création d'emplois). Nous demandons de nouveau à l'Indonésie de suspendre la mise en œuvre de la mesure, de la notifier au présent comité, de ménager une période de 60 jours pour la présentation d'observations par les parties prenantes et de prendre ces observations en considération avant de publier à nouveau la mesure. Nous croyons comprendre qu'en novembre 2021, la Cour constitutionnelle indonésienne a jugé que la Loi sur la création d'emplois était inconstitutionnelle selon certaines conditions et fixé une période de deux ans pour l'adoption d'une législation la remplaçant. L'Indonésie pourrait-elle préciser quelles conséquences aura la suspension apparemment décidée de la mise en œuvre de la Loi sur la création d'emplois sur l'adoption et l'exécution de règlements d'application du Ministère de l'industrie relatifs au Règlement n° 28 de 2021? Nous demandons à l'Indonésie de notifier les règlements d'application du Ministère de l'industrie au présent comité sous forme de projets et de permettre aux parties prenantes de formuler des observations pour qu'elle les prenne en compte avant la finalisation. Au vu des rapports de l'industrie et de notre examen d'une traduction non officielle de la mesure, il semble que le règlement impose aux organismes d'évaluation de la conformité de faire appel à des citoyens indonésiens domiciliés en Indonésie pour toutes les évaluations de la conformité. Cette exigence annulerait en pratique le recours aux organismes d'inspection ou d'essais étrangers. Nous demandons de nouveau à l'Indonésie de justifier l'inclusion de la nationalité et du domicile comme exigence pour les essais de conformité des produits. Comment ces prescriptions affectent-elles la capacité de mener des évaluations de la conformité?

2.258. De nombreux secteurs obtiennent une certification relative aux normes nationales indonésiennes (SNI) en soumettant des échantillons de produits pour chaque expédition. Lors de notre dernière réunion, l'Indonésie a confirmé que les inspections sur place et les échantillonnages peuvent continuer seulement tant que des ressortissants indonésiens sont autorisés à voyager pour les réaliser. Compte tenu des nombreuses restrictions de voyage liées à la pandémie qui touchent encore une grande partie du monde, comment l'Indonésie envisage-t-elle que les entreprises se conforment à ces prescriptions? Étant donné que le pays n'autorise pas les inspections d'usine à distance, les entreprises qui comptent sur les inspections d'usine pour obtenir la certification SNI seront touchées si chaque expédition doit faire l'objet d'essais. Nous craignons que le fait d'exiger que le prélèvement d'échantillons sur des produits soit effectué par des ressortissants indonésiens domiciliés en Indonésie n'ait pour effet d'interrompre les importations, ce qui semble déjà être le cas. Les États-Unis remarquent qu'en réalité, des préoccupations similaires ont été exprimées par le délégué de l'Indonésie à la réunion de novembre du Comité OTC, au sujet d'une PCS relative aux importations automobiles de l'Inde (IMS 649): "L'Indonésie reste préoccupée par le fait que la procédure d'évaluation de la conformité requise dans le document est plus restrictive que nécessaire. Elle prévoit que l'audit et la certification ne peuvent être réalisés que par le BIS et qu'une visite d'usine doit être effectuée. L'Indonésie regrette que l'Inde n'ait pas pris en compte la crise sanitaire actuelle qui a rendu les visites d'usine impossibles en raison des interdictions de voyager et de la politique de distanciation physique. Par conséquent, l'Indonésie demande instamment à l'Inde d'envisager une évaluation à distance pour les visites d'usine ou toute autre politique d'assouplissement afin de faciliter les échanges et de réduire au minimum les obstacles techniques au commerce, en particulier en cette période difficile".

2.259. De la même manière, s'agissant du Règlement n° 28 de 2021, nous regrettons que l'Indonésie n'ait pas pris en compte la crise sanitaire actuelle qui a rendu les visites d'usine impossibles. Par conséquent, les États-Unis exhortent l'Indonésie à envisager de reprendre les évaluations à distance pour les inspections d'usine ou toute autre politique d'assouplissement comme moyen de faciliter les échanges, en particulier en cette période difficile. Nous demandons de nouveau au pays de clarifier si l'article 38 exige que les organismes d'évaluation de la conformité exploitent également leurs propres laboratoires d'essais pour tous les produits devant être certifiés SNI. Les parties prenantes du secteur ont signalé qu'en l'absence de règlements d'application du Ministère

de l'industrie, de nombreux organismes d'évaluation de la conformité avaient interrompu la certification des produits étrangers, entraînant l'arrêt des exportations nécessitant des essais SNI pour chaque expédition. À l'expiration des certifications SNI fondées sur l'inspection d'usine des entreprises, ces exportations seront également arrêtées car il n'existe actuellement aucun moyen pour les fabricants étrangers de répondre à l'une ou l'autre des prescriptions (inspections d'usine ou échantillonnage de produits par expédition). Nous exhortons de nouveau l'Indonésie à communiquer immédiatement aux organismes indonésiens d'évaluation de la conformité que la certification des expéditions de produits étrangers peut, et doit, se poursuivre pendant que le Ministère de l'industrie élabore les règlements d'application.

2.260. En réponse, le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie souhaite faire référence à sa dernière déclaration, présentée à la réunion de novembre 2021 du Comité OTC, qui indique que tous les processus de certification relevant des règlements techniques basés sur les SNI dans le secteur industriel sont effectués conformément aux dispositions contenues dans le règlement ministériel correspondant. Toutes les dispositions s'appliquent de la même manière aux fabricants nationaux et aux fabricants étrangers. Les certifications SNI sont délivrées à l'issue d'inspections d'usine et d'échantillons prélevés sur place par le personnel autorisé. L'Indonésie accepte les résultats d'essais menés par les laboratoires d'essais étrangers accrédités dans le cadre de l'accord de reconnaissance mutuelle sous réserve de la disponibilité d'un accord de règlement technique entre l'Indonésie et le pays partenaire.

2.1.3.24 Inde – Pneumatiques et chambres à air pour véhicules automobiles,
[G/TBT/N/IND/20](#), [G/TBT/N/IND/20/Add.1](#), [G/TBT/N/IND/40](#),
[G/TBT/N/IND/40/Rev.1](#) (ID 133⁷⁰)

2.261. Le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. Le gouvernement indonésien exprime sa gratitude au gouvernement indien pour avoir organisé, tant en marge de la réunion du Comité OTC que dans le cadre de la réunion du Groupe de travail des liens entre le commerce et l'investissement, plusieurs réunions bilatérales afin de régler les problèmes concernant les pneumatiques d'origine indonésienne. L'Indonésie regrette, cependant, qu'aucune réponse ou solution appropriée ne lui ait été communiquée à ce jour sur cette question. Elle est consciente que l'Inde a imposé des restrictions à l'importation de pneumatiques de certains types et de certaines tailles que ses fabricants sont en mesure de produire. Cette politique a été mise en œuvre peu de temps après que l'Inde eut imposé une interdiction temporaire d'importation de pneumatiques dans son pays pour une période de six mois, comme indiqué dans la notification n° 12/2015-2020 du 12 juin 2020 relative aux changements dans la politique d'importation de pneumatiques. Les exportations de pneumatiques vers l'Inde se trouvent ainsi entravées, car l'éventail des catégories de pneumatiques pouvant être exportés dans ce pays est très restreint. L'accès au marché pour les pneumatiques importés risque d'être totalement fermé compte tenu des différents types et tailles de pneumatiques que l'Inde, qui est l'un des principaux producteurs mondiaux, a la capacité de produire.

2.262. Bien qu'il n'existe pas de dispositions officielles régissant les restrictions à l'importation de pneumatiques, les importateurs sont tenus de faire des déclarations distinctes par courrier électronique concernant les importations de pneumatiques de certains types et de certaines tailles, ce qui entrave de fait l'exportation de pneumatiques par l'Indonésie. En outre, cette dernière soupçonne un traitement discriminatoire dans la mise en œuvre de cette politique, dans la mesure où celle-ci est appliquée de manière sélective en ciblant certains États Membres pouvant concurrencer les producteurs nationaux et perturber leur accès au marché. Par ailleurs, l'Indonésie a également l'intention de demander des éclaircissements supplémentaires concernant la mise en œuvre d'une politique de redevances pour l'attribution d'une licence de marque aux produits pneumatiques portant la marque IS. Elle estime que l'imposition d'un droit pour l'apposition de la marque IS sur les pneumatiques exportés vers des pays tiers pourrait faire peser une charge sur les entreprises et créer des barrières commerciales inutiles au commerce international. L'imposition de telles redevances de marquage n'a aucune justification en droit ni aucun lien avec la protection de la santé humaine, la sécurité ou la prévention des pratiques frauduleuses. L'Indonésie estime que la mise en œuvre de ces deux politiques n'est pas conforme au principe de non-discrimination et risque de créer des obstacles inutiles au commerce international, comme prévu aux articles 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC. Elle espère donc que l'Inde pourra fournir des éclaircissements supplémentaires

⁷⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 133](#).

sur ces deux questions et lui demande de revoir sa politique afin de garantir sa conformité aux dispositions pertinentes de l'Accord OTC de l'OMC.

2.263. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les activités d'évaluation de la conformité du BIS concernant la certification des produits sont conformes au système I du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du Bureau. Comme cela a été indiqué précédemment au sujet de la même préoccupation, la redevance de marquage est uniformément applicable à tous les fabricants, nationaux ou étrangers, conformément aux dispositions de ce système. Cette redevance est prélevée pour couvrir les dépenses engagées par le BIS aux fins des activités d'évaluation, y compris les frais généraux d'administration, les coûts de surveillance, dont l'achat d'échantillons sur le marché, et les dépenses associées aux essais réalisés sur les échantillons prélevés à l'usine/sur le marché.

2.1.3.25 Union européenne – Projet de règlement d'exécution portant modification du Règlement (CE) n° 607/2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole, [G/TBT/N/EEC/264](#), [G/TBT/N/EEC/264/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/44](#), [G/TBT/N/EU/570](#), [G/TBT/N/EU/571](#) (ID 345⁷¹)

2.264. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis sont très déçus de se trouver une fois de plus dans l'obligation de soulever des préoccupations concernant les modifications qu'a apportées l'Union européenne (UE) à son projet de règlement relatif aux indications géographiques et aux mentions traditionnelles pour le vin; et, plus particulièrement, de réitérer les demandes en suspens de leur branche de production au sujet des mentions traditionnelles, qui ont été soumises à l'UE il y a plus de 11 ans. L'UE n'a pas offert un niveau de transparence suffisant au sujet de ce processus et elle entrave depuis plus de 10 ans l'accès des producteurs des États-Unis aux marchés. L'UE persistant à ne fournir aucun renseignement, les États-Unis n'ont pas d'autre choix que de soulever une nouvelle fois cette question devant le Comité OTC de l'OMC. Durant les réunions du Comité OTC des trois dernières années les États-Unis ont appelé l'UE à indiquer où en était le processus d'examen. Ils souhaitent à nouveau pouvoir disposer des renseignements suivants: les demandes font-elles l'objet d'un examen actif ou ont-elles été mises en attente? Quels sont les procédures et les délais applicables aux examens? Par ailleurs nous avons également formé le vœu aux six dernières réunions du Comité OTC que davantage de transparence prévaille au sujet des autres demandes afin de pouvoir faire des comparaisons avec nos propres demandes. Nous voudrions donc à nouveau savoir combien de demandes de mentions traditionnelles ont été déposées ces 11 dernières années? Combien de ces demandes ont été approuvées ou rejetées ou restent en suspens? Quel est le délai moyen entre la demande et une décision finale? Pour les demandes en suspens, depuis combien de temps sont-elles en attente? Pour les demandes en suspens, combien d'entre elles émanent des États Membres? Comment le traitement de ces demandes a-t-il été modifié, le cas échéant, au cours des trois années qui ont suivi l'adoption du Règlement d'exécution n° 2019/34? L'UE a-t-elle l'intention de répondre à ces questions, qui ont été posées à de multiples reprises depuis novembre 2019?

2.265. Nous avons également d'autres questions qui sont restées sans réponse, notamment les suivantes: l'UE pourrait-elle confirmer que les producteurs des États-Unis seront en mesure de continuer d'utiliser un terme générique, tel que le nom d'une variété de raisin, qui fait partie d'un terme composé protégé par l'UE en tant qu'indication géographique? Par exemple, les producteurs des États-Unis pourront-ils toujours utiliser le nom de la variété de raisin "Dolcetto" même si l'UE protège le nom composé "Dolcetto d'Alba"? Comment les pays tiers sont-ils informés des changements apportés aux appellations d'origine protégées et aux indications géographiques protégées de l'UE? Quelle est la définition de "générique"? Enfin, nous souhaitons toujours confirmation que le règlement révisé n'altérera pas la capacité des producteurs des États-Unis d'utiliser des termes tels que "vieilli en fût", comme prévu à l'Appendice II du protocole relatif à l'étiquetage de l'Accord de 2006 entre les États-Unis et l'Union européenne relatif au vin. Dans sa réponse à nos observations relatives aux obstacles techniques au commerce, l'UE a indiqué que "les attentes des consommateurs avaient été prises en considération en protégeant certaines indications d'étiquetage concernant des méthodes de production particulières". Au vu de cette réponse, nous

⁷¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 345](#).

ne sommes toujours pas certains de pouvoir continuer à utiliser le terme "vieilli en fût" et nous prions l'UE de bien vouloir éclaircir ce point.

2.266. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. Nous renvoyons l'Union européenne à la déclaration faite au Comité OTC par la Nouvelle-Zélande à propos de cette préoccupation commerciale en novembre 2021, et à celles qui l'ont précédée. Nous téléchargerons notre déclaration complète sur eAgenda. Une déclaration technique a été distribuée à l'issue de la réunion.⁷²

2.267. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE comprend que les États-Unis et la Nouvelle-Zélande continuent de s'intéresser à cette question. Elle a achevé la révision de sa législation interne sur les mentions traditionnelles, qui a fait l'objet de discussions lors des réunions précédentes du Comité OTC et qui a abouti à l'adoption du Règlement délégué (UE) n° 2019/33 de la Commission et du Règlement d'exécution (UE) n° 2019/34 de la Commission. L'UE estime que sa législation interne offre un système constructif et transparent de protection des mentions traditionnelles utilisées sur les produits vinicoles provenant de ses pays membres ainsi que sur les produits de pays tiers. Elle a démontré qu'elle était à même de répondre aux préoccupations spécifiques des Membres dans ce domaine, que ce soit par le biais de sa législation interne ou d'accords bilatéraux.

2.1.3.26 Chine – Règlement relatif à la surveillance et à l'administration des dispositifs médicaux (Ordonnance n° 650 du Conseil d'État), [G/TBT/N/CHN/1022](#), [G/TBT/N/CHN/1023](#), [G/TBT/N/CHN/1024](#), [G/TBT/N/CHN/1025](#), [G/TBT/N/CHN/1026](#), [G/TBT/N/CHN/1029](#), [G/TBT/N/CHN/1313](#) (ID 428⁷³)

2.268. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée tient à remercier la Chine pour les aimables explications qu'elle a données sur le Règlement révisé relatif à la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux lors des dernières réunions du Comité OTC de juin et novembre 2021, à savoir que: "La nouvelle révision [...] du Règlement relatif à la surveillance et à l'administration des dispositifs médicaux a été publiée et est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2021. Le nouveau Règlement définit des exigences raisonnables en matière d'évaluation clinique, simplifie les procédures d'examen et encourage davantage l'innovation. Parallèlement, il met pleinement en œuvre le système de déclarants et renforce la responsabilité des entreprises et la surveillance de l'intégralité du processus des dispositifs médicaux." La Corée comprend parfaitement les explications de la Chine et l'objectif de la révision. Toutefois, elle voudrait, pour sa part, que soit clarifiée la définition ou la portée de l'expression "laboratoires d'essai qualifiés" figurant dans le règlement révisé, qui reste un peu confuse. Elle demande donc une nouvelle fois à la Chine de répondre à la question de savoir si les laboratoires d'essai accrédités au niveau international sont inclus dans la définition chinoise des laboratoires d'essai qualifiés et, en tout état de cause, d'inclure les laboratoires accrédités au niveau international ou les laboratoires étrangers dans sa définition des laboratoires qualifiés. Lors de la dernière réunion du Comité OTC en juin 2021, la Chine a répondu que des règles opérationnelles apportant les éclaircissements demandés étaient en cours d'élaboration. Cependant, la Corée n'a encore reçu aucun nouveau renseignement de sa part et lui demande donc de faire part de l'état d'avancement actuel de l'élaboration de ces règles.

2.269. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Le Règlement nouvellement révisé relatif à la surveillance et l'administration des dispositifs médicaux est entré en vigueur le 1^{er} juin 2021. Selon son article 75, seules les organismes d'inspection reconnus par les autorités de certification, d'accréditation et d'évaluation des médicaments peuvent procéder à l'inspection des dispositifs médicaux.

2.1.3.27 Chine – Droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux (ID 466⁷⁴)

2.270. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. Comme lors des précédentes réunions du Comité OTC, la République de Corée souhaite soulever cette préoccupation commerciale spécifique concernant les droits d'enregistrement des médicaments et

⁷² [G/TBT/W/770](#).

⁷³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 428](#).

⁷⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 466](#).

des dispositifs médicaux de la Chine. Lors des dernières réunions, elle a fait part de sa préoccupation concernant les disparités entre les droits appliqués aux producteurs nationaux et ceux qui frappent les importateurs. La Chine a répondu que ses droits d'enregistrement étaient inférieurs à la moyenne mondiale et qu'il pouvait y avoir des différences mineures. La Corée souhaite toutefois réaffirmer que sa préoccupation porte sur l'écart important entre les droits, et non sur les droits d'enregistrement plus élevés, en particulier pour les dispositifs médicaux importés. S'agissant des dispositifs médicaux de classe III, les droits pour les dispositifs médicaux importés sont le double de ceux des dispositifs nationaux. Il ne s'agit pas d'une différence mineure, même en prenant en considération la justification avancée par la Chine à la dernière réunion, à savoir le coût différent de l'évaluation de la conformité ou de la charge de travail qu'elle représente. En outre, la Chine a répondu que ses droits d'enregistrement étaient conformes aux pratiques internationales courantes. Or, des pays comme la Corée, les États-Unis d'Amérique, le Canada et l'Australie imposent des droits d'enregistrement de même montant aux fabricants nationaux et étrangers. La Corée demande à la Chine de faire de même et de garantir un traitement juste et équitable.

2.271. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Tout d'abord, nous voudrions renvoyer à la réponse que nous avons déjà donnée aux questions soulevées par la Corée lors des réunions précédentes. En collaboration avec l'Administration nationale des produits médicaux, les autorités sont actuellement en train d'examiner et d'évaluer la mise en œuvre des politiques et des normes relatives aux droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux, conformément aux mesures administratives concernant les normes applicables aux droits d'enregistrement des médicaments et des dispositifs médicaux.

2.1.3.28 Indonésie – Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses règlements d'application, [G/TBT/N/IDN/123](#), [G/TBT/N/IDN/131](#), [G/TBT/N/IDN/131/Add.1](#), [G/TBT/N/IDN/134](#), [G/TBT/N/IDN/139](#), [G/TBT/N/IDN/140](#) (ID 502⁷⁵)

2.272. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie l'Indonésie pour la session d'information du 7 mars 2022 sur la mise en œuvre de la garantie des produits halal en Indonésie. Elle réitère ses vives préoccupations concernant la Loi indonésienne n° 33 de septembre 2014 sur la garantie des produits halal et ses dispositions d'application qui prévoient une certification halal et un étiquetage obligatoires pour un très large éventail de produits afin qu'ils puissent être mis sur le marché indonésien, ce qui crée d'importants obstacles au commerce entre l'UE et l'Indonésie. Elle déplore que, contrairement à ce que prévoit l'article 2.9 de l'Accord OTC, l'Indonésie n'ait pas notifié au Comité OTC la Loi sur la garantie des produits halal. En ce qui concerne les récentes dispositions d'application, elle regrette que, le 6 janvier 2022, l'Indonésie n'ait pas attendu l'expiration de la période de 60 jours prévue pour la présentation d'observations au Comité OTC pour adopter le Règlement n° 2/2022 sur la coopération internationale en matière de garantie des produits halal ([G/TBT/N/IDN/139](#)). De même, elle souligne que l'Indonésie a adopté le Décret n° 1360/2021 sur les matières qui ne sont pas soumises à l'obligation de certification halal ([G/TBT/N/IDN/140](#)) le 27 décembre 2021, avant même la notification au Comité OTC le 6 janvier 2022 et sans respecter la période de présentation d'observations. Elle encourage l'Indonésie à notifier toutes les mesures techniques correspondantes lorsqu'elles sont encore à l'état de projet et à prévoir un délai suffisant pour la formulation d'observations, conformément à l'article 2.9.4 de l'Accord OTC de l'OMC. De plus, les Membres doivent, en application de l'article 2.12 de cet Accord, ménager un délai raisonnable d'au moins six mois entre la publication des règlements techniques et leur entrée en vigueur, sauf si cela se révèle inefficace pour atteindre les objectifs légitimes poursuivis.

2.273. L'UE invite l'Indonésie à fournir une réponse écrite à ses observations du 12 mai 2020 sur le Règlement n° 31/2018 relatif à l'étiquetage des aliments transformés ([G/TBT/N/IDN/124](#)). Elle remercie l'Indonésie pour sa réponse écrite consolidée du 7 mars 2022 couvrant les observations de plusieurs Membres sur les mesures suivantes: i) projet de Règlement gouvernemental n° 39/2021 concernant la mise en œuvre de la garantie des produits halal donnant suite au projet de Loi omnibus sur la création d'emplois ([G/TBT/N/IDN/131](#)); ii) projet de Décret concernant les types de produits et de biens de consommation pour lesquels la certification halal est obligatoire ([G/TBT/N/IDN/134](#)); iii) Règlement sur le tarif des services publics fournis par l'organisme responsable de la garantie des produits halal ([G/TBT/N/IDN/138](#)); iv) projet de Règlement concernant la coopération internationale en matière de garantie des produits halal ([G/TBT/N/IDN/139](#)); et v) projet de Décret sur les matières

⁷⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 502](#).

qui ne sont pas soumises à l'obligation de certification halal. Les réponses sont en cours d'examen par l'UE. Cette dernière souligne l'effet restrictif excessif des mesures en question sur le commerce et invite l'Indonésie à envisager des solutions moins restrictives en matière de certification et d'étiquetage halal afin de réaliser l'objectif légitime consistant à garantir des renseignements fiables sans entraver indument les flux commerciaux. Ses principaux sujets de préoccupation vis-à-vis de la Loi halal et des mesures d'application sont, entre autres, la mention "non halal" requise pour les produits non halal ou l'extension des prescriptions halal à des produits autres que des produits alimentaires et des boissons. En outre, afin de garantir la viabilité du système pour les opérateurs étrangers, davantage de précisions sur les prescriptions applicables en vue de la reconnaissance par l'Indonésie des certificats halal étrangers ainsi qu'une approche pragmatique à ce sujet sont nécessaires. En particulier, nous considérons que la signature d'un accord de reconnaissance mutuelle de gouvernement à gouvernement comme condition préalable à la reconnaissance par l'Indonésie des certificats halal étrangers représente une charge excessive pour la branche de production et les opérateurs économiques et ne permet pas de relations commerciales harmonieuses. L'UE attend avec intérêt de pouvoir étudier des options plus réalisables et plus souples. Une clarification des dispositions transitoires pour les certificats existants serait également bienvenue.

2.274. L'exclusion des produits finis du champ de la certification étrangère et l'obligation d'enregistrement supplémentaire faite aux organismes étrangers pour la certification halal de certains produits semblent également injustifiées, coûteuses et redondantes. En outre, l'UE s'inquiète de la possibilité d'imposer des droits de certification halal beaucoup plus élevés pour les biens et services provenant d'entreprises étrangères. Elle souhaiterait également obtenir des précisions sur les critères utilisés pour établir la liste des matières qui ne sont pas soumises à l'obligation de certification halal et sur la procédure de révision de cette liste. Elle souligne qu'il importe de préserver la possibilité de commercialiser des produits non halal sur le marché indonésien et invite instamment l'Indonésie à revoir les mesures concernant la certification halal afin d'adopter une approche plus favorable au commerce. En particulier, elle lui demande instamment de limiter les prescriptions halal aux aliments et aux boissons, d'éviter d'exiger la mention "non halal" pour les produits non halal, de clarifier son approche de la coopération internationale en matière de produits halal et de prévoir un procédure souple et pragmatique pour la reconnaissance des organismes étrangers de certification halal et l'acceptation des certificats étrangers, en s'appuyant sur les accords bilatéraux existants en matière de coopération et de modalités pratiques pour la certification halal. L'UE réaffirme sa volonté de poursuivre les discussions et la coopération avec l'Indonésie sur les questions relatives aux produits halal, afin de trouver une solution satisfaisante pour tous et de régler les préoccupations commerciales.

2.275. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous notons que l'Indonésie a organisé une vidéoconférence en début de semaine avec l'Organisme responsable de la garantie des produits halal (BPJPH) et, bien que nous ayons apprécié les renseignements fournis, nous aurions aimé avoir l'occasion de poser des questions pour obtenir des éclaircissements et de débattre de nos préoccupations individuelles pour chacune des notifications visées. Comme nos questions sont restées sans réponse, nous invitons à nouveau instamment l'Indonésie à poursuivre ses échanges de vues bilatéraux avec les autres Membres de l'OMC et les parties prenantes de l'industrie et nous espérons poursuivre ces échanges dans les jours à venir. Les États-Unis reconnaissent l'objectif de l'Indonésie qui est d'assurer que les renseignements concernant les produits distribués sur le marché sont suffisants pour garantir l'intégrité halal de certains produits pour les consommateurs et se sont employés à collaborer avec ce pays depuis 2015 pour veiller à ce que cet objectif soit atteint d'une manière qui soit conforme aux obligations contractés par l'Indonésie dans le cadre de l'OMC. Nous renvoyons l'Indonésie à la déclaration que nous avons présentée au Comité OTC en novembre ([G/TBT/W/761](#)). Nous espérons recevoir une réponse à nos nombreuses questions restées sans réponse et ne les avons donc pas toutes répétées ici. Nos observations sur les notifications de l'Indonésie concernant la Loi n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses mesures d'application, notamment le Règlement gouvernemental n° 39/2021, sont indiquées ci-dessous.

2.276. *Transparence*: Nous rappelons respectueusement à l'Indonésie l'obligation de notifier les projets de mesures au Comité avant leur entrée en vigueur, d'accorder un délai raisonnable pour la présentation d'observations par les parties prenantes et de prendre en compte ces observations avant l'adoption et la mise en œuvre des projets de mesures. Nous continuons à noter en ce qui concerne les Décrets et Règlements relatifs aux produits halal une tendance à finaliser les mesures sans que les parties prenantes aient la possibilité de présenter des observations. Par exemple, nous

constatons qu'alors que le Règlement [G/TBT/N/IDN/139](#) a été notifié le 1^{er} décembre 2021 avec une date limite de réception des observations fixée au 30 janvier 2022, la mesure a été promulguée en tant que Règlement n° 2 de 2022 du Ministère des affaires religieuses le 6 janvier 2022. Par ailleurs, nous avons appris que le Règlement notifié sous la cote [G/TBT/N/IDN/140](#) avait été promulgué le 27 décembre 2021 sous la forme du Décret n° 1360 de 2021 du Ministère des affaires religieuses, alors qu'il a été notifié au présent Comité en tant que projet le 6 janvier 2022. En finalisant ces règlements avant la fin de la période de présentation des observations, ou avant la notification, et avant que les observations des parties prenantes aient pu être reçues ou prises en compte, l'Indonésie a une fois de plus manqué l'occasion de recevoir un retour d'information précieux de la part des parties prenantes sur leurs préoccupations concernant l'incidence des mesures sur le commerce. Nous notons également que deux autres mesures d'application de la Loi relative aux produits halal et du Règlement gouvernemental n° 39 de 2021 (GR39/2021) ont été promulguées sans être notifiées: le Décret n° 57 de 2021 du BPJPH, qui semble être le règlement ministériel d'application de la Loi halal, et le Règlement n° 141 de 2021 du BPJPH, qui concerne la structure des droits pour la certification et l'accréditation halal. Nous demandons que l'Indonésie respecte ses obligations de transparence en notifiant ces mesures au Comité dès que possible et en différant leur mise en œuvre jusqu'à ce que les observations des parties prenantes aient pu être prises en compte.

2.277. *Protocole d'accord entre gouvernements:* S'agissant de la dernière notification de l'Indonésie présentée dans le document [G/TBT/N/IDN/139](#) et concernant la coopération internationale en matière de produits halal, le projet de Décret n'a malheureusement pas permis de mieux appréhender la nature ou la nécessité d'un protocole d'accord entre gouvernements. Sur son marché national, le gouvernement des États-Unis n'accrédite pas les certificateurs halal et ne certifie pas les produits comme étant halal, mais l'inspection et la certification halal sont effectuées par des organismes privés basés aux États-Unis, tant pour le marché intérieur que pour l'exportation. Les exportateurs font confiance à ces organismes de certification halal basés aux États-Unis pour certifier que toutes les exportations sont conformes aux exigences halal de l'Indonésie. Le système a fonctionné de cette manière pendant des décennies sans problème et nous n'avons toujours pas reçu de justification expliquant pourquoi il ne devrait pas être poursuivi. Dans ce cadre, les organismes de certification halal basés aux États-Unis demandaient la reconnaissance directement auprès du gouvernement indonésien. Le projet de Décret G/TBT/N/IDN/139 semble contenir des dispositions permettant aux organismes de certification non gouvernementaux étrangers de conclure un accord de reconnaissance avec le BPJPH. Nous demandons que l'Indonésie permette aux cinq certificateurs halal basés aux États-Unis de continuer à demander directement d'être reconnus sans passer par un protocole d'accord entre gouvernements.

2.278. *Prescriptions supplémentaires:* À cet égard, nous comprenons également que la Cour constitutionnelle indonésienne a récemment jugé sur une base conditionnelle que la Loi omnibus sur la création d'emplois était inconstitutionnelle et a prévu une période de deux ans pour l'adoption d'une législation de remplacement. L'Indonésie peut-elle expliquer comment cette décision de justice influera sur la mise en œuvre de la Loi halal? Peut-elle préciser également comment le document GR39/2021 et ses règlements d'application remplacent les mesures précédemment instituées? Par exemple, le Conseil islamique indonésien dresse une liste des matières qui sont considérées comme non critiques pour la certification des produits halal, tandis que le Ministère des affaires religieuses a notifié une liste séparée de ces matières dans son projet de Décret concernant les matières qui ne sont pas soumises à l'obligation de certification halal ([G/TBT/N/IDN/140](#)). Nous demandons instamment au BPJPH de collaborer avec le Conseil islamique indonésien et d'autres organismes gouvernementaux concernés, tels que l'Agence nationale de contrôle des médicaments et des produits alimentaires en ce qui concerne les ingrédients cosmétiques et alimentaires, afin de s'assurer que ces listes ne sont pas en conflit les unes avec les autres et que les fabricants peuvent facilement déterminer quelles matières sont considérées comme non critiques. Nous demandons également à l'Indonésie de mettre en place une procédure transparente et efficace pour permettre aux producteurs concernés de solliciter l'ajout de nouvelles matières non critiques, car une telle procédure contribuerait à éviter la création de barrières au commerce inutiles. Nous demandons également au BPJPH de se coordonner avec d'autres ministères du gouvernement indonésien pour s'assurer que les Règlements d'application à venir de la Loi halal ne contredisent pas les Règlements existants et invitons l'Indonésie à indiquer clairement quand et dans quelle mesure un règlement d'application remplace un règlement existant.

2.279. Depuis plusieurs années nous posons des questions sur la certification des services et nous n'avons toujours pas d'idée claire sur la manière dont cela fonctionne. Nous sommes préoccupés par le fait que l'Indonésie puisse éventuellement exiger que tous les services de transport, d'emballage,

de stockage et de livraison relatifs aux aliments, aux boissons, aux cosmétiques et aux dispositifs médicaux soient certifiés halal. Une telle prescription pourrait être problématique et sans doute irréalisable pour les producteurs des États-Unis, étant donné la variété et l'étendue de ces services et le manque de clarté de l'Indonésie sur ce que de telles contraintes pourraient signifier. Une préoccupation que nous avons mentionnée depuis longtemps, mais à laquelle nous n'avons pas encore reçu de réponse satisfaisante, concerne les mesures exigeant que les produits halal et non halal soient séparés tout au long de la chaîne d'approvisionnement, y compris le stockage, le transport, la distribution et la vente. De telles prescriptions seraient extrêmement lourdes à respecter et nous doutons de leur nécessité, car l'emballage des produits, la traçabilité et d'autres moyens sont disponibles pour garantir l'intégrité des produits halal. Les États-Unis demandent à l'Indonésie de supprimer ces prescriptions, telles que décrites dans le document GR 39/2021. Pour quelles raisons l'Indonésie n'a-t-elle pas collaboré avec les producteurs concernés pour mettre au point des procédures ou des prescriptions par type de produit, comme cela avait été envisagé au départ? Par exemple, les prescriptions applicables à la gestion des aliments frais seront probablement très différentes de celles relatives à de nombreux autres produits à certifier. Enfin, nous avons noté qu'exiger de chaque opérateur commercial qu'il emploie un superviseur halal constitue une prescription excessivement lourde qui suscite de sérieuses inquiétudes quant à son incidence sur le commerce international. Une de ses conséquences probables est que les petites et moyennes entreprises qui ne peuvent pas se permettre d'engager un superviseur halal choisiront plutôt de ne pas faire affaire en Indonésie.

2.280. *Conclusion:* En conclusion, de nombreuses autres préoccupations que nous avons soulevées lors des réunions précédentes n'ont pas été suffisamment prises en compte par l'Indonésie. Nous avons notamment posé des questions sur: la raison pour laquelle les produits génétiquement modifiés doivent être certifiés par le BPJPH alors que le Conseil islamique indonésien les a exemptés; les motifs avancés pour justifier de l'obligation de certifier tous les produits comme étant halal ou non halal, sans même de revendication halal; l'obligation d'apposer un code couleur pour les ingrédients haram sur les étiquettes; la forme que prendront les services de certification halal; la procédure et le calendrier prévus par l'Indonésie pour le renouvellement des accréditations existantes et l'ajout de nouveaux certificateurs halal basés aux États-Unis; en plus de bien d'autres questions posées au cours de plusieurs réunions et restées sans réponse. Pour laisser aux producteurs des États-Unis le temps de s'adapter à ces nouvelles prescriptions et pour donner à l'Indonésie le temps de clarifier et de répondre de manière adéquate aux questions et préoccupations des Membres de l'OMC, nous lui demandons de reporter le début de l'introduction progressive de la Loi halal jusqu'à ce qu'elle ait finalisé tous les Règlements d'application y relatifs. Nous restons déterminés à œuvrer bilatéralement avec l'Indonésie pour donner suite aux préoccupations susmentionnées et à celles soulevées par d'autres Membres au sein de ce Comité et pour faire en sorte que les mesures halal de l'Indonésie ne créent pas d'obstacles inutiles au commerce international.

2.281. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie se félicite des discussions en cours sur la Loi indonésienne n° 33 de 2014 concernant la garantie des produits halal (Loi halal) et continue de demander que cette loi soit mise en œuvre de manière transparente et en étroite communication avec les entreprises et les partenaires commerciaux. Elle encourage l'Indonésie à continuer de faciliter un dialogue ouvert avec ses partenaires commerciaux pour permettre aux entreprises étrangères et à leurs précieux importateurs indonésiens de rester correctement informés des règlements d'application de la Loi halal. Elle tient à s'assurer que ses procédures de garantie halal existantes continueront d'être reconnues lorsque la période de grâce prévue par la Loi n° 33/2014 prendra fin en 2024 et souhaiterait obtenir des précisions de la part de l'Indonésie à ce sujet. Elle s'est félicitée de l'occasion qui lui a été offerte de présenter des observations formelles sur le dernier projet de Règlement du Ministre des affaires religieuses de l'Indonésie concernant la coopération internationale en matière de garantie des produits halal ([G/TBT/N/IDN/139](#)), notifié au Comité OTC le 1^{er} décembre. Nous attendons avec impatience la réponse de l'Indonésie à notre présentation et souhaitons qu'elle indique clairement si un accord bilatéral spécifique aux produits halal est requis pour la reconnaissance des organismes de certification halal australiens. L'Australie remercie l'Indonésie pour les sessions d'information sur la Loi halal organisées récemment. Elle se félicite de la liste des produits naturels exemptés de l'obligation de certification halal établie par l'Indonésie, notamment les fruits et légumes frais, les céréales et les produits laitiers et attend avec impatience la poursuite du dialogue sur la Loi halal afin de garantir que sa mise en œuvre ne soit pas plus restrictive pour le commerce que nécessaire.

2.282. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a communiqué la déclaration suivante. La Nouvelle-Zélande souhaite remercier l'Indonésie pour les discussions toujours en cours sur la mise en œuvre de la Loi sur la garantie des produits halal et les Règlements d'application y relatifs. Elle respecte la volonté de l'Indonésie d'accroître la solidité des garanties halal des produits entrant dans son circuit commercial. Cependant, elle est également tout à fait prête à collaborer avec ce pays pour faire en sorte que les contrôles et systèmes de certification halal en place en Nouvelle-Zélande soient reconnus, sans mettre en place des procédures d'inspection, de contrôle ou d'approbation supplémentaires restrictives, avec les coûts qui leur sont associés. Elle demande des éclaircissements sur le statut des organismes de certification halal étrangers qui étaient précédemment enregistrés auprès du Conseil islamique indonésien et sur les délais de leur enregistrement auprès du BPJPH. Cet enregistrement devra-t-il être renouvelé périodiquement? Qu'en est-il pour les organismes de certification halal qui n'étaient pas répertoriés par le Conseil et qui demandent maintenant à être enregistrés auprès du BPJPH? L'Indonésie collaborera-t-elle directement avec les pays ayant conclu des accords de reconnaissance mutuelle pour inscrire sur la liste les organismes de certification halal qui, selon ces pays, répondent aux critères convenus, sans exiger de coûteux systèmes de contrôle, d'inspection ou d'approbation faisant double emploi? En vertu du Règlement n° 2/2022 du Ministère des affaires religieuses concernant la coopération internationale en matière de garantie des produits halal, un accord de reconnaissance mutuelle entre deux pays permettra-t-il aux organismes de certification halal étrangers approuvés par leur autorité de réglementation halal de certifier des produits sans avoir également à s'accréditer directement auprès du BPJPH? L'Indonésie peut-elle confirmer que les organismes de certification halal du pays d'origine sont habilités à certifier le statut halal de toutes les matières premières, de tous les additifs et de tous les produits finis, le cas échéant? En ce qui concerne le Règlement n° 748/2021 du Ministère des affaires religieuses, récemment publié, l'Indonésie peut-elle préciser les critères et la procédure applicables, y compris la notification à l'OMC et la consultation de celle-ci, pour ajouter à la liste de l'appendice les types de produits pour lesquels la certification halal est obligatoire? Le Règlement prévoit que le responsable du BPJPH est tenu d'inscrire sur la liste un produit qui n'y figure pas mais pour lequel un acteur commercial demande la certification halal. Une procédure de notification et de consultation conforme aux règles de l'OMC sera-t-elle appliquée et une période de grâce suffisante sera-t-elle accordée après l'ajout de produits à la liste, afin de laisser suffisamment de temps aux autres acteurs commerciaux pour demander la certification halal? L'Indonésie peut-elle préciser le mécanisme par lequel la liste mise à jour sera notifiée au public?

2.283. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada se félicite des efforts faits par l'Indonésie pour notifier les mesures visées, mais il voudrait lui rappeler les obligations de transparence qui lui incombent dans le cadre de l'OMC et en vertu desquelles elle doit donner aux partenaires commerciaux le temps et les renseignements nécessaires pour présenter des observations sur une mesure donnée et s'assurer que ces observations sont prises en considération avant que cette mesure ne soit finalisée. En outre, conformément aux obligations de l'OMC, une période de six mois entre la notification de la mesure finale et son entrée en vigueur est considérée comme un délai raisonnable pour donner aux producteurs le temps de s'adapter aux nouvelles prescriptions. Le Canada regrette que le projet de Règlement d'application "Décret n° 2 de 2022 du Ministre des affaires religieuses de l'Indonésie" ait été finalisé le 6 janvier 2022, avant la clôture de la période de présentation des observations au sujet de la notification [G/TBT/N/IDN/139](#) le 28 janvier 2022, période pendant laquelle le Canada a envoyé des observations à l'Indonésie. De même, alors que la période de présentation des observations pour la notification [G/TBT/N/IDN/131](#) s'est terminée le 12 février 2021, le Règlement gouvernemental n° 39 de 2021, "concernant la mise en œuvre de la garantie des produits halal", a été finalisé le 2 février 2021, avant la fin de la période de présentation des observations. Le Canada souhaite également faire savoir qu'il est gravement préoccupé par le fait que les exportateurs canadiens ne sont pas en mesure d'exporter des produits halal en Indonésie, car la demande de prorogation de l'accréditation d'un organisme de certification canadien est en attente depuis six ans.

2.284. Le Canada a respecté toutes les prescriptions applicables et s'attend à se voir offrir la même possibilité que les autres Membres de faire reconnaître son organisme de certification halal alors que les réformes nationales se poursuivent en Indonésie. Il demande instamment à l'Indonésie de considérer les raisons pour lesquelles le fait d'exiger, comme elle le fait, qu'un protocole d'accord soit conclu entre les gouvernements avant que les organismes étrangers de certification halal puissent être reconnus est inapproprié pour de nombreux Membres de l'OMC dans lesquels, comme au Canada, le gouvernement n'est pas en charge de la certification halal. Une telle prescription crée un avantage commercial évident pour les pays dont le gouvernement exerce une telle supervision. Le Canada demande donc à l'Indonésie d'envisager d'autres solutions raisonnables. De plus, bien

que l'Indonésie ait pris des mesures pour préciser l'éventail des produits pour lesquels la certification halal est obligatoire, la confusion demeure. La seule façon d'être précis sur les produits qui nécessitent une certification est d'indiquer les codes SH spécifiques pour chaque produit ayant besoin de cette certification. Afin d'éviter toute perturbation inutile du commerce, le Canada demande donc à l'Indonésie de préciser les codes SH pour l'ensemble des produits agricoles inscrits sur les listes des produits pour lesquels la certification halal est requise. Le Canada s'interroge aussi sur la cohérence. Par exemple, bien qu'il constate avec satisfaction que le poisson congelé semble être exempté de l'exigence halal, d'autres produits de la mer congelés ne bénéficient pas de cette dérogation. L'Indonésie pourrait-elle expliquer pourquoi le poisson congelé est exempté mais pas les autres produits de la mer congelés, comme le crabe? Le Canada souhaite depuis un certain temps établir un dialogue bilatéral avec l'Indonésie, en particulier avec l'Organisme responsable de la garantie des produits halal (BPJPH) du Ministère des affaires religieuses. Récemment, des responsables ont cherché à organiser une réunion avec le nouveau directeur du BPJPH afin de clarifier la prescription concernant le protocole d'accord et de débattre de la demande de reconnaissance de l'organisme de certification canadien. Nous attendons avec impatience d'avoir une discussion constructive.

2.285. Le représentant de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse suit cette question avec intérêt et partage les préoccupations exprimées par d'autres Membres concernant la Loi indonésienne n° 33 de 2014 sur la garantie des produits halal et ses dispositions d'application, qui prévoient une certification et un étiquetage halal obligatoires pour un large éventail de produits. Si elle reconnaît l'objectif légitime de l'Indonésie de faire en sorte que les consommateurs disposent de renseignements fiables relatifs à l'intégrité halal de certains produits, elle attend de ce pays qu'il respecte pleinement ses obligations à l'égard de l'OMC. Les dispositions d'application semblent être plus restrictives pour le commerce que nécessaire pour assurer que les objectifs légitimes sont atteints et que les produits répondent aux exigences halal, telles que prescrites par la loi islamique. La Suisse est préoccupée, entre autres, par la mention "non halal" exigée pour les produits non halal ou par l'extension des exigences halal à des produits autres que les aliments et les boissons. Elle invite l'Indonésie à reconsidérer les dispositions respectives de ses règlements récemment adoptés. En outre, afin d'assurer le bon fonctionnement du système pour les opérateurs étrangers, il est nécessaire d'être plus clair et d'adopter une approche pragmatique en ce qui concerne les conditions de reconnaissance par l'Indonésie des certificats halal étrangers. L'exigence préalable d'un accord entre gouvernements pour la reconnaissance par l'Indonésie des organismes de certification et des certificats halal étrangers fait peser, semble-t-il, une lourde charge sur les opérateurs économiques. La prescription supplémentaire d'enregistrement imposée aux organismes étrangers pour la certification halal de certains produits semble également être plus restrictive pour le commerce que nécessaire. À cet égard, la Suisse encourage l'Indonésie à prévoir une certaine flexibilité pour la reconnaissance des organismes de certification halal étrangers et l'acceptation des certificats halal étrangers. Elle incite vivement l'Indonésie à notifier toute mesure technique pertinente alors qu'elle est encore à l'état de projet et à prévoir un délai suffisant pour la présentation d'observations, conformément à l'Accord OTC de l'OMC.

2.286. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation chilienne souhaite saisir cette occasion pour remercier le représentant de l'Indonésie auprès de l'OMC pour l'invitation à un webinaire sur la réglementation halal qui s'est tenu lundi dernier, et se fait l'écho des préoccupations commerciales spécifiques soulevées par les États-Unis et l'Union européenne car elle nourrit les mêmes inquiétudes quant aux effets que l'application des règlements pourrait avoir sur le commerce des produits certifiés halal que le Chili exporte vers l'Indonésie.

2.287. En réponse, le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie souhaite se référer à la déclaration qu'elle a faite lors de la précédente réunion OTC en novembre 2021. En outre, elle a organisé une séance de clarification concernant la mise en œuvre de la garantie des produits halal le 7 mars 2022, à laquelle elle a invité les Membres de l'OMC ayant déjà soumis des préoccupations et des demandes de renseignements ainsi que les parties prenantes intéressées. Elle remercie vivement les 153 participants pour leur temps et leurs contributions. En outre, le BPJPH a également organisé plusieurs séminaires hybrides consacrés aux nouvelles règles et permettant de faire connaître les réglementations et les politiques relatives à la mise en œuvre de la garantie des produits halal, auxquels ont participé plus de 30 ambassades de pays étrangers, notamment celles des États-Unis, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Canada, de la Suisse et du Chili, ainsi que des organismes de certification halal du monde entier. Au cours de la session à laquelle ont participé les Membres de l'OMC, l'Indonésie a fourni des informations détaillées et complètes concernant les mesures prévues dans les notifications suivantes: i) [G/TBT/N/IDN/131](#);

[G/TBT/N/IDN/131/Add.1](#) Règlement gouvernemental n° 39 de 2021 concernant la mise en œuvre de la garantie des produits halal; ii) [G/TBT/N/IDN/134](#); [G/TBT/N/IDN/134/Add.1](#) Décret n° 748 de 2021 du Ministre indonésien des affaires religieuses concernant les types de produits et de biens de consommation pour lesquels la certification halal est obligatoire; iii) [G/TBT/N/IDN/138](#) Règlement du Ministre des finances n° 57/PMK.05/2021 sur le tarif des services publics fournis par l'organisme responsable de la garantie des produits halal (BPJPH) relevant du Ministre des affaires religieuses; iv) [G/TBT/N/IDN/139](#) projet de Décret du Ministre des affaires religieuses relatif à la coopération internationale en matière de garantie des produits halal; et v) [G/TBT/N/IDN/140](#) Projet de Décret du Ministre des affaires religieuses concernant les matières qui ne sont pas soumises à l'obligation de certification. L'Indonésie souhaite une fois de plus réaffirmer son ouverture et sa transparence à l'égard de la coopération internationale au sujet du système de certification des produits halal, sur la base des principes de coopération mutuelle, de reconnaissance mutuelle et d'acceptation mutuelle, conformément aux réglementations et pratiques internationales.

2.1.3.29 Égypte – Système d'enregistrement du fabricant (Décret n° 43/2016 et Décret n° 992/2015), [G/TBT/N/EGY/114](#), [G/TBT/N/EGY/115](#) (ID 505⁷⁶)

2.288. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite informer les Membres de l'OMC que les prescriptions relatives à l'enregistrement en Égypte ont fait l'objet de la procédure de règlement des différends DS609 dans le cadre de l'OMC. Elle n'examinera cette question que dans le cadre de cette procédure.

2.289. Le représentant de la Fédération de Russie a communiqué la déclaration suivante. La Fédération de Russie a soulevé cette question à plusieurs reprises lors des réunions de différents organes de l'OMC. Aujourd'hui, elle tient à saluer les décisions en matière d'enregistrement prises par les autorités égyptiennes à l'égard des exportateurs russes. Nous suivrons avec intérêt, en tant que tierce partie, l'évolution du différend initié par l'UE.

2.290. Le représentant de la Türkiye a fait la déclaration suivante. Nous souhaitons réitérer notre préoccupation qui persiste en ce qui concerne le Décret n° 43/2016 de l'Égypte relatif au système d'enregistrement du fabricant ainsi que ses modifications et extensions ultérieures. Tout d'abord, nous tenons à remercier l'Égypte d'avoir organisé les discussions bilatérales au Caire pour répondre aux préoccupations des exportateurs turcs concernant la mise en œuvre de ce système. Cependant, les exportateurs turcs continuent d'être confrontés à des difficultés d'enregistrement, associées notamment à la nécessité de remettre les documents en main propre pendant la pandémie de COVID-19, à la longueur de la procédure d'enregistrement, à l'expiration des documents enregistrés et à l'annulation de l'enregistrement des entreprises en raison de l'expiration des documents. Nous avons identifié 115 exportateurs turcs en attente d'agrément, pour lesquels l'Organisation générale du contrôle des exportations et des importations n'a fourni aucune précision sur les raisons de la longueur de la période d'enregistrement. Par ailleurs, la Türkiye suit de près le processus de consultation récemment engagé concernant cette mesure dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. En conclusion, elle voudrait souligner qu'elle attend de l'Égypte qu'elle mette fin à cette mesure sur la base des principes et obligations des Accords de l'OMC.

2.291. En réponse, le représentant de l'Égypte a communiqué la déclaration suivante. L'Égypte a effectivement engagé des consultations de bonne foi avec l'UE sur cette question, dans le cadre de la procédure DS609; la Fédération de Russie a demandé à se joindre aux consultations. L'Égypte tient à souligner qu'elle conservera son attitude positive dans le cadre des consultations afin de parvenir à une solution amiable mutuellement satisfaisante. En ce qui concerne les préoccupations soulevées par la Türkiye, elle aimerait faire part de sa volonté de poursuivre les échanges bilatéraux afin de mettre en évidence les raisons sous-jacentes des problèmes soulevés et de fournir davantage de précision sur la situation des usines/sociétés de la Türkiye en matière d'enregistrement.

2.1.3.30 Inde – Certification obligatoire pour les produits en acier, [G/TBT/N/IND/32](#), [G/TBT/N/IND/32/Add.1](#), [G/TBT/N/IND/32/Add.2](#), [G/TBT/N/IND/32/Add.3](#) (ID 224⁷⁷)

2.292. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée félicite l'Inde pour l'explication qu'elle a fournie lors de la réunion précédente en novembre de l'année dernière et pour sa récente décision de reporter la mise en œuvre de l'Ordonnance de contrôle de la

⁷⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 505](#).

⁷⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 224](#).

qualité sur certains aciers et produits en acier. Toutefois, elle tient à rappeler que les entreprises coréennes rencontrent toujours les difficultés suivantes concernant la procédure de certification du BIS requise pour se conformer à l'ordonnance de contrôle de la qualité. Les entreprises coréennes ont complété la demande de certification IS 17404:2020 en décembre 2020 et, malgré les difficultés dues à la COVID-19, elles sont parvenues jusqu'à la phase audit d'usine du processus de consultation grâce à la coopération des organismes locaux de certification du BIS. Cependant, aucun progrès n'a été réalisé à cet égard car la visite en Corée a été retardée en raison de divergences d'opinions entre les deux parties concernant la conformité aux mesures de quarantaine imposées par la Corée dans le contexte de la COVID-19 et devant être respectées pour les audits d'usine dans ce pays. Pour l'instant, il est possible de satisfaire la demande intérieure en Inde, même si c'est seulement pour une durée limitée. Les entreprises sidérurgiques coréennes craignent que la non-obtention de la certification BIS d'ici à mai 2022 n'entraîne une pénurie dans l'approvisionnement en acier, ce qui pourrait perturber gravement la capacité de production des industries indiennes qui ont besoin d'acier comme matière première.

2.293. Par conséquent, compte tenu du retard pris dans la procédure de certification en raison de la COVID-19 et des mesures de facilitation des exportations vers l'Inde, nous demandons à l'Inde de mettre en place rapidement des solutions de rechange pour que la procédure de certification puisse se poursuivre en attendant que la situation actuelle s'améliore, comme l'exemption de l'inspection sur place, le remplacement par un audit à distance ou le partage d'informations sur le calendrier de mise en œuvre prévu pour la procédure d'inspection virtuelle/à distance qui est actuellement en cours d'examen par le gouvernement indien.

2.294. Le représentant du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a communiqué la déclaration suivante. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu reste préoccupé par l'Ordonnance de contrôle de la qualité de 2020 sur l'acier et les produits en acier qui porte sur les tôles et feuillards en acier électro zingués, laminés à chaud et à froid (IS 17404:2020). La norme IS 17404:2020 étant entrée en vigueur l'année dernière, nos entreprises doivent mener à leur terme les procédures de certification obligatoires. Elles rencontrent toutefois encore des difficultés pour recevoir la visite d'inspection sur site du BIS en raison de l'incidence persistante de la COVID-19 et des politiques de quarantaine qui y sont associées. Nous apprécions que l'Inde envisage d'introduire des dispositions qui permettraient d'entreprendre une inspection virtuelle/à distance dans le secteur de l'acier. Nous souhaitons connaître l'état d'avancement de ses réflexions à cet égard ainsi que les mesures et le calendrier d'application qu'elle pourrait adopter. Afin d'aider nos entreprises à achever le processus de certification dans cette situation, nous aimerions demander à l'Inde de mettre en place rapidement des mesures de remplacement plus souples, par exemple la délivrance de certificats provisoires par le biais d'une inspection virtuelle, qui serait suivie d'une inspection physique de l'usine pour délivrer le certificat officiel une fois assouplies les mesures de quarantaine. Nous attendons avec impatience une réponse écrite et la poursuite des discussions bilatérales avec l'Inde sur cette question.

2.295. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon apprécie les efforts faits par l'Inde pour accélérer sa procédure d'examen de l'application des normes obligatoires du BIS pour les produits en acier. Nous comprenons que toutes les licences demandées avant la pandémie ont été accordées. En outre, le Japon se félicite que, lors de la précédente réunion du Comité OTC, l'Inde ait mentionné la possibilité d'introduire les dispositions voulues pour entreprendre une inspection virtuelle/à distance dans le cadre des activités d'évaluation de la conformité du BIS. La pandémie se poursuivant dans de nombreux pays, les déplacements humains internationaux sont encore largement restreints. Nous encourageons l'Inde à poursuivre sa réflexion et aimerions connaître l'état actuel et le calendrier possible de l'introduction de ces méthodes d'inspection aménagées.

2.296. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaite soutenir les délégations du Japon, du Taipei chinois et de la Corée. L'Inde a défini et introduit des normes spécifiques et des prescriptions de certification pour un certain nombre de produits dans différents secteurs, qui nécessitent des audits sur site effectués en personne. Les ordonnances de contrôle de la qualité ont une orientation protectionniste et envoient des signaux inquiétants à la branche de production, aux investisseurs et aux États membres de l'UE. Une fois en vigueur, elles entraînent une charge et un coût économique supplémentaires pour la branche de production, laquelle doit se soumettre à des procédures fastidieuses en vue d'obtenir les permissions et/ou licences nécessaires pour des produits déjà certifiés conformément aux normes internationales établies. De plus, les ordonnances de contrôle de la qualité sur l'acier et les produits en acier exigent

un audit physique par un auditeur du Bureau indien de normalisation (BIS) pour que les produits fabriqués dans des pays tiers puissent recevoir l'autorisation d'être exportés en Inde. La pandémie actuelle de COVID-19 et les restrictions qui en découlent ont une incidence négative sur le processus de certification en Inde, en particulier pour les entreprises étrangères qui ont des installations de production hors du territoire indien. L'UE souhaite appuyer l'introduction des inspections virtuelles pour l'évaluation de la conformité par le BIS dans le secteur de l'acier. Il est essentiel de disposer de méthodes d'inspection aménagées pour maintenir l'accès au marché indien, car l'absence de solutions de remplacement pourrait perturber les chaînes d'approvisionnement et mettre en péril les activités des fabricants d'acier étrangers.

2.297. L'Ordonnance de contrôle de la qualité de 2020 sur l'acier et les produits en acier vise 145 produits et 7 marchandises et articles. Des ordonnances relatives au contrôle de la qualité sont déjà en vigueur pour la plupart d'entre eux, mais l'UE ne parvient toujours pas à discerner quelles ordonnances parmi celles qui portent sur les produits en acier sont déjà en vigueur. L'Inde repousse de temps à autre la date de mise en œuvre pour certains produits en acier. L'UE lui serait donc reconnaissante de bien vouloir fournir une liste actualisée des aciers et produits en acier pour lesquels des ordonnances relatives au contrôle de la qualité sont déjà en vigueur, ainsi que la liste des produits en acier pour lesquels la mise en œuvre de ces ordonnances a été repoussée. Elle souhaite par ailleurs savoir si l'Inde a l'intention d'élargir encore le champ d'application de l'Ordonnance de décembre 2020 relatif au contrôle de la qualité des aciers et des produits en acier. Enfin, l'Inde prévoit-elle d'accepter les aciers et produits en acier fabriqués conformément aux normes acceptées sur le plan international et de restreindre la liste des aciers et produits en acier visés par les ordonnances relatives au contrôle de la qualité?

2.298. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les produits faisant l'objet d'une certification obligatoire sont notifiés par les ministères compétents (régulateurs) du gouvernement indien au moyen de l'émission d'ordonnances de contrôle de la qualité. Selon ce qui est prévu dans l'ordonnance, les produits visés doivent porter un label de conformité attestant de la délivrance d'une licence valide par le BIS, conformément au système I du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du BIS. Dans le cadre de ce système, l'inspection de l'usine est obligatoire pour obtenir la licence. L'autorisation d'utiliser un label de conformité sur un produit est accordée après évaluation des capacités de fabrication et d'essai au moyen d'une inspection sur site des locaux de fabrication. Au cours de cette visite, la conformité du produit aux exigences de la norme indienne pertinente est également établie par des essais réalisés dans l'usine ou dans un laboratoire d'essai extérieur ou une combinaison des deux. Pour le moment, aucune disposition du Règlement de 2018 (évaluation de la conformité) du BIS ne permet de remplacer l'inspection sur site par une inspection virtuelle pour évaluer la conformité.

2.299. La certification obligatoire du BIS pour les produits en acier est mise en œuvre au moyen de la notification des ordonnances de contrôle de la qualité afin de garantir que la qualité de l'acier fabriqué par les producteurs nationaux ou importé dans le pays est conforme aux normes indiennes. La mise en œuvre de ces ordonnances garantit la disponibilité d'acier et de produits en acier de qualité pour les utilisateurs finaux. Elle protège les consommateurs indiens contre le dumping d'acier et de produits en acier contrefaits et défectueux. Les Membres sont conscients que l'OMC leur reconnaît le droit de mettre en œuvre des mesures pour atteindre des objectifs politiques légitimes, tels que la protection de la santé et de la sécurité humaines, la protection de l'environnement, la prévention des pratiques commerciales déloyales ou la sécurité nationale. Les règlements techniques et ordonnances de contrôle de la qualité concernant l'acier et les produits en acier répondent à de tels objectifs. Les ordonnances de contrôle de la qualité notifiées par le gouvernement ne sont pas restrictives pour le commerce mais nécessaires pour atteindre un objectif légitime. Dans la mesure du possible, la date de mise en œuvre de ces ordonnances n'est pas repoussée par rapport à la première date d'application. Cependant, dans des circonstances exceptionnelles, des demandes expresses de prolongation du délai peuvent être examinées sur la base de leur justification. Les inspections d'usine sont en suspens en raison des restrictions imposées aux voyages internationaux durant la pandémie de COVID-19. Cependant, il est envisagé de nommer des agents du BIS pour effectuer les inspections d'usine nécessaires pour répondre aux demandes reçues de fabricants étrangers, principalement lorsque le pays à visiter facilite la visite d'agents du BIS entièrement vaccinés et porteurs de certificats de test RT-PCR négatifs, sans aucune restriction comme la quarantaine et le test RT-PCR à l'arrivée.

2.1.3.31 Chine – Loi sur la cybersécurité (ID 526⁷⁸)

2.300. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE souhaiterait rappeler les déclarations qu'elle a formulées lors de réunions précédentes du Comité OTC au sujet de la Loi sur la cybersécurité, indiquant que la portée des prescriptions est vague étant donné que les termes essentiels n'ont toujours pas été définis de façon suffisamment détaillée. L'UE souhaiterait demander des éclaircissements concernant plusieurs des mesures d'application de cette Loi. Par exemple, le Comité technique national de la normalisation de la sécurité de l'information (aussi appelé TC260) a publié un projet de brève directive (non contraignante) sur l'identification des "données importantes" (la Directive en matière d'identification). Le concept de "données importantes" a initialement été introduit par la Loi sur la cybersécurité et a plus récemment été consacré dans la Loi sur la sécurité des données. Pourtant, cette expression n'a jamais été parfaitement définie. Au titre de la Loi sur la sécurité des données, les organismes de réglementation régionaux et sectoriels ont déjà été chargés d'élaborer des catalogues de "données importantes" pour leur secteur respectif. La Directive en matière d'identification, publiée le 13 janvier 2022, est la première étape de la mise en œuvre de ce système national de classification pour les "données importantes". L'UE encourage vivement la Chine à poursuivre la mise en place de ces directives au plus vite et à prendre en compte les observations qu'elle a présentées au cours de la consultation publique.

2.301. L'UE a pris note de la publication de l'appel à observations au sujet du "(projet de) mesures sur l'évaluation de la sécurité des transferts de données sortantes" par l'Administration du cyberspace de la Chine (CAC). La circulation transfrontières des renseignements est l'élément moteur de l'économie mondiale actuelle. Les transferts transfrontières de données dotés d'une protection donnent aux entreprises et aux consommateurs un accès aux meilleurs services et technologies disponibles, quel que soit l'endroit du monde où ces ressources se trouvent. Le transfert fiable et homogène des renseignements favorise la croissance de l'économie numérique mondiale ainsi que l'expansion du commerce international. Les entreprises doivent être en mesure de transférer efficacement des données par-delà les frontières afin de répondre aux besoins des consommateurs, de leur fournir des biens et services, de traiter les paiements et d'offrir un service d'aide au client. Il est essentiel que les cadres réglementaires relatifs aux données permettent aux entreprises de se concurrencer à l'échelle mondiale, favorisent la création de nouveaux modèles d'activité et assurent des conditions de concurrence équitables, tout en fournissant une sécurité et une stabilité juridiques ainsi qu'en veillant à la protection des données personnelles.

2.302. À l'inverse, l'UE croit comprendre que les "Mesures relatives à l'évaluation de la sécurité des données exportées" imposeraient d'importantes prescriptions en matière de données et de localisation des serveurs, notamment au titre de la sécurité nationale, qui pourraient couvrir tous les secteurs de l'économie. De telles contraintes pourraient limiter sérieusement les transferts transfrontières de données. En outre, nous craignons qu'elles désavantagent les opérateurs étrangers par rapport aux opérateurs locaux. La portée de certaines des dispositions reste floue et il n'est pas possible de déterminer quels types de données et de transferts seraient visés par la mesure. De plus, certains des termes employés dans la mesure ne sont pas bien définis. Ces termes peuvent être définis dans d'autres législations, mais les préoccupations que nous avons soulevées à leur égard s'appliqueraient aussi ici. Ces préoccupations concernent, par exemple, les expressions sujettes à interprétation, en particulier les concepts vagues tels que "données importantes" et "infrastructure d'information essentielle". Il serait important que ces questions soient réglées afin d'assurer une sécurité juridique. L'UE encourage vivement la Chine à tenir compte des observations qu'elle a présentées au cours de la consultation publique.

2.303. L'UE a aussi pris note du Règlement relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles, qui est entré en vigueur en septembre 2021. Le Règlement fournit des détails attendus depuis longtemps au sujet du mode de désignation des opérateurs d'infrastructures d'information essentielles et des responsabilités qui leur incomberont s'agissant de protéger la sécurité des réseaux qu'ils mettent en place et exploitent. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur la cybersécurité en 2017, les entreprises de l'UE n'ont pas obtenu de certitudes quant à la question de savoir si elles seraient considérées comme des opérateurs d'infrastructures d'information essentielles et donc si elles seraient soumises à des obligations réglementaires en matière de sécurité des données, de passation de marchés, de flux de données transfrontières et autres. Toutefois, le nouveau Règlement ne résout pas le chevauchement entre le système préexistant sur

⁷⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 526](#).

la sécurité du matériel, administré par le Ministère de la sécurité publique et connu sous le nom de dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS, actuellement en cours de révision pour la mise en place du MLPS 2.0) et le régime de protection des infrastructures d'information essentielles. L'UE exhorte la Chine à clarifier les liens réciproques en matière de respect des procédures relatives aux passations des marchés de matériel et de logiciels approuvés pour les réseaux à des niveaux de sensibilité déterminés, une grande partie de ces réseaux étant également susceptibles d'être considérés comme des infrastructures d'information essentielles. Elle appelle la Chine à appliquer ces dispositions de manière non discriminatoire en respectant les principes de proportionnalité, de nécessité et de neutralité technologique et en garantissant une protection adéquate de la propriété intellectuelle (PI). En outre, elle tient à réitérer ses précédentes demandes d'éclaircissements au sujet de la relation avec les systèmes de protection à niveaux multiples (MLPS) existants et du calendrier prévu pour la mise en œuvre. L'UE demande à la Chine de notifier à l'OMC les projets de mesures concernant toute mise en œuvre sectorielle.

2.304. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis demeurent très préoccupés par la série de mesures prises par la Chine en matière de cybersécurité et de cryptographie. Comme nous l'avons indiqué lors des précédentes réunions du Comité OTC, ces mesures génèrent des inquiétudes graves pour les entreprises des États-Unis, liées à l'enchevêtrement de prescriptions relatives aux systèmes d'évaluation de la conformité pour les essais de sécurité, aux règlements techniques ainsi qu'à un mécanisme de classification à plusieurs niveaux qui établit des prescriptions incluant des normes obligatoires et des essais pour l'achat de marchandises TIC dans un grand nombre de secteurs commerciaux. La Loi sur la cybersécurité de la Chine est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2017, en dépit de graves préoccupations que les États-Unis et de nombreux acteurs internationaux avaient longtemps exprimées. Depuis lors, la Chine a continué d'élaborer et, dans certains cas, de parachever des mesures d'application connexes qui sont parfois de portée générale et parfois sectorielles. Nous avons de nombreuses préoccupations au sujet de la Loi sur la cybersécurité de la Chine et des mesures connexes, qui imposent aux produits TIC étrangers des conditions de vaste portée ayant un fort effet restrictif sur le commerce, sous la forme de prescriptions relatives aux produits "sûrs et contrôlables", dont le respect est assuré par des vérifications dans le cadre du régime d'examen de la cybersécurité. Ces prescriptions reposent en grande partie sur une mise à jour et une expansion prévues du dispositif de protection à niveaux multiples (MLPS) du Ministère de la sécurité publique. Le projet de mesures de la Chine du 25 janvier 2018 intitulé "Technologie de sécurité de l'information – Lignes directrices pour le classement du niveau de protection de la cybersécurité" en est un exemple: il semble reprendre et développer le MLPS de la Chine.

2.305. Les États-Unis et d'autres Membres ont fait état de nombreuses autres préoccupations dans leurs interventions lors de précédentes réunions du Comité OTC. De plus, les États-Unis réaffirment leurs graves préoccupations concernant la Loi de la Chine sur le cryptage, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Ils craignent que cette loi n'impose des contraintes relatives à la cryptographie potentiellement vastes et très restrictives pour le commerce des produits TIC étrangers. Étant donné que ces questions sont complexes d'un point de vue technique et que l'approche adoptée par la Chine est nouvelle et pourrait avoir de vastes répercussions sur le secteur commercial, les États-Unis demandent à la Chine de mener des consultations approfondies avec le gouvernement des États-Unis, d'autres Membres de l'OMC et les parties prenantes du monde entier. Nous demandons également à la Chine de donner aux parties intéressées des possibilités de présenter des observations sur les versions révisées des projets de normes et sur toutes les autres mesures d'application liées à la Loi sur la cybersécurité. Étant donné que ces normes et mesures peuvent avoir un impact important et ont suscité de sérieuses préoccupations, il est essentiel que la Chine fasse résolument en sorte de collaborer avec toutes les parties intéressées et tienne compte de leurs observations avant d'adopter les projets tels qu'ils sont rédigés. Nous continuerons de suivre de près la mise en œuvre de la Loi sur la cybersécurité et des mesures connexes par la Chine, ainsi que la Loi sur le cryptage. Nous attendons avec intérêt de poursuivre ce dialogue important avec vous.

2.306. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé par la Loi sur la cybersécurité de la Chine et souhaiterait renvoyer à la précédente déclaration qu'il a faite au dernier Comité OTC en novembre 2021. Il est également préoccupé par les règlements d'application connexes. Il demande à la Chine de notifier les règlements d'application au Comité OTC et de prendre en compte les observations faites par les parties prenantes. En outre, le Japon prie la Chine de ménager un délai suffisant entre la mise au point de ces règlements et leur entrée en vigueur, et de mettre en œuvre ces mesures de manière transparente.

2.307. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada demeure très préoccupé par la série de lois et règlements d'application connexes de la Chine en matière de cybersécurité et de cryptographie/cryptage. Entre autres choses, le Canada est préoccupé par la multiplication des mesures d'application, qui crée une certaine confusion et rend la tâche plus difficile pour les entreprises devant s'y conformer, car leur portée ainsi que leur interaction et leur compatibilité avec les principes de l'Accord OTC restent floues. Mis à part le projet de Norme nationale relative à la technologie de sécurité de l'information – Exigences techniques de sécurité applicables aux produits de cybersécurité spécialisés, qui a été notifié le 21 décembre 2021, quand les autres règlements seront-ils notifiés au Comité OTC de l'OMC?

2.308. *Règlement relatif à la protection de la sécurité des infrastructures d'information essentielles*: le Canada réitère les préoccupations formulées au cours de la réunion de novembre du Comité OTC, y compris concernant l'absence de critères définis que les opérateurs d'infrastructures d'information essentielles doivent utiliser pour évaluer une menace pour la sécurité ainsi que le manque d'engagement clair en ce qui concerne le traitement national, le traitement NPF et l'utilisation des normes internationales.

2.309. *Mesures d'examen de la cybersécurité*: le Canada apprécie la clarification au sujet de la portée de l'examen de la cybersécurité, qui précise que celui-ci visera les activités de traitement des données menées par les opérateurs des plates-formes Internet (plutôt que les "opérateurs de données" dans la version précédente) qui peuvent affecter la sécurité nationale de la Chine. Toutefois, malgré cette précision, la version finale ne répond pas à de nombreuses autres préoccupations et suggestions présentées par le Canada en juillet dernier, telles que: une définition plus précise de ce que sont les infrastructures d'information essentielles; les critères définis que les opérateurs d'infrastructures d'information essentielles (et les opérateurs des plates-formes Internet) doivent utiliser pour évaluer une menace pour la sécurité; et un engagement clair en ce qui concerne le traitement national, le traitement NPF et l'utilisation des normes internationales.

2.310. *Projet de Règlement sur la sécurité des données de réseau*: Faciliter l'accès aux données est essentiel pour l'innovation, permet de canaliser les ressources vers la R-D et profite aux consommateurs chinois. Le Canada salue l'inclusion d'une définition de "données importantes", mais il recommande à la Chine d'énumérer explicitement toutes les lois et réglementations auxquelles cette définition s'appliquerait, y compris les Règles de transfert de données transfrontières, et de veiller à ce qu'aucune prescription ne soit plus restrictive qu'il n'est nécessaire pour atteindre un objectif légitime de politique publique. Il estime que les prescriptions additionnelles relatives aux transferts transfrontières de données, si on les compare au traitement national des transferts de données (en particulier s'agissant des articles 32, 33 et 35 à 40), posent des problèmes considérables au regard des articles 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC. Afin de faciliter la mise en conformité des entreprises, le Canada souhaite que la Chine assure qu'il existera une coordination suffisante entre les différents organismes de réglementation et qu'elle veille à ce que les acteurs du secteur ne soient pas tenus de se soumettre à diverses évaluations de la sécurité auprès de multiples organismes de réglementation. En ce qui concerne l'article 35 du projet (à savoir l'éventuelle exemption des restrictions touchant les données sortantes pour une raison contractuelle/personnelle), la Chine pourrait-elle préciser comment fonctionne cette exemption? À qui s'applique-t-elle et comment une entreprise en fait-elle la demande? Quels critères doivent être remplis pour en bénéficier?

2.311. *Projet de mesures relatives à l'évaluation de la sécurité des transferts transfrontières de données*: le Canada souhaiterait en savoir plus sur les méthodes que la Chine appliquera pour assurer le respect du traitement national, étant donné que la protection des données transférées en dehors de la Chine sera régie par un ensemble de règles distinct. Comment la Chine pourrait-elle garantir que les données conservées en Chine doivent remplir des exigences aussi strictes? Le Canada note également qu'un certain nombre d'articles semblent avoir un champ d'application extraterritorial (par exemple les articles 6(3), 8(2) et 9(5)), et imposent une pré-évaluation par les autorités chinoises avant l'envoi des données vers d'autres territoires. Comment la Chine s'assurerait-elle qu'aucune prescription, notamment liée aux données importantes, n'est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre un objectif légitime de politique publique?

2.312. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie reste préoccupée par la Loi sur la cybersécurité de la Chine et souhaiterait renvoyer à la précédente déclaration qu'elle a faite au dernier Comité OTC en novembre 2021. Elle se réjouissait d'avoir pu

présenter des observations au gouvernement chinois dans le contexte de consultations publiques sur le cadre relatif à la cybersécurité, y compris au sujet de la Loi sur la protection des informations personnelles et de la Loi sur la sécurité des données, adoptées en 2021. Comme nous l'avons expliqué dans les communications de l'Australie, nous nous félicitons de plusieurs révisions apportées à chacun de ces projets de loi. L'Australie demeure toutefois préoccupée par la version définitive de la législation, en particulier pour ce qui est de l'extraterritorialité, des mesures de représailles commerciales, du coût de la mise en conformité pour les entreprises et de la portée générale. Nous continuons de craindre que les dispositions figurant dans ces lois puissent créer des incompatibilités avec les règles de l'OMC. Nous notons que toute mesure ou contre-mesure prise en vertu de ces lois ne devrait être appliquée que conformément aux obligations contractées par la Chine dans le cadre de l'OMC. Nous demeurons également préoccupés par le manque de clarté s'agissant des définitions, de la compétence et de plusieurs autres éléments fondamentaux qui permettraient aux entreprises exerçant des activités en Chine de pleinement comprendre et mettre en œuvre leurs nouvelles obligations. Nous continuons de demander instamment à la Chine de tenir compte des préoccupations des milieux d'affaires et des Membres dans la mise en œuvre de ces mesures et l'élaboration de futures mesures. Nous espérons continuer de collaborer étroitement avec la Chine sur ces questions.

2.313. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Loi sur la cybersécurité vise à préserver la souveraineté, la sécurité nationale et l'intérêt public de la Chine dans le cyberspace ainsi qu'à protéger les droits et intérêts légitimes des citoyens, des personnes morales et des autres organismes. Elle ne limite pas l'entrée des entreprises, technologies et produits étrangers sur le marché chinois, ni ne restreint la circulation légale, ordonnée et libre des données. Depuis sa mise en œuvre, la Loi sur la cybersécurité a joué un rôle important pour la protection de la cybersécurité, de la souveraineté nationale de la Chine dans le cyberspace et des droits et intérêts légitimes des citoyens. Elle a efficacement renforcé les connaissances en matière de cybersécurité et amélioré les compétences de protection dans ce domaine, offrant ainsi une garantie de sécurité pour le développement de l'industrie et des technologies de réseau en Chine.

2.1.3.32 Chine – Loi sur le cryptage de la République populaire de Chine par l'Office national de la cryptographie commerciale (OSCCA) (ID 534⁷⁹)

2.314. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'UE tient à réitérer sa préoccupation relative à la Loi sur le cryptage qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Elle demeure préoccupée par le vaste champ d'application de cette loi, ainsi que par le manque de clarté de certains concepts fondamentaux et par les procédures administratives décrites dans le texte. Ces facteurs ont déjà entamé la confiance des milieux d'affaires. L'UE fait également observer, avec préoccupation, que la nouvelle loi ne reconnaît pas l'ancien engagement, pris en 2000 par la Chine, en vertu duquel la réglementation relative à la cryptographie ne s'appliquerait qu'aux produits dont la fonction principale est de fournir du cryptage - la "Clarification de l'an 2000" par l'Administration nationale de la cryptographie (SCA). Elle demande à la Chine de veiller à ce que les prescriptions légales et réglementaires soient non discriminatoires, ne favorisent pas une technologie en particulier, ne limitent pas l'accès au marché et ne conduisent pas à un transfert forcé de propriété intellectuelle. Elle prie instamment la Chine de garantir aux entreprises à participation étrangère la possibilité de participer à égalité avec les entreprises nationales à la production, à la recherche, au développement et à la vente de produits de cryptage sur son marché, y compris en autorisant la participation des fabricants de puces aux organismes de normalisation, notamment au groupe de travail 3 du TC260 et au Comité technique de normalisation dans le secteur de la cryptographie de la SCA. L'UE demande que les candidatures à ces organes fassent l'objet d'une réponse rapide.

2.315. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Nous renvoyons à nos précédentes déclarations au titre de cette PCS.

2.316. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon reste préoccupé par la Loi sur le cryptage de la Chine entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, et souhaite renvoyer à la déclaration qu'il a présentée à la dernière réunion du Comité OTC, en novembre 2021. Il demande que la réglementation chinoise n'entrave pas les activités des entreprises étrangères et l'accès de ces dernières au marché chinois.

⁷⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 534](#).

2.317. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Comme nous l'avons mentionné lors de la réunion de novembre du Comité, le Canada a présenté par écrit à la Chine, en septembre 2020, des observations au sujet d'un projet de règlement sur le cryptage de l'Administration nationale de la cryptographie de la Chine, et il attend toujours avec intérêt de recevoir une réponse. Quand ce règlement sera-t-il notifié au Comité OTC de l'OMC? Le Canada réitère la demande qu'il a formulée lors de précédentes réunions du Comité, priant la Chine d'envisager de modifier les règlements et lois relatifs au cryptage et à la cryptographie afin d'apporter davantage de clarté, de transparence et de prévisibilité. Il demande par exemple que certains termes soient définis, qu'il soit spécifié que les normes internationales seront utilisées et que d'autres précisions soient apportées concernant le champ d'application des mesures. Il apprécierait que la Chine tienne compte de ses observations et invite de nouveau le pays à notifier le projet de règlement au présent Comité.

2.318. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Loi sur le cryptage a été mise en application le 1^{er} janvier 2020. Elle dispose clairement que les organismes gouvernementaux doivent respecter le principe de non-discrimination et traiter toutes les organisations à égalité, y compris les entreprises à participation étrangère qui sont engagées dans la recherche, la production, la vente, le service, l'importation, l'exportation, etc. dans le secteur du cryptage commercial. Dans ce secteur, la Chine encourage la coopération technique sur la base de principes volontaires et des règles commerciales en vigueur dans le processus d'investissement étranger. Les agences administratives et leur personnel ont interdiction de forcer tout transfert de technologies de cryptage commercial par des moyens administratifs.

2.1.3.33 Chine – Normes nationales relatives aux limites concernant les composés organiques volatils applicables aux meubles, [G/TBT/N/CHN/1094](#), [G/TBT/N/CHN/1095](#), [G/TBT/N/CHN/1096](#) (ID 509⁸⁰)

2.319. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite renvoyer à ses déclarations antérieures concernant les notifications chinoises publiées sous les cotes [G/TBT/N/CHN/1094](#), [G/TBT/N/CHN/1095](#) et [G/TBT/N/CHN/1096](#). Elle aimerait exprimer des préoccupations au sujet du projet de norme chinoise relative aux composés organiques volatils (COV) applicables aux meubles intitulée "Limites applicables aux substances nocives dans les meubles", qui remplacerait les normes notifiées à l'OMC en 2015 ([G/TBT/N/CHN/1094](#), [G/TBT/N/CHN/1095](#) et [G/TBT/N/CHN/1096](#)). Malgré la collaboration entre le secteur européen des meubles et les organismes de normalisation chinois sur une nouvelle version améliorée du texte, qui tiendrait compte des normes internationales appliquées pour mesurer les COV, le projet de norme chinoise "Limites applicables aux substances nocives dans les meubles" n'apporte pas les améliorations recherchées et suscite des préoccupations similaires à celles qui avaient été soulevées au sujet du texte original notifié à l'OMC en 2015. Une qualité élevée de l'air intérieur est fondamentale pour la santé et le bien-être des consommateurs européens et chinois. L'Union européenne comprend et soutient l'introduction de normes limitant les émissions de substances nocives par les meubles. Toutefois, d'importantes préoccupations formulées dans sa déclaration de novembre 2021 subsistent.

2.320. Rappelons-en quelques-unes: l'UE considère qu'il est très important d'harmoniser les méthodes d'essai. L'utilisation de normes éprouvées comme fondement des mesures devrait être la référence de tous les pays et des laboratoires d'essai correspondants. Les méthodes d'essai doivent être choisies en fonction de leur exactitude et fondées sur des critères scientifiques. La nouvelle norme en question aura des répercussions économiques importantes sur les producteurs européens et chinois car elle constituera un obstacle aux exportations. En outre, la prescription proposée dans le projet de norme chinoise relative aux composés organiques volatils particuliers révèle une sélection arbitraire des seuils et n'est pas centrée sur les substances dangereuses. Le projet de norme surestime donc l'effet des substances naturelles normalement présentes dans le bois mais sous-estime l'effet des substances toxiques. L'UE considère que seules les substances pertinentes sur le plan toxicologique devraient être considérées comme fondement de preuves. Pour que la norme n'empêche pas l'utilisation de matériaux en bois naturel ou de revêtements à base d'eau, il faudrait appliquer des critères basés sur la santé ciblant des substances dangereuses particulières (et non des COVT).

⁸⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 509](#).

2.321. De plus, le projet de norme chinoise promeut une approche en vertu de laquelle les producteurs simplifient la conception et la fonctionnalité des meubles produits pour le marché chinois afin de satisfaire à l'essai. La méthode d'essai basée sur le volume adoptée dans le projet de norme chinoise aboutirait à ce que les émissions finales du produit dépendent de sa conception et de ses fonctions (par exemple le nombre de tiroirs) plutôt que du choix de la matière première utilisée. Une conception plus simple limitera les options eu égard aux conceptions chinoise et européenne. L'UE tient à rappeler que les consommateurs chinois n'auront plus accès à des produits fabriqués à partir de matériaux naturels et/ou avec des revêtements à base d'eau. Le projet de norme chinoise poserait également des problèmes aux fabricants de meubles chinois désireux d'exporter vers l'UE. Il en irait de même pour les fabricants dans l'UE, qui seraient alors contraints d'utiliser des vernis à base de solvants organiques pour satisfaire aux essais. L'UE se félicite de la modification s'appliquant aux émissions de formaldéhyde, telle qu'elle figure dans la version la plus récente de la norme, datée du 21 octobre. Il semble que celle-ci suive désormais la méthode approuvée au niveau international par la norme ISO 16000-3 (méthode DNPH). L'UE espère que la Chine maintiendra cette approche et que la méthode DNPH continuera d'être celle utilisée pour mesurer les émissions de formaldéhyde. Elle aimerait demander à la Chine d'indiquer quand elle notifiera la nouvelle norme au Comité OTC.

2.322. En réponse, le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La norme intitulée Matériaux pour la décoration et la rénovation intérieures – Teneur maximale en substances nocives des meubles en bois (GB18584-2001), qui précise la limite d'émission de formaldéhyde, est actuellement la seule norme obligatoire relative aux composés organiques volatils applicables aux meubles en bois en Chine. La norme obligatoire concernant les limites applicables aux substances nocives dans les meubles sera publiée prochainement. Elle vise divers composés organiques volatils utilisés sur les meubles en bois. Les types de composés organiques volatils acceptés et les limites fixées pour leur utilisation sont harmonisés avec les normes et règlements émis par l'OMS, l'ISO ou d'autres organisations internationales.

2.1.3.34 Union européenne – Chlorothalonil (substance active de pesticide), G/TBT/N/EU/625 (ID 579⁸¹)

2.323. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie fait de nouveau part de sa préoccupation concernant la mesure notifiée par l'Union européenne (UE) dans le document [G/TBT/N/EU/625](#), qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil. En dépit des nombreuses observations techniques et scientifiques présentées au cours des périodes de consultation, le règlement en vertu duquel l'approbation de la commercialisation de la substance active chlorothalonil n'a pas été renouvelée est entré en vigueur en mai 2020. Cette décision a déjà des implications et des conséquences négatives pour les producteurs de bananes en Colombie ainsi que des répercussions sur une vaste chaîne de production agricole nationale. En outre, en février 2021, la Commission européenne a fixé les LMR au niveau minimum de détection, disposition dont l'entrée en vigueur était prévue pour septembre 2021. De plus, dans le cas présent, l'UE n'a pas pris en considération les observations techniques soumises et les demandes de prolongation de la période de transition en vue d'adapter les processus de production. Elle n'a pas non plus tenu compte des préoccupations soulevées par plusieurs Membres dans cette enceinte et dans d'autres cadres, et aucune réponse n'a été donnée aux demandes de dialogue présentées à plusieurs reprises. Non seulement ces mesures ont été prises en l'absence de preuves scientifiques solides et d'une manière incompatible avec les normes internationales, mais elles sont également appliquées de façon discriminatoire puisque, dans la pratique, leur mise en œuvre crée une nette distinction entre les producteurs des États membres de l'UE et les producteurs étrangers. Bien que nous reconnaissons les objectifs de protection de la santé des personnes et de l'environnement en jeu, ces mesures sont adoptées sans qu'il ait été démontré qu'elles constituent effectivement le moyen le moins restrictif pour le commerce d'assurer un niveau approprié de protection. En Colombie, l'utilisation de substances phytopharmaceutiques – telles que le chlorothalonil – est indispensable dans la production agricole pour protéger les cultures contre les parasites et les maladies et pour assurer la qualité et la sécurité des produits alimentaires. Par conséquent, nous appelons de nouveau l'Union européenne à s'appuyer sur des données scientifiques pour prendre ses décisions et à éviter toute discrimination dans l'application de ces mesures.

2.324. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil appuie la PCS n° 579 et renvoie à ses précédentes déclarations à ce sujet. Nous marquons respectueusement

⁸¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 579](#).

notre désaccord avec la décision de l'UE de fonder les mesures sur une approche reposant sur les dangers, sans réaliser une analyse appropriée des risques ni se conformer à des principes scientifiques solidement établis. La décision de l'UE de ne pas renouveler l'approbation du chlorothalonil ne tenait pas dûment compte du fait que cette substance était actuellement autorisée dans plus de 100 pays et que les LMR autorisées par le Codex pouvaient aller jusqu'à 70 mg/kg. Nous insistons sur notre préoccupation systémique quant au fait que certaines analyses fondées sur les dangers menées par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) ont conduit au non-renouvellement de l'approbation de certaines substances et, par la suite, à la réduction de leurs LMR. L'Agence brésilienne de surveillance sanitaire a fixé des LMR pour le chlorothalonil qui concernent plus de 30 cultures. La question du chlorothalonil porte particulièrement atteinte aux producteurs brésiliens de bananes, de café, d'agrumes, de papayes et de pastèques, entre autres produits.

2.325. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Cette préoccupation et le non-renouvellement de l'approbation du chlorothalonil et d'autres substances ont déjà été largement examinés au sein de ce comité et du Comité SPS en raison de la réduction ultérieure des LMR. Le Paraguay renvoie donc à ses précédentes déclarations et réitère sa préoccupation transversale à l'égard de la décision de l'UE de ne pas renouveler l'approbation de ces substances sans réaliser une analyse des risques appropriée et sans respecter les principes scientifiques. Dans le cas particulier du chlorothalonil, cette substance à faible risque est en vente libre au Paraguay et est utilisée sur divers produits d'exportation, dans le cadre d'une rotation des substances visant à éviter la résistance des parasites. Elle constitue également le substitut le plus courant au mancozèbe, une autre substance dont l'approbation n'a pas été renouvelée par l'UE, bien que ces deux substances ne présentent aucun risque pour la santé humaine ou pour l'environnement si elles sont utilisées conformément aux bonnes pratiques agricoles. Comme dans le cas des préoccupations commerciales concernant d'autres substances et des préoccupations systémiques, nous demandons de nouveau à l'UE de tenir compte des renseignements relatifs aux pesticides fournis par les agences spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius; de revoir son approche et fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations de risque réel, conformément aux normes et principes internationaux; et de garantir des tolérances à l'importation.

2.326. Le représentant de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. L'Équateur remercie les délégations qui ont déjà pris la parole et appuie leurs déclarations. Il souhaite réitérer sa préoccupation relative à la notification [G/TBT/N/EU/625](#) concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil et au document SANTE/10186/2018 Rev 1, par l'intermédiaire duquel l'Union européenne (UE) confirme le non-renouvellement de l'approbation de la substance. Le chlorothalonil est l'un des principaux outils utilisés pour lutter contre la cercosporiose noire dans les cultures de bananes car il est efficace, peu coûteux et multisite, ce qui signifie que le risque de résistance est faible. En Équateur, on peut se le procurer facilement, sous diverses formes, auprès de nombreux fournisseurs. La lutte contre la cercosporiose noire (*Mycosphaerella fijiensis*) est le principal défi pour la production de bananes en Amérique latine. Afin de lutter contre la maladie, des stratégies de rotation de fongicides ayant différents modes d'action ont été recherchées en vue d'éviter la résistance fongique à ces composés. Il existe un nombre limité de molécules permettant d'alterner la fréquence des pulvérisations. La restriction de l'utilisation du chlorothalonil entravera davantage les efforts déployés pour éviter la résistance des parasites. Notre préoccupation vient du fait que le non-renouvellement de l'approbation du chlorothalonil a aussi donné lieu à la notification figurant dans le document [G/SPS/N/EU/394/Add.1](#), daté du 12 février 2021, selon laquelle de nouvelles LMR sont entrées en vigueur pour les substances actives tétrachlorure de carbone, chlorothalonil, chlorprophame, diméthoate, éthoprophos, fenamidone, méthiocarbe, ométhoate, propiconazole et pymétrozine.

2.327. La réduction des LMR visant le chlorothalonil pourrait avoir de très graves conséquences économiques pour les petits, moyens et grands producteurs en Équateur, ainsi que pour les consommateurs de l'UE, car elle affecterait l'offre de nos produits. De plus, aucun produit de remplacement ou produit phytosanitaire analogue avec le même profil environnemental et toxicologique n'est actuellement disponible étant donné que les produits de substitution au chlorothalonil (mancozèbe, métirame) font actuellement déjà l'objet d'un examen par l'UE. Le secteur de la banane emploie 2,5 millions de personnes. Les exportations de bananes génèrent 2,1 milliards en recettes pour le pays, soit 2% du PIB et 35% du PIB agricole. L'Équateur exhorte par ailleurs l'Union européenne à indiquer si, lorsque des autorisations d'urgence ont été délivrées pour l'utilisation de cette substance, ses États membres ont notifié et justifié l'application de LMR différentes de celles établies dans la réglementation existante de l'Union européenne sur les LMR.

Dans l'affirmative, quelle est la LMR appliquée par les pays membres et comment le respect de cette LMR est-il contrôlé dans les échanges intraeuropéens?

2.328. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Une fois de plus, le Costa Rica appuie pleinement les observations formulées par la Colombie et se déclare de nouveau préoccupé par la mesure notifiée par l'Union européenne dans le document [G/TBT/N/EU/625](#), qui a trait au non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil. Lors des précédentes réunions de ce comité, le Costa Rica a exprimé sa préoccupation, fondée sur le manque de preuves scientifiques concluantes et l'application d'une approche de précaution dans le cadre de la procédure de renouvellement des approbations de commercialisation, approche qui influence ensuite l'établissement des LMR. C'est ce qui s'est produit dans le cas du chlorothalonil: le règlement relatif à cette substance est entré en vigueur en mai 2020 malgré les nombreuses préoccupations soulevées dans divers organes de l'OMC aux niveaux bilatéral et régional, à une époque extrêmement difficile pour les pays tropicaux exportateurs de produits agricoles, comme le Costa Rica, qui continuent de subir les effets défavorables de la pandémie. Dans ce contexte, nous défendons l'appel que nous avons lancé avec la Colombie et d'autres Membres de l'OMC, dans le document [G/TBT/GEN/296/Rev.3](#), pour que l'UE suspende temporairement tous les processus d'examen des approbations de commercialisation des substances phytopharmaceutiques, ainsi que l'entrée en vigueur de la réglementation en la matière, prévue pour 2020 et 2021, y compris le non-renouvellement de l'approbation de la substance active chlorothalonil.

2.329. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Le Guatemala maintient sa position en ce qui concerne cette préoccupation et réitère les observations qu'il a présentées au cours des précédentes réunions au sujet de l'absence de preuves scientifiques et d'analyse des risques. Le chlorothalonil est utilisé sur plus de 10 cultures destinées à la consommation intérieure et à l'exportation. Cette substance active est utilisée comme fongicide de contact rapide à large spectre. Aucune molécule sur le marché n'est actuellement aussi efficace pour lutter contre le champignon *Ascochyta*, surtout lorsque celui-ci est présent sur les légumes. Les conditions climatiques du Guatemala sont idéales pour la reproduction de ce champignon, ce qui se répercute sur les cultures, qui ont été gravement touchées, ainsi que sur les producteurs et exportateurs guatémaltèques et l'économie. Les substances pouvant remplacer le chlorothalonil sont le mancozèbe, l'azoxystrobine, le pyraclostrobine, le soufre et le difénoconazole. L'enregistrement de quatre de ces substances de remplacement aux fins de leur commercialisation dans l'Union européenne n'a pas été renouvelé et, par conséquent, les LMR ont été réduites à presque zéro, ce qui a privé les producteurs agricoles guatémaltèques de solution pour lutter efficacement contre les maladies fongiques. Nous demandons à l'Union européenne de tenir compte de la situation particulière des pays tropicaux dans sa mise en œuvre des mesures, jusqu'à ce qu'elle dispose d'études concluantes et qu'elle se soit alignée sur les dispositions du Codex Alimentarius, afin d'empêcher que ces mesures deviennent plus restrictives pour le commerce.

2.330. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme cela a été expliqué lors de précédentes réunions, l'UE a proposé de ne pas renouveler l'approbation du chlorothalonil par le Règlement d'exécution (UE) 2019/677⁸², adopté le 29 avril 2019, et précédemment notifié au Comité OTC. Le chlorothalonil a fait l'objet d'une évaluation conformément au Règlement (CE) n° 1107/2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques.⁸³ Les conclusions⁸⁴ de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) au sujet de cette substance ont été publiées en janvier 2018. Au cours du processus d'examen par des pairs, il n'a pas été établi que les critères d'approbation prévus à l'article 4 de ce règlement étaient remplis concernant une ou plusieurs utilisations représentatives d'au moins un produit phytopharmaceutique. Une fois la décision de non-renouvellement de l'approbation prise, l'UE a élaboré un projet de règlement abaissant les limites maximales de résidus (LMR) pour le chlorothalonil, qui a été notifié au Comité SPS de l'OMC ([G/SPS/N/EU/394](#)). Compte tenu des préoccupations mises en évidence par l'EFSA, l'UE a abaissé toutes les LMR pour le chlorothalonil aux limites de quantification pertinentes, par l'intermédiaire du Règlement (UE) 2021/155 du 9 février 2021.⁸⁵ Les nouvelles valeurs s'appliquent à tous les produits alimentaires depuis le

⁸² J.O. L 114 du 30 avril 2019, page 15.

⁸³ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?qid=1489747880535&uri=CELEX:32009R1107>.

⁸⁴ EFSA 2018, Conclusion on the peer review of the pesticide risk assessment of the active substance chlorothalonil (Conclusion de l'EFSA de 2018 relative à l'examen par des pairs de l'évaluation du risque pesticide lié à la substance active chlorothalonil). Journal de l'EFSA 2018;16(1):5126. <https://www.efsa.europa.eu/fr/efsajournal/pub/5126>.

⁸⁵ J.O. L 46 du 10 février 2021, page 5.

2 septembre 2021 (après expiration de la période de report de la date d'application de six mois qui avait été consentie). À compter de cette date, les denrées alimentaires produites avant que les mesures deviennent applicables doivent également respecter les nouvelles LMR. Les demandes de tolérance à l'importation, qui doivent être étayées par de nouvelles données substantielles répondant aux préoccupations, restent possibles et seront évaluées au cas par cas par l'État membre rapporteur et par l'EFSA. À moins que de nouvelles données répondant aux préoccupations de l'EFSA ne soient soumises, la position de l'UE ne changera pas en ce qui concerne cette substance. S'agissant de la demande conjointe déposée par plusieurs Membres pour la suspension, compte tenu de la pandémie de COVID-19, des processus de réduction des limites maximales de résidus (LMR) de produits phytosanitaires et de l'entrée en vigueur des réductions de ces LMR, formulée dans les documents [G/SPS/GEN/1778](#) et [G/TBT/GEN/296](#) et leurs révisions ultérieures, la position de l'UE est exposée dans le document du 28 mai 2021 portant la double cote [G/SPS/GEN/1814/Rev.2](#) et [G/TBT/GEN/315](#), qui a été distribué aux deux Comités.

2.1.3.35 Union européenne – Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) et Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDR), [G/TBT/N/EU/71/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/72](#), [G/TBT/N/EU/72/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/845](#) (ID 594⁸⁶)

2.331. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine remercie l'UE d'avoir prolongé la période de transition pour les règlements en cette période particulière marquée par la COVID-19. Au vu du rôle important que jouent ces règlements, la Chine continue de soulever des préoccupations. Elle suggère que, pendant la période transitoire mise en place pour l'IVDR, les autorités compétentes des États membres de l'UE continuent d'accepter les demandes de certificats de mise en vente libre pour les produits visés par l'IVDD. La validité des certificats de mise en vente libre devrait être compatible avec la période de transition pour le produit correspondant. Le certificat de mise en vente libre, délivré par l'autorité compétente à la demande du fabricant ou de l'organisme de l'UE, certifie que le produit a reçu le marquage CE et qu'il peut circuler librement dans l'UE. Pendant la période de transition prolongée prévue pour l'IVDR, les produits soumis à l'IVDD restent en circulation, de sorte qu'il est raisonnable de continuer à délivrer des certificats de mise en vente libre pour ces produits au cours de cette période; la validité des certificats de mise en vente libre devrait alors être compatible avec la période de transition applicable au produit correspondant.

2.332. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis continuent de soutenir l'élaboration et l'application d'un système de réglementation des dispositifs médicaux bien défini qui garantisse la sécurité et la performance des dispositifs médicaux. Ils apprécient les dispositions transitoires modifiées adoptées par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne l'année passée pour décaler la mise en œuvre du Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDR). Cette modification aidera à garantir aux patients un accès continu aux outils de diagnostic *in vitro* dont ils ont tant besoin. Le report d'une année, jusqu'à mai 2021, de la mise en œuvre du Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) a apporté un certain soulagement, qui était nécessaire. Toutefois, nous restons préoccupés par le nombre d'organismes notifiés approuvés pour évaluer la conformité avec le MDR, à savoir seulement 27 organismes en janvier 2022. Ces préoccupations sont particulièrement vives compte tenu des circonstances sanitaires actuelles à l'échelle mondiale, lesquelles ont limité la capacité des organismes notifiés potentiels d'obtenir une approbation, tout en provoquant simultanément une hausse de la demande de dispositifs médicaux.

2.333. La branche de production nous a informés qu'il est demandé aux organismes notifiés de mener à terme les examens de certification des produits en temps voulu, ce qui, dans certains cas, crée de longues files d'attente pour la réalisation des examens et freine la capacité des fabricants de se conformer au règlement. Compte tenu de ces retards, la branche de production a informé qu'en se projetant en 2024, date à laquelle les produits doivent être entièrement conformes, certains fabricants se demandent s'ils pourront continuer d'opérer sur le marché de l'UE, car ils pourraient ne pas être en mesure de certifier leurs produits en respectant les délais fixés. Ces retards considérables pourraient aussi avoir des répercussions sur les patients européens, qui pourraient ne pas avoir accès à des technologies médicales susceptibles de leur sauver la vie car celles-ci sont en attente de certification auprès des organismes notifiés. La Commission a-t-elle envisagé de remédier aux longues files d'attente pour la mise en conformité des dispositifs médicaux? Dans l'affirmative, comment compte-t-elle s'y prendre? Nous espérons que la Commission continuera de collaborer

⁸⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 594](#).

avec les États-Unis et les parties prenantes pour résoudre les problèmes actuels en lien avec la mise en œuvre du MDR, afin d'éviter des conséquences indésirables et involontaires pour les patients. Les États-Unis notent qu'au cours des mois passés, le CEN et le CENELEC ont publié quelques normes qui sont harmonisées avec les normes internationales. Ils saluent cette évolution récente et espèrent que cette tendance se poursuivra. Nous demandons instamment à la Commission d'utiliser, dans la mesure du possible, des normes internationales afin d'éviter la duplication des efforts et l'imposition de charges supplémentaires pour les fabricants, qui devraient se conformer à des normes régionales et internationales.

2.334. Nous notons qu'en vue de la mise en œuvre du MDR, la Commission a annoncé en janvier 2020 qu'un nouveau système de nomenclature appelé système de nomenclature européenne des dispositifs médicaux (EMDN) serait créé pour servir de socle à la base de données européenne sur les dispositifs médicaux (EUDAMED). L'EUDAMED comprendra un module concernant l'identification unique des dispositifs (IUD). L'EMDN repose sur la CND (Classificazione nazionale Dispositivi medici), qui n'est pas harmonisée avec la Nomenclature mondiale des dispositifs médicaux (GMDN)⁸⁷ bien établie. La GMDN a été élaborée avec l'aide de l'ISO et du Groupe de travail sur l'harmonisation mondiale de l'époque (devenu aujourd'hui le Forum international des autorités chargées de réglementer les dispositifs médicaux); elle est largement adoptée par le secteur des dispositifs médicaux et est utilisée par plus de 70 autorités nationales chargées de réglementer ces dispositifs à l'appui de leurs activités. Les États-Unis utilisent la GMDN comme socle de leur base de données mondiale pour l'identification unique des dispositifs (Global Unique Device Identification Database – GUDID). Nous craignons que la sélection de l'EMDN par la Commission ne compromette l'interopérabilité des deux systèmes IUD (EUDAMED et GUDID) à des fins de suivi et de signalement et ne crée plusieurs difficultés importantes pour le secteur des dispositifs médicaux et des soins de santé. En outre, la Commission n'a pas abordé les problèmes d'interopérabilité et n'a pas avancé dans l'établissement de correspondances entre l'EMDN et la GMDN en vue d'harmoniser les systèmes IUD et de réduire les redondances pour l'industrie. L'UE a déclaré à plusieurs reprises lors de discussions bilatérales et dans des documents publiés qu'elle a l'intention de faire correspondre son système de nomenclature à la GMDN, mais nous attendons toujours de voir les actions de l'UE démontrant ses efforts dans ce sens. De fait, l'EMDN est désormais disponible dans EUDAMED et il n'existe pas d'option de correspondance avec la GMDN. L'UE pourrait-elle expliquer quelles mesures elle met en œuvre pour faire correspondre l'EMDN à la GMDN?

2.335. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. 1. Le Japon accueille avec satisfaction la mise à jour du plan de publication d'orientations du GCDM datée d'octobre. À la dernière réunion officielle du Comité OTC, en novembre 2021, le Japon a demandé que des consultations publiques soient menées avant la publication du GCDM et que les orientations publiées soient rendues obligatoires avec une période de transition. Le plan de correspondance entre l'EMDN (Nomenclature européenne des dispositifs médicaux) et la GMDN (Nomenclature mondiale des dispositifs médicaux) auquel il est fait référence dans le plan de publication d'orientations du GCDM n'est toujours pas disponible. Le Japon a aussi demandé qu'un calendrier de publication soit établi et appliqué. Le MDR exigeait une surveillance et un contrôle après mise sur le marché. Une description du plan de publication d'orientations sur la surveillance et le contrôle après mise sur le marché a certes été fournie, mais nous avons demandé que ces orientations soient publiées rapidement. Le Japon prie l'UE de continuer de réfléchir à cette question. 2. Depuis que le MDR est entré en vigueur le 26 mai 2021, il est devenu impossible d'expédier en Europe de nouveaux produits et des dispositifs médicaux ayant de nouvelles fonctions. À la dernière réunion officielle du Comité OTC, en novembre 2021, le Japon a expliqué qu'il avait reçu des rapports de nombreuses entreprises soumises à un examen des documents techniques, qui indiquaient qu'il n'y avait pas eu de progrès pendant une longue période depuis le début de l'examen, qu'il n'était pas possible de prévoir si l'examen serait terminé et des certificats délivrés d'ici à la date d'application du MDR, et que plus d'une année s'était écoulée depuis l'ouverture de l'examen des documents techniques. Le Japon aimerait que l'UE se penche sur la cause de ce problème et expose les mesures qui amélioreraient la situation. Cela étant, aucune amélioration n'a été observée depuis que nous avons reçu les rapports de certaines entreprises indiquant qu'il y avait déjà plus d'un an et onze mois que l'examen des documents techniques avait débuté. Le Japon souhaiterait que l'UE, en tant qu'autorité

⁸⁷ La Commission européenne a annoncé sa décision d'adopter la CND par le biais du document d'orientation suivant: https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/md_topics-interest/docs/md_emdn_eudamed_nomenclature_en.pdf.

chargée de la réglementation, continue d'examiner les causes et prend des mesures pour améliorer la situation.

2.336. 3. À la dernière réunion officielle du Comité OTC, en novembre 2021, le Japon a déclaré que le MDR imposait une évaluation clinique stricte des dispositifs médicaux de classe I, IIa et IIb. Afin d'éviter que le MDR devienne plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire, le Japon a demandé à l'UE d'envisager de simplifier les prescriptions d'évaluation clinique pour les dispositifs médicaux de classe I, IIa et IIb, en prenant exemple sur les réglementations relatives à la certification avant mise sur le marché du Japon ou à la notification 510(k) des États-Unis. Le Japon demande à l'UE de continuer d'envisager, par exemple, que les dispositifs médicaux appartenant à la classe de risque modérée ou ceux qui utilisent des technologies qui ont déjà été approuvées pour être commercialisées soient exemptés d'évaluation clinique. 4. Le Japon se félicite de l'adoption, le 20 décembre 2021, par le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen, du règlement portant modification de la période de transition pour l'IVDR proposé par la Commission européenne. Il reconnaît que cela donnera effectivement lieu à une prorogation de la période de transition de trois à cinq ans en fonction de la catégorie de risque des produits devant être certifiés par des organismes notifiés. Le Japon continue de demander à l'UE de fournir une période de transition adéquate. Toutefois, alors que le nombre de produits qui doivent être certifiés a été multiplié par 8 avec le passage de l'IVDD à l'IVDR, il n'y a toujours que 6 organismes notifiés qui réalisent les certifications au titre de l'IVDR, contre 22 organismes dans le cadre de l'IVDD. De plus, seuls quatre documents d'orientation avaient été émis jusqu'en janvier 2022. Le Japon craint que, malgré la prorogation de la période de transition, de nombreux fabricants ne puissent par obtenir de certification conformément à l'IVDR d'ici à la fin de la période de transition à moins que des infrastructures suffisantes et les renseignements nécessaires pour la certification soient fournis. Il demande de nouveau à l'UE de mettre en place un nombre suffisant d'organismes notifiés et de documents d'orientation, ainsi que de communiquer rapidement le calendrier correspondant. Il souhaite aussi que tout nouveau document d'orientation publié à l'avenir soit assorti d'une période de transition d'au moins un an, au lieu d'être appliqué immédiatement. 5. En janvier 2022, le nombre de normes harmonisées pour la Directive relative aux dispositifs médicaux était de 264, contre seulement 14 pour le MDR. Le Japon en déduit qu'un grand nombre de normes harmonisées pour le MDR seront publiées dans le futur. À la dernière réunion officielle du Comité OTC, en novembre 2021, il a déclaré que le plan de publication n'était pas annoncé dans le Journal officiel de l'UE, et les normes avaient au contraire été promulguées de manière soudaine. Le Japon a demandé la publication du plan d'élaboration et de publication des normes harmonisées pour le MDR et l'IVDR. Il prie l'UE de continuer d'examiner le plan de publication et de fixer une période de transition adéquate pour les normes harmonisées relatives au MDR et à l'IVDR.

2.337. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie a aussi des préoccupations au sujet de la mise en œuvre par l'Union européenne (UE) du Règlement relatif aux dispositifs médicaux (MDR) et du Règlement relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (IVDR). Elles rejoignent les préoccupations exprimées par plusieurs Membres au cours de réunions antérieures. En particulier, nous sommes préoccupés par la continuité de l'accès au marché européen pour les organisations australiennes, compte tenu des délais de mise en œuvre établis pour le MDR et l'IVDR, dans le contexte de l'accès difficile aux organismes notifiés dûment désignés. Cette problématique influe également sur la capacité des fabricants situés hors de notre pays à accéder au marché australien. Au titre d'arrangements comparables des organismes de réglementation d'autres pays, l'Australie accepte diverses approbations étrangères afin de favoriser l'autorisation de mise sur le marché australien. Cela inclut un recours important au marquage CE de certification de l'UE afin de soutenir l'approvisionnement en Australie. Toutefois, si les fournisseurs ne peuvent pas avoir accès aux services des organismes notifiés à court ou moyen terme en raison de la transition entre les systèmes réglementaires ou si la validité des certifications pour les dispositifs médicaux existants ne peut pas être maintenue, l'accès au marché australien s'en trouve perturbé. Cela peut être résolu en obtenant une certification australienne, mais la redondance réglementaire en résultant peut s'avérer coûteuse, voire potentiellement prohibitive pour de nombreuses parties prenantes. L'UE peut-elle donner des indications supplémentaires au sujet des délais et de l'avancement de la désignation des organismes notifiés ainsi que de la considération d'éventuelles prorogations dans le contexte de la transition vers le MDR et l'IVDR?

2.338. Nous sommes préoccupés par le passage à la Nomenclature européenne des dispositifs médicaux (EMDN), laquelle s'écarte de la Nomenclature mondiale des dispositifs médicaux (GMDN) harmonisée au niveau international, ce qui crée des obstacles techniques au commerce et des difficultés potentielles dans le cadre d'un système d'identification unique des dispositifs (IUD)

harmonisé à l'échelle mondiale. L'Australie cherche aussi à mettre en œuvre un système IUD compatible avec les normes internationales. En l'absence d'accords effectifs d'interopérabilité, l'utilisation de l'EMDN comme socle pour la base de données européenne sur les dispositifs médicaux (EUDAMED) et du GMDN pour la base de données mondiale pour l'identification unique des dispositifs (GUDID) des États-Unis pourrait créer des obstacles au commerce et/ou une redondance importante pour le secteur d'un territoire à l'autre, y compris en ce qui concerne l'Australie. Celle-ci aimerait appeler l'attention sur les problèmes que des systèmes IUD redondants peuvent poser pour les pays autres que ceux de l'UE et les États-Unis, et demande des renseignements actualisés au sujet de tous travaux que l'UE pourrait avoir entrepris afin de faire correspondre les systèmes EMDN et GMDN.

2.339. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite reprendre à son compte les points soulevés par d'autres Membres au sujet de la mise en œuvre de cette mesure et renvoyer à la déclaration qu'il a présentée au Comité OTC en novembre 2021 telle qu'elle figure dans le paragraphe 2.344 du compte-rendu correspondant.

2.340. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme cela a été annoncé lors de précédentes réunions du Comité, le MDR est entré en vigueur officiellement le 26 mai 2021. Ce nouveau Règlement améliore et actualise considérablement le système réglementaire pour les dispositifs médicaux en l'alignant davantage sur les principes élaborés au niveau international par le Forum international des autorités chargées de réglementer les dispositifs médicaux (IMDRF) et son prédécesseur, le GHTF. Il est important de rappeler que le passage des Directives au MDR est graduel et qu'il est facilité par un mécanisme de grâce qui permet aux dispositifs médicaux conformes aux Directives de rester en circulation jusqu'en mai 2025, parallèlement aux dispositifs certifiés conformément au MDR. En ce qui concerne l'IVDR, la Commission continue d'évaluer avec précision la situation sur le terrain. Lors des précédentes réunions du Comité OTC, l'UE a annoncé qu'il était devenu manifeste qu'en raison des ressources supplémentaires nécessaires pour faire face à la pandémie de COVID-19, les autorités nationales, les établissements de santé, les organismes notifiés et les opérateurs économiques n'étaient pas en mesure de garantir la bonne mise en œuvre de l'IVDR. Avec seulement six organismes notifiés désignés et l'attention focalisée sur les urgences liées à la pandémie, il était devenu impossible pour les fabricants d'achever en temps utile les procédures d'évaluation de la conformité requises par la législation. En outre, compte tenu des restrictions de déplacement liées à la COVID-19, les organismes notifiés n'étaient pas en mesure d'effectuer les audits sur place requis des locaux des fabricants afin de vérifier les processus de fabrication et les autres processus pertinents. Cette situation pourrait causer d'importantes perturbations dans l'approvisionnement de nombreux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* (tests de dépistage du VIH, tests de grossesse ou tests de dépistage du SARS-CoV-2 par exemple) sur le marché de l'Union européenne.

2.341. C'est pourquoi, en mai 2022, la Commission européenne avait proposé une série de périodes de transition échelonnées pour les DIV. La modification proposée de l'IVDR a depuis été approuvée par le Parlement européen et le Conseil. Une mesure expliquant les dispositions transitoires adaptées a également été notifiée au Comité OTC. La durée des périodes de transition dépend de la catégorie de risque des dispositifs (périodes de transition plus courtes pour les dispositifs à plus haut risque et périodes de transition plus longues pour les dispositifs à moindre risque). En outre, le projet notifié propose l'application différée des exigences applicables aux "dispositifs internes", c'est-à-dire les dispositifs fabriqués et utilisés au sein d'un même établissement de santé. Depuis notre dernière mise à jour, nous avons atteint 27 organismes notifiés désignés au titre du MDR et 6 organismes notifiés au titre de l'IVDR, et davantage sont prévus. De plus, conformément à une communication de la Commission, datée de janvier 2021, sur les audits et les évaluations de la surveillance dans le cadre du MDR et de l'IVDR, une plus grande flexibilité est accordée afin que les États membres autorisent la réalisation d'audits à distance par des organismes notifiés, si les conditions énoncées dans la communication sont remplies. Au vu du sous-ensemble important de prescriptions additionnelles établi dans les nouveaux Règlements et de la nécessité, à la fois pour la branche de production et pour les organismes notifiés, de s'adapter à ces nouvelles prescriptions, nous comprenons que les délais de certification au titre du MDR et de l'IVDR soient plus longs que pour la certification qui avait lieu auparavant dans le cadre des Directives.

2.342. Les renseignements recueillis dans le cadre de la surveillance continue du marché réalisée par le Groupe de coordination en matière de dispositifs médicaux (GCDM) nous ont aidés à mieux comprendre les causes fondamentales de certains retards. Il semble que la branche de production et les organismes notifiés soient actuellement, à juste titre, dans une période d'ajustement en ce

qui concerne les attentes liées aux nouvelles prescriptions, en particulier celles qui ont trait aux preuves cliniques. Dans certains cas, nous croyons également comprendre que les organismes notifiés demandent au fabricant de fournir des renseignements complémentaires ou de réaliser des essais de suivi, de manière à assurer la sécurité des dispositifs et ainsi la conformité avec les nouvelles prescriptions. En raison des renseignements additionnels exigés par la branche de production, les délais varient parfois, ce qui provoque inévitablement certains retards par rapport aux délais initiaux de certification. Le GCDM continuera de surveiller de près la situation sur le terrain et a établi des contacts réguliers avec les organismes notifiés et la branche de production à cette fin. Il est important de rappeler que l'UE ne prévoit pas de maintenir le même nombre d'organismes notifiés que celui existant actuellement dans le cadre des Directives. Par conséquent, dans le cadre du MDR/de l'IVDR, les chiffres vont baisser. La quantité ne constitue pas et n'a jamais constitué un indicateur de la capacité. Comme pour tout ce qui est lié à l'offre et à la demande, le marché s'adaptera et il l'a en réalité déjà fait puisque les 33 organismes notifiés déjà désignés au titre des règlements détiendraient une part plus que significative du marché et auraient en outre considérablement augmenté leurs capacités. En ce qui concerne les travaux de mise en œuvre, la Commission et les États membres poursuivent les travaux relatifs aux textes d'application et aux lignes directrices. À ce jour, plus de 90 documents d'orientation ont été publiés, y compris plusieurs orientations essentielles sur les dispositions transitoires et les prescriptions cliniques.

2.343. Concernant la normalisation, nous sommes heureux d'annoncer une avancée de taille avec les premières publications au J.O. de l'UE, en juillet 2021, des références des normes harmonisées dans le cadre des nouveaux règlements. La deuxième série a été publiée en janvier 2022 et une troisième série est attendue dans les prochains mois. Nous souhaitons vous rassurer sur le fait que la Commission continuera d'accorder la priorité à l'harmonisation des normes internationales et à l'encourager, lorsque cela est possible et approprié. Par ailleurs, les groupes d'experts, qui jouent un rôle dans les procédures d'évaluation de la conformité de certains produits à haut risque, sont officiellement en train de passer en revue et de traiter les demandes. Le groupe d'experts dans le domaine du diagnostic *in vitro* est désormais opérationnel et a déjà rendu un certain nombre d'avis. En outre, le module d'enregistrement de la base de données EUDAMED a été mis à disposition en décembre 2020 et l'entrée en service du module d'enregistrement de l'identification unique des dispositifs (IUD) a eu lieu en septembre 2021. Les trois autres modules de la base de données EUDAMED seront lancés une fois que le système sera pleinement opérationnel. S'agissant de l'identification unique des dispositifs (IUD), permettez-nous de souligner qu'il existe une différence fondamentale entre cette identification unique et la Nomenclature, alors que ces deux sujets semblent être confondus dans les discussions de haut niveau. Le système IUD mis en œuvre au sein de l'UE est fondé sur des principes convenus au niveau international mais la Nomenclature, également appelée langue d'usage, sera différente. Cette décision a été prise à l'issue d'une évaluation et d'un examen minutieux. L'UE tient à souligner, une fois de plus, que son choix de créer la Nomenclature européenne des dispositifs médicaux repose sur la nécessité d'une nomenclature bien structurée, transparente, ouverte, complètement accessible au public et qui puisse être téléchargée gratuitement. Il n'existe actuellement pas d'autre système de nomenclature qui présente ces caractéristiques. Il est important de préciser que le choix de cette nomenclature ne constitue pas un obstacle et d'éviter les fausses informations et la confusion à cet égard. L'UE est pleinement résolue à faire en sorte que le nouveau système assure un niveau plus élevé de protection des patients et compte sur les partenaires commerciaux pour encourager leurs fabricants à respecter ces nouvelles prescriptions afin de garantir la continuité des échanges.

2.1.3.36 Qatar – Circulaire du Ministère de la santé publique concernant la durée de conservation du fromage (ID 602⁸⁸)

2.344. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne souhaite de nouveau faire référence à la Circulaire du Ministère de la santé publique du Qatar du 30 mai 2019 établissant de nouvelles prescriptions en matière d'importation pour le lait UHT et le fromage blanc, dont l'entrée en vigueur remonte à 2019. La portée de ces mesures a encore été étendue avec la publication en août 2021 des instructions du Conseil des ministres du Qatar. Ces mesures ont malheureusement eu des répercussions sur plusieurs produits laitiers exportés depuis l'UE vers le Qatar et l'Union européenne souhaite rappeler combien il importe de répondre à ces préoccupations. À la réunion précédente du Comité OTC, le Qatar a déclaré que les autorités compétentes à Doha procédaient toujours à l'examen de cette question. L'Union européenne se félicite des autres échanges constructifs qui ont eu lieu avec le Qatar à ce sujet, au

⁸⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 602](#).

cours desquels le Qatar a indiqué qu'il recherchait une solution et que cette dernière serait proposée dans un avenir proche. L'Union européenne tient à remercier le Qatar pour les échanges bilatéraux constructifs des derniers mois et se déclare disposée à continuer de travailler de manière constructive avec lui pour régler cette question importante en temps utile.

2.345. En réponse, le représentant du Qatar a communiqué la déclaration suivante. Le Qatar a pris note de la préoccupation persistante de l'Union européenne concernant la Circulaire du Ministère qatarien de la santé publique sur les normes de qualité pour certains produits laitiers, et la remercie de l'intérêt qu'elle porte à cette question. Il renvoie aux discussions précédemment tenues avec l'Union européenne à ce sujet, en particulier à la réunion du 16 février au cours de laquelle nos collègues en poste dans la capitale ont confirmé à la délégation de l'Union européenne que l'application de la circulaire en question avait été suspendue en attendant la conclusion du processus de révision interne. Permettez-moi de saisir cette occasion pour rappeler que ces mesures ont été adoptées en conformité avec nos obligations internationales et dans le but de garantir la qualité des produits offerts au Qatar. La protection des consommateurs revêt une importance primordiale pour le gouvernement de l'État qatarien. Nous voudrions assurer les Membres que les mesures en question s'appliquent de la même manière aux produits d'origine nationale et aux produits importés et qu'elles n'ont donc pas un caractère discriminatoire. En outre, l'incidence que cette réglementation pourrait avoir sur le commerce n'ira pas au-delà de ce qui est nécessaire pour contribuer à la réalisation de l'objectif légitime de la protection des consommateurs. À cet égard, nous tenons à souligner que les prescriptions par produit appliquées dans l'État du Qatar ne font pas obstacle à l'importation et à la vente de tout produit satisfaisant aux normes de qualité et n'ont donc pas un effet significatif sur le commerce. Cela étant, nous avons écouté avec attention les préoccupations exprimées aujourd'hui par l'Union européenne et nous les communiquerons de nouveau aux autorités de notre pays. Nous demeurons également disposés à poursuivre les échanges fructueux avec l'Union européenne et tous les autres Membres intéressés afin de leur fournir les explications supplémentaires nécessaires.

2.1.3.37 Inde – Décret de 2019 sur le contrôle de la qualité des climatiseurs et leurs parties, [G/TBT/N/IND/74](#), [G/TBT/N/IND/110](#) (ID 598⁸⁹)

2.346. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine se félicite de la décision récemment prise de reporter la mise en œuvre du Décret sur le contrôle de la qualité des climatiseurs jusqu'au 1^{er} janvier 2023. Cependant, l'Inde n'a pris aucune mesure pour résoudre le problème des audits d'usines. La Chine souhaite par conséquent soulever à nouveau les préoccupations suivantes. 1. La Chine estime que l'Inde devrait mettre en place des mesures aménagées pendant la crise sanitaire telles que l'exemption temporaire des audits d'usines pour une période limitée, les audits virtuels ou les audits réalisés par des organismes tiers. Cela pourrait permettre de remédier aux difficultés rencontrées pour procéder à des inspections physiques du fait des restrictions des voyages internationaux. La Chine souhaite proposer un nouveau report conséquent de la mise en œuvre du Décret sur le contrôle de la qualité des climatiseurs, en raison de la pandémie. 2. S'agissant de la Politique d'importation des climatiseurs, le Ministère indien du commerce et de l'industrie a publié le 15 octobre 2020 une modification de cette politique portant sur les produits relevant des codes 84151010 et 84151090 du chapitre 84 du Code tarifaire 2017 de l'Inde, annexe I (Politique d'importation). La politique d'importation des climatiseurs contenant des fluides frigorigènes relevant des codes 84151010 et 84151090 du SH a été modifiée de "Sans restriction" à "Soumis à restriction". La Chine souhaite soulever les préoccupations suivantes: 2.1 La Chine demande à l'Inde de respecter ses obligations en matière de transparence, c'est-à-dire de notifier le Comité OTC conformément à l'article 2.9 de l'Accord OTC de l'OMC, en ménageant une période d'au moins 60 jours pour la présentation d'observations. 2.2 Elle demande à l'Inde d'expliquer le fondement scientifique et la nécessité de cette prohibition visant les climatiseurs contenant des fluides frigorigènes.

2.347. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Le Décret sur le contrôle de la qualité n° 41/2015-2020 du 15 décembre 2020 était nécessaire à l'application de normes destinées à réduire les risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux et la préservation des végétaux. Il est également compatible avec l'engagement pris par l'Inde dans le cadre du Protocole de Montréal. En outre, conformément aux règles de 2014 portant modification du Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (réglementation et contrôle), l'importation de climatiseurs contenant des substances du groupe VI (HCFC) est interdite depuis le

⁸⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 598](#).

1^{er} juillet 2015. Pour l'heure, la mise en œuvre du Décret sur le contrôle de la qualité des climatiseurs a été reportée d'une année et est désormais fixée au 1^{er} janvier 2023. Actuellement, aucune disposition du Règlement du BIS (évaluation de la conformité) de 2018 ne prévoit la réalisation d'audits sous forme virtuelle en tant que solution de remplacement pour les activités d'évaluation de la conformité. Les inspections d'usines ont été suspendues précédemment en raison des restrictions visant les voyages internationaux dans le contexte de la pandémie de COVID-19. À l'heure actuelle, des agents du BIS sont chargés d'effectuer les inspections d'usine en réponse aux demandes reçues de fabricants étrangers dont le pays facilite la visite des agents du BIS entièrement vaccinés et munis de certificats de test RT-PCR négatif, et ne prévoit aucune restriction telle que la quarantaine et la réalisation d'un test RT-PCR à l'arrivée. En outre, les laboratoires agréés par le BIS disposent de capacités suffisantes pour réaliser des essais sur les climatiseurs individuels. Dans le cadre de son Système de reconnaissance des laboratoires, le Bureau indien de normalisation accorde une reconnaissance aux laboratoires pour la réalisation d'essais sur les produits conformément aux normes indiennes pertinentes. L'article 12 du Système de reconnaissance des laboratoires du BIS porte sur la reconnaissance des laboratoires étrangers. Le BIS prend toute décision de reconnaissance de laboratoires étrangers en tenant compte des ARM (Accords de reconnaissance mutuelle) avec les pays concernés.

2.1.3.38 Royaume d'Arabie saoudite – Plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité Saber/Programme de la sécurité des produits Saleem (ID 615⁹⁰)

2.348. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. La mise en œuvre du système de certification électronique SALEEM dans le cadre du portail en ligne SABER demeure un sujet de préoccupation pour l'Union européenne. Nous tenons à remercier le Royaume d'Arabie saoudite pour sa participation constructive aux discussions bilatérales et pour les quelques explications qu'il a fournies, mais signalons que les difficultés continuent d'avoir des effets négatifs majeurs sur les importations saoudiennes de plusieurs produits provenant de l'Union européenne. Si les prescriptions en matière d'évaluation de la conformité diffèrent d'un secteur à l'autre, plusieurs branches de production européennes s'accordent à dire qu'elles sont excessivement coûteuses, astreignantes et chronophages. Le secteur des jouets est particulièrement affecté. L'Union européenne souhaite rappeler les préoccupations principales qui portent sur les questions suivantes: demande de rapports d'essai; choix de l'article représentatif; prorogation de la période de validité du certificat; et produits importés sans GCTS (symbole CCG de contrôle de la conformité). En conclusion, l'Union européenne prie le Royaume d'Arabie saoudite de garantir des procédures efficaces et moins coûteuses pour tous les produits relevant du nouveau système d'évaluation de la conformité.

2.349. Le représentant de la Suisse a communiqué la déclaration suivante. La Suisse demeure préoccupée au sujet de l'impact négatif de la plate-forme en ligne d'évaluation de la conformité Saber sur ses échanges bilatéraux avec le Royaume d'Arabie saoudite. Nous souhaitons souscrire à l'intervention de l'UE sur cette question. Le processus d'enregistrement et de certification manque toujours de transparence et reste astreignant et chronophage pour nos exportateurs. La branche de production continue de signaler que les procédures d'évaluation de la conformité donnent lieu à des frais excessifs et, dans bien des cas, à des charges et coûts administratifs inutiles et des prescriptions redondantes. Selon le secteur, des procédures d'évaluation de la conformité strictes sont appliquées à des produits qui, pour la plupart, sont considérés comme présentant un risque faible. Le processus d'enregistrement et de certification se traduit par des coûts et des prescriptions en matière de documentation qui sont disproportionnés et qui dissuadent les entreprises d'entrer sur le marché, en particulier celles qui exportent des produits de qualité en petites quantités. La Suisse apprécierait que le Royaume d'Arabie saoudite fasse en sorte que le processus d'enregistrement et de certification ne soit pas plus strict qu'il n'est nécessaire pour donner une assurance suffisante que les produits sont conformes aux prescriptions applicables. Par ailleurs, nous encourageons le Royaume d'Arabie saoudite à fonder les prescriptions en matière de documentation et de certification sur des normes internationales, à mettre en œuvre des lignes directrices claires et transparentes et à veiller à ce que les règles s'appliquent de manière égale et uniforme. Nous le remercions pour son engagement utile avec nos parties prenantes sur cette question, par exemple dans le cadre d'un webinaire organisé par l'Organisation saoudienne de la normalisation, de la métrologie et de la qualité (SASO) et Switzerland Global Enterprise (S-GE) en février dernier, et nous attendons avec intérêt la poursuite de la coopération sur cette question.

⁹⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 615](#).

2.350. En réponse, le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a communiqué la déclaration suivante. S'agissant du programme SALEEM, celui-ci s'appuie sur le développement d'un système intégré de règlements et de normes compatibles avec les pratiques professionnelles reconnues sur le plan international, grâce à l'élaboration d'un système très efficace de mesure des indicateurs de la sécurité des produits sur le marché au moyen de mécanismes et de procédures qui respectent les règlements techniques de chaque produit, en particulier les prescriptions essentielles relatives à la santé des personnes et des animaux, la protection de l'environnement, et garantissent l'efficacité des services fournis par les organismes législatifs et réglementaires afin d'assurer la sécurité de ces produits en garantissant leur conformité avec les normes de la SASO. Dans le cadre de la SASO, il s'agit d'élaborer des activités d'évaluation de la conformité (certification, audit et inspection, et activités d'essai) dans le Royaume d'Arabie saoudite afin de contribuer à accroître le niveau de qualité dans la branche de production nationale et la sécurité des produits importés présentés sur le marché saoudien. En acceptant les organismes d'évaluation de la conformité dans les différentes activités d'évaluation de la conformité, le processus vise à garantir l'efficacité des résultats obtenus par ces organismes approuvés qui interviennent dans les activités de vérification de la conformité, dans le cadre des systèmes et des prescriptions des règlements techniques approuvés, pour assurer les activités nécessaires selon la nature de l'approbation de ces organismes. Par conséquent, la SASO a choisi d'engager une tierce partie notifiée chargée de l'octroi des certificats de conformité, en application de la norme internationale ISO/IEC 17067, dans le cadre de l'approche adoptée par le Royaume en matière de mise sur le marché.

2.351. S'agissant de la plate-forme Saber, celle-ci est principalement destinée à améliorer les importations et obtenir les certificats de conformité et d'expédition grâce à une plate-forme reliée à d'autres entités. Elle a réduit les délais, qui étaient de 7 à 15 jours ouvrables, à 1 à 7 jours ouvrables. Saber procède à la mise en œuvre d'une série d'améliorations de l'expérience des utilisateurs de la plate-forme (projet UX) et nous nous engageons à continuer d'améliorer cette expérience utilisateur. Saber permettait depuis quelque temps déjà d'ajouter des produits par groupes et de déposer des demandes groupées de certificats de conformité. Elle a aussi désormais réduit le nombre d'étapes nécessaires dans la plate-forme entre l'ajout d'un produit et le dépôt de la demande de certificat de conformité du produit en question. La plate-forme Saber tient compte des règlements techniques, qui ont été notifiés à l'OMC. Elle est en réalité un outil destiné à aider les importateurs et fabricants locaux à effectuer plus rapidement leurs démarches dans le cadre du système d'évaluation de la conformité, sans imposer de nouvelles politiques ou prescriptions. La durée de validité du certificat est d'une année pour le certificat de conformité et de trois années pour la marque de qualité saoudienne ainsi que pour la marque de conformité CCG. Cependant, le rapport d'essai peut rester valable pendant trois à cinq ans si rien n'a changé dans la ligne de production ou dans la composition du produit, et peut être partagé avec plusieurs importateurs. Conformément à la réglementation des jouets établie par la GSO, le symbole de contrôle GCTS doit être délivré à travers la plate-forme de la GSO. Une fois le GCTS obtenu, les certificats d'expédition peuvent être aisément émis sur la plate-forme Saber. Nous recommandons vivement à tous les acteurs du secteur du jouet de prendre contact avec les organismes notifiés conformément au mécanisme de réglementation technique des jouets de la GSO (figurant sur la plate-forme Saber). En conclusion, la SASO reste disposée à collaborer et à dialoguer avec toutes les parties prenantes et nous attendons avec intérêt de poursuivre notre coopération dans ce domaine.

2.1.3.39 Inde – Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité) (IND/131); Modification des conditions (n° 2 iii)) applicables aux articles relevant du chapitre 95 du Code tarifaire de l'Inde (SH), 2017 – Annexe I (Politique d'importation) (IND/143), G/TBT/N/IND/68, G/TBT/N/IND/131, G/TBT/N/IND/143 (ID 632⁹¹)

2.352. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada demeure dans l'incertitude quant à l'objectif de la prescription de l'Inde exigeant que les sites de fabrication de jouets soient inspectés par le personnel du Bureau indien de normalisation afin de contrôler, entre autres, les processus de production et l'aménagement de l'usine et de prélever des échantillons de produits. L'Inde a précédemment déclaré que sa principale préoccupation concernait la sécurité des jouets en Inde et que les deux tiers de l'ensemble des jouets "étrangers" en Inde n'avaient pas passé de test de sécurité et 79% d'entre eux n'avaient pas été soumis à une inspection électrique. Dans ce contexte, le Canada ne voit pas bien comment le fait d'inspecter les sites de fabrication de jouets va permettre de résoudre cette préoccupation. L'Inde ne devrait-elle pas se préoccuper davantage de la conformité du produit aux prescriptions en matière de santé et de sécurité plutôt

⁹¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 632](#).

que du lieu de production? L'inspection de la chaîne de montage et de l'aspect de l'usine ne va pas permettre de démontrer qu'un jouet satisfait à ces prescriptions. En outre, si la finalité de l'inspection des usines est effectivement de réaliser des essais sur les produits, pourquoi l'Inde ne permet-elle pas que ces essais soient effectués par des laboratoires accrédités par l'ILAC? La branche de production canadienne continue d'être vivement préoccupée par les prescriptions de l'Inde en matière de conformité au Décret relatif au contrôle de la qualité. La prescription relative à la réalisation des audits d'usines sur place et aux essais de vérification est onéreuse, inutile, coûteuse et quasiment impossible à satisfaire (même dans le contexte d'avant la pandémie). De plus, ces audits ne sont pas nécessaires et le fait de ne pas proposer d'autres solutions possibles va à l'encontre des pratiques internationales en matière de sécurité des produits, notamment de la norme ISO 17067.

2.353. Qui plus est, les essais de vérification doivent être réalisés par un laboratoire agréé par l'organisme indien d'accréditation, et ces laboratoires sont peu nombreux à être situés en dehors du territoire de l'Inde. *A contrario*, les normes internationales en matière de sécurité permettent que les essais soient réalisés par tout laboratoire accrédité au titre des normes internationales par un organisme d'accréditation signataire d'un ARM de l'ILAC. Par ailleurs, étant donné que les coûts associés à l'audit sur place, y compris les frais de déplacement des auditeurs du gouvernement indien vers et depuis l'usine, sont à la charge du fabricant, la prescription relative à la réalisation des audits sur place accorde aux fabricants nationaux un traitement plus favorable que celui réservé aux fabricants étrangers. Nous reconnaissons que les inspections d'usines ont été suspendues pour l'heure par le gouvernement indien en raison de la pandémie, mais notre branche de production continue d'exprimer des préoccupations au sujet de la prescription relative à la réalisation des audits d'usines sur place. L'Inde a fait savoir qu'elle était disposée à conclure un ARM sur une base réciproque. Cependant, les ARM ne constitueraient pas une solution pour le Canada dans la mesure où, en premier lieu, nos prescriptions réglementaires ne sont pas similaires. En deuxième lieu, les ARM sont considérés comme des traités internationaux en droit canadien et sont de ce fait très complexes à négocier, à mettre en œuvre et à modifier, le cas échéant. En troisième lieu, les ARM ne permettraient pas de répondre à l'ensemble des préoccupations du Canada, puisque plusieurs parties prenantes ont un site de production situé en dehors du territoire du Canada, où nous ne sommes pas en mesure de faciliter des discussions en vue de la conclusion de tels accords. Le Canada prie instamment l'Inde d'envisager de permettre que les essais sur les produits soient réalisés dans le pays de fabrication par des laboratoires accrédités par l'ILAC. Le Canada attend avec intérêt de coopérer avec l'Inde afin de garantir l'accès à des jouets sûrs et de haute qualité fabriqués par les entreprises canadiennes.

2.354. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine est le premier pays exportateur de jouets vers l'Inde, mais de nombreuses entreprises chinoises ont suspendu leurs exportations de jouets à destination de ce pays en 2021 en raison de l'incidence de la nouvelle mesure. La Chine soulève les préoccupations suivantes: 1. Il est recommandé à l'Inde, pour ne pas augmenter les coûts pour les entreprises, de ne soumettre à la certification obligatoire que les catégories de jouets qui présentent un risque élevé. Aux termes du Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité), les jouets utilisés par les enfants âgés de moins de 14 ans doivent être conformes aux normes indiennes correspondantes. Toutes nos entreprises de jouets qui exportent vers l'Inde sont soumises à des essais répétés, à des audits d'usines et à d'autres prescriptions contraignantes. Le coût de la certification est relativement élevé pour les petits et moyens fabricants. Les entreprises sont soumises, pendant le processus de certification, au paiement d'un dépôt additionnel de 10 000 USD, à des frais de dossier, à un droit de licence annuel et à une redevance pour l'utilisation du logo de l'ISI, qui accroissent le coût supporté par les entreprises et créent des obstacles au commerce international, ce qui est contraire à l'article 5.1.2 de l'Accord OTC. 2. Il est recommandé que les laboratoires auxquels il est fait référence dans le Décret puissent englober tous les laboratoires agréés par l'ILAC. Selon le Décret de 2020 relatif aux jouets (contrôle de la qualité), la certification est soumise à des essais de conformité effectués par des laboratoires de tierces parties. Nous souhaitons remercier l'Inde d'avoir fait passer le nombre de laboratoires agréés à 32. Toutefois, à l'heure actuelle, les laboratoires de tierces parties du BIS en mesure d'approuver la conformité aux normes relatives aux jouets IS 9873 et IS 15644 sont tous situés en Inde. Notre branche de production devrait se soumettre à de longs audits, ce qui nuit à l'efficacité des essais.

2.355. 3. Afin de ne pas créer des obstacles non nécessaires au commerce, il est recommandé que les usines étrangères soient autorisées à réaliser des audits d'usines de manière virtuelle et que la période de transition soit prolongée jusqu'au 1^{er} janvier 2023. Le Décret relatif aux jouets (contrôle de la qualité) est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Le processus de certification des jouets est

assez complexe, les audits d'usines étant la condition préalable à la vérification par le BIS. Compte tenu des restrictions en matière de voyages internationaux appliquées dans le monde entier en raison de la COVID-19, les audits d'usines ne peuvent pas être effectués comme à l'accoutumée et la certification des jouets est de fait suspendue. Les audits virtuels étant déjà largement utilisés, il est recommandé qu'ils soient autorisés pour les usines étrangères. 4. Conformément à l'article 5.1.2 de l'Accord OTC, il est suggéré à l'Inde de supprimer les prescriptions relatives aux équipements des jouets électriques et d'autres projets. En octobre 2020, le BIS a publié le document présentant les 10 étapes nécessaires en vue de l'obtention d'une licence du BIS pour les jouets, dont l'étape 4 qui précise que les usines fabriquant des jouets électriques doivent disposer des équipements requis par les clauses 8, 9 et 10 de la norme IS 15644:2006. Cependant, un équipement coûteux et techniquement complexe représente une contrainte et une difficulté de taille pour les petites et moyennes entreprises. En outre, les essais effectués à l'aide de cet équipement sont souvent réalisés par des laboratoires de tierces parties. La prescription en matière d'équipement est donc non nécessaire et déraisonnable.

2.356. Conditions (n° 2 iii)) applicables aux articles relevant du chapitre 95 du Code tarifaire de l'Inde (SH), 2017 – Annexe I (Politique d'importation): 5. Il est recommandé au gouvernement indien d'effectuer la mainlevée des produits sur la base du certificat de conformité. Selon la modification des conditions (n° 2 iii)) applicables aux articles relevant du chapitre 95 du Code tarifaire de l'Inde (SH), 2017, les échantillons doivent être envoyés de manière aléatoire à des laboratoires accrédités par le NABL aux fins d'analyse. Le dédouanement peut être autorisé par les douanes une fois que les essais par échantillonnage sont achevés. Cela a grandement nui à l'efficacité du dédouanement et a fait augmenter les coûts d'entreposage pour l'importateur, ce qui est contraire à l'article 5.1.2 et 5.2.1 de l'Accord OTC. 6. Il est recommandé que l'Inde accepte les résultats des laboratoires étrangers accrédités par l'ILAC. Les jouets importés doivent être envoyés à un laboratoire indépendant accrédité par le NABL en Inde, ce qui n'est pas conforme à l'article 6.1 de l'Accord OTC. Dans la mesure où le NABL en Inde est membre de l'ILAC, il est recommandé que l'Inde accepte les résultats des laboratoires étrangers accrédités par l'ILAC.

2.357. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne demeure préoccupée par le Décret de l'Inde relatif au contrôle de la qualité des jouets et en particulier par les prescriptions en matière de certification introduites par le Bureau indien de normalisation (BIS). L'UE renvoie à sa déclaration précédente, mais souhaite souligner aujourd'hui que la branche de production européenne continue de faire état des problèmes qu'elle rencontre pour mettre en œuvre le Décret relatif au contrôle de la qualité, particulièrement en raison de la prescription relative à l'inspection d'usine. Elle se heurte par ailleurs à des difficultés liées à la politique d'importation de l'Inde. Ces difficultés ont trait à une notification OTC antérieure ([G/TBT/IND/143](#)), dont nous avons cru comprendre qu'elle avait été remplacée par le Décret relatif au contrôle de la qualité pour ce qui était des prescriptions spécifiques à l'importation. L'Union européenne invite l'Inde à répondre aux préoccupations déjà soulevées et reste disposée à échanger au niveau bilatéral pour trouver une solution adéquate à cette préoccupation.

2.358. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis appuient et reprennent à leur compte les déclarations faites par d'autres Membres au sujet de cette PCS. Lors des quatre réunions antérieures du Comité OTC de l'OMC, les États-Unis ont demandé instamment à l'Inde de donner le moyen à leurs entreprises de reprendre leurs expéditions de jouets vers son territoire. Les entreprises des États-Unis sont toujours dans l'incapacité d'expédier des jouets vers l'Inde en raison du Décret de 2020 relatif au contrôle de la qualité des jouets. Ainsi, une entreprise des États-Unis indique avoir exporté des jouets en Inde pour la dernière fois à l'automne 2020. Le Décret rend de fait impossible l'exportation de jouets vers l'Inde, puisque des inspections de surveillance des usines doivent être effectuées avant qu'une licence d'importation concernant les jouets ne puisse être octroyée et que les usines des États-Unis sont situées à des endroits où les fonctionnaires du Bureau indien de normalisation (BIS) n'effectuent pas encore les inspections prescrites. Qui plus est, il apparaît que ce problème ne se limite pas aux seuls jouets, comme nous l'avons entendu à la réunion de novembre du Comité OTC, au cours de laquelle les Membres ont soulevé des préoccupations similaires au sujet d'autres produits dans le cadre d'interventions relatives à plusieurs autres PCS. Étant donné que l'Inde a confirmé à plusieurs reprises que les jouets produits par des entités installées aux États-Unis ne suscitaient pas de préoccupations en matière de sécurité, nous lui demandons instamment de rechercher les moyens qui permettraient aux entreprises des États-Unis de se conformer au Décret sans retarder davantage leurs exportations de jouets vers l'Inde. Nous avons déjà fait part de nos préoccupations détaillées

dans des déclarations antérieures, et ces préoccupations demeurent. Nous invitons par conséquent instamment l'Inde à résoudre de toute urgence cette préoccupation soulevée par plusieurs Membres.

2.359. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Conformément aux dispositions du Décret relatif au contrôle de la qualité, les produits visés doivent porter un label de conformité correspondant à une licence valide délivrée par le BIS, au titre du système I du Règlement de 2018 du BIS (évaluation de la conformité). Dans le cadre de ce système, l'inspection de l'usine est une condition obligatoire à la délivrance d'une licence. Conformément au système de certification de produits du BIS, les fabricants doivent disposer d'installations d'essais internes pour exploiter une licence. Toutefois, le BIS a accordé des assouplissements aux fabricants de jouets, notamment en autorisant la sous-traitance des essais à des laboratoires qu'il reconnaît. Conformément aux lignes directrices spécifiques relatives aux jouets, la sous-traitance des essais autres que de sécurité physique, mécanique et électrique est autorisée. Les laboratoires agréés par le BIS et les laboratoires reconnus par le BIS dans le cadre de son Système de reconnaissance des laboratoires disposent de capacités suffisantes pour réaliser des essais sur les jouets conformément aux normes indiennes pertinentes. L'article 12 du Système de reconnaissance des laboratoires du BIS porte sur la reconnaissance des laboratoires étrangers. Le BIS prend toute décision de reconnaissance de laboratoires étrangers en tenant compte de l'ARM (Accord de reconnaissance mutuelle) avec la nation concernée. Les inspections d'usines ont été suspendues précédemment en raison des restrictions visant les voyages internationaux dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Le Règlement du BIS ne comporte aucune disposition concernant la réalisation d'audits virtuels ou l'octroi d'une dérogation temporaire à la prescription relative à l'inspection d'usine, en tant que solution de remplacement dans le cadre des activités d'évaluation de la conformité. Toutefois, à l'heure actuelle, il est envisagé de charger des agents du BIS d'effectuer les inspections d'usine pour les fabricants étrangers dont le pays facilite la visite des agents du BIS entièrement vaccinés et munis de certificats de test RT-PCR négatif, et ne prévoit aucune restriction telle que la quarantaine et la réalisation d'un test RT-PCR à l'arrivée.

2.1.3.40 Australie – Prescriptions en matière de maturation pour l'alcool importé (ID 636⁹²)

2.360. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil continue de suivre de près la proposition de l'Australie tendant à modifier la réglementation actuelle relative aux boissons alcooliques, et nous tenons à remercier l'Australie pour la réponse qu'elle a communiquée à la dernière réunion du Comité et pour sa participation à des discussions bilatérales. Lors de réunions précédentes, nous avons fait part de nos préoccupations au sujet des prescriptions techniques australiennes applicables à la cachaça, prévues par l'Avis n° 2007/19 de l'Administration des douanes australiennes, qui exige que certaines boissons alcooliques soient élevées sous bois pendant deux ans au moins avant leur sortie de la zone sous contrôle douanier. Cela concerne toutes les boissons relevant des positions tarifaires 2208.20.10, 2208.30.00 et 2208.40.00. Bien que ledit avis ne fasse directement référence qu'au brandy, au rhum et au whisky, il englobe la position tarifaire 2208.40.00 ([r]hum et autres eaux-de-vie provenant de la distillation, après fermentation, de produits de canne à sucre), dont relève la cachaça en Australie. En accordant le même traitement à la cachaça et au rhum, le gouvernement australien n'autorise pas les importations de la cachaça qui n'est pas élevée sous-bois pendant deux ans au moins. Une telle prescription n'est liée à aucune norme de qualité ou prescription sanitaire pour la cachaça.

2.361. À la suite d'une consultation publique engagée à la fin de 2019, les Forces frontalières australiennes (ABF) ont étudié plus avant la possibilité de modifier la Loi douanière de 1901 afin d'autoriser l'importation légitime de certains produits alcooliques en Australie tout en maintenant les prescriptions en matière de maturation pour le brandy, le whisky et le rhum. Selon une consultation publique plus récente, le gouvernement australien est en train de définir une approche consistant à maintenir la prescription australienne existante en matière de maturation pour le brandy, le whisky et le rhum importés, mais à dresser une liste de produits exemptés de cette prescription. La liste de produits exemptés proposée comprendrait la cachaça, le pisco et le bourbon. Le Brésil reconnaît les progrès qui marquent la démarche proposée dans le cadre de la dernière consultation publique. Nous sommes favorables à la création d'une liste d'exceptions aux règles établies à l'article 105A de manière à permettre l'importation sur le marché australien de certaines indications culturelles et géographiques (par exemple la cachaça) qui ne sont pas traditionnellement décrites comme du brandy, du whisky ou du rhum. Afin d'éviter toute confusion sur le marché

⁹² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 636](#).

australien ou parmi les consommateurs australiens, nous sommes d'avis qu'aucun des produits de canne à sucre importés en Australie (avec maturation ou non) et n'étant pas spécifiquement du "rhum" ne doit pas être étiqueté ou marqué en tant que "rhum". Nous demandons instamment à l'Australie de fournir des éclaircissements sur les points suivants, qui n'ont pas pu être abordés dans ses déclarations antérieures. L'Australie pourrait-elle préciser si cette nouvelle réglementation instaurera également de nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage pour les produits autres que le rhum, le brandy et le whisky? L'Australie pourrait-elle indiquer dans quels délais le texte final sera publié?

2.362. En réponse, le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. Nous reconnaissons l'intérêt soutenu que porte le Brésil à l'examen par l'Australie des prescriptions en matière de maturation pour l'alcool importé et nous fournissons la mise à jour suivante concernant cette question. L'Australie reste déterminée à examiner son cadre législatif relatif à l'importation de produits alcooliques non vieillis au titre de l'article 105A de la Loi douanière de 1901. Nous reconnaissons que le processus d'examen prend plus de temps que prévu du fait de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et des complexités législatives liées à cette question. Comme cela a été conseillé à la dernière réunion du Comité OTC, les Forces frontalières australiennes (ABF) ont lancé un vaste processus de consultation avec toutes les parties prenantes concernées, y compris l'Ambassade brésilienne à Canberra, en vue d'examiner le cadre législatif canadien relatif à l'importation de produits alcooliques non vieillis au titre de l'article 105A de la Loi douanière. Un document de consultation publique a été publié fin 2020, décrivant une approche proposée pour la modification de la législation. Ce premier engagement des parties prenantes a permis d'identifier les différentes options possibles pour la réforme législative et de mettre en évidence les autres considérations associées au modèle de réforme proposé. Les consultations publiques menées par la suite ont débouché sur l'identification de complexités connexes. Le gouvernement australien étudie actuellement les différentes possibilités qui s'offrent à lui pour résoudre cette question. Il notifiera au Comité toute modification législative qu'il est proposé d'apporter à l'article 105A de la Loi douanière et toute autre modification des prescriptions en matière d'importation de produits alcooliques, conformément aux obligations qui incombent à l'Australie au titre de l'Accord OTC, une fois qu'il aura finalisé toutes les procédures nécessaires en lien avec cet examen.

2.1.3.41 Inde – Règlement de 2011 de la FSSAI sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les normes alimentaires (Normes pour les produits alimentaires et les additifs alimentaires) et mise en œuvre du nouveau certificat vétérinaire pour les produits laitiers (ID 633⁹³)

2.363. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne voudrait rappeler ses déclarations précédentes sur cette question. Bien qu'elle souscrive totalement à l'importance de l'étiquetage de la présence de présure animale, elle considère que le nouveau certificat exigeant que les produits laitiers n'aient pas été fabriqués avec de la présure animale est disproportionné et n'est pas conforme aux dispositions de l'Accord OTC. Étant donné que la plupart des fromages européens sont traditionnellement fabriqués avec de la présure animale et que le certificat vétérinaire exige que les produits laitiers n'aient pas été fabriqués avec de la présure animale, il existe une interdiction *de facto* à l'entrée des fromages européens sur le marché indien. Des difficultés semblables se posent pour les sous-produits du fromage, comme le lactosérum ou le lactose. Les certificats vétérinaires visent à répondre à des questions de santé (des personnes ou des animaux) et il n'existe pas de preuves scientifiques démontrant que les fromages fabriqués avec de la présure animale sont nocifs pour la santé ou plus nocifs que ceux fabriqués avec de la présure artificielle/végétale. En conséquence, l'Union européenne demande à l'Inde de modifier les dispositions de ce certificat vétérinaire et d'autoriser l'apposition d'un étiquetage mentionnant clairement la présence de présure animale dans le fromage et ses sous-produits, comme cela était le cas auparavant. Cet étiquetage permettrait aux consommateurs de faire un choix éclairé.

2.364. Le représentant de la Nouvelle-Zélande n'a pas fait de déclaration pendant la réunion. Une déclaration technique a été distribuée à l'issue de la réunion.⁹⁴

2.365. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. La disposition relative à la présure non animale dans la fabrication du fromage n'est pas nouvellement introduite dans la réglementation de la FSSAI. Cette disposition existe déjà dans le Règlement sur la sécurité

⁹³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 633](#).

⁹⁴ [G/TBT/W/764](#).

et les normes alimentaires (FSSR) notifié en 2011 et dans l'ancien règlement sur la prévention de la falsification des aliments. Lors d'une récente révision des normes relatives au lait et aux produits laitiers dans le FSSR, ces dispositions ont été conservées et continuent d'être une prescription spécifique. La prescription relative à un certificat vétérinaire a été récemment alignée avec le FSSR concernant l'interdiction de l'utilisation de présure animale. Par conséquent, la FSSAI n'a pas introduit de nouvelle condition.

2.1.3.42 Inde – Décret relatif à l'exigence prévoyant que les lots de produits alimentaires importés soient accompagnés d'un certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM, [G/TBT/N/IND/168](#) (ID 651⁹⁵)

2.366. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis rappellent une fois de plus qu'ils sont vivement préoccupés par la mesure de l'Inde qui exige que certains produits agricoles importés en Inde soient accompagnés d'un certificat attestant qu'ils sont "non génétiquement modifiés et sans OGM", mesure notifiée le 2 septembre 2020 dans le document [G/TBT/N/IND/168](#), et dont la date d'entrée en vigueur fixée au 1^{er} mars 2021 a été ultérieurement notifiée. Nous avons proposé à maintes reprises une coopération technique avec l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) afin d'étudier d'autres possibilités pour cette mesure. Cette invitation demeure valable. Il est indiqué dans le document [G/TBT/N/IND/168](#) que le Décret s'applique aux seuls produits figurant à l'annexe I du Décret et ne s'applique pas aux produits alimentaires transformés en général. Toutefois, depuis que le Décret est entré en vigueur en mars 2021, la FSSAI a utilisé le règlement pour restreindre le commerce de certains produits transformés, y compris de produits transformés tels que le riz blanchi pour lesquels le Décret ne devrait pas avoir d'effet. Les États-Unis demandent à nouveau instamment à l'Inde de retirer cette prescription et de dialoguer avec les partenaires commerciaux en vue de trouver une autre solution fondée sur des données scientifiques et facilitant les échanges.

2.367. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne voudrait rappeler ses déclarations précédentes sur cette question. La prescription établie par l'Inde va bien au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif affiché et représente une charge supplémentaire et des coûts pour les exportateurs de l'UE. L'UE considère que le Décret est disproportionné et crée des obstacles injustifiés au commerce. L'Inde devrait expliquer pourquoi elle juge nécessaire d'imposer une telle charge aux partenaires commerciaux ayant une forte prévalence de produits alimentaires non génétiquement modifiés sur leur marché intérieur et un solide cadre réglementaire régissant l'utilisation des OGM. L'UE souligne qu'outre le fait que seul un nombre limité des cultures alimentaires auxquelles il est fait référence dans l'annexe sont autorisées à contenir des OGM, les produits génétiquement modifiés sont soumis à des règles très strictes en matière de traçabilité et d'étiquetage. Cela permet de faire une distinction stricte et efficace entre la production génétiquement modifiée et la production qui ne l'est pas, à l'exception des produits alimentaires dont la part autorisée à être issue d'organismes génétiquement modifiés est inférieure à 0,9%, et à condition que leur présence soit fortuite et inévitable sur le plan technique. En d'autres termes, le seuil de tolérance de l'UE est encore plus strict que celui indiqué par la FSSAI dans sa clarification du 8 février 2021, c'est-à-dire 1%. L'UE et l'Inde sont l'une et l'autre parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique. L'UE a adopté le Règlement n° 1946/2006 relatif aux mouvements transfrontières des organismes génétiquement modifiés. En vertu du paragraphe 2 de l'article 12 de ce règlement, les exportateurs d'OGM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés doivent accompagner leurs exportations d'un document attestant que les produits exportés consistent en OGM ou en contiennent. Cette obligation d'accompagner les OGM de documents complémentaires fournit la réassurance nécessaire aux importateurs et aux autorités. Nous considérons donc que la certification additionnelle des produits alimentaires non génétiquement modifiés n'est ni nécessaire ni justifiée.

2.368. Le représentant du Japon a communiqué la déclaration suivante. Le Japon partage la préoccupation selon laquelle cette mesure, qui prescrit que 24 produits agricoles importés en Inde doivent être munis d'un certificat attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés et ne contiennent pas d'organismes génétiquement modifiés, pourrait créer des obstacles non nécessaires au commerce et avoir des effets négatifs sur les échanges de produits agricoles entre l'Inde et d'autres Membres de l'OMC. Il est regrettable que cette mesure ait été promulguée en mars dernier, en dépit

⁹⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 651](#).

du fait que d'autres Membres de l'OMC ont demandé à l'Inde de prendre pleinement en compte les observations et les préoccupations portées à son attention. Au Japon, en vertu de la législation nationale, l'importation, la distribution, la culture et les autres utilisations générales des produits agricoles génétiquement modifiés destinés à la consommation humaine sont soumises à des évaluations de sécurité, et les produits agricoles qui ne sont pas approuvés par le processus d'évaluation ne peuvent être ni importés ni distribués sur le territoire national. Si certains articles font déjà l'objet d'un contrôle approprié dans le pays d'origine, le fait d'exiger que ces articles soient accompagnés d'un certificat attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés ou sans OGM ne repose pas sur des principes scientifiques ou une évaluation appropriée des risques, et l'on peut en conclure que cette mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Nous prions instamment l'Inde de ne pas exiger que des certificats accompagnent les produits alimentaires qui font l'objet d'un contrôle approprié dans le pays d'origine.

2.369. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie l'Inde pour son engagement et sa coopération constants au sujet du recours aux certificats attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM. Elle reconnaît le droit du gouvernement indien de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et l'intégrité sanitaire des produits alimentaires importés en Inde. Toutefois, l'Australie reste préoccupée par cette mesure et réaffirme que les mesures doivent être fondées sur les risques et ne pas être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Elle craint que certains aspects du Règlement n'ajoutent des coûts inutiles et ne créent une charge réglementaire supplémentaire tant pour les exportateurs australiens que pour les importateurs indiens. L'Australie suggère à l'Inde d'envisager d'adopter un autre arrangement pouvant être mis en œuvre d'une manière non restrictive pour le commerce et sera heureuse de travailler avec elle pour trouver une autre solution mutuellement avantageuse. L'Australie se félicite des discussions qu'elle a eues avec l'Inde sur cette question et se réjouit à l'idée de les poursuivre.

2.370. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada tient à rappeler les préoccupations qu'il a exprimées aux réunions antérieures du Comité OTC et du Comité SPS ainsi que devant le Conseil du commerce des marchandises concernant la mise en œuvre du Décret de l'Inde d'août 2020, qui exige qu'un certificat accompagne les envois de 24 produits alimentaires importés attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés et qu'ils ne contiennent pas d'OGM. Comme cela est indiqué en détail dans les observations que le Canada a présentées par l'intermédiaire du point d'information OTC de l'Inde en octobre 2020, nous craignons que ce décret ait un effet disproportionné sur la capacité des pays producteurs d'OGM à exporter vers l'Inde et qu'il ait des effets restrictifs non nécessaires sur le commerce international. Le Canada se félicite de la décision récemment prise par l'Inde d'accepter l'attestation canadienne de certification "non génétiquement modifié" pour les exportations de haricots. Il continue toutefois d'encourager l'Inde à envisager une approche moins contraignante pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire énoncés dans le Décret. Comme nous l'avons déjà indiqué, les cadres réglementaires solides et fondés sur des données scientifiques mis en place par des pays dans le monde entier, y compris le Canada, devraient être pris en considération par l'Inde dans le cadre de l'évaluation des risques liés aux produits génétiquement modifiés avant leur homologation et leur commercialisation. La commercialisation de ces produits n'est autorisée qu'une fois qu'ils ont reçu l'homologation appropriée en matière de sécurité sanitaire. Le Canada demande une nouvelle fois à l'Inde de suspendre la mise en œuvre de cette mesure et de permettre la poursuite des échanges sans la formalité du certificat jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée et afin de réduire autant que possible les perturbations potentielles du commerce. Cela permettrait de poursuivre le dialogue avec les Membres afin d'examiner et d'envisager une autre mesure moins restrictive pour le commerce permettant à l'Inde d'atteindre l'objectif visé. Enfin, compte tenu de l'objectif déclaré du Décret, qui est de "garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés en Inde", le Canada demande une fois encore à l'Inde de notifier au Comité SPS le Décret sur les produits non génétiquement modifiés. Nous nous tenons à disposition et nous réjouissons à l'idée de poursuivre les discussions à ce sujet dans un cadre bilatéral.

2.371. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay réaffirme qu'il s'associe à la préoccupation commerciale concernant le Décret publié par l'Autorité de la sécurité sanitaire et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) qui exige que les produits alimentaires importés soient munis d'un certificat attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés. Ces règles s'appliquent à 24 produits alimentaires, pour lesquels il faut présenter un certificat officiel attestant que les produits importés n'ont pas été génétiquement modifiés, mais nous ne sommes pas parvenus à identifier les critères utilisés par l'Inde pour sélectionner ces produits. En outre, nous souscrivons

également aux observations d'autres Membres selon lesquelles l'Inde n'a ni présenté ni identifié d'évaluation de l'impact réglementaire, de preuves scientifiques ni d'analyse des risques sur lesquelles la mesure est fondée. De plus, nous craignons également que cette mesure encourage l'opinion injustifiée selon laquelle les aliments génétiquement modifiés sont moins sûrs que les produits alimentaires non génétiquement modifiés, malgré le fait que les produits génétiquement modifiés ont été évalués et autorisés sur la base de solides processus réglementaires. Les produits génétiquement modifiés ont fait l'objet d'évaluations scientifiques rigoureuses de leur sécurité conformément aux normes, directives et recommandations internationales, afin de garantir qu'ils sont considérés aussi sûrs que leurs équivalents classiques.

2.372. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. L'Uruguay reconnaît le droit de l'Inde de prendre des mesures pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la santé de sa population. Toutefois, l'Uruguay souhaite rappeler le fait que les produits génétiquement modifiés qui sont approuvés par les pays exportateurs sur la base des recommandations du Codex en lien avec la méthode d'évaluation des risques sont équivalents aux produits classiques correspondants fait l'objet d'un consensus à l'échelle internationale. Par conséquent, selon l'Uruguay, il ne semble pas exister de raison technique qui justifierait la mise en œuvre de la mesure de certification proposée par l'Inde, compte tenu de l'objectif légitime, mentionné dans le Décret en question, de garantir la sécurité et l'intégrité sanitaires des produits alimentaires importés. À la lumière de l'objectif susmentionné, nous aimerions inviter de nouveau la délégation de l'Inde à notifier cette mesure au Comité SPS de l'OMC. L'Uruguay tient à souligner l'importance pour les Membres d'établir des mesures fondées sur des principes scientifiques, et en particulier de veiller à ce que ces mesures soient mises en œuvre dans le but de réduire au maximum les effets négatifs sur le commerce, conformément aux dispositions des Accords OTC et SPS. Enfin, nous souhaitons rappeler que nous attendons toujours une réponse à la note conjointe transmise par un certain nombre de pays, dont l'Uruguay, à New Delhi en janvier 2021, soit il y a 14 mois.

2.373. Le représentant de la Nouvelle-Zélande n'a pas fait de déclaration pendant la réunion. Une déclaration technique a été distribuée à l'issue de la réunion.⁹⁶

2.374. Le représentant de la Colombie n'a pas fait de déclaration pendant la réunion. Une déclaration technique a été distribuée à l'issue de la réunion.⁹⁷

2.375. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. La prescription relative à la réglementation des produits alimentaires génétiquement modifiés importés n'est pas nouvelle. Elle figure déjà dans la Loi sur la protection de l'environnement (1986). Cette prescription a déjà été notifiée à l'OMC et n'est ni discriminatoire ni restrictive pour le commerce, puisqu'elle s'applique uniformément aux importations en provenance de tous les pays. Le Décret du FSSAI du 21 août 2020 a rendu obligatoire le certificat délivré par une autorité nationale compétente du pays exportateur attestant que les 24 produits de base identifiés sont non génétiquement modifiés et sans OGM. Dans le même esprit, l'Inde a délivré de tels certificats pour ses exportations vers plusieurs autres pays. Le gouvernement indien a autorisé le Conseil d'inspection des exportations (EIC) à faire office d'organisme chargé de délivrer les certificats attestant que les envois de produits destinés à l'exportation vers d'autres pays sont sans OGM. L'EIC délivre plus de 9 000 certificats de ce type en vue de l'exportation des cultures vivrières primaires ainsi que des produits alimentaires transformés vers plusieurs pays. Il convient de noter que ledit décret n'a pas d'effet restrictif sur le commerce car les envois des produits de base identifiés peuvent déjà être importés en Inde s'ils sont munis d'un certificat attestant qu'ils sont non génétiquement modifiés et sans OGM dans la forme prescrite. L'article 7 de la Loi sur la protection de l'environnement (1986) et son règlement d'application précisent que nul ne peut importer ou exporter des organismes/substances ou cellules génétiquement modifiés sans autorisation du Comité d'approbation chargé du génie génétique (GEAC). La notification n° 2 (RE 2006)/2004-2009 de la Direction générale du commerce extérieur (DGFT), datée du 7 avril 2006, relative à l'importation de produits alimentaires génétiquement modifiés, indique expressément que l'importation d'OGM et d'OVM destinés à l'alimentation est régie par les dispositions de la Loi sur la protection de l'environnement de 1986 et son règlement d'application. Le GEAC n'a à ce jour approuvé aucune des variétés de cultures génétiquement modifiées/d'origine génétiquement modifiée énumérées dans le Décret susmentionné. La prescription exigeant que l'importation de 24 cultures vivrières soit munie d'un certificat attestant qu'elles sont sans OGM est une assurance requise des autorités compétentes des pays exportateurs

⁹⁶ [G/TBT/W/765](#).

⁹⁷ [G/TBT/W/766](#).

que les productions vivrières exportées vers l'Inde sont non génétiquement modifiées et sans OGM. À ce jour, plusieurs partenaires commerciaux tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, la Turquie, l'Iran, la Chine, l'UE – y compris l'Italie, l'Allemagne et la France – et la Thaïlande, fournissent déjà les certificats requis.

2.1.3.43 Panama – Prescriptions relatives à la récolte et à la germination des oignons et pommes de terre, [G/TBT/N/PAN/86](#), [G/TBT/N/PAN/102](#), [G/TBT/N/PAN/102/Add.1](#) (ID 662⁹⁸)

2.376. Le représentant des États-Unis a communiqué la déclaration suivante. Les États-Unis remercient le Panama des efforts qu'il déploie pour tenir compte de nos préoccupations concernant la prescription redondante relative aux essais sur les nématodes d'oignon. De récentes évolutions survenues au Panama ont suscité de fortes préoccupations à l'égard de la prévisibilité du régime réglementaire panaméen. Avant la réunion du Comité OTC de novembre 2021, le Panama a reporté l'entrée en vigueur de sa mesure relative aux pommes de terre jusqu'au 1^{er} mars 2022. Néanmoins, le 30 décembre 2021, il a publié la mesure et ramené la date d'entrée en vigueur au 17 février 2022, affectant du même coup les pommes de terre en cours d'expédition depuis les États-Unis vers le Panama. En ce qui concerne les oignons, le Panama a étendu de 75 à 120 jours le délai après récolte, jusqu'au 28 février 2022. Pourtant, le 6 janvier 2022, il a ramené la date d'expiration de ce délai au 31 janvier 2022, ce qui, là encore, affecte les oignons déjà expédiés vers le Panama depuis les États-Unis. Nous étions préoccupés de constater que dans sa mesure actualisée concernant les pommes de terre, le Panama n'avait pas tenu compte des préoccupations soulevées à ce sujet par les Membres de ce comité. Le délai après récolte reste en vigueur, de même que les critères prescriptifs d'entreposage. Bien que nous ayons fait connaître nos préoccupations et communiqué des renseignements techniques au Panama depuis 2016, le Panama n'a toujours pas expliqué en quoi ces mesures sont cohérentes avec les normes internationales applicables et n'a pas non plus fourni de justifications techniques à l'appui de ces prescriptions. Une nouvelle fois, nous prions instamment le Panama de suspendre la mise en œuvre des mesures relatives aux pommes de terre et aux oignons jusqu'à ce qu'il ait justifié le délai après récolte, les critères de température d'entreposage et les limites de germination. Une telle mesure assurerait les États-Unis et d'autres Membres que le Panama est déterminé à répondre à nos préoccupations.

2.377. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite remercier les États-Unis d'avoir à nouveau soulevé cette préoccupation commerciale spécifique au sujet des nouvelles prescriptions du Panama en matière de qualité des pommes de terre fraîches que le Ministère de l'industrie et du commerce a établies le 20 février 2020. En tant que fournisseur de longue date de pommes de terre fraîches au Panama, avec des exportations s'étalant sur toute l'année, le Canada continue de partager certaines des préoccupations soulevées par les États-Unis. Dans nos deux dernières interventions aux réunions de juin et novembre 2021 du Comité OTC, le Canada a indiqué que la mise en œuvre de ces nouvelles prescriptions relatives à la qualité pourrait avoir un impact direct sur notre capacité à exporter des pommes de terre au Panama. Le Canada est conscient que le Panama a reporté deux fois la mise en œuvre de ces mesures pour poursuivre les consultations avec les partenaires commerciaux. Il est également reconnaissant de la réunion technique bilatérale organisée pour traiter les éléments de préoccupation relatifs à cette question. Toutefois, malgré ce dialogue positif, nous faisons observer que le Panama n'a pas pris en compte nos préoccupations – y compris les délais restrictifs pour l'entreposage et la commercialisation, ainsi que la tolérance zéro concernant la germination – dans la dernière version de ses prescriptions relatives à la qualité. Le Canada note également que ces prescriptions ont été mises en œuvre le 17 février 2022, avec un court préavis et bien plus tôt que la date d'entrée en vigueur précédemment fixée au 2 avril 2022. Enfin, nous constatons que le Panama n'a notifié l'OMC qu'après l'entrée en vigueur de ces prescriptions. Le Canada continue de croire qu'une solution à long terme permettant de mettre en place un environnement plus prévisible pour les importateurs comme pour les exportateurs peut être trouvée en poursuivant le dialogue technique. Jusqu'à ce que les motifs de préoccupation trouvent une solution à long terme, le Canada demande respectueusement au Panama de suspendre indéfiniment l'entrée en vigueur du nouveau règlement.

2.378. En réponse, le représentant du Panama a communiqué la déclaration suivante. Ma délégation remercie les États-Unis et le Canada et prend note de leurs préoccupations, que je transmettrai à Panama City. Le Panama a répondu aux observations formulées par ses partenaires commerciaux, comme en témoigne le report de six mois supplémentaires de l'entrée en vigueur de la modification

⁹⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 662](#).

concernant les pommes de terre, ainsi que les diverses réunions tenues dans la capitale entre nos délégations. Nous réaffirmons notre volonté de travailler avec nos partenaires commerciaux et de maintenir les canaux de communication ouverts entre les autorités.

2.379. Le représentant des États-Unis a fait part d'une certaine frustration à l'égard de la réponse du Panama. Les États-Unis font observer que cette réponse est la même que celle qu'apporte le Panama à notre préoccupation après chaque intervention dans ce comité, et qu'il n'y a pourtant pas encore donné suite. Ils demandent que le délégué communique plus rapidement la réponse de sa capitale afin d'avancer avant la conclusion des travaux du Comité cette semaine.

2.1.3.44 République de Corée – Révision des critères de certification de la sécurité applicables aux produits textiles pour jeunes enfants, [G/TBT/N/KOR/678](#) (ID 652⁹⁹)

2.380. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Pour donner suite à la réunion du mois de juillet précédent, l'UE a transmis les coordonnées d'experts de l'évaluation de la conformité à l'Office coréen des normes et de la technologie (KATS). L'UE demande au KATS de fournir les coordonnées des homologues concernés pour envisager les meilleurs moyens de résoudre cette question afin que les essais de conformité avec les normes coréennes propres aux vêtements pour jeunes enfants soient effectués hors de la Corée par des laboratoires accrédités au niveau international. Cela aurait également pour effet de réduire l'impact environnemental lié à l'expédition de tonnes de vêtements vers la Corée pour qu'ils y subissent des essais.

2.381. En réponse, le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La Corée tient à remercier l'UE pour ses préoccupations et ses observations concernant les "Prescriptions relatives aux produits textiles pour jeunes enfants" de la Corée et souhaite saisir cette occasion pour répondre à la demande soulevée par l'UE au Comité OTC. C'est le KATS (Office coréen des normes et de la technologie) qui est compétent et le représentant de l'UE lui a déjà adressé cette demande, à laquelle il répondra ultérieurement.

2.1.3.45 Inde – Ordonnance de 2020 sur le papier pour copieur ordinaire (Contrôle de la qualité), [G/TBT/N/IND/140](#) (ID 681¹⁰⁰)

2.382. Le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie demeure préoccupée par la mise en œuvre de l'Ordonnance de 2020 sur le papier pour copieur ordinaire (Contrôle de la qualité). Depuis la mise en œuvre de ce règlement, l'Indonésie ne peut plus exporter vers l'Inde en raison de la stricte exigence relative aux visites d'usines, qui restent impossibles du fait des restrictions sur les voyages. L'Inde a été un précieux partenaire pour l'exportation d'articles en papier et, dès lors, l'absence d'exportations de papier ordinaire vers l'Inde, depuis décembre 2020, s'est traduite par des pertes considérables pour les exportateurs indonésiens. L'Indonésie demande respectueusement à l'Inde de prendre des mesures qui n'entravent pas le commerce et de faciliter les importations de produits provenant d'Indonésie afin de répondre à la demande d'articles en papier de qualité sur le marché indien. Selon la déclaration communiquée par la délégation indienne à la dernière réunion OTC en novembre 2021, l'Inde a évoqué la possibilité de créer un mécanisme d'inspection en personne pour remplacer les audits sous forme de visites d'usines. À la suite de cette déclaration, l'Indonésie demande des éclaircissements sur les questions suivantes. 1. Mécanisme de mise en œuvre des inspections en personne, et demande à l'Inde de notifier toute mesure relative aux inspections en personne. 2. Autorisation, lors des inspections en personne, de recourir à des membres du personnel d'organismes d'évaluation de la conformité étrangers qui sont compétents, accrédités et reconnus par le BIS pour conduire les inspections conformément au mécanisme établi par le BIS. Une autre solution pourrait consister à autoriser les inspections en personne par des responsables compétents du contrôle de la qualité provenant de la branche de production visée, sous la supervision de contrôleurs du BIS. 3. L'Indonésie espère que le mécanisme de quarantaine appliqué sur son territoire pour empêcher la propagation de la COVID-19 ne constituera pas un obstacle à la conduite d'inspections d'usines et d'inspections sur place par les contrôleurs indiens dans la région de l'Indonésie.

2.383. L'Indonésie prie instamment l'Inde de se référer à l'article 6.1 de l'Accord OTC et d'accepter les résultats de l'évaluation de conformité. Elle lui demande donc d'accepter les résultats des essais effectués par des organismes d'évaluation de la conformité accrédités dans le cadre de l'arrangement

⁹⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 652](#).

¹⁰⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 681](#).

international d'accréditation lors de la mise en œuvre de ce règlement, afin de faciliter la procédure d'évaluation de la conformité conduite par les organismes d'évaluation de la conformité en Indonésie. À cet égard, un arrangement de reconnaissance mutuelle peut être conclu pour veiller à ce que les résultats des essais effectués par des organismes d'évaluation de la conformité accrédités en Indonésie soient acceptés par le BIS. Étant donné que le papier pour copieur ordinaire n'est pas exporté pendant la pandémie de COVID-19 du fait des strictes exigences figurant dans le règlement, l'Indonésie demande à l'Inde d'en reporter l'application ou de prévoir un délai de transition suffisant pour permettre aux entreprises du secteur de se mettre en conformité avec le règlement. L'Indonésie demande à l'Inde de coopérer à la facilitation des échanges concernant le papier pour copieur ordinaire.

2.384. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les laboratoires agréés par le BIS disposent de capacités suffisantes pour procéder aux essais sur le papier pour copieur ordinaire. Le Bureau indien de normalisation, dans le cadre de son programme d'accréditation des laboratoires (LRS), octroie un agrément aux laboratoires afin qu'ils procèdent aux essais des produits conformément aux normes indiennes. L'accréditation des laboratoires conformément à la norme IS/ISO/IEC 17025 par un organisme d'accréditation qui est membre de plein droit de l'APAC/ILAC est une condition préalable à la reconnaissance au titre du LRS 2020 du BIS. La clause n° 12 du LRS du BIS porte sur la reconnaissance des laboratoires étrangers. La décision de reconnaître un laboratoire étranger est prise par le BIS en tenant compte de l'ARM (accord de reconnaissance mutuelle) avec le pays concerné.

2.1.3.46 Royaume d'Arabie saoudite – Règlement technique relative aux matériaux de construction – Partie IV: Briques, tuiles, produits en céramique, appareils sanitaires et produits connexes (publié au Journal officiel le 22/03/2019), [G/TBT/N/SAU/993](#), [G/TBT/N/SAU/993/Rev.1](#) (ID 698¹⁰¹)

2.385. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne demeure préoccupée par les difficultés liées à la mise en œuvre du Règlement technique relatif aux matériaux de construction et en particulier à la marque de qualité saoudienne. Depuis que celle-ci a été établie, les entreprises européennes rencontrent d'importantes difficultés qui ont provoqué une restriction quantitative *de facto* des importations. Les principales préoccupations concernent les audits; les coûts élevés; le nombre limité d'organismes de certification; l'opacité des procédures d'audit; et les audits de surveillance annuels. Néanmoins, l'Union européenne tient à remercier l'Arabie saoudite pour le dialogue bilatéral constructif qui a eu lieu sur ce point. Nous restons prêts à poursuivre la discussion et sommes convaincus que cette préoccupation trouvera une solution dans un avenir proche.

2.386. En réponse, le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a communiqué la déclaration suivante. L'Arabie saoudite tient à remercier l'Union européenne d'avoir soulevé cette question et lui sait gré des réunions bilatérales constructives qui ont eu lieu, notamment cette semaine. À la suite de ces réunions bilatérales, l'autorité compétente en Arabie saoudite est en train d'élaborer une réponse plus complète impliquant différents éléments, et nous répondrons directement à l'UE.

2.1.3.47 Indonésie – Contingents d'importation et prescriptions concernant la certification relative aux normes nationales indonésiennes (ID 728¹⁰²)

2.387. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. Les prescriptions concernant la certification relative aux normes nationales indonésiennes (certification SNI) entraînent des retards, voire des impossibilités de livraison par les exportateurs, et créent des obstacles non nécessaires au commerce international. Nous suggérons: 1. que l'Indonésie augmente le nombre d'organismes d'accréditation et de laboratoires d'essai situés en dehors de l'Indonésie et reconnaisse les certificats OC et données d'essai provenant de tiers; 2. que l'Indonésie accepte la reconnaissance mutuelle des résultats d'évaluation de conformité dans le cadre d'accords bilatéraux; 3. que l'Indonésie lève la restriction en vertu de laquelle un auditeur ne peut procéder à l'audit que d'une seule catégorie dans une seule usine au même moment; 4. que l'Indonésie conduise des inspections d'usines en ligne durant la pandémie.

¹⁰¹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 698](#).

¹⁰² Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 728](#).

2.388. En réponse, le représentant de l'Indonésie a communiqué la déclaration suivante. L'Indonésie souhaite renvoyer à sa précédente déclaration à la réunion OTC de novembre 2021: tous les processus de certification pour les SNI obligatoires dans le secteur industriel sont effectués conformément aux dispositions énoncées dans le règlement ministériel correspondant. Tous les règlements techniques fondés sur des SNI ont été notifiés au Comité OTC et les Membres disposent d'un délai de 60 jours pour formuler des observations. L'Indonésie est disposée à poursuivre ses échanges bilatéraux avec la Chine sur ce sujet.

2.1.3.48 Belgique – Projet de loi instituant des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services 5G mobiles, [G/TBT/N/BEL/44](#), [G/TBT/N/BEL/45](#) (ID 713¹⁰³)

2.389. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine reconnaît que les Membres de l'OMC sont légitimement en droit de protéger la sécurité de leur réseau 5G. Elle accueillerait favorablement toute autre réponse ou clarification de la part de l'UE et de la Belgique et prie instamment la Belgique de notifier rapidement le décret royal révisé. Quant au document [G/TBT/N/BEL/44](#), nous souhaitons soulever les préoccupations suivantes: 1. Il est recommandé d'utiliser des normes techniques objectives et axées sur les produits pour l'évaluation des risques. La réponse de l'UE n'a pas résolu la préoccupation centrale de la Chine, à savoir que les critères non objectifs d'évaluation des risques, fondés sur les caractéristiques du fournisseur, sont incompatibles avec l'Accord OTC, qui prévoit qu'un règlement technique doit être une norme objectivement définissable axée sur les caractéristiques du produit. La Chine tient à signaler qu'il existe des normes internationales fondées sur des critères techniques dans cette branche de production (comme le Système d'assurance de sécurité des équipements de réseau (NESAS), les Spécifications d'assurance qualité (SCAS) publiées par la Global System for Mobile Communications Association (GSMA), le projet de partenariat de troisième génération (3GPP), les critères communs d'évaluation de la sécurité des technologies de l'information ainsi que les normes de certification en matière de cybersécurité établies dans le mécanisme de certification 5G en matière de cybersécurité qui figure dans le Règlement (UE) n° 2019/881). La Chine prie instamment la Belgique de se conformer à l'article 2.4 de l'Accord OTC en utilisant des normes techniques internationalement reconnues qui permettent d'évaluer objectivement la sécurité d'un produit, ou des méthodes de certification qui sont fondées sur les normes internationales comme seul et unique critère fondamental d'évaluation de la sécurité d'un produit dans la loi notifiée.

2.390. 2. S'agissant de l'article 105, §4, il est recommandé de clarifier certains concepts et de préciser l'étendue des sujets auxquels les critères d'évaluation des risques s'appliquent. La réponse de l'UE n'a pas résolu la préoccupation fondamentale de la Chine sur ce sujet, à savoir que le champ des parties affectées par la loi notifiée n'est toujours pas clair. La Chine prie instamment la Belgique de préciser le champ des "fournisseurs" susceptibles de faire l'objet d'une évaluation des risques et la méthode régissant leur désignation, et de clarifier la relation qui existe entre les "fournisseurs à haut risque" et les "fabricants d'équipements à haut risque" dans la loi notifiée. La Chine réitère que la loi notifiée doit adopter une norme de sécurité définie de manière objective et basée sur les caractéristiques du produit, plutôt que sur des critères non objectifs d'évaluation des risques fondés sur les caractéristiques des fournisseurs. 3. S'agissant de l'article 105, §4, alinéa 1, il est recommandé de préciser les procédures destinées à révoquer l'identification des fournisseurs à haut risque. La loi notifiée ne spécifie pas le champ et la méthode selon lesquels les fournisseurs à haut risque sont interdits ou restreints, et n'illustre pas la base juridique et les procédures détaillées destinées à révoquer l'identification des fournisseurs à haut risque. Elle semble incompatible avec la prescription imposant à l'autorité compétente d'administrer les lois et règlements liés au commerce de manière uniforme, équitable et raisonnable, et peut être constitutive d'une discrimination à l'égard de certains fournisseurs d'équipements de 5G. À cet égard, la Chine recommande à la Belgique de clarifier davantage le champ précis, la base juridique et les procédures visant à interdire ou à restreindre les fournisseurs à haut risque souhaitant fournir des équipements et services de 5G, et de préciser la voie à suivre pour que les fournisseurs dits à haut risque demandent la révocation de cette identification, en incluant dans la loi notifiée des lignes directrices procédurales détaillées.

2.391. 4. S'agissant de l'article 105, § 4, alinéa 4, il est recommandé d'adopter des critères d'évaluation des risques justes, objectifs et fondés sur des faits. La préoccupation de la Chine ne concerne pas la conformité ou non de la loi notifiée avec l'évaluation coordonnée des risques de l'UE ou avec la boîte à outils de l'UE pour la sécurité des réseaux 5G, mais l'objectivité et l'impartialité des critères d'évaluation des risques établis dans la loi notifiée. Elle est d'avis que ces critères sont

¹⁰³ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 713](#).

vagues et discriminatoires. Par exemple, le critère relatif à l'ampleur des interférences pour le fournisseur d'un pays extérieur à l'UE constitue une discrimination selon la nationalité des fournisseurs et est discriminatoire à l'égard des fournisseurs provenant de pays non membres de l'UE. La Chine réaffirme que la sécurité des équipements 5G doit être évaluée en fonction de faits et de normes de sécurité objectives et reconnues par la branche de production, plutôt que selon une évaluation non objective des risques que présentent les fournisseurs. La Chine prie instamment la Belgique de respecter les articles 2.1 et 2.2 de l'Accord OTC et d'autres prescriptions de l'OMC en établissant des normes et mesures relatives à la sécurité des équipements 5G qui soient objectives, justes et non discriminatoires, en tenant pleinement compte des caractéristiques et de l'utilisation de la technologie 5G et en adoptant les bonnes pratiques industrielles en vigueur.

2.392. 5. Pour ce qui est de l'article 105, § 5, il est recommandé de donner des raisons justifiant l'identification comme fournisseur à haut risque et d'offrir des voies de recours raisonnables. La réponse de l'UE n'a pas résolu la préoccupation centrale de la Chine. La loi notifiée n'autorise les opérateurs d'équipements de réseaux 5G qu'à contester les résultats préliminaires de l'évaluation des risques et à demander une audition. Néanmoins, aucune voie de recours n'est prévue pour les fournisseurs d'équipements ou de services 5G identifiés comme fournisseurs dits à haut risque. Étant donné que ce sont les fournisseurs d'équipements ou de services 5G qui peuvent faire l'objet d'une évaluation des risques, la Chine propose à la Belgique de préciser dans la loi notifiée les voies de recours administratives ou judiciaires dont disposent les fournisseurs en question, en exigeant de l'autorité compétente qu'elle donne aux fournisseurs dits à haut risque les raisons et preuves liées à sa décision, et de permettre aux fournisseurs de se défendre contre des décisions défavorables découlant de l'évaluation des risques.

2.393. S'agissant du document [G/TBT/N/BEL/45](#), nous souhaitons soulever les préoccupations suivantes: 1. Le décret royal et les règles et normes techniques pertinentes doivent être fournies et respecter les principes d'équité, de non-discrimination et de transparence sur la base de données et faits objectifs. La Chine suggère l'adoption de normes techniques internationalement reconnues qui permettent d'évaluer objectivement la sécurité du produit ou de méthodes de certification qui sont fondées sur des normes internationales en tant que critères fondamentaux d'évaluation de la sécurité du produit, plutôt que des critères d'évaluation des risques non objectifs et fondés sur les caractéristiques des fournisseurs. Quant au chapitre 2 du décret royal notifié, il interdit ou restreint les opérateurs de réseaux mobiles 5G souhaitant utiliser des éléments actifs produits par des "fabricants d'équipements à haut risque" sans critères spécifiques. La Chine souhaite signaler qu'il existe des normes internationales fondées sur des critères techniques dans ce secteur (comme le Système d'assurance de sécurité des équipements de réseau (NESAS) et les Spécifications d'assurance qualité (SCAS) publiées par la Global System for Mobile Communications Association (GSMA), le projet de partenariat de troisième génération (3GPP), les critères communs d'évaluation de la sécurité des technologies de l'information ainsi que les normes de certification en matière de cybersécurité établies dans le mécanisme de certification 5G en matière de cybersécurité qui figure dans le Règlement (UE) n° 2019/881).

2.394. 2. La Chine suggère à la Belgique de préciser les voies de recours administratives et judiciaires dont disposent les fabricants d'équipements 5G affectés par le décret royal notifié et les lois, règles et normes techniques correspondantes. Le chapitre 2 du décret royal notifié et la loi correspondante n'autorisent les opérateurs de réseaux mobiles 5G qu'à contester les résultats préliminaires de l'évaluation des risques et à demander une audition. Toutefois, ils n'offrent aucune voie de recours juridique aux fabricants d'équipements de 5G identifiés comme fournisseurs dits à haut risque et n'illustrent pas la méthode et la procédure permettant de lever cette identification de fournisseur à haut risque. La Chine propose à la Belgique de spécifier les voies de recours administratif et judiciaire dont disposent les fabricants d'équipement 5G dans le décret royal notifié, en imposant à l'autorité compétente de fournir les raisons et les preuves liées à sa décision et de donner aux fabricants d'équipements 5G les moyens de se défendre contre des décisions défavorables découlant de l'évaluation des risques, ainsi que des procédures détaillées destinées à lever une identification de fournisseur à haut risque, en veillant à ce qu'un fabricant d'équipement 5G identifié comme fournisseur à haut risque puisse demander la suppression de cette identification. 3. Le décret royal et les lois connexes doivent être élaborés, adoptés ou appliqués d'une manière qui soit proportionnée aux objectifs légitimes affichés. En outre, ils ne doivent pas être plus restrictifs qu'il n'est nécessaire pour atteindre leurs objectifs légitimes. Le décret royal notifié interdit de façon générale l'utilisation d'éléments actifs produits par des "fabricants d'équipements à haut risque" dans certains types de réseaux. La Chine suggère que des niveaux de sécurité différents soient

appliqués sur la base des caractéristiques des produits et de normes d'évaluation de la sécurité des produits qui puissent être définies de manière objective.

2.395. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Pendant la période de présentation des observations relatives à cette notification, la Chine a présenté des observations écrites auxquelles l'UE a répondu le 8 novembre 2021. L'UE tient à préciser que le projet notifié (ci-après "la loi adoptée") dans le document [G/TBT/N/BEL/44](#) a été adopté le 10 février 2022 et qu'aucune révision de la loi adoptée n'est prévue dans un avenir proche. En outre, le projet notifié dans le document [G/TBT/N/BEL/45](#) a été profondément révisé et sera notifié conformément à l'Accord OTC, en temps voulu, en tant que révision et avec une période de présentation d'observations. D'autre part, l'UE peut fournir les réponses précises qui suivent: Tout d'abord, tous les critères sur la base desquels le profil de risque d'un fournisseur est évalué proviennent de la boîte à outils 5G du Groupe de coopération SRI, à l'exception du "sous-facteur" suivant: "e) le fait que le pays d'où est originaire le fournisseur mène ou est associé à une politique cyber offensive". Ensuite, l'UE souhaite préciser que la loi adoptée prévoit que presque tous les éléments d'un réseau 5G sont soumis à une analyse de sécurité en vertu du nouvel article 105, §1. À cet égard, le profil de risque du fournisseur des éléments en question joue un rôle important dans l'analyse de sécurité. Enfin, le profil de risque est évalué sur la base de facteurs énumérés au sous-paragraphe 4 du paragraphe 4 du nouvel article 105 de la loi adoptée.

2.396. L'interprétation qui est faite du terme "fournisseur" au sous-paragraphe 4 du paragraphe 4 de l'article 105 a été expliquée dans le dernier rapport explicatif de la loi adoptée. Selon la Chine, la loi adoptée ne précise pas dans quelle mesure et de quelle manière les fournisseurs à haut risque sont interdits ou restreints, ni si et comment l'identification en tant que fournisseur à haut risque peut être révoquée. Si un fournisseur à haut risque souhaite contester son identification en tant que tel, il doit le faire sous la forme d'observations écrites et/ou pendant une audition (qui peut être demandée par la partie faisant la demande d'autorisation ministérielle) et seulement après un rejet. Un fournisseur à haut risque peut également faire appel contre cet acte juridique administratif devant le Conseil d'État (voir également la réponse de l'UE à la dernière question). La loi adoptée et le projet notifié dans le document [G/TBT/N/BEL/45](#) ne contiennent pas de liste des fournisseurs à haut risque. L'identification en tant que fournisseur à haut risque dans un cas ne signifie pas systématiquement que le fournisseur sera considéré à haut risque dans un autre cas, et vice-versa. Le profil de risque d'un fournisseur est évalué dans chaque cas séparément. S'agissant de l'établissement du profil de risque d'un fournisseur, le facteur de "probabilité qu'un fournisseur subisse une ingérence de la part d'un pays autre qu'un État membre de l'Union européenne" est justifié et expliqué dans le rapport explicatif de la loi adoptée. En ce qui concerne les fournisseurs à haut risque, comme indiqué précédemment, les critères de leur identification sont énoncés au paragraphe 4 de l'article 105 de la loi adoptée et constituent le socle de toute évaluation. Quant aux recours, une partie demandant une autorisation ministérielle recevra un projet de décision et peut présenter des observations par écrit et demander une audition, comme le prévoit le sous-paragraphe 2 du paragraphe 5 de l'article 105 de la loi adoptée. Un appel de la décision définitive des ministres peut être interjeté auprès du Conseil d'État. Un fournisseur à haut risque peut être à l'origine de cet appel puisque la première phrase de l'article 19 des lois coordonnées sur le Conseil d'État prévoit que cet appel peut être porté par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

2.1.3.49 Inde – Décret de 2012 sur les produits électroniques et des technologies de l'information (Exigences en matière d'enregistrement obligatoire) [G/TBT/N/IND/44](#), [G/TBT/N/IND/44/Add.1](#), [G/TBT/N/IND/44/Add.2](#), [G/TBT/N/IND/44/Add.3](#), [G/TBT/N/IND/44/Add.4](#), [G/TBT/N/IND/44/Add.5](#), [G/TBT/N/IND/44/Add.9](#), [G/TBT/N/IND/47](#), [G/TBT/N/IND/47/Add.1](#), [G/TBT/N/IND/47/Add.1/Corr.1](#), [G/TBT/N/IND/47/Add.2](#), [G/TBT/N/IND/47/Add.3](#), [G/TBT/N/IND/58](#) (ID 367¹⁰⁴)

2.397. Le représentant de la République de Corée a communiqué la déclaration suivante. La République de Corée se réjouit de l'occasion de formuler des observations concernant l'"Ordonnance de 2012 sur les produits électroniques et des technologies de l'information (Exigences en matière d'enregistrement obligatoire)", notifiée à l'OMC en octobre 2020 sous la cote [G/TBT/N/IND/44/Add.9](#), et sur la "Clarification concernant la couverture des caméras, haut-parleurs et des microphones utilisés dans le secteur automobile" annoncée en juillet 2021 sans notification aux Membres de l'OMC. La Corée a transmis une lettre d'observations formulées par des

¹⁰⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 367](#).

entreprises coréennes à l'Inde, par l'intermédiaire de son point d'information OTC, le 8 septembre 2021. Pourtant, nous n'avons pas encore reçu de réponse de la part de l'Inde et nous souhaitons donc réitérer nos observations antérieures comme suit. Étant donné que les caméras finies destinées aux véhicules ont été ajoutées dans l'Ordonnance relative à l'enregistrement obligatoire des produits électroniques et de technologies de l'information (CRO), en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2021, nos entreprises rencontrent des difficultés pour interpréter la portée de la mise en œuvre concernant les "produits finis". Selon la clause (iv.) de la note de clarification (W-47/38/2021-IPHW) publiée par le gouvernement indien le 22 juillet 2021, les caméras finies utilisées dans les véhicules automobiles relèvent du champ de la CRO. En outre, dans la "Foire aux questions (FAQ) concernant les produits notifiés au titre de la phase V" publiée en ligne par le gouvernement indien en février 2021, il est précisé que "l'Ordonnance relative à l'enregistrement obligatoire ne s'applique qu'aux produits finis et non aux pièces de rechange et composants utilisés dans la fabrication de produits finis, sauf s'ils sont notifiés séparément en tant que produits indépendants au titre de la CRO".

2.398. En règle générale, les modules caméras fabriqués par des entreprises de pièces automobiles coréennes sont des articles destinés à des transactions entre entreprises (B2B) et doivent être installés sur les véhicules par des processus d'assemblage supplémentaires en Inde, et ils ne sont pas considérés comme des produits finis. Bien qu'ils reconnaissent que leurs produits ne sont pas finis, les fabricants coréens ont demandé au gouvernement indien de fournir une interprétation claire du champ des produits couverts afin de respecter fidèlement le règlement. Aucune réponse n'ayant été reçue jusqu'ici, les fabricants ne savent pas comment faire avec la procédure de suivi. Si les sous-parties des produits finis tels que les modules caméras relèvent du champ de la CRO, les procédures de suivi comme l'approbation nécessaire pour utiliser la marque BIS sont nécessaires, ce qui représentera une charge supplémentaire pour l'industrie, avec des coûts et des retards d'exportation excessifs. En ce qui concerne le champ d'application du produit, la Corée souhaite demander à l'Inde une définition claire des "caméras finies utilisées dans le secteur automobile" et si les modules caméras destinés aux transactions entre entreprises (B2B), et non les produits finis, relèvent du champ de la CRO.

2.399. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite réitérer ses préoccupations concernant cette mesure et espère que l'Inde pourra fournir des clarifications et des renseignements au Comité dès aujourd'hui. Le Canada fait observer que l'absence de volonté de l'Inde d'accepter les essais effectués dans des établissements étrangers accrédités est un problème systémique pour tout une série de produits. Il continue d'encourager l'Inde à adopter les normes CEI et à reconnaître les résultats d'essai effectués par des laboratoires accrédités sur le plan international. Comme indiqué lors de précédentes réunions, le Canada reste préoccupé par la CRO pour les raisons suivantes: elle impose que les essais sur les produits ne soient conduits qu'en Inde par des laboratoires accrédités par le Bureau indien de normalisation; elle n'autorise pas l'utilisation des normes internationales; et elle ne reconnaît pas les résultats d'essai provenant d'autres laboratoires accrédités.

2.400. En réponse, le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. Les caméras numériques, les caméras vidéo et les webcams (produits finis) relèvent de l'"Ordonnance de 2012 sur les produits électroniques et des technologies de l'information (Exigences en matière d'enregistrement obligatoire)", voir notification n° S.O. 3429 (E) au Journal officiel du 1^{er} octobre 2020, l'Ordonnance étant entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2021. Il est précisé que la CRO ne s'applique qu'aux produits finis et non aux pièces de rechange/composants utilisés dans la fabrication de produits finis, sauf s'ils sont notifiés séparément en tant que produits indépendants au titre de la CRO. Les caméras finies utilisées dans le secteur automobile sont couvertes par la CRO; néanmoins, si elles sont importées en tant que partie intégrante d'un véhicule, elles ne relèvent pas des dispositions de la CRO. Une note de clarification (cf. W-47/38/2021-IPHW) en date du 22 juillet 2021 a déjà été publiée par le Ministère de l'électronique et des technologies de l'information.

2.1.3.50 Union européenne – Règlement délégué (UE) n° 2019/945 de la Commission relatif aux systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et aux exploitants, issus de pays tiers, de systèmes s'aéronefs sans équipage à bord, [G/TBT/N/EU/628](#) (ID 585¹⁰⁵)

2.401. Le représentant de la Chine a communiqué la déclaration suivante. La Chine estime que les règlements relatifs aux systèmes aéronefs captifs sans équipage à bord (UAS) continuent de constituer un obstacle au commerce, et c'est pourquoi elle souhaite réitérer les préoccupations suivantes, dans l'espoir que l'UE tiendra activement compte de ses recommandations. 1. Il est recommandé que dans le Règlement n° 2019/945, le facteur de résistance mécanique pour les câbles d'UAS captifs plus lourds que l'air ne représente pas moins de quatre fois la masse maximale au décollage (MTOM). La prescription relative à la résistance mécanique des câbles d'UAS captifs est plus stricte que nécessaire. Le règlement prescrit 10 fois le poids au décollage, alors que d'après l'évaluation des constructeurs il suffirait que la résistance mécanique soit égale à 4 fois le poids au décollage pour garantir la sécurité. Il est calculé que le facteur de sécurité est de 2,8 à 8,4 lorsque la résistance mécanique des câbles en matériaux différents représente 10 fois le poids au décollage, soit un facteur beaucoup plus élevé que le facteur de sécurité que celui de tous les composants des aéronefs avec équipage de l'aviation civile et générale (1,25 à 1,8). L'exigence excessive provoque aussi une réduction significative de la performance globale. En outre, les batteries de secours, les technologies de retour automatique ainsi que d'autres technologies sont plus à même d'assurer l'utilisation des UAS captifs en toute sécurité en cas de mauvaises conditions météorologiques, de coup de vent ou dans d'autres conditions spéciales.

2.402. 1. La Chine recommande à l'UE de faire passer la longueur maximale du câble d'attache des UAS captifs de catégorie C3 de "50 mètres" à "120 mètres". Nous estimons que la longueur maximale du câble des UAS de catégorie 3 est trop courte. Avec l'évolution de la technologie, la stabilité et la résistance au vent de ces UAS captifs sont excellentes. La longueur de câble de 50 mètres, requise par le règlement de l'UE, ne pouvait pas répondre aux besoins des clients et limitait le développement de ce type d'UAS captifs. Étant donné que le règlement limitait la hauteur de vol des "drones à catégorie ouverte" à 120 mètres et que les UAS captifs de catégorie 3 ne présentent pas un risque plus important que les "drones de catégorie ouverte", la Chine suggère à l'UE d'envisager d'utiliser le même critère pour les deux.

2.403. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Le Règlement délégué (UE) n° 2019/945 de la Commission relatif aux systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et aux exploitants, issus de pays tiers, d'aéronefs sans équipage à bord, et le Règlement d'exécution (UE) n° 2019/947 de la Commission concernant les règles et procédures applicables à l'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord ont été publiés en juin 2019. S'agissant du fait que la prescription selon laquelle la résistance mécanique du câble d'attache des UAS captifs serait plus stricte que nécessaire, le facteur de 10 provient des spécifications relatives à la certification de ballons à air captifs et tient compte des accélérations des aéronefs sans équipage à bord, de la variabilité des matériels d'attache et du critère de sécurité. Quant à la limitation de la portée des UAS captifs de catégorie C3, l'UE considère que la longueur maximale pouvant être autorisée dans la catégorie ouverte (opérations à faible risque) est de 50 mètres, car elle correspond à l'altitude maximale en-deçà de laquelle la probabilité qu'aient lieu des opérations impliquant des aéronefs avec équipage est très faible. En outre, cette limite est cohérente avec les recommandations de l'analyse de risques SORA.

2.1.3.51 Union européenne – Approche fondée sur les dangers pour les produits phytopharmaceutiques et la fixation de limites de tolérance pour les importations, [G/SPS/N/EU/166](#), [G/SPS/N/EU/166/Add.1](#), [G/SPS/N/EU/263](#), [G/TBT/N/EU/383](#), [G/TBT/N/EU/383/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/384](#), [G/TBT/N/EU/384/Add.1](#), [G/TBT/N/EU/495](#) (ID 393¹⁰⁶)

2.404. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie tient à remercier l'UE pour sa réponse aux préoccupations de l'Australie et d'autres Membres soulevées lors de la réunion de novembre dernier. L'Australie croit comprendre que l'UE envisage d'abaisser les LMR existantes pour les pesticides qui ne sont plus approuvés dans sa juridiction en raison de préoccupations environnementales – notamment certains pesticides néonicotinoides – aux valeurs par défaut et de refuser les nouvelles demandes de tolérances à l'importation pour ces produits. En

¹⁰⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 585](#).

¹⁰⁶ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 393](#).

appliquant les normes environnementales de l'UE aux produits agricoles importés, cette mesure vise à soutenir l'ambition de l'UE d'améliorer les objectifs environnementaux dans le monde entier. Cette ambition est louable, mais l'Australie n'est favorable à l'abaissement des LMR aux valeurs par défaut que lorsqu'un risque pour la sécurité des consommateurs a été identifié. En tenant compte, lors de l'établissement des LMR, de préoccupations environnementales de nature mondiale, outre les aspects alimentaires pour les consommateurs, on introduit des critères arbitraires qui sont incompatibles avec la pratique internationale actuelle et avec les obligations de l'UE dans le cadre de l'Accord SPS. Cette approche part du principe que l'UE est mieux placée pour lutter contre les incidences environnementales des substances actives dans des pays tiers que les autorités de réglementation des substances chimiques des pays en question.

2.405. En outre, cette approche ne permet pas de reconnaître les efforts que déploient des groupes scientifiques internationaux et des organismes d'élaboration des normes – comme la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides et le Codex Alimentarius – afin de fixer des niveaux sûrs et harmonisés de résidus de pesticides dans les produits agricoles. L'Australie s'est dotée d'un solide cadre réglementaire pour les substances chimiques agricoles et vétérinaires, qui garantit aux agriculteurs australiens un accès sûr aux pesticides dont ils ont besoin pour maintenir leur productivité et leur rentabilité tout en protégeant l'environnement unique de l'Australie. Pour éviter de perturber le commerce, il est impératif que l'UE continue de respecter ses obligations au titre des accords OTC et SPS lorsqu'elle fixe des LMR et qu'elle examine les demandes de tolérances à l'importation. L'Australie demande une nouvelle fois à l'UE de respecter les conclusions des autorités de réglementation de ses partenaires commerciaux concernant l'impact environnemental des substances chimiques et de limiter son évaluation des demandes de tolérances à l'importation à l'examen des risques alimentaires. S'écarter de cette approche aurait pour effet de perturber gravement le commerce. Nous restons disposés à discuter de notre approche de la réglementation des pesticides avec l'UE et espérons poursuivre un dialogue constructif sur cette question.

2.406. Le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil souhaite renvoyer à ses précédentes déclarations concernant la PCS 393. Nous soulignons que les règlements relatifs aux perturbateurs endocriniens devraient être fondés sur des principes scientifiques solides et tenir compte de toutes les données disponibles. Des évaluations sérieuses doivent permettre de distinguer les substances chimiques susceptibles de causer des préjudices en raison de leur mode d'action endocrinien de celles qui ne présentent aucune menace pour la santé humaine. Une solide analyse des risques, conforme aux directives du Codex, est importante pour garantir la transparence et la prévisibilité des processus réglementaires concernant les produits phytopharmaceutiques et les LMR. Le Brésil estime que l'approche de l'UE visant à limiter l'utilisation des pesticides est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre ses objectifs légitimes dans le cadre de l'Accord OTC. Elle ne tient pas non plus compte des analyses de risques dans l'établissement de mesures réglementaires qui peuvent avoir de graves répercussions sur le commerce.

2.407. Le représentant du Canada a communiqué la déclaration suivante. Le Canada souhaite saisir cette occasion pour reprendre à son compte, une fois de plus, les préoccupations soulevées par de nombreux autres Membres au sujet du Règlement de l'Union européenne (UE) fondé sur les dangers pour les substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques et pour l'établissement de tolérances à l'importation. Le Canada ne favorise pas et n'encourage pas l'utilisation d'une méthode de production par rapport à une autre et nous partageons l'objectif de faire en sorte que les pesticides ne soient utilisés qu'en tant que de besoin. Pour trouver le juste équilibre pour les cultivateurs, préserver les végétaux et produire le moins de déchets possible, les agriculteurs doivent avoir accès à un large éventail de produits phytopharmaceutiques efficaces et abordables, chimiques comme biologiques. Nous disposons d'un cadre réglementaire efficace pour suivre l'utilisation sûre des substances chimiques lorsque c'est nécessaire, y compris des prescriptions claires en matière d'étiquetage. En adoptant des approches intégrées de la gestion des parasites, nous aidons les agriculteurs à procéder à leur propre évaluation de ce dont ils ont besoin en fonction des conditions de croissance, de la demande du marché et d'autres facteurs. Il existe des prescriptions réglementaires rigoureuses, y compris des évaluations scientifiques et des programmes de suivi, pour garantir la santé et la sécurité des consommateurs lorsque les résidus de pesticides peuvent être un facteur, ainsi que la santé de l'environnement. Nous encourageons l'UE à adopter une approche qui ne limite pas de manière non nécessaire la disponibilité de tous les outils de protection des cultures pour les cultivateurs. Les décisions réglementaires fondées sur des évaluations des dangers et des risques pour toutes les substances actives sont le meilleur moyen de trouver le juste équilibre entre la sécurité des cultivateurs et des consommateurs d'un côté, et la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la réduction des déchets de l'autre.

2.408. L'UE a déclaré qu'elle modifiera la manière dont les tolérances à l'importation sont établies dans le contexte de ses objectifs politiques actuels, y compris les critères d'exclusion fondés sur les dangers et d'autres considérations (non spécifiées). Les cultivateurs et exportateurs canadiens ne sont toujours pas convaincus de la faisabilité pratique, de la viabilité commerciale et de la conformité avec les obligations internationales de l'approche proposée par l'UE pour établir des tolérances à l'importation lorsqu'un produit phytopharmaceutique remplit les critères "d'exclusion" fondés sur les dangers. En outre, l'UE a indiqué qu'elle entend tenir compte des facteurs environnementaux dans l'établissement des limites maximales de résidus, ce qui, selon toute vraisemblance, s'appliquera aussi aux tolérances à l'importation. Le Canada souhaiterait avoir des renseignements supplémentaires sur cette approche: qui déterminera les facteurs environnementaux à prendre en considération, et comment seront-ils scientifiquement justifiés dans l'évaluation des risques alimentaires? Le Canada souhaiterait également recevoir des renseignements concernant les modifications à venir des règlements ou des politiques, y compris toute actualisation disponible depuis le dernier séminaire qui s'est tenu à Bruxelles en janvier 2021, afin de faire en sorte que les obstacles non nécessaires au commerce sont réduits au minimum et que les mesures sont compatibles avec les obligations commerciales internationales. Enfin, le Canada demande de nouveau que l'UE envisage de maintenir les LMR pour les substances qui ne présentent pas de risques alimentaires inacceptables et que les tolérances à l'importation ne soient accordées que sur le seul fondement des risques alimentaires. Nous reconnaissons qu'une évaluation des risques alimentaires sera sans doute nécessaire dans le cadre du processus de réautorisation, quels que soient les résultats de l'examen des dangers.

2.409. Le représentant de l'Équateur a communiqué la déclaration suivante. Mon pays partage les préoccupations soulevées par les Membres qui ont déjà pris la parole. L'Équateur reconnaît l'importance de protéger la santé humaine et de l'environnement; toutefois, nous considérons que les décisions réglementaires prises sur la base de critères fondés sur les dangers ne sont pas compatibles avec les pratiques internationales en matière d'évaluation des risques. L'Équateur invite instamment l'Union européenne (UE) à prendre en considération les données scientifiques émanant des organismes internationaux spécialisés reconnus par l'OMC, comme le Codex Alimentarius, qui dispose de données pertinentes sur les pesticides. L'Équateur demande également à l'UE de tenir compte des recommandations du Comité des obstacles techniques au commerce relatives aux bonnes pratiques réglementaires, notamment en ce qui concerne la réalisation d'une analyse d'impact de la réglementation avant la publication de propositions réglementaires afin d'examiner tous les impacts sociaux, économiques, environnementaux et sanitaires possibles. Cela permettra de garantir le respect de l'obligation de ne pas être plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, conformément à l'article 2.2 de l'Accord OTC. Enfin, mon pays demande une nouvelle fois à l'UE de veiller à ce que, en cas de manque de données scientifiques, l'EFSA ne formule pas de recommandation sur la LMR, car les décisions relatives aux mesures réglementaires doivent être fondées sur des analyses de risques concluantes qui assurent une réelle protection de la santé et ne constituent pas un obstacle technique au commerce.

2.410. Le représentant du Paraguay a communiqué la déclaration suivante. Le Paraguay réitère sa position et renvoie à ses précédentes déclarations en soulignant l'importance d'adopter, en matière de réglementation des produits phytopharmaceutiques, une approche fondée sur les risques et non pas seulement sur les dangers découlant des propriétés intrinsèques d'une substance chimique. À cet égard, le Paraguay demande de nouveau à l'Union européenne de tenir compte des renseignements relatifs aux pesticides fournis par les agences spécialisées reconnues par l'OMC, telles que le Codex Alimentarius, de revoir son approche et de fonder ses décisions sur des preuves scientifiques concluantes et des pondérations de risque réel, conformément aux normes et principes internationaux, et, le cas échéant, de prévoir des périodes de transition adéquates. Nous reprenons à notre compte les préoccupations et questions des délégations de l'Australie et du Canada concernant les annonces relatives à l'abaissement des LMR et le refus d'accorder des tolérances à l'importation pour certains produits phytopharmaceutiques en raison de préoccupations environnementales.

2.411. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Le Guatemala reste préoccupé par le non-renouvellement de substances actives considérées comme de potentiels perturbateurs endocriniens et par le processus de prise de décisions fondé sur le principe de précaution. Il convient de reconnaître l'importance du cadre général de l'analyse de risques (qui englobe l'évaluation et la gestion des risques ainsi que la communication sur les risques). Le principe de précaution est justifié lorsque les effets potentiellement négatifs d'une substance sont identifiés, sans tenir compte de la caractérisation de l'exposition liée à l'utilisation du produit, ce qui accroît

l'incertitude scientifique. Nous tenons à souligner l'importance de fonder l'évaluation des substances actives afin d'établir les tolérances à l'importation sur l'analyse des risques, en particulier pour les pays en développement ayant un climat tropical et, par conséquent, des conditions agroécologiques différentes de celles de l'Union européenne. En outre, la localisation géographique, à savoir la distance et le temps nécessaires pour exporter un produit vers l'Union européenne, constitue une condition supplémentaire à prendre en considération pour éviter d'appliquer des mesures qui sont inutilement restrictives pour le commerce.

2.412. Le représentant de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. L'Argentine réitère une fois de plus sa préoccupation concernant ce sujet et insiste sur l'importance de veiller à ce que tous les Membres mettent en œuvre des mesures SPS fondées sur des évaluations des risques, en tenant compte des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organismes de référence internationaux. Parmi ces techniques figurent les principes régissant l'établissement des LMR pour les pesticides, ainsi que les nombreuses analyses de risques que le Codex Alimentarius a conduites au fil des décennies afin de garantir la sécurité en termes de recommandations de LMR pour différentes substances et cultures.

2.413. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Comme lors des précédentes occasions, le Costa Rica réaffirme son soutien à la préoccupation commerciale soulevée par l'Australie, le Brésil et le Canada. Le Costa Rica est préoccupé par l'approche fondée sur les dangers que l'Union européenne a adoptée car, dans le cadre des obligations liées au système multilatéral, toutes les exigences techniques doivent être fondées sur la norme internationale de référence pertinente ou sur une évaluation des risques assortie des preuves scientifiques permettant d'étayer la mesure. Le Costa Rica réitère sa demande à l'Union européenne de faire en sorte que ses règlements soient mis en œuvre sur la base de l'utilisation d'évaluations des risques en appliquant des critères étayés par des preuves scientifiques suffisantes, conformément aux engagements fixés dans l'Accord OTC.

2.414. Le représentant du Chili a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Chili remercie l'Union européenne de la possibilité qui lui est donnée de formuler des observations sur cette PCS et renvoie aux déclarations du Chili sur le sujet lors des précédentes réunions du Comité OTC.

2.415. Le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. La Colombie tient à réitérer sa profonde préoccupation concernant l'approche fondée sur les dangers que l'Union européenne utilise pour établir des mesures réglementaires relatives aux produits phytopharmaceutiques au titre desquelles elle approuve ou ne renouvelle pas les permis de commercialisation de certaines substances phytopharmaceutiques et modifie les niveaux maximaux de résidus. Nous réaffirmons que ce type de mesure doit être fondé sur les résultats d'une évaluation des risques et sur des données scientifiques concluantes. Nous demandons à l'Union européenne d'utiliser et de fonder ses décisions sur les renseignements fournis par les organismes internationaux de référence tels que le Codex Alimentarius. Cela permettra de prendre en considération les réalités, les difficultés et les besoins des pays en développement et de différentes zones géographiques. Nous invitons également l'Union européenne à examiner des mesures alternatives qui ne sont pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire, y compris lorsqu'elle adopte des mesures visant à protéger l'environnement et la santé humaine.

2.416. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Nous nous associons aux observations formulées précédemment par les Membres et rappelons notre préoccupation commerciale et systémique liée à l'utilisation par l'Union européenne d'une approche fondée sur les dangers plutôt que sur des évaluations scientifiques complètes des risques lorsqu'elle prend des décisions en matière de réglementation concernant l'autorisation accordée pour les substances actives utilisées dans les produits phytopharmaceutiques et qu'elle établit des limites de tolérance pour les importations de substances qui relèvent des critères d'exclusion dans le Règlement n° 1107/2009. Nous soulignons de nouveau la nécessité de fonder ces déterminations sur des preuves scientifiques concluantes, recueillies à partir d'une évaluation des risques réels, afin d'éviter que l'autorisation de certaines de ces substances actives, qui restent des composantes importantes des systèmes de lutte contre les parasites, soit retirée malgré leur utilisation sans danger. En effet, une approche fondée sur les dangers et non sur les risques réels pourrait avoir une incidence négative et disproportionnée sur la production, tout en ne contribuant pas ou que très peu à la réalisation de l'objectif de protection de la santé publique dont il est question. Comme d'autres Membres, nous aimerions obtenir plus de détails sur la manière dont l'Union européenne prévoit de

tenir compte des effets environnementaux lors de son examen des demandes de tolérances à l'importation pour les substances actives qui ne sont plus autorisées sur son territoire, en tenant compte des dispositions de l'Accord SPS. L'Uruguay continue de soutenir tous les travaux multilatéraux entrepris par le Codex Alimentarius en vue d'élaborer une approche harmonisée fondée sur les risques, qui permette de garantir la protection de la santé tout en facilitant le commerce international des produits alimentaires. Dans l'intervalle, nous appelons une fois de plus l'Union européenne à écouter et à prendre en compte les préoccupations exprimées par un certain nombre de Membres, et à reconsidérer son approche réglementaire en vue d'empêcher la prolifération injustifiée des obstacles au commerce international des produits agricoles et les conséquences sociales et économiques importantes qu'elle peut avoir pour d'autres Membres, en particulier les pays en développement et les pays les moins avancés, pour lesquels l'Union européenne est un marché essentiel.

2.417. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie les Membres de l'OMC pour leur intérêt à l'égard des travaux en cours dans l'UE afin d'identifier les perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques. L'UE réaffirme que les critères scientifiques servant à identifier les perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques, sur la base de la définition de l'OMC, s'appliquent depuis le 10 novembre 2018 et figurent dans le Règlement (UE) n° 2018/605. Nous sommes conscients des préoccupations d'ordre général concernant la politique de l'UE en matière de produits phytopharmaceutiques pour ce qui est de la définition des critères d'identification des perturbateurs endocriniens et l'établissement de tolérances à l'importation de substances qui ne sont pas autorisées dans l'UE, en raison des critères dits d'"exclusion" qui figurent dans le Règlement (CE) n° 1107/2009. Comme nous l'avons expliqué précédemment, l'Union européenne a décidé de suivre les procédures définies dans le Règlement (CE) n° 396/2005 pour le traitement des demandes de tolérances à l'importation relatives aux substances actives répondant à ces critères d'exclusion, qui comprennent une évaluation des risques par un État évaluateur membre de l'UE et un avis scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'octroi d'une tolérance à l'importation est ensuite examiné conformément aux principes de l'analyse des risques, au cas par cas et en tenant compte de tous les facteurs pertinents.

2.418. L'UE tiendra compte des aspects environnementaux lorsqu'elle prendra des décisions relatives aux demandes de tolérances à l'importation de substances qui ne sont plus approuvées sur son territoire, tout en respectant les normes de l'OMC et d'autres obligations internationales. Ces questions environnementales qui préoccupent tous les pays concernent notamment le déclin mondial des pollinisateurs, ou encore la contamination de l'environnement par des substances chimiques bioaccumulables, toxiques et persistantes. L'Union européenne entend traiter cette question de manière progressive, en prenant en considération et en examinant la situation de chaque substance active particulière au cas par cas, à partir des meilleures données scientifiques disponibles et en veillant à ce que les mesures qu'elle prend ne soient pas plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour atteindre leur objectif. Il est important de noter que cette nouvelle approche n'empêchera pas d'autres pays d'utiliser le pesticide visé sur les cultures, car les pays tiers sont libres de décider d'utiliser des pesticides sur leur territoire. Si les produits agricoles récoltés sont destinés à être placés sur le marché de l'UE, ils doivent respecter les limites maximales de résidus (LMR) en vigueur dans l'UE. En outre, les requérants ont la possibilité de présenter des renseignements supplémentaires pour démontrer que les pratiques agricoles visées dans la demande de tolérance sont suffisamment protectrices pour l'environnement. L'UE tient à appeler l'attention des membres du Comité OTC sur la session thématique sur les approches facilitant le commerce concernant les LMR de pesticides, qui se tiendra en marge de la prochaine réunion du Comité SPS le 22 mars 2022 et qui permettra de poursuivre la discussion sur ce sujet. L'UE réaffirme son engagement à agir en toute transparence et à tenir les Membres dûment informés de toute évolution ultérieure.

2.1.3.52 Brésil – Projet d'arrêté n° 374 du 27 novembre 2014 (Portaria SDA/MAPA 374/2014). Établit des prescriptions en matière de qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin, [G/TBT/N/BRA/613](#), [G/TBT/N/BRA/613/Add.1](#), [G/TBT/N/BRA/613/Add.2](#), [G/TBT/N/BRA/613/Rev.1](#), [G/TBT/N/BRA/675](#), [G/TBT/N/BRA/613/Add.3](#) (ID 470)¹⁰⁷

2.419. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne tient à remercier le Brésil d'avoir notifié le projet de règlement technique sur les normes d'identité et de qualité pour le vin et les dérivés du raisin et du vin, et à indiquer que les observations écrites de l'UE ont été envoyées au Brésil le 7 décembre 2022. L'Union européenne se félicite de la récente réponse du Brésil annonçant la tenue d'une audience publique qui offrira une nouvelle occasion d'examiner le projet de règlement modifié. L'UE voudrait demander à quelle date devrait avoir lieu cette audience publique, quand le projet de règlement révisé sera publié, et si le Brésil notifiera le texte révisé au Comité OTC de l'OMC. L'Union européenne souhaite réitérer ses principales préoccupations d'ordre général et renvoyer pour plus de détails à ses observations écrites. Premièrement, l'UE aimerait demander au Brésil de bien vouloir s'abstenir, dans le cadre de la révision en cours, d'élargir encore la liste déjà longue des paramètres analytiques, dont un grand nombre s'écartent des recommandations de l'Organisation internationale de la vigne et du vin. Afin d'éviter de créer des obstacles au commerce non nécessaires, il importe de préciser que les nouveaux paramètres n'ont pas à être certifiés pour les vins importés, et de garantir que les méthodes d'analyse employées par le Brésil vis-à-vis des nouveaux paramètres sont compatibles avec les recommandations de l'OIV. Deuxièmement, l'UE voudrait inviter le Brésil à s'efforcer de résoudre, à l'occasion de la révision en cours, la question de la classification des vins mousseux en fonction de la teneur en sucre, qui se pose depuis longtemps et fait actuellement l'objet de discussions au sein de l'OIV, et à s'aligner entre-temps sur la méthode d'analyse du glucose et du fructose de l'OIV pour la détermination de la teneur en sucre. Comme elle l'a fait à de précédentes réunions du Comité OTC, l'Union européenne souhaiterait encourager le Brésil à rechercher un consensus international dans le cadre de l'OIV sur les questions pertinentes pour nos échanges bilatéraux, telles que les catégories de vins mousseux en fonction de la teneur en sucre, les preuves documentaires relatives à l'importation et la liste des paramètres analytiques concernant les importations. L'Union européenne salue les efforts dont a précédemment fait preuve le Brésil pour faciliter la mise en œuvre de sa réglementation sur les vins par les importateurs. Cependant, le Brésil est invité à utiliser autant que possible les recommandations de l'OIV lors de la révision des réglementations techniques pertinentes et à supprimer les prescriptions actuelles qui ne sont pas conformes aux normes de l'OIV relatives à l'identité et à la qualité des vins et aux teneurs maximales fixées. L'Union européenne est prête à travailler sur la révision en cours avec le Brésil dans un cadre bilatéral, le prie de prendre en considération les observations écrites de l'UE, et espère avoir la possibilité d'examiner le projet de règlement révisé.

2.420. En réponse, le représentant du Brésil a communiqué la déclaration suivante. Le Brésil tient à remercier l'Union européenne de sa déclaration et à rappeler que l'arrêté n° 346 du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement alimentaire (MAPA), publié le 1^{er} juillet 2021, a ouvert les consultations au public sur un projet de règlement portant établissement des normes d'identité et de qualité et de règles complémentaires concernant l'étiquetage et le processus de production du vin et des vins dérivés du raisin. En réponse aux demandes formulées par de nombreuses parties prenantes, le Brésil a prolongé jusqu'au 7 décembre le délai prévu pour la présentation d'observations, ce qui a été notifié sous la cote [G/TBT/N/BRA/613/Add.3](#). Le Brésil accueille avec intérêt les observations reçues de l'UE et des États-Unis au sujet de cette notification, observations qui tiennent une place importante dans l'amélioration de la réglementation brésilienne s'appliquant au vin, au raisin et à leurs produits.

2.1.3.53 Royaume-Uni – Prescriptions en matière d'étiquetage et de documentation pour le vin à l'issue de la période de transition du Brexit (ID 663)¹⁰⁸

2.421. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie salue le dialogue mené avec le Royaume-Uni au sein de ce comité et se réjouit des mesures que les autorités britanniques ont prises pour supprimer des prescriptions astreignantes qui imposaient par exemple la présentation de formulaires VI-1 pour toutes les importations de vin en Grande-Bretagne. L'Australie reste toutefois préoccupée par les prescriptions en matière d'étiquetage, notamment pour

¹⁰⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 470](#).

¹⁰⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 663](#).

ce qui a trait aux exportations de vin qui transitent par le Royaume-Uni à destination de l'UE. Nous saluons la réponse que le Royaume-Uni a apportée à la précédente réunion du Comité, selon laquelle l'étiquetage du vin commercialisé en Grande-Bretagne peut faire apparaître un importateur soit du Royaume-Uni soit de l'Union européenne jusqu'au 1^{er} octobre 2022 et voulant que, après cette date, les étiquettes des produits vinicoles commercialisés en Grande-Bretagne devront mentionner les renseignements relatifs à un importateur situé en Grande-Bretagne. Comme nous l'avons indiqué lors de la précédente réunion, nous recherchons de la flexibilité permettant la mention de plusieurs importateurs sur l'étiquette des bouteilles de vin importées au Royaume-Uni et pour plusieurs destinations, en particulier après l'expiration de cette période de grâce. Nous croyons qu'il est possible de mentionner un importateur du Royaume-Uni ainsi que des importateurs d'autres pays tiers, tout en remplissant les objectifs réglementaires, en indiquant par exemple: "Pour le Royaume-Uni, importé par ..." et "Pour l'UE, importé par ...". Nous aimerions que le Royaume-Uni ait l'obligeance de préciser s'il accepterait les étiquettes mentionnant un importateur britannique et un importateur de l'UE après le 1^{er} octobre 2022, car il s'agirait tout de même d'étiquettes mentionnant les renseignements relatifs à un importateur situé en Grande-Bretagne. Nous voulons que le Royaume-Uni veuille à ce que toute prescription en matière d'étiquetage ne soit pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre ses objectifs, et attendons avec intérêt de collaborer étroitement avec lui sur cette question pour garantir l'obtention d'un résultat mutuellement satisfaisant. L'Australie se félicite du dialogue bilatéral que nous avons eu jusqu'ici. Nous avons à cœur de poursuivre l'examen de ces questions dans le cadre de la coopération bilatérale future, car elles restent très préoccupantes pour notre branche de production vinicole.

2.422. Le représentant de l'Uruguay a communiqué la déclaration suivante. Premièrement, ma délégation se réjouit de l'adoption d'une loi destinée à lever la prescription imposant la présentation de formulaires VI-1 pour l'importation de vin en Grande-Bretagne. Deuxièmement, l'Uruguay tient une fois encore à dire qu'il souhaite rester informé des prescriptions et conditions réglementaires qui s'appliqueront à l'importation de vin sur le marché du Royaume-Uni à partir du 1^{er} octobre 2022, en particulier en ce qui concerne la documentation et l'étiquetage, et a exprimé son souci qu'il soit fait en sorte que ces prescriptions soient aussi peu restrictives que possible pour le commerce.

2.423. En réponse, le représentant du Royaume-Uni a communiqué la déclaration suivante. Le Royaume-Uni remercie l'Australie et l'Uruguay pour leur intérêt continu envers ses prescriptions en matière d'étiquetage du vin, et pour le dialogue bilatéral constructif que nous avons eu avec l'Australie sur ce sujet. Comme nous l'avons indiqué dans les déclarations faites précédemment sur cette question en février, juin et novembre 2021, dans le cas du vin importé en Grande-Bretagne, notre réglementation permet la mention d'un importateur installé soit dans l'Union européenne soit en Grande-Bretagne sur l'étiquette des produits vinicoles commercialisés en Grande-Bretagne jusqu'au 1^{er} octobre 2022. Après cette date, les étiquettes des produits vinicoles commercialisés en Grande-Bretagne devront mentionner les renseignements relatifs à un importateur situé en Grande-Bretagne. Nous réaffirmons que nous avons élaboré des arrangements de transition en coopération étroite avec la branche de production vinicole afin de réduire au minimum les effets sur le commerce résultant de la sortie du Royaume-Uni de l'UE, tout en prenant également en considération nos objectifs en matière de protection des consommateurs. Nous prenons note de la suggestion de l'Australie visant à permettre la mention des renseignements relatifs à deux importateurs sur les étiquettes de certains vins pour faciliter les ventes sur différents marchés internationaux. Toutefois, à l'heure actuelle, nos règles ne le permettent pas. Les règles s'appliquant dans ce domaine sont complexes, relevant à la fois des lois relatives au vin et des lois horizontales sur l'étiquetage des produits alimentaires. Elles ont pour objectif commun de protéger les intérêts des consommateurs, d'établir un point de contact clair pour les cas où un problème serait détecté au niveau du vin, et de garantir que les renseignements figurant sur l'étiquette sont pertinents au regard du produit mis en vente, n'induisent pas les consommateurs en erreur et ne sont pas pour eux source de confusion. Les autorités britanniques s'emploient actuellement à recueillir auprès des parties prenantes un vaste éventail de données afin de déterminer s'il serait possible d'améliorer les règles actuelles pour que les producteurs de vin et les négociants en vin en tirent un plus grand profit, et pour servir davantage les intérêts des consommateurs et accroître les retombées sur leur bien-être. Les règles concernant l'étiquetage du vin font partie des domaines envisagés. Nous restons disponibles pour d'autres discussions bilatérales avec l'Australie et l'Uruguay afin de présenter notre approche réglementaire. Le site Web du gouvernement britannique¹⁰⁹ comporte davantage de détails sur les mesures en vigueur relatives à l'étiquetage du vin.

¹⁰⁹ <https://www.gov.uk/guidance/importing-and-exporting-wine>.

2.1.3.54 Union européenne – Prescriptions relatives à l'étiquetage du vin – liste des importateurs pour diverses destinations (ID 659¹¹⁰)

2.424. Le représentant de l'Australie a communiqué la déclaration suivante. L'Australie remercie l'UE du dialogue mené jusqu'ici sur cette importante question. Nous faisons toutefois observer que cette question reste une source préoccupation et constitue toujours un obstacle pour la branche de production qui expédiait ses produits entre le Royaume-Uni et l'Union européenne avant que le pays ne sorte de l'UE. Nous croyons comprendre que, à l'issue de la période de transition du Brexit, le Royaume-Uni a reconduit les lois et réglementations existantes de l'UE relatives au vin, ce dont il s'ensuit que l'étiquette du vin importé et vendu dans le pays doit mentionner le nom et l'adresse d'un importateur établi au Royaume-Uni. Il nous semble que la même prescription est appliquée au vin en bouteille vendu dans l'UE. Étant donné que les vins sont régulièrement exportés vers l'UE en passant par le Royaume-Uni, il serait logique que les coordonnées des importateurs de vin de l'UE et du Royaume-Uni apparaissent sur une même étiquette; cela assurerait aussi la continuité des échanges sans dépense additionnelle pour les producteurs de vin. D'après la réglementation de l'UE, nous comprenons que la mention de l'"importateur" est une indication obligatoire pour le vin importé dans l'UE (conformément au Règlement n° 1308/2013 et au Règlement délégué n° 2019/33) visant à identifier la personne physique ou morale ou le groupement de ces personnes qui importe le vin dans l'UE. Nous soutenons l'objectif de l'UE d'identifier clairement l'exploitant du secteur alimentaire, par exemple, la personne prenant la responsabilité de mettre le vin en circulation dans l'UE et de ne pas induire les consommateurs en erreur. Toutefois, nous demandons à l'UE de faire en sorte que ses prescriptions en matière d'étiquetage ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre ses objectifs.

2.425. Comme nous l'avons déclaré lors de précédentes réunions du Comité, nous maintenons que le fait de permettre une "indication facultative" sur les étiquettes pour couvrir les importateurs dans d'autres pays tiers serait compatible avec les objectifs de l'UE, tout en permettant tout de même d'identifier clairement l'importateur et la personne responsable dans l'UE. Par exemple: les mentions telles que "Pour l'UE, importé par ..." et "Pour le Royaume-Uni, importé par ..." n'indui raient pas les consommateurs en erreur au sujet de l'exploitant du secteur alimentaire. L'Australie souhaite savoir en quoi les prescriptions qui ne permettent pas cela, décrites par l'UE à la dernière réunion du Comité, ne sont pas inutilement restrictives pour le commerce. Comme nous l'avons dit à la précédente réunion de ce comité, nous demandons également à l'UE de préciser si, dans le cadre de sa réglementation actuelle, il est possible de recenser les importateurs pour des destinations multiples sur la même étiquette de bouteille de vin. Il est important de donner davantage d'orientations et de précisions pour fournir une certaine sécurité aux négociants et éviter toute interruption des échanges. Nous espérons travailler en lien étroit avec l'UE sur ce sujet afin d'aboutir à un résultat mutuellement satisfaisant, alors que nous poursuivons des discussions similaires avec le Royaume-Uni pour résoudre la question du vin importé dans ce pays.

2.426. En réponse, le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. Comme expliqué aux précédentes réunions du Comité OTC, la mention de l'"importateur" est une indication obligatoire pour le vin importé dans l'UE conformément au Règlement (UE) n° 1308/2013¹¹¹ portant organisation commune des marchés des produits agricoles et au Règlement délégué (UE) n° 2019/33.¹¹² L'importateur est une personne physique ou morale ou un groupement de ces personnes établi dans l'UE, qui assume la responsabilité de la mise en circulation des marchandises non Union au sens de l'article 5, paragraphe 24, du Règlement (UE) n° 952/2013¹¹³ sur le code des douanes de l'Union. Toute autre indication sur l'étiquette mentionnant l'entité qui a fait venir le vin dans un autre pays tiers avant l'importation dans l'Union ne pourrait être acceptable qu'en tant qu'indication facultative, pour autant qu'elle ne soit pas associée aux mots "importateur" ou "importé par (...)" et n'induisse pas les consommateurs en erreur

¹¹⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 659](#).

¹¹¹ Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, JO L 347, 20.12.2013, page 671.

¹¹² Règlement délégué (UE) 2019/33 de la Commission du 17 octobre 2018 complétant le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les demandes de protection des appellations d'origine, des indications géographiques et des mentions traditionnelles dans le secteur vitivinicole, la procédure d'opposition, les restrictions d'utilisation, les modifications du cahier des charges, l'annulation de la protection, l'étiquetage et la présentation, JO L 9, 11.01.2019, page 2.

¹¹³ Règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le code des douanes de l'Union, JO L 269, 10.10.2013, page 1.

au sujet de l'exploitant du secteur alimentaire (à savoir la personne prenant la responsabilité de mettre le vin en circulation dans l'UE). L'UE réaffirme qu'il n'est pas possible de recenser les "importateurs" pour des destinations multiples sur la même étiquette de bouteille de vin.

2.1.3.55 Émirats arabes unis – Obligation d'apposer la Marque de conformité CCG sur tous les jouets (ID 702¹¹⁴)

2.427. Le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde a soulevé cette PCS aux deux dernières réunions du Comité OTC et attend toujours une réponse des EAU. L'Inde est profondément préoccupée par la prescription des EAU exigeant que tous les jouets pour enfants exportés vers les EAU portent la mention de la Marque de conformité CCG. Celle-ci ne peut être émise que par les organismes habilités par l'Organisation de normalisation du CCG. Cette prescription rend les produits indiens non compétitifs aux EAU car aucun organisme n'est autorisé à délivrer la Marque de conformité CCG en Inde. Pour que leurs produits soient certifiés moyennant la Marque de conformité CCG, les exportateurs indiens doivent envoyer l'ensemble du lot là où il peut être certifié. Cette Marque de conformité doit être obtenue pour chaque jouet conformément à la réglementation existante. Ce processus entraîne des prescriptions procédurales additionnelles; il est également coûteux et rend les produits indiens non compétitifs sur le marché des EAU. De plus, lors de l'évaluation de la conformité, les organismes notifiés habilités à délivrer la Marque de conformité CCG demandent souvent des échantillons physiques de tous les produits d'un groupe, et non uniquement de l'article représentatif. Pourtant, les dernières directives de la GSO précisent que les rapports d'essais ne sont exigés que pour un article représentatif d'un groupe de produits. L'inspection matérielle de tous les articles d'un groupe de produits est astreignante, coûteuse et incompatible avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC. Conformément à cet article, il est exigé des Membres qu'ils n'élaborent, n'adoptent ni n'appliquent de PEC ayant pour objet ou pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Les PEC ne doivent pas être plus strictes ni appliquées de manière plus stricte qu'il n'est nécessaire pour donner au Membre importateur une assurance suffisante de la conformité des produits aux règlements techniques ou aux normes applicables, compte tenu des risques que la non-conformité entraînerait. Il est donc demandé aux EAU d'envisager de faire en sorte que l'échantillonnage physique de tous les produits d'un groupe ne soit pas exigé par les organismes notifiés lorsque la Marque de conformité CCG est obtenue pour chaque jouet. Une telle exigence a des effets restrictifs sur le commerce et accroît les coûts et les difficultés. En outre, elle est également incompatible avec l'article 5.1.2 de l'Accord OTC.

2.428. Le représentant des Émirats arabes unis n'a pas apporté de réponse aux préoccupations exprimées.

2.1.3.56 Colombie – Bonnes pratiques de fabrication de l'établissement fabricant à l'étranger, [G/TBT/N/COL/242](#) (ID 697¹¹⁵)

2.429. Le représentant de l'Union européenne a communiqué la déclaration suivante. L'Union européenne remercie la Colombie pour sa réponse de novembre 2020 aux observations écrites de l'Union européenne et pour les discussions bilatérales approfondies qui ont eu lieu, et espère que le Décret n° 162 publié le 16 février 2021 ne créera pas de prescriptions inutilement astreignantes pour les exportateurs de vins et spiritueux de l'UE. L'Union européenne note que l'article 3 du décret adopté mentionne la possibilité de présenter d'autres documents que le certificat de bonnes pratiques de fabrication lors de l'importation en Colombie. Les exportateurs de vins et spiritueux de l'UE se conforment déjà à l'obligation existante de présenter des certificats de vente libre aux fins d'enregistrement sanitaire. Les certificats de vente libre indiquent que le produit est conforme aux prescriptions législatives de l'UE, qui englobent les bonnes pratiques de fabrication. Dès lors, l'Union européenne considère que les certificats de vente libre émis par les États membres de l'UE répondront à la prescription colombienne de présenter un certificat de bonnes pratiques de fabrication lors de l'importation. L'Union européenne souhaiterait donc demander à la Colombie de confirmer cette interprétation. À moins d'un an de l'entrée en vigueur de ces prescriptions, l'Union européenne est de plus en plus préoccupée par l'incidence que cette mesure pourrait avoir sur ses exportations, en particulier celles des PME, si tous ses certificats de vente libre n'étaient pas acceptés. L'Union européenne se tient donc prête à poursuivre les travaux bilatéraux si des éclaircissements additionnels étaient nécessaires.

¹¹⁴ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 702](#).

¹¹⁵ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 697](#).

2.430. En réponse, le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. Tout d'abord, nous voudrions mettre en exergue l'important travail que les autorités sanitaires de la Colombie et de l'Union européenne ont conjointement mené pour remédier à diverses préoccupations concernant la conformité avec le Décret n° 162 de 2021 du Ministère de la santé. Ces discussions ont principalement porté sur l'acceptation des certificats de bonnes pratiques de fabrication (BPF), répondant ainsi aux préoccupations soulevées au sujet de l'acceptation des certificats de vente libre délivrés par les autorités de l'Union européenne. Le texte publié permet d'égaliser les conditions afférentes au certificat de BPF pour les producteurs nationaux et pour les producteurs situés hors du territoire national, et établit quatre possibilités de mise en conformité avec le règlement technique. En ce qui concerne les prescriptions s'appliquant aux boissons alcooliques importées, ces quatre options viables n'enfreignent pas les règles du pays d'origine des intéressés, de sorte que ceux-ci pourront évaluer chacune des options et en choisir une pour se conformer aux dispositions de la réglementation colombienne. L'autorité sanitaire a répété que le certificat de vente libre pourrait entrer dans le cadre de l'option C du décret précité, dès lors qu'il est satisfait aux conditions s'y rapportant, à savoir: i) que le certificat est délivré par l'autorité compétente du pays d'origine, par l'organisme de certification agréé ou par un tiers habilité dans le pays d'origine du produit; et ii) qu'il est constaté que la boisson alcoolique et le producteur satisfont aux règles, processus ou procédures de caractère technique s'appliquant aux contrôles et aux inspections. Par ailleurs, la Colombie rappelle que le délai imparti pour la mise en œuvre des dispositions relatives aux prescriptions concernant les bonnes pratiques de fabrication arrive à expiration le 14 février 2023. Les autorités compétentes ont examiné les documents fournis par l'Union européenne et se sont déclarées disposées à continuer de travailler de concert avec elle pour répondre aux préoccupations soulevées et trouver un terrain d'entente afin d'assurer l'application du règlement technique. Nous réaffirmons notre souhait de poursuivre les travaux bilatéraux que mènent nos autorités sanitaires. Une déclaration technique a été distribuée à l'issue de la réunion.¹¹⁶

2.1.3.57 Argentine – Obligation de fournir une déclaration assermentée avec la certification par un organisme de certification pour l'exportation de panneaux dérivés du bois (ID 696¹¹⁷)

2.431. Le représentant de l'Inde a communiqué la déclaration suivante. L'Inde a soulevé cette préoccupation aux précédentes réunions du Comité OTC; nous remercions l'Argentine d'avoir pris acte de la PCS et attendons avec intérêt de recevoir une réponse détaillée. L'Argentine a notifié l'obligation de fournir une déclaration assermentée en plus de la certification du produit par un organisme de certification en vue de l'exportation de panneaux dérivés du bois. L'Inde remercie l'Argentine pour sa notification publiée sous la cote [G/TBT/N/ARG/342/Add.6](#) en date du 22 février 2021 sur le projet de Décision proposé intitulé "Exigences techniques en matière de qualité et de sécurité applicables aux panneaux en bois". Conformément à l'article 2 du projet de Décision, une déclaration assermentée émanant d'un organisme de certification indiquant la conformité aux prescriptions établies doit être fournie en plus de la certification du produit. L'Inde a adressé ses questions au point d'information de l'Argentine afin de comprendre la pertinence d'une déclaration assermentée quant à la conformité du produit, surtout dans la mesure où une prescription en matière de certification est déjà appliquée. L'Inde est d'avis que cette prescription supplémentaire d'une déclaration assermentée alourdira à la fois le coût et le poids des formalités pesant sur les exportateurs, ce qui aura des répercussions négatives sur la compétitivité du produit en Argentine. En outre, l'Argentine n'a communiqué aucune évaluation des risques que présente la prescription supplémentaire d'une déclaration assermentée. Dès lors, la prescription de l'Argentine exigeant de fournir une déclaration assermentée en plus de celle relative à la certification apparaît *prima facie* comme restrictive pour le commerce.

2.432. En outre, on ignore quelles autres mesures alternatives ou moins restrictives pour le commerce l'Argentine a envisagées avant de décider d'adopter la mesure en question. Compte tenu de ce qui précède, il est demandé à l'Argentine de ne pas imposer les prescriptions supplémentaires de déclaration assermentée, et de bien vouloir répondre aux demandes que l'Inde a adressées à son point d'information.

2.433. En réponse, le représentant de l'Argentine a communiqué la déclaration suivante. La Décision SCI n° 240/2019 et la modification y afférente, la Décision SCI n° 428/2021, établissent trois étapes distinctes ne se chevauchant pas pour l'application des exigences techniques. Lors de

¹¹⁶ [G/TBT/W/767](#).

¹¹⁷ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 696](#).

la première étape, une déclaration assermentée doit être présentée, accompagnée des rapports d'essais. Lors de la deuxième étape, il faut fournir une preuve que le processus de certification a été engagé. À la troisième étape, un certificat émis par un organisme de certification est requis. Il semble à l'Argentine que l'interprétation de l'Inde est confuse ou erronée, car les deux étapes ne se chevauchent pas. Autrement dit, l'étape de la déclaration assermentée prend fin lorsque celle de la certification commence. Il y a lieu de noter que le franchissement effectif des étapes relatives à la "preuve d'engagement du processus de certification" et à la "certification" est subordonné à la reconnaissance par un organisme de certification et à la délivrance d'un acte administratif par la Direction nationale des règlements techniques. Il convient aussi de relever que le point d'information de l'Argentine n'a pas eu connaissance de l'observation formulée par l'Inde, en conséquence de quoi nous demandons qu'elle lui soit renvoyée.

2.1.3.58 Guatemala – Norme technique 84-2021 relative à l'enregistrement sanitaire des produits répulsifs destinés à un usage externe chez les humains et des produits répulsifs atmosphériques (ID 721¹¹⁸)

2.434. Le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. La délégation du Mexique renvoie à la Norme technique 84 – Enregistrement sanitaire des produits répulsifs destinés à un usage externe chez les humains et des produits répulsifs atmosphériques, dont la version finale a été publiée le 28 août 2021 sur le site Web du Département de la réglementation et du contrôle des produits pharmaceutiques et apparentés de la Direction générale de la réglementation, de la surveillance et du contrôle de la santé du Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale, et qui n'a pas été notifiée aux Membres de ce comité, au mépris des engagements en matière de transparence établis dans l'Accord OTC. Nous aimerions saisir la présente occasion pour réitérer la préoccupation qui a été exprimée dans cette enceinte en novembre 2021 au sujet des études de toxicité pour l'enregistrement sanitaire des produits répulsifs destinés à un usage externe chez les humains, et réaffirmer la nécessité de préciser s'il est possible de se servir des études toxicologiques existantes ou de transition sur les formulations pour réduire le nombre d'études à réaliser et les coûts supportés par les importateurs dans le cadre de la procédure de demande d'enregistrement correspondante. De plus, nous renouvelons notre demande de renseignements sur les éléments de preuve techniques et scientifiques utilisés pour l'élaboration de ce règlement technique, notamment sur les éventuelles études de toxicité auxquelles il aurait été procédé au moyen d'essais sur des animaux. Cela étant, il ne faut pas négliger l'importance qu'il y a pour les autorités guatémaltèques à respecter leurs engagements en matière de transparence, en particulier la nécessité de soumettre ce règlement à un processus de consultation publique ouvert à la participation des tierces parties intéressés avant de décider de son entrée en vigueur. À l'issue de la dernière réunion de ce comité, tenue en novembre 2021, la délégation du Guatemala a déclaré qu'elle ferait part à l'autorité compétente des préoccupations exprimées par la délégation mexicaine. Nous accueillerions donc avec reconnaissance tout renseignement actualisé qu'elle pourrait nous communiquer à ce sujet. La délégation du Mexique remercie la délégation guatémaltèque de prêter attention à cette déclaration et rappelle être disposée à tenir des réunions bilatérales pour qu'il puisse être remédié aux préoccupations exprimées.

2.435. En réponse, le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. À cet égard, nous avons été informés que la mise au point de la version 1 de cette norme technique, désignée ainsi par le Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale, répondait à la nécessité de réglementer la commercialisation des répulsifs d'origine naturelle non réglementés au Guatemala en raison du risque sanitaire pouvant découler de leur utilisation inappropriée dans l'atmosphère; en témoignent l'objet et le champ d'application de la norme elle-même, que le Mexique a certainement relevés. Le Guatemala a donc agi conformément à son Code de la santé (approuvé par le Décret n° 90-97 du Congrès de la République du Guatemala), qui dispose que les répulsifs relèvent de la classification des pesticides à usage domestique et non de la classification des produits cosmétiques. Un produit de cette nature, s'il n'est pas appliqué en tant que répulsif, est de ce fait enregistré comme un pesticide à usage domestique, pour lequel il existe d'autres règlements régionaux en Amérique centrale. Enfin, le Guatemala prend note des propos réitérés par la délégation du Mexique.

¹¹⁸ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 721](#).

2.1.3.59 Mexique – Projet de modification de la norme officielle mexicaine NOM-051-SCFI/SSA1-2010: "Spécifications générales pour l'étiquetage des aliments et des boissons non alcooliques préemballés", [G/TBT/N/MEX/178/Add.9](#) (ID 608¹¹⁹)

2.436. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Le Costa Rica maintient sa préoccupation commerciale concernant la proposition du Mexique relative à l'étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages des produits alimentaires. Ces dernières années, le Costa Rica a été hautement convaincu de l'importance des travaux menés dans le cadre du Codex Alimentarius et en a été un fervent défenseur, et accorde la même importance à la justification scientifique des mesures adoptées par chaque pays, qu'elles soient fondées sur le Codex ou sur d'autres preuves techniques ou scientifiques, comme l'exige l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Étant donné que le Codex Alimentarius élabore actuellement des documents de travail sur l'étiquetage nutritionnel sur la face avant des emballages, le Costa Rica souhaite demander une nouvelle fois à la délégation mexicaine de clarifier sa position concernant les travaux menés dans le cadre du Codex dans ce domaine. Comme il l'a fait à de précédentes réunions de ce comité, le Costa Rica voudrait demander une nouvelle fois à la délégation mexicaine d'indiquer le fondement scientifique ou la norme internationale de référence ayant servi à définir les principaux paramètres de la norme en question, et de fournir une justification pertinente de la présence d'une mise en garde sur la face avant de l'emballage à titre d'information nutritionnelle supplémentaire, ainsi que le fondement scientifique justifiant l'établissement des paramètres de classification selon lesquels la teneur d'un produit en calories, en sucre, en acides gras saturés, en acides gras trans ou en sodium est considérée comme excessive, car ils ne sont pas fondés sur le Codex.

2.437. En ce qui concerne la consommation par les enfants de produits auxquels on a ajouté de la caféine ou des produits de substitution du sucre, le Costa Rica demande à la délégation mexicaine soit d'indiquer la norme internationale de référence utilisée, soit de fournir l'analyse des risques établissant les risques que présente pour les enfants la consommation de produits contenant ces ingrédients. Le Costa Rica estime que la mesure adoptée par le Mexique pourrait aller à l'encontre des obligations découlant de l'Accord OTC, en particulier celles établies aux articles 2.2 et 2.4. Le Costa Rica indique au Comité qu'il est toujours d'avis qu'en l'état actuel des choses dans le monde, avec en toile de fond la pandémie de COVID-19, la mise en œuvre de certaines mesures sanitaires et phytosanitaires qui créent des restrictions ou des charges supplémentaires constitue un défi qui entrave les efforts de relance économique à l'échelle mondiale, en particulier dans les pays en développement tributaires du commerce international, comme le Costa Rica. Cela est sans préjudice du pouvoir qu'ont les Membres d'adopter les mesures qu'ils jugent nécessaires. Le Costa Rica serait reconnaissant à la délégation mexicaine de bien vouloir l'informer de l'état d'avancement de ce projet de modification.

2.438. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Nous reconnaissons le droit du Mexique de protéger la santé des personnes et de fournir aux consommateurs des renseignements sur les produits alimentaires qu'ils achètent. Nous remercions le Mexique de la réponse qu'il a fournie aux réunions précédentes. Le Guatemala souhaite néanmoins demander si les autorités mexicaines publieront un règlement complémentaire et des éclaircissements au sujet de l'entrée en vigueur prévue en avril 2021, et si l'utilisation d'étiquettes supplémentaires sur la face avant des emballages est expressément exclue. Nous rappelons que la Norme générale CXS 1-1985 du Codex pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées autorise l'utilisation d'une étiquette supplémentaire qui reflète fidèlement les renseignements figurant sur l'étiquette originale.

2.439. En réponse, le représentant du Mexique a communiqué la déclaration suivante. Étant donné que cette préoccupation a été soulevée il y a deux jours, nous n'avons actuellement aucune réponse détaillée à apporter; nous prenons toutefois note de ces préoccupations et y répondrons sous peu.

2.1.3.60 Colombie – Teneur en sodium des aliments prioritaires, prescriptions en matière de certification, [G/TBT/N/COL/238](#), [G/TBT/N/COL/238/Add.1](#) (ID 609)¹²⁰

2.440. Le représentant du Costa Rica a communiqué la déclaration suivante. Tout d'abord, nous tenons à remercier la délégation colombienne et les autorités de son pays pour l'entretien et l'échange constructifs que nous avons eus ces deux derniers jours pour parvenir à un consensus sur cette question. Nous souhaitons cependant réitérer notre préoccupation concernant le règlement

¹¹⁹ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID 608](#).

¹²⁰ Pour les déclarations antérieures, suivre le fil sous la référence [ID-609](#).

technique colombien proposé qui établit la teneur maximale en sodium pour une liste prioritaire d'une large gamme d'aliments tels que le thon, les saucisses de poulet, le chorizo, les biscuits salés, le jambon, les arachides, le beurre, la mayonnaise, les pains, les pâtes alimentaires, les produits à base de farine de blé, le fromage à la crème, les soupes, les sauces et les saucisses. Le Costa Rica croit fermement en l'application de stratégies visant à protéger la santé publique grâce à la réduction des facteurs sous-jacents de l'hypertension artérielle ainsi que des maladies non transmissibles qui y sont associées. Toutefois, les limites maximales de sodium proposées pour les produits en question ne sont pas étayées par des preuves scientifiques. Le Costa Rica estime également qu'elles ne sont pas fondées sur les normes de référence internationales établies dans le cadre du Codex Alimentarius. Nous invitons la Colombie à poursuivre un dialogue ouvert avec le Costa Rica, à lui communiquer les données scientifiques et l'évaluation des risques qui étayaient les limites de sodium établies pour chaque produit, afin de faciliter notre analyse de la législation, ainsi qu'à fournir au Costa Rica des renseignements sur l'état d'avancement de ce règlement et la date possible de son entrée en vigueur. Nous remercions à nouveau la délégation de la Colombie et espérons que la porte du dialogue restera ouverte dans cette perspective.

2.441. Le représentant du Guatemala a communiqué la déclaration suivante. Nous réaffirmons que nous reconnaissons l'objectif légitime des autorités colombiennes consistant à protéger la santé de la population, et les efforts visant à abaisser la consommation totale de sodium en Colombie afin de faire reculer l'hypertension et d'autres maladies qui y sont associées. En ce qui concerne le dernier rapport du Comité des obstacles techniques au commerce, le Guatemala remercie les autorités colombiennes d'avoir fourni une explication sur cette notification. Il est indiqué que les certificats de conformité de première partie seront acceptés jusqu'à 24 mois après l'accréditation d'un organisme de certification en Colombie, comme le prescrit la réglementation. Étant donné que ce certificat de conformité doit être présenté pour chaque importation, nous aimerions demander à la Colombie quelles mesures devraient être prises dans les cas où l'entreprise de fabrication respecterait systématiquement la réglementation.

2.442. En réponse, le représentant de la Colombie a communiqué la déclaration suivante. Ma délégation se contentera de faire quelques observations préliminaires car cette préoccupation n'a pas été préalablement inscrite à l'ordre du jour, et nous demandons aux délégations du Costa Rica et du Guatemala de bien vouloir nous faire parvenir leurs déclarations. Nous aimerions simplement indiquer que nous avons pris note des préoccupations exprimées. Nous devons préciser à la délégation du Costa Rica qu'un dialogue bilatéral se tient actuellement entre les autorités compétentes, et que nous leur adressons les documents de référence et tous les documents explicatifs y afférents. Nous souhaitons également attirer l'attention du Costa Rica sur le fait que ce règlement a déjà été adopté et que notre ministère de la santé prendra contact avec le pays au sujet des questions que ce dernier nous a récemment envoyées.

2.1.4 Notification des progrès concernant les PCS

2.443. Les États-Unis ont souligné qu'une évolution positive était récemment intervenue quant à la notification du Mexique [G/TBT/N/MEX/496](#) concernant l'apport de modifications à la procédure d'évaluation de la conformité applicable au secteur des télécommunications et de la radiodiffusion par l'Institut fédéral des télécommunications. Les États-Unis ont remercié le Mexique d'avoir collaboré à la résolution des préoccupations qu'ils avaient soulevées aux côtés des parties prenantes de la branche de production américaine. Le Mexique avait notifié le projet de mesure en avril 2021; ce projet visait à modifier la procédure d'évaluation de la conformité applicable au secteur des télécommunications et de la radiodiffusion. À la suite de cette notification, les États-Unis et le Mexique avaient tenu plusieurs discussions bilatérales en marge des réunions du Comité OTC et, le 27 décembre 2021, le Mexique avait publié au Journal officiel la version modifiée de la procédure d'évaluation de la conformité de l'IFT s'appliquant dans le domaine des télécommunications et de la radiodiffusion. Après avoir examiné la dernière publication en date et mené des consultations auprès de la branche de production, les États-Unis avaient le plaisir d'annoncer qu'ils accueillaient avec satisfaction et approuvaient la modification apportée à la procédure. Les États-Unis considéraient que la dernière version en date permettait de répondre à toutes les préoccupations qui avaient été examinées aux précédentes réunions bilatérales tenues avec le Mexique. Les États-Unis estimaient que les discussions bilatérales qui avaient contribué à cette évolution positive de la procédure faisaient ressortir l'importance qu'il y avait à dialoguer de façon ouverte et à organiser de telles réunions. Les États-Unis ont remercié une nouvelle fois le Mexique pour sa volonté de collaborer sur cette question et pour les modifications apportées à la procédure, qui avaient permis de faire en sorte que les échanges entre les deux pays ne soient pas perturbés.

2.2 Échange de données d'expérience

2.2.1 Transparence

2.2.1.1 Rapport de la Présidente sur la réunion informelle (10 février)

2.444. La Présidente a rendu compte de la réunion informelle du Comité tenue le 10 février. Elle a indiqué que, lors de cette réunion, elle avait demandé l'avis des Membres sur la manière dont le Comité pourrait organiser ses travaux afin de traiter et de mettre en œuvre le plus efficacement possible la longue liste de recommandations relatives à la transparence figurant dans le neuvième examen triennal. Elle a fait observer que la nature de certaines de ces recommandations était telle qu'elles pourraient nécessiter un dialogue et une collaboration plus fréquents et/ou continus entre les délégations intéressées. Plusieurs Membres avaient fait des suggestions concrètes sur l'organisation générale des travaux et sur la manière de progresser sur des recommandations spécifiques (voir, par exemple, le document [G/TBT/W/763](#) des États-Unis). Un certain nombre de délégations avaient suggéré que les éléments techniques de certaines recommandations soient d'abord traités par un groupe de travail virtuel ou hybride ouvert à toutes les délégations, puis soumis à l'examen du Comité.

2.445. Compte tenu de ce premier échange entre les délégations et du vif intérêt montré pour l'avancement des travaux sur les recommandations, elle avait invité les délégations à une réunion de suivi afin de préciser comment le Comité pourrait organiser au mieux un tel groupe de travail. Cette réunion s'était tenue le 1^{er} mars sur zoom. En ce qui concernait le format du Groupe de travail, de l'avis général il devrait s'agir d'un groupe ouvert, transparent et inclusif; il pourrait se réunir en format virtuel ou hybride, permettant aux fonctionnaires concernés des capitales de participer. Les délibérations et les éventuelles suggestions du groupe de travail seraient ensuite communiquées au Comité pour un examen plus approfondi et des mesures complémentaires, le cas échéant. S'agissant de la manière de traiter certaines des recommandations spécifiques, il avait été suggéré d'adopter une approche par étapes. Dans certains cas, un sous-groupe de volontaires pourrait entreprendre des travaux préparatoires et les soumettre ensuite à la discussion du Groupe de travail. Dans d'autres cas, les travaux pourraient commencer par une enquête sur des pratiques particulières ou par l'examen d'une compilation des documents existants établie par le Secrétariat. En matière de sujets spécifiques, les délégations ont mentionné la révision des formats, l'utilisation des codes du SH, le calendrier des notifications et l'utilisation d'ePing pour le suivi des notifications.

2.446. La Présidente a relevé que les participants étaient favorables à la tenue d'une première réunion du Groupe de travail vers la fin du mois de mars (ou début avril) et que les travaux pourraient débiter sur deux questions spécifiques: les modèles de présentation des notifications et l'utilisation des codes du SH dans les notifications. Pour lancer les discussions, le Secrétariat donnerait un aperçu des modèles existants et fournirait également quelques informations sur les produits visés dans les notifications. La Présidente a encouragé les délégations à participer au groupe de travail et à se porter volontaires pour faire avancer des sujets spécifiques.

2.447. La représentante du Royaume-Uni a déclaré son soutien aux efforts déployés par le Secrétariat pour améliorer le fonctionnement du Comité OTC et la mise en œuvre de l'Accord OTC. Elle a réitéré la suggestion de sa délégation, présentée lors de la réunion informelle du 10 février, et s'est félicitée de la poursuite de la collaboration et des travaux visant à améliorer la transparence au sein du Comité OTC.

2.448. La représentante du Canada a souligné l'importance que sa délégation accordait à la transparence. Le Canada s'était montré particulièrement intéressé par les efforts visant à améliorer les informations disponibles sur les mesures qui étaient notifiées – ou qui étaient consultables – dans une langue autre que le français, l'anglais ou l'espagnol. À ce sujet, il a relevé en particulier les recommandations 6.29. d. ii. ainsi que 6.29. e. i. et 6.29. e. ii. (trois recommandations) qui, selon lui, pourraient également être regroupées en un seul ensemble de recommandations à traiter ensemble. Le Canada a remercié les États-Unis pour leur document et fait observer qu'ils avaient suggéré de constituer un ensemble de questions traitant des modèles de notification, ce qui était utile. Il y avait également d'autres recommandations traitant de "la mise au point d'un logiciel de traduction et de l'utilisation d'autres outils" à cet égard qui pourraient être prises en considération. Le Canada s'est félicité de la poursuite des travaux au sein du Groupe de travail, ou même de

sous-groupes plus restreints, avec la Présidente, le Secrétariat et d'autres Membres pour faire avancer les recommandations.

2.449. Le représentant de l'Union européenne a remercié la Présidente pour le rapport sur la réunion informelle du 10 février, ainsi que le Secrétariat pour les travaux continus sur l'intégration et la mise à jour des outils en ligne. L'Union européenne a souligné le caractère central de la transparence pour le Comité. Les nombreuses recommandations formulées à cet égard par les Membres au cours de l'examen triennal confirmaient son importance. L'UE a réaffirmé sa volonté de poursuivre les travaux consacrés à la transparence, y compris dans le cadre de sous-groupes spécialisés, car cela était susceptible d'améliorer l'efficacité et les progrès. Elle avait l'intention de présenter d'autres éléments par écrit en temps voulu et restait disponible pour dialoguer avec d'autres Membres.

2.450. La représentante de Singapour a indiqué que sa délégation avait, à plusieurs reprises, soutenu les initiatives en matière de transparence et souligné l'importance de la transparence et des notifications au sein du Comité OTC. Singapour appuyait les discussions que le Comité avait eues lors de la réunion informelle, y compris l'idée de la création d'un groupe de travail, voire de sous-groupes, pour avancer sur des travaux spécifiques; elle participerait activement à ces travaux.

2.451. Le représentant de l'Australie a appuyé les points de vue exprimés par d'autres Membres sur l'importance de la transparence pour le Comité OTC et, d'une manière plus générale, pour l'OMC. L'Australie a salué les travaux du Secrétariat sur l'amélioration de la transparence, qui était à la base du fonctionnement du système commercial fondé sur des règles. Les efforts récents concernant la publication d'une version bêta du portail de notification en étaient un bon exemple.

2.452. Le représentant de la Suisse a exprimé son soutien aux initiatives visant à accroître la transparence et à la création de sous-groupes et de groupes de travail sur des sujets spécifiques liés à la transparence. Il a salué l'intégration des outils en ligne existants; la Suisse soutenait ces initiatives – elles contribuaient aux objectifs du Comité OTC, y compris la mise en œuvre des principes et des procédures de base dans le cadre de l'Accord OTC. Les outils permettaient aux Membres de dialoguer les uns avec les autres de manière efficace. En ce qui concernait la recommandation sur le traitement des observations et l'échange d'observations sur les réponses aux notifications, la Suisse était heureuse de constater qu'un nombre croissant de Membres avaient commencé à utiliser les outils en ligne pour échanger les informations relatives aux observations et aux réponses. Elle restait ouverte à des discussions complémentaires sur ces sujets.

2.453. La Présidente a indiqué qu'elle assurerait un suivi sous peu avec une communication sur les prochaines étapes.¹²¹

2.2.1.2 Intégration et mise à jour des outils en ligne

2.454. Le Secrétariat a déclaré que l'objectif de l'intégration des outils en ligne (les systèmes de gestion des renseignements OTC et SPS, les systèmes de présentation des notifications OTC et SPS et le système ePing) était d'améliorer les services offerts aux Membres et de tendre vers une plate-forme à guichet unique pour aider les délégations dans leur collaboration avec l'OMC sur les questions OTC (et SPS). Dans le même temps, le Secrétariat tenait à s'assurer que la nouvelle plate-forme continuerait de servir toutes les parties prenantes concernées, y compris le secteur privé, et de faciliter le dialogue entre elles. Cet effort s'inscrivait également dans le cadre d'une des recommandations du neuvième examen triennal sur la transparence, appelant le Secrétariat à œuvrer en faveur d'une plate-forme centralisée. Le Secrétariat a indiqué que la nouvelle plate-forme serait mise en ligne le 28 mars; elle est actuellement disponible [ici](#).¹²²

2.455. Le représentant des États-Unis a remercié le Secrétariat et l'équipe du Répertoire central des notifications (RCN) de l'OMC pour le travail acharné qu'ils avaient accompli au cours des derniers mois afin de regrouper les nombreux outils en ligne destinés aux abonnés aux notifications OTC dans la plate-forme pilote ePing. Les États-Unis ont apprécié les informations actualisées communiquées aux Membres concernant la mise au point du système consolidé, ainsi que la possibilité de tester, de fournir des retours d'information et des observations sur la plate-forme pilote ePing. Le personnel du Point d'information OTC des États-Unis, d'autres parties prenantes du gouvernement américain et certaines des parties prenantes du secteur privé les plus activement engagées aux États-Unis ont

¹²¹ Cette communication a ensuite été distribuée sous la cote [ICN/TBT/11](#).

¹²² <https://epingalert.org/>.

étudié les possibilités de la version pilote de la nouvelle plate-forme ePing pendant la phase de test. Les délégations américaines ont ensuite résumé les réactions reçues par type de partie prenante: gouvernement, secteur privé, et les ont communiquées à leurs collègues du Secrétariat. Les États-Unis avaient également communiqué des informations en retour sur les fonctionnalités OTC à leurs collègues chargés des questions SPS à des fins de sensibilisation et de coordination. Lorsqu'ils avaient remarqué quelques problèmes dans le nouveau pilote pendant les tests, leur délégation en avait informé le Secrétariat, ce qui avait permis d'en prendre acte rapidement et d'y remédier, dans la mesure du possible. Le nouveau système de présentation des notifications, comme le système actuel, était convivial et intuitif. L'interface de recherche des notifications étant très différente de la précédente, il faudrait donc un certain temps aux parties prenantes pour s'y habituer. Toutefois, les États-Unis ne doutaient pas que les délégations américaines et leur autorité responsable des notifications s'adaptent et ils appréciaient les avantages des améliorations disponibles dans la nouvelle plate-forme ePing, d'autant plus que l'OMC avait ajusté le système sur la base des retours d'information communiqués par les délégations qui testaient le système.

2.456. Le représentant des États-Unis a également informé le Comité que la délégation de son pays avait commencé à utiliser les systèmes actuels de mise en ligne (ePing) afin que les autres Membres sachent quand les États-Unis avaient formulé des observations sur la notification faite par un autre Membre au Comité OTC. Il s'agissait d'une pratique que les États-Unis avaient désormais intégrée dans leurs procédures interorganismes.

2.2.1.3 Notifications liées à la Covid-19 (mise à jour)

2.457. Le Secrétariat a fait le point sur les nouvelles [notifications liées à la COVID-19](#) présentées au Comité OTC. Depuis le début de la pandémie (en mars 2020), les Membres de l'OMC avaient présenté un total de 192 notifications OTC liées à la COVID-19 (ce qui représentait plus de 40% de toutes les notifications liées à la COVID-19 présentées à l'OMC à ce jour). Au cours de l'année 2021, plus de 70 notifications liées à la COVID-19 avaient été présentées par les Membres, principalement au cours des mois de mars, avril et mai. Depuis la dernière réunion du Comité OTC, entre le 10 novembre 2021 et le 9 mars 2022, un total de 11 notifications OTC liées à la COVID-19 avaient été présentées par les pays suivants: Brésil, Canada, Colombie, Équateur, Japon, Kenya, Philippines et Taipei chinois. Les notifications portaient sur une série de produits, notamment des kits de tests antigéniques COVID-19 et d'autres diagnostics *in vitro*, des immunoglobulines humaines, des dispositifs médicaux émettant des rayons UV et générant de l'ozone, des vaccins et des écouvillons floqués. Les mesures notifiées concernaient essentiellement l'autorisation d'urgence et d'autres procédures d'évaluation de la conformité visant à simplifier l'accès aux produits médicaux, les nouvelles prescriptions réglementaires s'appliquant à ces produits, ainsi que d'autres flexibilités réglementaires adoptées en raison de la pandémie.

2.2.1.4 Article 15.2 – Déclarations des Membres

2.458. La Présidente a fait remarquer que l'examen annuel 2021 du Comité OTC, distribué le 2 mars 2022 sous la cote [G/TBT/47](#), contient, entre autres informations, des précisions sur les communications des Membres relatives à la mise en œuvre. Ces informations sont également disponibles par l'intermédiaire du système de gestion des renseignements OTC (TBT IMS). Le Comité a pris note.

2.2.2 Procédures d'évaluation de la conformité

2.459. La Présidente a fait état du recueil d'éléments distribué sous la cote [JOB/TBT/438](#) (31 janvier 2022) et de la discussion qui a eu lieu lors de la réunion informelle du Comité du 10 février 2022. Lors de cette réunion, les Membres avaient estimé que le document constituait une bonne base pour la poursuite des travaux du Comité visant à élaborer des lignes directrices pratiques non prescriptives pour les procédures d'évaluation de la conformité (ci-après "les lignes directrices").¹²³ À ce stade, certains Membres avaient formulé des observations spécifiques. La parole a été donnée pour une discussion sur les observations reçues à ce jour et pour toute autre intervention que les Membres souhaitaient faire.

¹²³ [G/TBT/41](#), paragraphe 4.17.b et [G/TBT/46](#), paragraphe 4.18.a.

2.460. La représentante du Royaume-Uni ([JOB/TBT/440](#)) a fait observer, de manière générale, que le recueil d'éléments constituait une base de travail très utile. Toutefois, lorsque c'était possible, le document pourrait être formulé de manière plus ferme. Par exemple, il a été suggéré de remplacer le mot "demandant" par "exigeant" au paragraphe 3.8 du recueil d'éléments (voir [JOB/TBT/440](#), page 2, pour plus de précisions). Le Royaume-Uni a également suggéré quelques ajustements mineurs à la section sur les normes internationales et l'accréditation, principalement par souci de clarté et d'intelligibilité. Le Royaume-Uni restait flexible et disposé à discuter des modifications proposées avec d'autres Membres.

2.461. Le représentant de l'Australie ([JOB/TBT/442](#)) a déclaré que le recueil d'éléments était conforme aux suggestions et aux informations fournies dans la proposition de son pays. L'Australie était favorable à des lignes directrices non prescriptives qui laissaient une certaine souplesse pour innover et choisir des procédures d'évaluation de la conformité correspondant aux besoins, aux circonstances et aux objectifs réglementaires des Membres. Elle soutenait les procédures fondées sur des éléments de preuve qui tenaient compte du contexte et respectaient les obligations internationales. Elle était d'avis que le recueil d'éléments reflétait cette approche. Une suggestion essentielle de la part de l'Australie était d'ajouter un nouveau paragraphe pour souligner l'importance des questions de traçabilité de la chaîne d'approvisionnement dans l'évaluation de la conformité, en particulier sur les marchés modernes transnationaux et numériques. Selon elle, ce paragraphe rendait également compte de la discussion de la séance thématique sur les solutions numériques qui s'était tenue récemment et au cours de laquelle les Membres avaient partagé des données d'expérience sur la chaîne d'approvisionnement et les solutions numériques pour la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement (voir [G/TBT/GEN/324](#), daté du 28 mars 2022).

2.462. S'agissant de la proposition du Royaume-Uni relative au paragraphe 3.13 (voir [JOB/TBT/440](#), page 2), l'Australie a déclaré qu'elle préférerait appuyer et conserver le texte original plutôt que la variante proposée par le Royaume-Uni. Celle-ci avait pour effet de recommander l'accréditation comme *unique* approche pour la qualification des organismes d'évaluation de la conformité; l'Australie était d'avis que le libellé original reconnaissait le fait que, si l'accréditation était une approche recommandée, elle n'était pas la *seule*. L'Australie soutenait l'accréditation dans ses propres procédures d'évaluation de la conformité, mais reconnaissait qu'il existait des circonstances légitimes dans lesquelles les organismes de réglementation pouvaient choisir de *ne pas* l'utiliser. Ceci s'accordait également avec sa position selon laquelle les lignes directrices pour l'évaluation de la conformité devraient être non prescriptives et permettre une certaine flexibilité dans les pratiques nationales des Membres. Des observations plus spécifiques figuraient dans la communication de l'Australie ([JOB/TBT/442](#)).

2.463. Le représentant de l'Afrique du Sud ([JOB/TBT/443](#)) reconnaissait que le recueil d'éléments avait pour but de faciliter les travaux des Membres visant à élaborer des lignes directrices pratiques non prescriptives destinées à aider les organismes de réglementation à choisir et à concevoir des procédures d'évaluation de la conformité appropriées et proportionnées – et que la proposition de son pays se retrouvait, dans une certaine mesure, dans le document en question. Toutefois, l'Afrique du Sud a formulé quelques observations à l'attention des Membres.

2.464. L'Afrique du Sud a déclaré que la section 3.5 du recueil d'éléments, relative à "l'acceptation des résultats", devait traiter de la question des certificats de vente libre (CVL). Cette pratique pourrait ne pas être compatible avec l'Accord OTC de l'OMC et conduire à des obstacles techniques au commerce non nécessaires. Les CVL exigeaient du gouvernement d'un Membre *exportateur* qu'il confirme: i) que le produit exporté était librement disponible sur le marché du Membre exportateur; et ii) que le produit exporté était conforme aux normes et règlements techniques applicables du Membre exportateur. Cela soulevait quelques difficultés. Étant donné que le nombre de Membres exigeant un CVL pour accompagner les exportations était en augmentation, les travaux sur les lignes directrices étaient l'occasion de soumettre les demandes de CVL aux disciplines prévues par l'article 5 de l'Accord OTC de l'OMC. Un autre problème était que le gouvernement du Membre *exportateur* était tenu d'assumer la conformité du produit au lieu de l'opérateur économique, ce qui semblait suggérer que le gouvernement assumait la responsabilité du produit. L'Afrique du Sud a souligné que le CVL était perçu comme un certificat supplémentaire qui faisait double emploi avec les activités d'évaluation de la conformité déjà entreprises par les opérateurs économiques. Cela représentait une charge pour eux et entraînait des obstacles techniques au commerce non nécessaires. Le CVL était unique et constituait un cas particulier dans le contexte des procédures d'évaluation de la conformité. C'est pourquoi l'Afrique du Sud proposait que les Membres qui demandaient le CVL le remplacent par des règlements techniques et des procédures d'évaluation de

la conformité conformes à l'Accord OTC de l'OMC. Dans cette optique, l'Afrique du Sud a proposé de modifier le paragraphe 3.14 du recueil d'éléments ([JOB/TBT/443](#), page 2).

2.465. Les États-Unis ([JOB/TBT/444](#)) ont déclaré que le recueil d'éléments constituait une bonne base pour que le Comité puisse élaborer un document de référence très constructif. Ils avaient formulé trois types d'observations: les observations des organismes de réglementation américains, les observations des experts en évaluation de la conformité et les observations du point de vue des bonnes pratiques réglementaires (BPR).

2.466. En ce qui concernait les observations des organismes de réglementation, celles des États-Unis étaient révélatrices d'un intérêt pour l'inclusion du "droit de réglementer". Ils avaient inclus des observations et des corrections liées à cette question qui étaient cohérentes avec l'Accord OTC – ce qui suggérait un alignement précis sur le langage de cet accord, relatif aux réglementations techniques. Les organismes de réglementation américains étaient également préoccupés par l'utilisation du terme "proportionnalité", car il s'agissait d'un terme du droit de la concurrence qui soulevait de multiples questions. Ce point méritait d'être discuté; pour l'instant, les États-Unis avaient suggéré la suppression de ce terme du texte. En ce qui concernait les bonnes pratiques réglementaires (BPR), les observations renvoyaient aux notions de publication d'avis et de présentation d'observations et visaient à rendre le document plus précis et exact. En ce qui concernait l'évaluation de la conformité, les experts américains s'étaient penchés sur la clarté du texte, en veillant notamment à ce que les normes ISO et la boîte à outils du CASCO soient reflétées avec précision. Les États-Unis voulaient s'assurer que le libellé soit suffisamment flexible pour inclure la déclaration de conformité des fournisseurs. Dans certains cas, le texte semblait n'envisager que la certification, c'est pourquoi certains termes avaient été corrigés. Il fallait également reconnaître la participation du secteur privé au système d'évaluation de la conformité. À cet égard, il y avait une observation concernant les acteurs privés de l'évaluation de la conformité et le souhait américain d'une concurrence et de marchés ouverts pour ces acteurs.

2.467. Le représentant de la Malaisie ([JOB/TBT/445](#)) a estimé que le recueil d'éléments constituait un très bon projet à l'usage des Membres. Les observations de la Malaisie portaient sur la section 3.4: dans le contexte de l'impartialité, de l'indépendance et de la confiance, l'exemple des organismes d'accréditation et des organismes d'évaluation de la conformité était indispensable. Par conséquent, la Malaisie proposait d'apporter quelques modifications au texte du paragraphe 3.12 ([JOB/TBT/445](#), page 1) et a également formulé une observation sur la section relative à la transparence et à la consultation, au paragraphe 3.18 ([JOB/TBT/445](#), page 2).

2.468. La représentante du Mexique a indiqué que les observations de sa délégation seraient distribuées sous peu. (Les observations du Mexique ont ensuite été distribuées sous la cote [JOB/TBT/452](#)).

2.469. Le représentant de la Colombie a estimé que le recueil d'éléments était complet, approfondi et constituait une bonne base de travail. La Colombie a formulé les observations préliminaires suivantes. Premièrement, elle attachait de l'importance aux *niveaux de* risques mentionnés dans le document; à cet égard, la Colombie estimait qu'il fallait également mentionner les risques modérés et légers – et pas seulement les risques faibles ou élevés. Deuxièmement, il importait, selon le représentant de la Colombie, d'approfondir la section sur la surveillance du marché, ainsi que la nouvelle tendance à l'utilisation de méthodes numériques pour l'évaluation de la conformité. Ces éléments pourraient se retrouver dans la section sur la planification stratégique. Certains avaient été abordés lors de la récente discussion de la séance thématique sur les solutions numériques pour l'évaluation de la conformité (voir [G/TBT/GEN/324](#), daté du 28 mars 2022). La Colombie a également déclaré que davantage d'informations sur l'utilisation des recommandations internationales et l'importance de la coopération entre les organismes d'évaluation pourraient être fournies. Par exemple, il pourrait y avoir davantage de références aux méthodes relatives à l'acceptation des résultats de l'évaluation de la conformité ou à la reconnaissance mutuelle. Dans la section sur la planification stratégique ou la section concernant l'évaluation des risques, la Colombie a déclaré qu'il serait pertinent de faire référence à la surveillance et à la vision future des organismes de réglementation pour identifier à l'avance les risques émergents, tels que ceux liés aux changements climatiques ou à d'autres questions. (Les observations de la Colombie ont ensuite été distribuées sous la cote [JOB/TBT/446](#)).

2.470. Le représentant du Brésil a remercié le Secrétariat pour les efforts qu'il a déployés dans l'élaboration de ce recueil d'éléments et espérait pouvoir également apporter des observations.

2.471. La représentante de la Nouvelle-Zélande a exprimé son soutien pour l'approche adoptée; l'élaboration des lignes directrices ajouterait une ressource précieuse aux travaux du Comité. Elle a demandé si le Secrétariat compilerait les modifications apportées par les Membres dans un seul document pour faciliter le processus d'examen.

2.472. L'Union européenne a remercié le Secrétariat pour le recueil d'éléments et les Membres pour avoir expliqué leurs observations. L'UE estimait que le recueil constituait une base solide pour faire avancer la discussion sur les lignes directrices. Comme cela avait été évident lors des séances thématiques (sur l'accréditation et les solutions numériques, voir [G/TBT/GEN/324](#)), les lignes directrices auraient un rôle essentiel à jouer pour aider les organismes de réglementation à recenser les éléments d'évaluation de la conformité qu'ils pourraient utiliser pour concevoir des procédures appropriées et proportionnées. Au moment de la réunion, l'UE travaillait sur des suggestions concrètes, notamment sur certains aspects utiles qui avaient émergé des discussions sur les solutions numériques. Elle était d'avis que le document et les échanges qui avaient eu lieu jusqu'à présent marquaient un progrès substantiel. L'UE était aussi d'avis que les Membres devraient avoir des discussions régulières afin de parvenir à un résultat constructif. (Les observations de l'UE ont ensuite été distribuées sous la cote [JOB/TBT/455](#)).

2.473. Le représentant de l'Inde a remercié le Secrétariat pour le recueil d'éléments qui était en cours d'examen dans la capitale. Il a noté qu'il pourrait être utile que le Secrétariat fournisse une compilation continue des observations formulées par les pays à des fins de comparaison et/ou d'analyse. Le représentant de l'Inde a également demandé comment les lignes directrices s'intégreraient dans l'Accord OTC. Il a suggéré que les Membres pourraient peut-être élaborer le recueil d'éléments en se fondant sur les bonnes pratiques afin que les travaux deviennent plus substantiels.

2.474. La Présidente a déclaré que l'échange avait été très utile et qu'il y avait une bonne dynamique. Concernant le processus, elle a suggéré que les délégations fournissent toute autre observation écrite avant le 13 avril 2022 et que le Comité se réunisse à nouveau pour discuter des lignes directrices en mode informel le 27 avril. Elle a encouragé les délégations à faire part de leurs observations écrites, car celles-ci enrichiraient le document. Le Secrétariat continuerait à distribuer les observations reçues afin que les Membres puissent les examiner avant la réunion informelle.¹²⁴

2.475. Les modérateurs des séances thématiques ont présenté leurs rapports. La séance thématique sur l'accréditation¹²⁵ s'est tenue le 8 mars au matin; le rapport du modérateur¹²⁶ figure dans le document [G/TBT/GEN/323](#). La session thématique sur les solutions numériques¹²⁷ s'est tenue le 8 mars dans l'après-midi; le rapport du modérateur¹²⁸ figure dans le document [G/TBT/GEN/324](#).

2.476. Les représentants des États-Unis et de l'Inde ont remercié les modérateurs pour leurs rapports et leur compétence dans la modération des sessions. Le représentant de l'Inde a relevé qu'il y avait eu beaucoup d'informations à assimiler pendant les séances du matin (sur l'accréditation) et que 11 interventions avaient peut-être été trop pour une seule session.

2.2.3 Autres décisions et recommandations

2.477. La Présidente a indiqué qu'au titre de ce point de l'ordre du jour, les Membres avaient la possibilité de soulever toute question intéressant le suivi des décisions et recommandations du Comité, y compris celles figurant dans le neuvième examen triennal ([G/TBT/46](#)) ou toute autre décision ou recommandation antérieure du Comité ([G/TBT/1/Rev.14](#)).

2.478. S'agissant de la COVID-19, la Présidente a rendu compte des discussions qui avaient eu lieu lors de la réunion informelle du 10 février. Elle a suggéré que le Comité pourrait envisager d'entamer ses travaux sur l'état de préparation à la COVID-19 et aux pandémies futures ([G/TBT/46](#), paragraphe 8.4): plusieurs Membres avaient pris la parole pour encourager le Comité à entamer des travaux pour examiner et compiler les meilleures pratiques. À cet égard, des Membres avaient

¹²⁴ La communication ultérieure de la Présidente confirmant les dates figure dans le document [ICN/TBT/11](#).

¹²⁵ https://www.wto.org/english/tratop_e/tbt_e/tbts_e/tbts080322am_e.htm.

¹²⁶ M. Hélio Silva (Brésil).

¹²⁷ https://www.wto.org/english/tratop_e/tbt_e/tbts_e/tbts080322pm_e.htm.

¹²⁸ M. Warren Merkel (États-Unis).

suggéré que le Secrétariat fournisse au Comité des informations sur les travaux du Comité à ce jour depuis le début de la pandémie. Ces informations pourraient ensuite servir de point de référence pour la suite des travaux. La Présidente a invité le Secrétariat à établir un tel document de référence.

3 VINGT-SEPTIÈME EXAMEN ANNUEL

3.1. Le Secrétariat a présenté le vingt-septième examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord OTC au titre de l'article 15.3, figurant dans le document [G/TBT/47](#). Le Comité a pris note du rapport.

4 ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

4.1. Le représentant des États-Unis a attiré l'attention du Comité sur des renseignements actualisés figurant dans le document [G/TBT/GEN/322](#).

4.2. Le Secrétariat a fait état d'une nouvelle initiative de renforcement des capacités: le "Programme des champions de la transparence". Dans le but de répondre aux demandes croissantes d'assistance technique dans le domaine des OTC, le Secrétariat avait l'intention de lancer un programme de renforcement des capacités innovant et complet sur la transparence. Ce programme, a-t-il été expliqué, offrira à des fonctionnaires sélectionnés la possibilité de faire progresser leur participation aux mécanismes de transparence des OTC et d'assumer le rôle de champions de la transparence. Chaque cohorte bénéficiera d'un programme de six mois, comprenant des modules en présentiel et virtuels, ainsi qu'un soutien continu de la part du Secrétariat, des mentors et de leurs pairs. Les résultats tangibles du programme seront mis en commun par l'intermédiaire du Comité ainsi que d'autres canaux de communication, tels que les réseaux sociaux. L'objectif ultime du programme était de sensibiliser à l'importance de la transparence et de créer une communauté mondiale de praticiens/champions de la transparence. Le Secrétariat a indiqué que, compte tenu des synergies et de la dynamique créées par l'AfCFTA, le programme commencerait par un segment pilote pour les participants d'Afrique, qui serait suivi par les régions suivantes pour atteindre les participants au niveau mondial. La Section OTC travaillerait en étroite collaboration avec la Section SPS du Secrétariat pour mener des programmes parallèles avec une approche commune.

5 OBSERVATEURS

5.1 Renseignements actualisés

5.1. Le représentant de la CEE a indiqué que son organisation avait lancé le plus grand répertoire au monde de normes correspondant aux objectifs de développement durable de l'ONU. Le "Portail sur les normes au service de la réalisation des ODD" avait été mis au point sous l'égide du Groupe de travail 6 des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation (WP.6) et contenait actuellement les profils de plus de 20 000 normes d'une douzaine de grandes organisations de normalisation. Il fournissait également plus de quarante études de cas démontrant comment les normes avaient contribué à la réalisation des ODD dans certains pays. Le Portail pouvait aider les gouvernements à identifier les normes techniques, les normes commerciales, les documents d'orientation, les recommandations et les conventions qui étaient disponibles et qui pouvaient être utilisés pour aider à atteindre les 17 objectifs du Programme à l'horizon 2030. Le [portail](#)¹²⁹ faisait partie d'un projet plus vaste géré par le Groupe de travail 6 de la CEE, qui comprenait des travaux sur les normes tenant compte de la dimension de genre et des formations en ligne sur des sujets tels que l'évaluation de la conformité et la surveillance des marchés. La CEE avait l'intention d'informer le Comité OTC des autres aspects de ce projet après leur achèvement en juin 2022.

5.2. Le représentant du BIPM a fourni un rapport qui peut être consulté [ici](#).¹³⁰

¹²⁹ <https://standards4sdgs.unece.org>.

¹³⁰ <https://www.bipm.org/documents/20126/42177518/2022-March+BIPM+Liaison+Report+to+WTO+TBTC.pdf/a33fe9d2-959e-97a9-dd88-a1dd55f5aea9?t=1647006743982>.

5.3. Le représentant de la [Commission du Codex Alimentarius](#) a présenté une mise à jour figurant dans le document [G/TBT/GEN/325](#) et sur le [site Web du Codex](#).

5.4. Le représentant de l'[OIML](#) a fourni des informations figurant dans le [document G/TBT/GEN/327](#).

5.5. La [Présidente](#) a également attiré l'attention du Comité sur les informations fournies par d'autres observateurs, notamment la [CEI](#)¹³¹, l'[ISO](#)¹³² et l'[ONUDI](#).¹³³

5.2 Demandes en attente

5.6. La [Présidente](#) a fait observer qu'une liste actualisée des observateurs, y compris les demandes en attente, figurait dans le document [G/TBT/GEN/2/Rev.17](#). Le document [RD/TBT/1/Rev.9](#) présentait une compilation actualisée des communications originales reçues par l'OMC de la part des différents organismes qui avaient demandé le statut d'observateur au Comité OTC et dont les demandes étaient toujours en attente. La Présidente a indiqué, en ce qui concernait les demandes en attente, qu'elle ne disposait d'aucune information lui permettant de penser que la situation avait changé par rapport à la position du Comité lors de la dernière réunion. Elle a donc suggéré que le Comité revienne sur cette question lorsque les Membres auront eu le temps de se consulter davantage.

5.7. La représentante de la [Turquie](#) a réitéré le soutien de sa délégation à la demande de statut d'observateur au Comité OTC présentée par l'Institut de normalisation et de métrologie pour les pays islamiques ([INMPI](#)). L' INMPI, a expliqué la Turquie, est une institution affiliée à l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et, sur ses 43 membres, 33 sont également Membres de l'OMC et 8 sont des observateurs. Cependant, depuis la demande de l'INMPI au Comité OTC en 2017, aucun progrès n'a été réalisé. Les négociations des Membres concernant les demandes en suspens s'étaient limitées à des annonces continues de "pas de consensus au titre de ce point de l'ordre du jour". Le paragraphe 4 de l'annexe 3 du [document WT/L/161](#) sur les règles directrices relatives au statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales spécifiait clairement que chaque demande de statut d'observateur serait examinée au cas par cas. En outre, le document indiquait aussi clairement que les demandes de statut d'observateur seraient examinées en tenant compte de facteurs tels que la nature des activités de l'organisation concernée, la nature de sa composition, le nombre de Membres de l'OMC dans l'organisation, entre autres facteurs. De plus, la délégation de la Turquie a fait remarquer que le document [G/TBT/1/Rev.14](#) intitulé *Décisions et recommandations adoptées par le Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC depuis le 1^{er} janvier 1995*, indiquait clairement qu'il a été décidé de veiller à ce que les demandes de statut d'observateur soient examinées en temps voulu et de discuter des meilleures pratiques en matière de participation des observateurs aux réunions du Comité OTC. À cet égard, la Turquie a invité le Comité OTC à évaluer chaque demande selon ses propres mérites, au cas par cas, et en temps voulu, conformément à ces orientations. Elle a exprimé sa volonté de participer à tout effort visant à résoudre les goulots d'étranglement dans le processus d'évaluation.

6 ÉLECTION DU PRÉSIDENT

6.1. La [Présidente](#) a indiqué que, lors de la réunion, les Membres n'avaient pas encore achevé le processus de sélection des présidents du Comité du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires, y compris le Comité OTC. Cela signifiait que ce point de l'ordre du jour serait suspendu et que le Comité y reviendrait à un stade ultérieur.

7 AUTRES QUESTIONS

7.1. Le [Secrétariat](#) a indiqué qu'en raison de la programmation de la CM12, le Comité OTC avait dû reporter ses prochaines réunions à la semaine commençant le 11 juillet. Le Secrétariat avait l'intention d'organiser un symposium d'une demi-journée pour discuter de la valeur des travaux du Comité sur les goulots d'étranglement réglementaires et l'économie mondiale dans la matinée du 14 octobre 2022.

¹³¹ [iec_wto_tbt_report_2022_feb_a4_lr_0.pdf](#).

¹³² [G/TBT/GEN/326](#).

¹³³ [G/TBT/GEN/328](#).

8 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

8.1. La Présidente a rappelé qu'en raison de la tenue de la douzième Conférence ministérielle en juin, les dates de la prochaine réunion ordinaire du Comité avaient dû être modifiées. La prochaine réunion ordinaire du Comité aurait désormais lieu du 13 au 15 juillet 2022 et serait précédée de séances thématiques sur la transparence le 12 juillet (le matin) et sur la coopération réglementaire entre les Membres (MPME) (l'après-midi).
